

# Les Cahiers

d u P l a n



 Dossier spécial

## La jeunesse marocaine

attitudes, comportements et besoins



# Sommaire

## ■ Actes du séminaire sur "la jeunesse marocaine: attitudes, comportements et besoins" organisé à Rabat, les 14 et 15 Mars 2005

### ■ Allocution d'ouverture du séminaire

Par Ahmed LAHIMI ALAMI, Page 4

#### ○ Résumé du rapport de la Commission Supérieure de la Population

Par le Secrétariat Technique de la CSP, Page 8

### ■ I - La vie sociale des jeunes

#### ○ La jeunesse : une phase complexe entre l'enfance et l'âge adulte

Par F. BENCHEKROUN, Page 12

#### ○ Les jeunes, le patriotisme et la citoyenneté

Par Abdelkébir KHATIBI, Page 21

#### ○ Les jeunes et la gestion des risques (sexualité, tabagisme et drogues)

Par Driss BENSAID, Page 23

#### ○ Les activités culturelles et les loisirs chez les jeunes

Par Mohammed EL AOUAD,

Mustapha BERROUYNE, Page 38

### ■ II - La vie économique des jeunes

#### ○ Formes d'activités économiques, emploi et chômage des jeunes

Par Mustapha AMRANI ALAOUI, Page 47

#### ○ Comportements de consommation et pauvreté des jeunes

Par Abdelkader TETO, Page 57

### ■ III - Jeunes et migration

#### ○ Les jeunes et la migration

Par Mohamed KHACHANI, Page 62

#### ○ Le lien des jeunes issus de la migration avec le Maroc: Quel devenir ?

Par Brahim OUCHELH, Page 71

#### ○ Aspects socio-économiques des jeunes marocains résidant en France

Par Mohamed MGHARI,

Brahim. El MOUAATAMID, Page 77

#### ○ Synthèse des travaux

Par Mohamed ENNAJI, Page 88

#### ○ Retenu pour vous Page 91

---

Les cahiers du Plan publient les articles dans la langue où leurs auteurs les ont rédigés.

Le contenu de ces articles n'engage que leurs auteurs.

Des extraits de cette publication peuvent être consultés sur le site du HCP.

# Séminaire sur la jeunesse marocaine



Une vue de la tribune

---

Allocution d'ouverture du séminaire par Ahmed LAHLIMI ALAMI  
Haut Commissaire au Plan

---

En déclarant ouverte cette session de la Commission Supérieure de la Population, je voudrais, tout d'abord, exprimer notre déférente gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le glorifie, pour avoir bien voulu gratifier de son Haut Patronage la tenue de ce séminaire consacré à la présentation du rapport de cette commission qui avait retenu, pour l'année 2004, le thème de la jeunesse, à la suite des thèmes relatifs à la pauvreté et à l'habitat qui étaient respectivement traités par les rapports de 2002 et 2003.

Qu'il me soit, après cela, permis de remercier messieurs les Ministres et amis, le Dr Mohammed Cheikh Biadillah, Ministre de la Santé, Mohammed Saad Al Alami, Ministre chargé des relations avec le Parlement et Mohammed El

Gahs, Secrétaire d'Etat à la Jeunesse, d'avoir bien voulu participer avec nous au lancement des travaux de ces deux journées d'études.

Mes remerciements vont, également, au Fonds des Nations Unies pour la Population, à son Représentant et à l'ensemble de ses collaborateurs qui ont été notre partenaire constant et bienveillant dans toutes les activités menées dans notre pays en matière de politique de population.

Comme vous le savez, la Commission Supérieure de la Population, créée en 1966 et redynamisée en 1998, est un cadre de réflexion, de concertation et de coordination de l'action des opérateurs nationaux et régionaux en matière de population.

Pourquoi le choix du thème de la jeunesse pour ses assises d'aujourd'hui ?



Banderole du séminaire

C'est que la jeunesse est en soi ce processus complexe de maturation qui caractérise la transition de la dépendance infantile à l'indépendance de l'âge adulte, l'accession graduelle à diverses majorités qui offrent à la jeunesse des droits et lui imposent des devoirs, qui plus est, dans un pays dont la société connaît des mutations profondes qui affectent ses limites d'âge, ses structures, ses effectifs et ses besoins.

C'est que, également, son importance numérique lui donne un poids spécifique dans la population de notre pays. Comme le révèle le rapport qui fait l'objet de vos travaux, le poids démographique de cette tranche de population, âgée de 15 à 24 ans, n'a, en effet, cessé d'augmenter durant les quarante dernières années, passant de 14% en 1960 à près de 21% en 2004.

Vous voyez donc l'évidence de l'intérêt que présentent les thèmes auxquels seront consacrés vos travaux et les débats auxquels ils donneront lieu. Je suis sûr qu'ils apporteront d'utiles éclairages sur les réalités démographique, économique, sociale et civique de la jeunesse de notre pays et permettront de mieux comprendre ses comportements, attitudes et besoins. J'espère qu'ils aboutiront, aussi, à quelques conclusions ou recommandations de nature à contribuer à une plus large promotion de la politique de proximité en faveur des jeunes à laquelle Sa Majesté le Roi appelle gouvernement, collectivités locales, associations de la société civile et partis politiques.

Le programme de ces deux journées est suffisamment chargé pour que je vous inflige un discours qui restituerait d'une manière, même succincte, le profil de cette tranche d'âge et le potentiel qu'elle représente en termes de dynamisme et de progrès sociétal ou encore les efforts dont elle a bénéficié en matière de santé, d'éducation et de

formation. Je voudrais, simplement relever, sur ce dernier point, que ses taux dans les deux domaines de l'alphabétisation et de l'accès à la formation sont supérieurs aux moyennes nationales. Ils sont respectivement pour le premier domaine de 68,4 % contre 55 % à l'échelle nationale et de 30,6 % pour le second domaine, contre 9,6 % pour la population nationale dont l'âge est supérieur ou égal à 15 ans.

Je m'arrêterais, cependant même très rapidement, si vous le permettez, devant les problèmes auxquels cette catégorie de population me semble le plus confrontée. Il s'agit, en premier lieu, de l'emploi, des conditions matérielles de vie et des comportements à risque auxquels, sous l'effet probablement de ces facteurs, elle semble la plus exposée.

En premier lieu, c'est, en effet, en matière d'emploi que les attentes de cette jeunesse semblent être les plus fortes. Le taux de chômage qui l'affecte en 2004 est de 15,4% contre 10,8% au niveau national. Cette différence est d'autant plus significative que 61,6% de ces jeunes occupent des emplois non rémunérés et que 23,2% parmi ceux qui sont de sexe féminin, n'étant ni à l'école ni employées, sont classées «femmes au foyer» faute de se déclarer parmi les demandeurs d'emploi.

Par ailleurs, il s'avère que le taux de chômage augmente avec le niveau du diplôme obtenu. C'est ainsi qu'il est de 7,7% pour les non diplômés, de 28,1% pour les diplômés de niveau moyen et atteint 61,2% pour les diplômés de niveau supérieur.

S'agissant, en second lieu, du niveau de vie, l'incidence de la pauvreté relative au niveau de ces jeunes de 15-24 ans semble être proche de la moyenne nationale (14,0% contre 13,7%). Cette pauvreté est, également, comme au niveau

national, essentiellement rurale : 74,0% des jeunes en situation de pauvreté sont dans ce cas.

Dans ce même registre, il se constate, par ailleurs, qu'à mesure que le niveau de vie s'améliore, le niveau et la structure des dépenses individuelles des jeunes changent. La dépense annuelle moyenne par jeune passe de 200 dirhams pour les 20% de la population la plus défavorisée à 1731 dirhams pour les 20% les plus aisés, alors que la proportion des dépenses allouées aux loisirs et à la culture passe de 2,0% pour les premiers à 9,6% pour les seconds.

S'agissant, en troisième lieu, des comportements à risque

auxquels est exposée cette catégorie de la population, ils peuvent être relativement saisis à travers la part des dépenses allouées à la consommation des tabacs et drogues dans ses budgets de consommation. Cette part est de 13,3%, soit pratiquement le double des dépenses consacrées aux loisirs et cultures. Elle est significativement plus élevée dans les budgets des 20 % les plus défavorisés où elle atteint 22,9 % que dans celui des 20 % les plus aisés où elle n'est que de 8,4%. Sur un autre plan, celui-ci, plus lourd de conséquences, les statistiques disponibles montrent que les IST/SIDA touchent aussi bien la tranche d'âge de 15-29 ans (25% des cas déclarés) que celle des 30-39 ans (44% des cas déclarés).

On peut raisonnablement se demander s'il ne convient pas de relativiser, cependant, les trois problèmes que nous avons privilégiés ici. On peut, en effet, penser que la situation de cette tranche d'âge est, somme toute, caractérisée par le début du processus d'insertion dans la société et que les problèmes qu'elle rencontre sont ceux liés à ces aléas. Une politique, dès lors, d'encadrement en matière de formation, de culture, d'organisation des loisirs et d'animation à caractère social et civique pourrait limiter l'impact de ces problèmes et apporter à cette catégorie l'espoir et la confiance en son avenir si nécessaires pour sa mobilisation et son insertion dans la vie économique, sociale et politique du pays. Il est dans tous les cas sûr que de telles politiques à la promotion

desquelles s'attellent, aujourd'hui, les différents opérateurs de la vie nationale, régionale et locale sont certainement nécessaires et doivent seulement s'intensifier et prendre plus d'ampleur.

Je voudrais, ici, rendre un hommage marqué à l'action que mène, dans ce domaine, les associations de la société civile et joindre, en particulier, dans cet hommage, ma voix à celle de tous ceux qui apprécient hautement l'apport remarquable et exemplaire de la Fondation Mohammed V pour la Solidarité qui privilégie particulièrement dans ses programmes d'animation économique, sociale et culturelle l'action en faveur des



Une vue de l'assistance

jeunes. Vos travaux ne manqueront, sûrement, pas d'exprimer la haute considération à l'action de cette honorable Fondation et, en particulier, l'indéfectible et déférent attachement de la jeunesse marocaine à son Auguste Fondateur. Je ne voudrais pas, si vous le permettez, me priver, dans le même ordre d'idée, de relever l'action courageuse et hautement positive que mènent les associations de développement local qui jouent un rôle important dans la promotion de l'économie sociale dans notre pays, ainsi que celui des associations des jeunes entrepreneurs et le forum des jeunes pour le troisième millénaire qui développent, au sein de notre jeunesse, la volonté d'entreprendre et le goût de l'excellence.

Je voudrais, ici, m'excuser auprès de vous, si j'ose, sous l'effet de la cote d'amour particulière que je porte à ces associations, leur exprimer mes remerciements personnels les plus sincères pour avoir, dans toutes les occasions où j'ai eu à les fréquenter, alimenté ma confiance dans l'avenir et les promesses de notre pays et mon constant optimisme, ces ressorts qui ont toujours animé mon action tout au long de ma vie militante et professionnelle.

Si la situation de cette tranche d'âge, qui fera l'objet de vos travaux, au cours de ces deux journées, est considérée comme une simple phase transitoire pour les jeunes qui la



Une vue de l'assistance

constituent, et que des actions d'encadrement plus diversifiées et plus intenses sont nécessaires pour susciter leur confiance dans l'avenir auquel ils aspirent, on peut se demander si ces actions sont seules suffisantes pour un tel résultat. Pour cela, encore faudrait-il que cette confiance soit confortée par la situation des catégories qui se situent au delà de la tranche d'âge de cette jeunesse. Ceci ne sera le cas que si les tranches d'âges auxquelles elle va accéder, dans l'avenir proche, bénéficient d'une situation meilleure que la sienne. Car le vécu des jeunes s'alimente, sûrement, de l'image de l'avenir que leur renvoient leurs aînés. Leur avenir est, en définitive, présent pour eux dans la situation de ces derniers.

La situation de l'emploi et les conditions de vie dans les tranches d'âges supérieures doivent constituer pour eux une forte incitation à relativiser le poids des problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie d'aujourd'hui. Ce ne semble pas encore le cas. Le taux de chômage de la tranche d'âge 25-34 ans reste encore élevé. Il est de 16,4 % en 2004 et de 42,1 % pour les diplômés du niveau supérieur contre une moyenne nationale de 27,1 % pour l'ensemble des diplômés supérieurs âgés de 15 ans et plus. Le taux de pauvreté relative chez les 25-34 ans demeure encore élevé, de l'ordre de 10,3%.

Ceci doit nous inciter, tous, opérateurs économiques, sociaux, politiques et citoyens confondus, à une mobilisation et à une action plus fortes pour relever le niveau de performances de nos programmes, de nos méthodes d'actions et de notre présence sur le terrain pour réaliser les objectifs fixés à l'ensemble de la nation, par Sa Majesté le Roi.

Pour être à la hauteur de Ses Hautes Orientations, Initiatives et Œuvres, à la hauteur de l'exemple qu'il ne cesse de donner au pays en mettant au service de toutes les causes nationales l'implication constante et sans limite de son Auguste Personne. La réalisation, concrètement et à un rythme toujours accéléré, des priorités fixées dans le Discours prononcé par Sa Majesté le Roi, le 10 octobre 2003, devant le Parlement, en l'occurrence l'investissement porteur, l'emploi productif, l'enseignement utile et la création des conditions d'une vie digne pour tous passe par une action résolue de l'ensemble des forces vives de la nation pour une croissance forte et une répartition équitable des charges et des bénéfices de celle-ci au profit de l'ensemble de la population et des régions marocaines. Toutes les tranches d'âges de notre population, grâce aux efforts de tous, prendront, de plus en plus, la juste mesure des promesses de leur avenir commun. ■

# Résumé du rapport de la Commission Supérieure de la Population

**C**e rapport sur la politique de population au titre de l'année 2003 est consacré à la jeunesse marocaine, âgée de 15 à 24 ans. Cette catégorie de la population représente, en 2003, selon les estimations du Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), près de 21 % de la population totale. Ce rapport a fait état de certaines caractéristiques démographiques et socio-économiques des jeunes. Il en ressort que la quasi-totalité des jeunes est célibataire (99,5 % parmi les garçons et 92 % parmi les filles). Concernant leurs caractéristiques socio-économiques, les données de l'enquête sur la consommation des ménages, réalisée en 2001, indiquent que l'analphabétisme touche au niveau national une proportion élevée des jeunes,

*Par le Secrétariat Technique de la CSP - H.C.P*

Compte tenu de ces données de base, quelles politiques mènent-on en faveur des jeunes ? Quelles représentations ont ceux-ci de leur environnement familial et extrafamilial ? Quels sont leurs besoins en matière d'éducation, de formation et d'emploi ? Quel comportement ont-ils en matière de santé de la reproduction ? Bénéficient-ils de loisirs ? Quels comportements ont-ils vis-à-vis d'un certain nombre de phénomènes tels que le tabagisme, la drogue, etc. ? Ce sont là quelques questions auxquelles ce rapport a essayé d'apporter des éléments de réponse.

L'analyse des différentes politiques menées en faveur des jeunes, montre que ceux-ci sont au centre des préoccupations du décideur marocain. La jeunesse occupe, certes, une place primordiale dans les stratégies de développement économique et sociale du pays, à travers la scolarisation, la formation, la santé, l'emploi, et l'intégration économique et sociale. La réforme de l'enseignement et de la formation professionnelle dans le cadre de la charte nationale de l'éducation, qui vise la valorisation des jeunes, la charte des petites et moyennes entreprises visant à encourager la création

notamment de sexe féminin (21,2 % pour les garçons contre 42 % pour les filles). En milieu urbain, le taux d'analphabétisme serait de l'ordre de 8 % pour les garçons et de 18,4% pour les filles contre respectivement 35,3 % et 70,6 % en milieu rural.

La répartition des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon leurs principales activités révèle que 31,2 % d'entre eux sont en éducation-formation, 35,8 % exercent déjà une activité économique, 7,34 % sont en chômage et 23,6 % des jeunes de sexe féminin sont au foyer. Les jeunes citadins sont plus attirés par l'éducation et la formation que les jeunes ruraux, plus présents sur le marché de l'emploi.

particulièrement par les jeunes diplômés, la création d'institutions d'intermédiation pour l'emploi, les stratégies de lutte contre les IST/ SIDA illustrent l'intérêt des pouvoirs publics pour les jeunes perçus comme moyen et finalité du développement du pays.

Le rapport s'est fait également l'écho des représentations qu'ont les jeunes de leur environnement aussi bien familial qu'extrafamilial. Au niveau de l'environnement familial, on constate que malgré l'évolution que connaît la famille marocaine, depuis plus d'une trentaine d'années, suite aux changements économique, social et culturel, dont elle est l'objet, elle demeure un véritable support de nature diverse dans le vécu de la jeunesse. Comme l'écrivent R. Bourqia, M. El Ayadi, M. El Harras et H Rachik (2000), la famille demeure toujours pour les jeunes « un rempart contre les crises matérielles et une sécurité dans une conjoncture où la tendance à la nucléarisation de la cellule familiale s'estompe devant les obstacles objectifs qui entravent la constitution de foyers autonomes, consécutifs notamment au retard pris par les jeunes dans l'accès à une vie active ». Cependant, si l'institution familiale paraît répondre aux besoins économiques des jeunes, tel ne semble pas être le cas en ce qui concerne leurs attentes d'ordre communicationnel. Une enquête auprès des jeunes âgés de 15-29 ans, réalisée en 2001, a permis de dégager, chez eux, deux images de la famille. D'un côté la

famille est vue comme un socle social et une source de richesse et de l'autre comme un espace d'autorité, de privation et de frustration. Cette dernière attitude serait, selon cette enquête, plus manifeste en milieu urbain qu'en milieu rural. Il y a donc un affaiblissement du modèle culturel traditionnel, en terme de rapports de pouvoir entre les anciennes et nouvelles générations, où la hiérarchie constituait la règle dominante au sein de la famille. Des enquêtes qualitatives menées par le CERED ont, en effet, révélé que les relations parents/enfants sont en train de perdre une caractéristique essentielle qui est celle de l'autorité des parents sur leurs enfants et particulièrement adolescents et jeunes. Si l'on considère ce constat comme révélateur premier des changements en cours, on peut avancer l'hypothèse que les liens familiaux peuvent se distendre dans des conditions où les charges se font plus pesantes. Dans le même ordre d'idées, notons que le mariage n'est plus une affaire des parents. Les jeunes, filles et garçons, d'aujourd'hui décident eux-mêmes du moment du mariage et du choix du conjoint.

## Rapport à l'école

Concernant le rapport à l'école, les jeunes scolarisés expriment, nettement, une insatisfaction vis-à-vis des méthodes et du style d'enseignement qui prévalent actuellement. La transmission pédagogique devrait tenir compte d'une plus grande interactivité dans les méthodes qu'elle utilise et mettre aussi fin à l'autoritarisme qui nuit à la construction de têtes bien faites. Comme le souligne un étudiant lors d'une enquête qualitative sur la question «l'autorité est une composante qui marque toutes nos institutions. Elle ne peut qu'engendrer et cultiver le conformisme et l'absence de la créativité et de l'initiative. Les contenus et les méthodes d'enseignement vont dans le même sens». Partant de ces constats, la réforme de l'enseignement, engagée depuis peu, ne mériterait-elle pas d'être évaluée par rapport à ces aspects- là aussi ?

Le rapport des jeunes à l'emploi, quant à lui, semble être complexe et ce, en raison des difficultés réelles que rencontrent les jeunes pour y accéder. En termes de stratégies d'insertion professionnelle, la formation est désignée, par les jeunes chômeurs, comme le meilleur atout. L'acquisition d'un diplôme constitue la meilleure voie royale en la matière. Quant aux interactions avec l'employeur, celles-ci, à l'instar de celles qui règnent à l'école, se déroulent sur le mode de l'autoritarisme, comme si une sorte de principe de communication, fondé sur des rapports de pouvoir, transcendait toutes les phases de la vie, dans les espaces de production.

L'attitude des jeunes vis-à-vis de la politique ne permet pas de les catégoriser, en général, par rapport à un projet de société donné. Comme il a été démontré par plusieurs chercheurs

s'intéressant à cet aspect là, il y a une démobilisation des jeunes par rapport à la politique. Voici, d'après un lycéen, des éléments qui ont contribué au discrédit de la politique à leurs yeux et qui expliquent leur désaffection à cet égard : « Il n'y a pas de démocratie interne dans les partis politiques. Le jeune dans cette composition ne pourra jamais trouver sa place et encore moins un statut. En plus, les partis politiques n'interpellent les jeunes qu'occasionnellement, en cas d'élections (...). Comment peuvent-ils parler et opter pour la modernité alors que la classe politique est vieillissante et se croit irremplaçable»<sup>1</sup>.

Enfin, notre jeunesse aspire à vivre sous d'autres cieux. Des données représentatives au niveau national sur cette question font certes défaut. Mais des enquêtes menées par le CERED dans le milieu rural et semi urbain de Marrakech révèlent bien une aspiration à la migration chez les jeunes. Migrer à l'étranger et particulièrement en Europe est un rêve que caresse une proportion appréciable de jeunes aussi bien filles que garçons. Les difficultés d'insertion professionnelle et le désir d'avoir une vie meilleure devraient nourrir fortement ce rêve.

## Education et formation

L'analyse de la formation des jeunes sous l'angle de sa conjonction avec la scolarisation, l'activité économique et l'insertion professionnelle montre que le passage d'une politique active d'emploi des jeunes à une politique active d'éducation et de formation modifie les fonctions des jeunes. De moins en moins sur le marché du travail, ces derniers voient leurs fonctions converger vers l'accumulation du savoir et du savoir-faire. Le recul de l'emploi chez cette catégorie s'opère, évidemment, au profit de la scolarisation et de la formation. En comparant la proportion des jeunes en éducation-formation, en 1999 et en 2003, on constate qu'elle est passée de 40,3% à 46,5% en milieu urbain et de 10,3% à 13,7% en milieu rural. Cette pression sur les formations éducatives se convertit en un allègement de la pression exercée sur le marché du travail. Le double recul, d'une part, du taux de chômage des jeunes et, d'autre part, de leur poids dans le total des chômeurs explique l'essentiel de la réduction du chômage constatée depuis la veille du Plan 2000-2004 jusqu'à 2003.

Le saut quantitatif réalisé par l'éducation des jeunes ne s'accompagne pas d'une diffusion équivalente de la formation. Résultant essentiellement des impératifs du marché du travail et du perfectionnement professionnel, la formation est très peu diffusée et insuffisamment synchronisée et articulée avec la scolarisation. Elle est généralement acquise à l'âge de l'activité économique et avec le chômage. C'est ainsi qu'en préconisant des options appropriées en matière de passerelles entre l'enseignement général, la formation professionnelle et la vie

<sup>1</sup> Cité par le Bulletin Economique et social de 2003.

<sup>2</sup> Idem.



active, la charte de l'éducation et de la formation répond à moyen et long termes à la contrainte de l'intégration de la scolarisation et la qualification professionnelle et en fait un tout indissociable et accessible. Seulement, le système d'éducation - formation en vigueur devra faire face à l'héritage du passé. Les jeunes qui n'ont aujourd'hui aucun niveau scolaire se trouvent à la marge du processus d'éducation - formation et se voient hériter les facteurs de la précarité économique et sociale.

Associée aux niveaux de l'enseignement secondaire et supérieur, la formation réduit la durée de chômage. Cette réduction est d'autant plus importante que le niveau d'éducation est élevé. Ainsi, si la formation combinée au niveau de l'enseignement fondamental allonge, pour le premier cycle, de deux mois la durée du chômage des jeunes. Cette durée se trouve réduite de 8 mois si, par contre, la formation est combinée au niveau du de l'enseignement. Mais la formation n'explique pas, à elle seule, la réduction de la durée de chômage des jeunes. Le type de diplôme obtenu y contribue fortement lui aussi.

En effet, l'analyse des données disponibles sur la relation entre le type de diplôme obtenu et l'insertion professionnelle montre que les diplômés délivrés par les facultés sont les moins demandés sur le marché du travail. Leurs titulaires sont les plus exposés au chômage. Inversement, les diplômés les plus prometteurs sur le marché du travail sont ceux délivrés par les grandes écoles et instituts supérieurs dont notamment les diplômés en «Tourisme, Hôtellerie et Restauration», «Transport et Télécommunication», «Administration, Gestion, Finance, et Commerce», «Sciences de l'Information» et enfin «Industrie».

## Santé de la reproduction

S'agissant de la santé de la reproduction, le rapport révèle une évolution non négligeable du comportement des jeunes en la matière. Le mariage à un âge plus avancé, la tendance vers la disparition des maternités précoces et la baisse de la mortalité maternelle aux jeunes âges sont des réalités incontestables aujourd'hui au Maroc. L'utilisation de la contraception est de plus en plus précoce. Près de 40% des femmes âgées de moins de 20 ans utilisent, aujourd'hui, une méthode contraceptive contre 57% chez les 20 à 25 ans et 65% pour les 25-49 ans. Mais, malgré l'expérience acquise par le Maroc en matière de planification familiale, les jeunes femmes sont assez nombreuses à exprimer un besoin non satisfait dans ce domaine (12%). Ce besoin pourrait être à l'origine de nombreuses grossesses non désirées. Le taux de mortalité maternelle aux jeunes âges, bien qu'il témoigne des dangers encourus par les parturientes adolescentes, particulièrement le recours de ces jeunes femmes aux soins obstétriques et aux services spécifiques n'est pas systématique.

En effet, les données de l'enquête sur la population et la santé familiale, réalisée en 2003-2004 par le Ministère de la Santé,

révèle que 32% des femmes enquêtées n'ont reçu aucun soin prénatal d'un agent de santé pour la naissance la plus récente, 62% des femmes, ayant eu un enfant au cours des 5 années précédant l'enquête, n'ont pas reçu un supplément en fer, pour 37%, l'accouchement s'est déroulé sans aucune assistance médicale enfin pour 72%, la mère n'a pas reçu d'injection antitétanique. Chez les adolescentes âgées de moins de 20 ans, ces pourcentages représentent respectivement 31%, 63%, 35%, et 58%. On peut constater d'après ces chiffres que globalement les très jeunes mères, comme leurs aînées, ont un comportement sanitaire assez positif. Mais étant donné qu'elles accumulent les prédispositions (immaturité physiologique et manque de soins et de surveillances médicales), on peut estimer qu'un bon nombre d'entre elles restent vulnérables face aux risques de grossesse. De tels risques peuvent être moindres, chez les adolescentes, grâce à un suivi prénatal régulier et de qualité, et à une bonne prise en charge durant la parturition.

Les connaissances en matière de sexualité, de reproduction humaine et de santé sont incomplètes et confuses, à cause des pesanteurs de l'analphabétisme et de la pauvreté et des tabous entourant la communication à propos de la sexualité. Bien plus, la prise de conscience du risque de santé chez certains jeunes, ne s'accompagne pas systématiquement d'une pratique préventive. Ceci est d'autant plus inquiétant que si la prévalence du SIDA au Maroc reste faible (moins de 1%), elle ne signifie pas que le risque de le contracter est moindre. Les données confirment une nette montée des IST-SIDA chez les jeunes, les jeunes femmes en sont particulièrement vulnérables pour des raisons physiologiques et culturelles. En effet, depuis le premier cas diagnostiqué dans notre pays en 1986, le cumul de cas de SIDA-maladie est de 1442 au 30 juin 2004, d'après les statistiques du Ministère de la Santé. L'analyse des infections avérées a permis de dresser le profil démographique des victimes à travers l'âge, le sexe et la situation familiale. Ainsi, la maladie touche particulièrement les jeunes âgés de 15-29 ans (25%) et particulièrement les personnes 30-39 ans (44%). Le ratio masculin/féminin est de 1,6, contre 5,2 durant la période 1986-1990. Ce constat indique une vulnérabilité accrue des femmes au risque d'infection, chez qui la contamination est plus précoce (35% des cas ont moins de 19 ans contre 22% seulement chez les hommes). La maladie est plus fréquente chez les hommes et les femmes célibataires (62% et 65%), le mode de transmission prédominant est sexuel (84%) et la transmission hétérosexuelle représente (74%), les cas de SIDA chez les femmes sont issus à hauteur de 49% de relations multi partenariales et dans 18% du conjoint atteint (chez les hommes, ces pourcentages sont respectivement de 70% et de 1%) et enfin le phénomène est essentiellement urbain, 88% des cas du SIDA vivent en milieu urbain.

Les enquêtes qualitatives menées sur les IST/Sida montrent que les jeunes ont des perceptions négatives des services de santé

et du personnel soignant qui leur sont dédiés. A leurs yeux, le personnel n'est pas toujours formé pour une telle population et les soins prévus ne sont pas toujours appropriés. Il s'ensuit que les jeunes n'osent pas parler de leurs problèmes, par peur d'être stigmatisés socialement, ni de leurs besoins car ils ressentent un sentiment de honte parce qu'inconsciemment les IST/SIDA sont liées aux relations sexuelles extraconjugales et par conséquent frappées d'interdit. Les attitudes et le rythme d'augmentation des nouveaux cas et particulièrement parmi les jeunes laissent présager une dégradation de la situation dans l'avenir pour différentes raisons. Parmi celles-ci, figurent une faible couverture de la population par la surveillance médicale, l'absence d'une assurance maladie généralisée et efficace enfin la faible coordination entre les structures gouvernementales chargées des jeunes, de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle.

## Les loisirs

Dans le domaine des loisirs, le rapport apporte un certain éclairage sur la pratique des jeunes marocains en la matière. Ces loisirs, jouent un rôle déterminant dans le processus de leur intégration dans leur environnement social, culturel et économique, et complètent les apports successifs de la famille et de l'école pour forger la personnalité et contribuent à prévenir les comportements à risques.

Ce sont les activités socioculturels (maisons de jeunes, salles de cinéma, etc.) et sportives qui retiennent l'attention de nos jeunes. En effet, en 2001, 55 % des jeunes les privilégient. Le sport reste le loisir des jeunes garçons et des citadins par excellence (70,9% pour les jeunes garçons contre 29,1% pour les jeunes filles, 67% pour les citadins contre 33% pour les ruraux), ainsi que la fréquentation des cafés. Les adhésions aux associations (ONG) se révèlent faibles (15,2% d'après l'enquête réalisée au niveau national et 8%, d'après les enquêtes sur les adolescents à Marrakech).

La pratique des loisirs se trouve confronté à de nombreux problèmes liés particulièrement à la disponibilité et à l'accès aux infrastructures offertes en la matière. A titre d'exemple, en 2003, le nombre total de maisons de jeunes s'élève à 312 (195 sont implantées en milieu urbain et 117 en milieu rural), soit une unité pour 20 000 jeunes âgés de 15-24 ans (17000 en milieu urbain et 25000 en milieu rural). Le taux d'encadrement demeure très faible et ne répond pas à la demande croissante des jeunes. Dans la mesure où cette pratique devrait constituer un moyen privilégié d'intégration sociale, des actions spécifiques doivent être entreprises. Les collectivités locales et les départements en charge de la culture et de la jeunesse sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans ce sens. Il s'agit de développer les salles de sports, les bibliothèques, les maisons de jeunes, les foyers féminins ainsi que les agents qui oeuvrent

dans ce domaine comme les associations de voyage, les associations sportives, les associations culturelles, etc.

L'analyse des comportements et attitudes des jeunes vis-à-vis du tabac, de la drogue et de l'alcool, laisse supposer un réel problème pour notre société. En effet, des jeunes lycéens, approchés lors d'une enquête réalisée par le Ministère de la Santé en 2001, connaissent bien les dangers du tabac. 78,3% parmi eux en sont bien informés (79,6 % en milieu urbain contre 70,9 % en milieu rural). Les résultats de cette enquête révèlent que la prévalence de la consommation du tabac chez les jeunes scolarisés serait de 13,5% (taux plus élevé chez les garçons (19,4%) que chez les filles (6 %) et augmente avec l'âge). Les jeunes qui vivent dans des familles monoparentales (par divorce ou par veuvage) sont plus exposés au risque de fumer que ceux qui vivent dans des familles où règne l'entente entre parents et enfants. Ces résultats sont confirmés par ceux des enquêtes menées par le CERED tant dans le milieu urbain de Casablanca en 1999 que dans les milieux semi urbain et rural de Marrakech en 2003. Concernant la consommation de la drogue chez les jeunes, 10,7% dans le semi urbain de Marrakech ont déclaré avoir consommé de la drogue, au moins une fois dans leur vie (17,5% pour les garçons et 1,9% pour les filles). Cette consommation est plus élevée chez les jeunes de Casablanca (11,5%), avec toutefois une prédominance chez les garçons (22,3% contre 1,9% pour les filles). Les raisons personnelles, la recherche du plaisir, l'évasion, la curiosité, l'imitation des autres figurent parmi les raisons qui poussent les jeunes à consommer de la drogue.

Le rapport met l'accent sur le rôle de la famille dans les comportements et conduites socialement indésirables des jeunes. Lorsque l'intensité des relations des parents avec leurs enfants est forte, elle constitue un moyen de protection, dans le cas contraire, le risque pour les jeunes s'en montre accru.

Parant de l'ensemble des résultats de ce rapport, le défi pour le Maroc est de parvenir à intégrer ses jeunes dans le processus de développement économique et social. Cette intégration demeure tributaire de la capacité du pays à valoriser ce capital humain afin d'en tirer profit pour son développement. La valorisation de la jeunesse est un facteur majeur pour la mise à niveau générale du pays en vue d'une insertion avantageuse dans l'économie mondiale. Cette valorisation de la jeunesse passe inéluctablement par la satisfaction de ses besoins en termes d'éducation et de formation, de santé, de loisirs et d'emploi dans le cadre **de stratégies cohérentes et intégrées entre les différents intervenants tant au niveau des départements ministériels, que des collectivités locales et de la société civile.** ■

# La jeunesse : une phase complexe entre l'enfance et l'âge adulte

## Ou "Si jeunesse savait si vieillesse pouvait"

*"On doit encore plus de respect à la jeunesse qu'à la vieillesse" V. Hugo*

**L'**adolescence, période maturative, est un passage obligé mais qui n'est pas sans poser de problèmes. L'adolescent qui vit cette période dite de l'âge bête dans les sociétés occidentales ne sait pas se faire entendre et l'adulte ne sait pas l'entendre. Comme si ce dernier avait oublié, refoulé, cette période par laquelle il est passé. Quelle que soit la catégorie sociale dont il est issu, l'adolescent posera et vivra les difficultés que lui impose une telle période. En effet, aucune période autre que la naissance et la mort n'entraîne autant de changements, de remaniements tant sur le plan biologique que

psychoaffectif. "Ceux qui explorent le domaine de la psychologie doivent d'abord savoir que l'adolescent - garçon ou fille - ne désire pas être pas compris. Il faut que les adultes gardent pour eux ce qu'ils parviennent à comprendre de l'adolescence. Il serait absurde d'écrire un livre sur l'adolescence à l'intention des adolescents, car cette période de la vie qui est essentiellement celle d'une découverte personnelle, doit être vécue. Chaque individu est engagé dans une expérience, celle de vivre dans un problème, celui d'exister". D.W. WINICOTT, *l'adolescence dans de la pédiatrie à la psychanalyse* (PUF).

Par M. F. BENCHEKROUN, Psychiatre - Psychanalyste

Bien sûr, l'adolescence pourra se vivre et être vécue différemment en fonction du lieu géographique, social, économique, historique, culturel où elle se vit. Dès lors, se lancer dans la rédaction d'un article traitant de l'adolescence, ne sera qu'une tentative de compréhension, n'excluant pas les "lieux communs", ceux que tout le monde sait, ne serait - ce que pour les avoir vécus.



Il n'est certainement pas aisé de devenir adulte. On peut néanmoins affirmer qu'il est plus difficile de s'inscrire dans une société dite post industrielle que dans une société agricole où le passage du statut de l'enfant au statut d'adulte se fait rapidement et tôt. Qu'en est-il dans une société qui est elle-même en pleine mouvance, où les repères traditionnels sont souvent décriés, sans que d'autres soient proposés, une société qui involontairement pour ne pas dire inconsciemment propose une attitude "régressive" en guise de solutions aux difficultés sociales que nous traversons. "Avant, c'était mieux...tout est dans le livre...". De nos jours, le désarroi des adolescents est non seulement aggravé, mais souvent exploité à l'extrême à des visées commerciales et

politiques. L'adolescent marocain n'est pas différent des autres, la spécificité qu'est la sienne, est celle qu'il peut partager avec ceux de pays qui traversent les mêmes difficultés, des pays en voie de développement...

Dans des pays comme le Maroc, cette tranche de la population, si elle est exposée comme ailleurs, forme une partie importante de la nation.

En effet alors que dans les sociétés occidentales la dichotomie urbain/rural est moins marquée, dans notre société l'évolution en fonction du lieu de maturation sera différente.

Dans nos villes toutes déstructurées qu'elles soient, l'adolescent vit les difficultés auxquelles l'expose cette transition, à laquelle se surajoute la perte des repères traditionnels - l'éclatement de la cellule familiale, l'attrait des paradis artificiels, l'exposition aux vendeurs de rêves et la plasticité du jeune. Le jeune est sensible aux "beaux parleurs" vendeurs de solutions "miracles" qui résoudront toutes les difficultés qu'elles soient d'ordre psychologique, social, économique ou existentiel, surtout si les solutions préconisées trouvent leur source dans la "révélation"...

Nous allons tenter de définir cette étape passagère qu'est l'adolescence avant de tenter d'aborder, de façon succincte, les différentes étapes que traversera l'adolescent et les risques auxquels il va se trouver exposé.

## Qu'est-ce qu'un adolescent ?

On serait tenté de le définir par son âge... "est dit adolescent toute personne se situant entre tel âge et tel âge..." Peut-on le figer dans un âge à deux chiffres ! Alors que le but de ce passage est d'abord maturatif. "Adolescere" : veut dire croître, pousser, grandir, se fortifier, dépasser l'âge de tutelle et devenir majeur, ce qui dépasse largement la période de puberté. Devenir majeur, signifierait en quelque sorte la fin de l'adolescence. Etre majeur, être responsable, être autonome... alors qu'il est clairement établi actuellement que "les jeunes" ont de plus en plus de difficultés à s'autonomiser. Il n'est pas rare de rencontrer des jeunes de plus de 20 ans et parfois même de trente qui vivent sous le toit de leurs parents en dépendance totale.

La rationalisation est là pour sauver la mise, "les temps sont difficiles, les difficultés matérielles, la cherté de la vie..." permet aux uns et aux autres de mieux assumer cette rupture difficile. La dépendance affective est souvent le moteur de cette adolescence qui traîne en longueur.

Etre adolescent, c'est être "entre deux", entre enfance et âge adulte, quitter, abandonner la période de l'enfance où on est sensé être choyé, aimé, entouré pour faire le pas vers cette période où tout le poids social pèse, d'autant que l'image véhiculée actuellement de l'adulte n'est guère attrayante "Boulot-métro-dodo", "une vie de c..." tel est un des projets qui est souvent proposé au candidat ou au postulant.

Alors qu'il est souvent pris dans une image de la vie idéalisée, l'adolescent rêve de grands projets, d'une vie faite d'imprévus, d'aventures, de réalisations merveilleuses. Le monde qu'on lui propose est instabilité, insécurité, guerres, mensonges et actuellement une incapacité de se projeter malgré tous ses efforts dans un monde meilleur. Du brillant élève, il se voit diplômé chômeur ; du travailleur acharné, se profile le chômage ; des bras chargés d'espoir, un monde basé sur l'inégalité se montre à lui ; du Moi idéal flamboyant, un idéal du Moi sombre.

Sur le plan psychoaffectif, c'est une période dite de latence, où la reviviscence de la problématique œdipienne se joue. L'adolescent est tiraillé entre des pulsions régressives et un besoin, une nécessité de s'autonomiser. Ce n'est pas un hasard, si c'est à cette période, dans cette tranche de vie que se manifesteront plus ou moins bruyamment les difficultés existentielles du jeune adulte. De la fugue à la tentative de suicide, les comportements seront souvent des attitudes et des réactions à risque.

Si la contestation est le règne de l'adolescent, le conflit des générations sera son acmé. Si ces attitudes sont irritantes, elles

sont néanmoins porteuses de vie. On assistera, malheureusement et souvent de façon passive, à une déstructuration de la personnalité où, en l'état actuel des choses, nous ne pouvons répondre que par des accompagnements parcellaires et rarement efficaces. Si l'Organisation Mondiale de la Santé reconnaît que 1% de la population est atteinte de schizophrénie, c'est quasiment toujours à cet âge qu'elle montrera les premiers signes de son éclosion.

C'est surtout lors des premières années que l'adolescent va se montrer opposant quérulent, négatif. Il cherche, il doute, il change. Ne sachant ni que faire, ni comment être, il s'essaie à toutes les possibilités. Les audaces alternent avec les peurs, les crises avec les accalmies, les révoltes avec les soumissions, l'activité débordante avec l'épuisement, les exigences d'autonomie avec la recherche d'un modèle à suivre, les volte-face d'opinions avec un fanatisme têtu... Parfois, d'un jour à l'autre, il hait puis il aime ses parents, se peigne pendant des heures puis plus du tout, bouillonne d'énergie dès cinq heures du matin puis traîne interminablement au lit, bavarde et ratiocine sans arrêt puis se mure dans un mutisme total, plaisante et rit puis grogne et insulte, il se montre brutal puis apeuré et malheureux, il se comporte comme un bambin puis révèle une maturité surprenante ; il se trouve épatant puis misérable et laid.

Il cherche son identité, il expérimente des comportements et des attitudes, il enregistre la réaction d'autrui ainsi que ses propres sentiments. On voit bien à quel point la crise est inévitable et nécessaire. Si tout va bien l'adolescent trouvera des solutions à ce qui le tracasse.

Sauf accident, l'adolescent aura découvert, en abordant l'âge adulte, ce qui lui convient et comment vivre avec les cartes qui sont les siennes. Il saura qu'il est bon à quelque chose et il saura à quoi; il aura renoncé à des rêves illusoire, des ambitions démesurées, des regrets stériles ; il pourra désormais mener sa vie de façon dynamique et satisfaisante... Si tout s'est bien passé...

L'adolescent s'écarte de ses parents et leur demande simultanément de desserrer les liens qui les attachent, d'admettre que sa vie lui appartient. Cette évolution exige le plus souvent un travail très dur : l'adolescent ne sait que confusément ce qu'il est en train d'accomplir, d'une part, et de l'autre, la majorité des parents s'obstinent à vouloir le maintenir sous leur férule, à moins qu'ils ne poussent impatiemment leur enfant à avancer plus vite que celui-ci ne peut le faire. Parfois c'est la catastrophe des ordres contradictoires "Il faut apprendre à te débrouiller tout seul ; mais ne fais pas de bêtises, tu me ferais trop de peine (deviens grand, mais reste mon gentil petit enfant...)"

Cependant, l'adolescent est également habité par la peur de perdre la sécurité affective offerte par ses parents. Il craint aussi de se perdre soi-même. En rejetant ses parents, il se vide d'une bonne part de sa propre substance, faite d'identification à ses parents et d'acceptation de leurs normes. Son vide intérieur est rendu plus effrayant encore par la marée sexuelle qui l'envahit : l'adolescent désire intensément la relation sexuelle, mais il la redoute (d'où la violence et la volonté de dominer l'autre sexe : les bravades, le machisme des garçons, la coquetterie provocante des filles ou la fuite par timidité).

Si le conflit est trop fort, insupportable, l'adolescent aura du mal à maintenir son opposition à l'égard de ses parents. La grande culpabilité qu'il éprouve, le pousse à refouler le conflit et à se réfugier dans l'enfance au lieu de franchir cette étape de sa vie. Incapable de rejeter le système d'identification aux parents, il va se complaire dans son enfance, rester très attaché à sa famille et très dépendant d'elle. Il n'assumera pas la nouvelle réalité de ses pulsions et s'évadera dans les rêveries, dans l'imaginaire. Ceci explique le retard de certains adolescents à faire leur crise ainsi que le regain d'infantilité et de minorisation que l'on constate dans certaines familles. L'Adolescent stagne ou régresse dans son comportement, il est incapable de supporter la frustration engendrée par le rejet des parents. Les causes de ce retard vers la maturation et l'autonomie de la personnalité peuvent être multiples :

- Précarité de l'adolescent qui a une personnalité névrotique et qui par besoin d'amour et de sécurité maternelle ne peut livrer le combat de l'acquisition de sa propre autonomie qu'au prix d'un effort tel que toute expression de ce conflit lui est impossible,
- Milieu social et culturel extrêmement rigide et castrateur où l'adolescent n'a pas le droit à la parole et où les relations sociales comme un destin impossible est à remettre en question ; milieu clos et conformiste incapable d'intégrer les velléités de révolte et d'instabilité que suppose la réalisation de l'adolescent,
- Milieu familial où il n'est pas possible à une personne de s'en éloigner et de s'en affranchir. Ces famille-castes où l'autorité formelle du père exerce un tel contrôle qu'elle aboutit à détruire et à minoriser toute volonté d'affranchissement et de libération. L'adolescence n'est vécue que comme moyen pour les parents d'exercer leur tutelle et de réprimer cette nouvelle liberté qui est perçue comme une rivalité par le pouvoir parental,
- D'une mère excessivement sécurisante et captatrice, voire névrotique ou psychotique, qui ne peut accepter sans sombrer dans la maladie, que l'adolescent ne soit plus un enfant qu'elle couvait. Il fait partie de son corps propre et il est impossible à l'adolescent de se situer en dehors de ce corps pour exister par lui-même.

## La sexualité des adolescents et ses troubles

Certaines conduites sexuelles ne sont tenues pour morbides que parce qu'elles sont déviantes, minoritaires, éloignées de la norme et du "droit chemin". Or dans le temps et dans l'espace de l'histoire humaine, toutes les normes ont existé.

L'inceste, dont la Prohibition est la seule loi universelle permettant le passage de l'état de nature à l'état de culture, n'est pas l'apanage que des Pharaons. Que d'inceste ou de conduites incestueuses sont vécues souvent dans la loi du silence familial, même si de temps en temps le voile se lève...innombrables ceux qui pratiquent en dépit des normes et des lois. Le viol est aussi un élément présent y compris là encore le familial, ce qui n'empêche que la morale aussi bien que la loi l'interdisent... un peu mollement.

Qu'en est-il de nos jeunes aujourd'hui ?

Ils baignent dans une société où l'érotisme est exploité et commercialisé ouvertement, mais en même temps, il leur est inculqué que "ça ne se fait pas". Ils sont culpabilisés si d'aventure ils "consomment" ce que le monde adulte leur offre en vente. Nous mettons les jeunes, disait Margaret Mead, dans une situation presque intolérable, en les plaçant dans un climat qui favorise un comportement pour lequel nous les punissons ensuite.

Souignons d'emblée que les adultes qui n'ont pu se dégager des interdits moraux de leur propre enfance feraient mieux de laisser les jeunes tranquilles. Les adolescents de tels milieux se débrouilleront seuls comme jadis ; on ne peut qu'espérer qu'ils ne tomberont pas dans les mêmes névroses que leurs aînés.

La sexualité des adolescents tend aujourd'hui à sortir de la clandestinité. Quelles seront les conséquences de cette évolution? Nul ne peut le prédire. Mais certains facteurs peuvent l'expliquer :

- L'allongement de la période d'adolescence par les deux bouts (puberté plus précoce, entrée dans la vie active plus tardive). Cette dépendance prolongée est mal supportée par les jeunes, tandis que les parents confondent leur responsabilité financière à l'égard de leurs jeunes et le maintien d'un droit divin d'autorité quasi absolue sur ceux-ci. Les parents parlent volontiers de leur souci de ne pas voir leurs enfants faire des bêtises. Peut-être ces belles motivations cachent-elle une secrète jalousie notamment sur le plan de la liberté sexuelle, le regret envieux d'un passé révolu dont ils n'ont pu profiter à temps "Ah ! si jeunesse savait, si vieillesse pouvait !";
- La vulgarisation de théories psychologiques et psychanalytiques et le brassage des cultures, permettent de remettre en question un certain nombre de vérités posées comme

intangibles, mais avec des tendances actuellement de retour à des situations idéologiques de façon fanatique et désemparée ;

- L'exigence nouvelle, chez les jeunes, de pouvoir disposer de leur corps et d'éprouver du bonheur à ce niveau et refusent de considérer leur corps comme une pauvre carcasse méprisable;

- Le perfectionnement des méthodes contraceptives, qui avec l'émergence du sida se développe de plus en plus. Même si la prise de conscience est plus du registre féminin que masculin, les garçons ont tendance à se sentir moins exposés, et souvent se lavent les mains de toutes les histoires tournant autour de la grossesse. Le vieil adage phallocratique selon lequel on peut lâcher les coqs, qu'il incombe aux poules de se préserver toujours.

Le dialogue avec les parents, s'il est indispensable, est malheureusement souvent absent ou réduit à quelques idées vagues, abstraites et négatives. Son absence est source de beaucoup de maux, et souvent l'adolescent se trouve par méconnaissance exposé à des conduites déviantes le conduisant à la multiplication des partenaires. Masculine ou féminine, la prostitution expose le jeune en plus des traumatismes psychoaffectifs à toutes sortes de maux connus ou méconnus de lui, allant de la simple gonorrhée à l'infection par le virus HIV, en passant par les clamidias et les hépatites.

On ne peut parler de la sexualité des adolescents sans évoquer le fameux plaisir solitaire. La masturbation qui était honnie est de plus en plus vécue comme une étape maturative, étape naturelle tant sur le plan sexuel qu'affectif, même si acceptée on s'empresse d'ajouter que cette pratique doit être abandonnée pour laisser place à une sexualité dite adulte. Ainsi, ce qui était péché est devenu régression infantile quasiment pathologique si elle se poursuit à l'âge adulte.

Cette attitude permet à l'adolescent de trouver un compromis entre la chasteté et les rapports sexuels, une solution qui lui permet de passer de manière relativement satisfaisante les quelques années qui séparent l'enfance de l'âge adulte. Age adulte où il se révélera à lui-même avec un épanouissement pas toujours certain, d'autant que la pesanteur du poids des interdits sociaux, moraux continua à peser et que lui-même le transmettra en fonction de son vécu pendant cette période de transition.

## Les troubles délictueux ou la délinquance juvénile

La délinquance juvénile se pose actuellement comme un problème de société. Devant les difficultés de disposer d'informations fiables, nous nous sommes référés aux chiffres donnés par la préfecture de police de Paris, comme base.

Le ministère de la justice marocain (Cf.annexe) dispose d'études épidémiologiques concernant ce fléau, mais il nous a semblé que ces données étaient peu représentatives de la réalité. En effet en 1998, on a dénombré 8309 cas portés devant les tribunaux sur l'ensemble du territoire national : 6748 de sexe masculin, 1533 de sexe féminin et 28 étrangers.

Dans cette étude, les cas analysés vont de l'homicide volontaire ou l'abattage d'arbres sans autorisation en passant par le viol et le vandalisme. Ce qui étonne dans cette étude c'est qu'aucun cas n'a été présenté devant les tribunaux pour constitution d'association de malfaiteurs ou de gang.

L'item le plus important est celui de coups et blessures où il est dénombré 2639 cas à l'échelle nationale. En guise d'illustration, il est dénombré 14 cas d'homicide volontaire, 178 cas de vol qualifié, 5 cas de viol et 9 cas entraînant la perte de virginité, 318 cas de violation de lieux saints et seulement 88 cas de vol (pickpocket). On dénombre également 229 cas de vente de cigarettes sans autorisation, 47 cas d'abattage d'arbre sans autorisation et 155 cas de jeunes bergers faisant paître leurs animaux dans les terres domaniales.

Cette étude révèle 266 cas de mendicité contre 11 cas de contrebande. On dénombre, enfin, 104 cas d'immigration clandestine, 294 cas de vente de drogues et 318 cas de consommation de stupéfiants. Les chiffres donnés semblent être particulièrement bas pour être significatifs, d'où notre difficulté à les utiliser comme base de réflexion fiable.

S'il est vrai que l'étude épidémiologique de cette catégorie de délinquants est ardue, on peut penser que cette étude ne prenant en considération que les cas présentés devant les tribunaux exclut toute une série de conduites délictueuses qui n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires.

On peut présager sans être grand devin que, la réalité dépasse largement ces chiffres publiés par le ministère de la justice, mais cette étude a l'avantage d'exister et ainsi nous servir d'indicateur. D'autant qu'au Maroc actuellement, le peu de projet présenté aux jeunes adolescents les expose à toutes les dérives qu'elles soient d'ordre social, éthique ou psychologique.

"Pourquoi lui, pas moi" peut pousser à des passages à l'acte alternant entre violence et délits quand le relais n'est pas pris par les "vendeurs de paroles" utilisant tous les moyens de communication actuels de l'internet à la cassette audio qui prend d'autant plus de valeur que son écoute devient un acte militant. Des valeurs d'ordre théoriquement spirituel comblent le vide laissé et fonctionnent pour combler toutes les attentes. En leur nom et la croyance supposée, tout devient permis et où la loi, dans sa fonction symbolique, n'assure plus son rôle.

Du vol à l'étalage au jeune braqueur, du petit "sniffeur" de colles synthétiques à l'utilisateur de produits vécus plus

dangereux et nécessitant d'autres moyens financiers, toutes les attitudes délictueuses se verront pour satisfaire dans "ici et maintenant" le besoin immédiat.

La délinquance juvénile est avant tout un phénomène masculin, de groupe. Vandalisme, viol, agression des passants sont à peu près exclusivement des conduites de groupe dans un milieu urbain et plus souvent industriel.

L'énorme majorité des délits de jeunes vise des biens. Au Maroc, comme ailleurs on reconnaît que les vols et le vandalisme constituent 77% de la délinquance totale. Les infractions contre les personnes représentent 8,9% de la délinquance au total.

- Dans les cambriolages graves, la moyenne d'âge dépasse 17 ans et la complicité d'adultes est fréquente. Elle constitue selon la même source 8% de la délinquance dans les grosses agglomérations.
- Les vols dans les voitures en stationnement, de sacs à main de femme arrachés, d'accessoires de véhicules et les vols chez l'employeur sont difficilement chiffrables du fait que rarement des plaintes sont portées.
- Le vandalisme (2,5% de la délinquance totale) est le fait de jeunes adolescents, moins de 16 ans en général, en groupe. L'acte a généralement le sens d'une affirmation de soi devant le groupe, mais donne à cette affirmation une signification négative, liée à l'exil affectif.
- Le crime est rare chez l'adolescent, on reconnaît 10 à 20 par an et il décrit 2 à 4 parricides annuels et quelques infanticides surtout d'enfants illégitimes avec parfois la complicité maternelle ou familiale.
- La violence s'exprime surtout dans les bagarres de jeunes entre eux. L'agression gratuite contre l'adulte est rare, mais l'organisation de bandes rivales est toujours d'actualité.

La délinquance désigne une conduite définie, comme anti sociale par la loi, dans un pays déterminé, dans des circonstances précises. Ainsi amasser de l'argent en volant directement est une délinquance, amasser une fortune en faisant des bénéfices exorbitants par des moyens industriels est la réussite sociale. Tuer en temps de paix est un meurtre, tuer par les armes en temps de guerre est un acte patriotique voire héroïque, exécuter un condamné à mort est un acte de justice. Etre prostituée n'est pas une délinquance, l'afficher en métier est un acte délictueux...Les limites du bien et du mal, auxquelles l'adolescent est très sensible nous semble de plus en plus floues !

C'est la loi, qui définit la délinquance. Par contre, il n'y a pas de référence psychologique ou psychiatrique précise de cette notion ; il est actuellement habituel de considérer que les troubles psychopathiques ne représentent à peu près que 15% des cas de délinquance juvénile. La délinquance juvénile est un problème social parce que chaque fois qu'une société, chaque fois qu'un groupe régnant, chaque fois qu'un groupe politique

promet aux gens des choses qu'il ne sait pas tenir, il leur enlève toute base morale.

*"Cela revient à définir le délinquant par le délit et on retombe dans le verbalisme cher aux juristes. La loi fabrique un délit, un homme commet un acte qui correspond à la définition de ce délit : on l'appelle le coupable; celui au préjudice de qui l'acte est commis s'appelle la victime.*

La faim et la misère n'effacent pas le délit, mais le fait de pousser à la faim et à la misère n'en constitue pas un". Louis Casamayor Où sont les coupables ? Ed. du Seuil Paris 1953

## La toxicomanie

Qu'est-ce qu'un toxicomane ? Celui ou celle qui établit un rapport de dépendance, qu'elle soit physique ou psychique, à un produit donné. Du tabac à l'alcool, toute sorte de substance peut être incriminée.

Si certaines conduites toxicomaniaques sont socialement acceptées, même valorisées, il est de tradition de ne considérer comme toxicomanes que ceux qui utilisent des produits prohibés, du cannabis à l'héroïne, la liste des produits utilisés n'est pas exhaustive.

Dans un passé relativement récent, le fumeur de kif n'était pas vécu comme déviant ou ayant une attitude antisociale. D'ailleurs lors de la lutte pour l'indépendance, les nationalistes n'avaient-ils pas "conseillé" aux fumeurs d'éviter la consommation de tabac pour cesser d'alimenter les caisses de la régie des tabacs, attitude militante que d'arrêter de consommer du tabac, mais on a vu à l'époque nombre de personnes se rabattre sur le cannabis comme attitude d'opposition au colonisateur.

Chez l'adolescent actuellement entre la première cigarette et le premier verre d'alcool, vient s'insérer le "premier joint" mais sa démarche est plus inscrite dans une tentative de révolte, une fois la conduite identificatoire passée.

La toxicomanie donne maintenant une image de comportement globalement déviante sans constituer pour autant un phénomène intrinsèquement nouveau. Certes, les modifications sociales changent les populations marginales. Celles-ci deviennent de plus en plus mal tolérées dans les structures rigides des sociétés dites modernes. Or, schématiquement, les modifications socio-psychologiques actuelles vont dans le double sens d'une libération intellectuelle en réaction au conformisme contraignant des traditions, d'une nécessité de statut défini pour chaque sujet dans une société qui n'admet plus une absence de rôle. Ce que P.Sivadon résume ainsi : "La violence et la drogue, pas plus que la vie grégaire

et la promiscuité sexuelle ne sont des inventions des sociétés modernes. Ces comportements archaïques resurgissent périodiquement sous forme de guerres, de révolutions ou de simples crises de civilisation, lorsque certaines structures de la société ont atteint un degré de rigidité qui s'oppose à une évolution équilibrée".

Si la toxicomanie en elle-même n'est pas une délinquance, elle en devient souvent la cause : vol, trafic de drogue, prostitution... La solution de la force et de la punition peut être provisoirement efficace, mais en définitive illusoire : elle inhibe la croissance psychologique et bloque toute chance du jeune de développer ses propres solutions pour les problèmes qu'il affronte.

Le problème ne résiderait pas dans la tension, l'anxiété, la peur, l'hostilité de l'adolescent, mais dans l'absence chez certains, de ressources internes et externes nécessaires, pour traverser sans naufrage les tempêtes propres à cette période. Or, la drogue semble bien rendre, dans un premier temps du moins, la vie plus supportable à ces jeunes là.

Ali est un jeune, garçon de 17 ans, amené à ma consultation contraint et forcé. Il ne comprend pas pourquoi ses parents s'acharnent contre lui. Il dit ne se plaindre de rien... Il fout la paix aux autres, qu'on lui foute la paix". Issu d'une famille qui se définit comme unie, il est l'aîné d'une fratrie de trois. Les parents signalent qu'il n'a jamais posé de problèmes, gentil et affable jusqu'alors, on pourrait lui reprocher une certaine forme de retrait. Il avait tendance à l'isolement, souvent dans sa chambre, il ne demandait rien à personne et on ne lui demandait rien. Scolarité banale, avec des hauts et des bas, Ali faisait son bonhomme de chemin.

Depuis quelques mois, la mère dit que Ali devenait "enfin" un peu "coquet", faisait plus attention à sa mise mais signale-t-elle, elle avait eu l'attention attirée par le fait qu'il passait des heures devant le miroir. Se polarisant sur sa coiffure, son acné...mais sans que cela l'inquiète plus que de mesure.

Les parents interprétaient ce "petit" changement d'attitude comme une évolution normale. Il devient un homme, il cherche à plaire... il doit être amoureux d'une jeune fille de sa classe. Le retrait est toujours là, il communique peu, s'enfermant progressivement dans sa chambre, avec des lectures ésotériques. Du religieux au fantastique, tout y passe, rien d'inquiétant...C'est l'adolescence.

Brutalement, Ali décrète qu'il doit être plus libre, moins surveillé et exige qu'on le laisse sortir le soir. Désarçonnés, les parents ont l'impression qu'on leur a changé leur Ali si gentil. Ils s'inquiètent, ils en parlent autour d'eux...mais toutes les personnes sollicitées de leur entourage les rassurent. C'est l'adolescence, ça lui passera. La mère soucieuse, voit ce fils chéri dépérir, s'enfermer de plus

en plus, jusqu'à exiger de manger seul. Inquiète, elle fouille lors d'une de ses rares absences dans ses effets. Stupeur, elle tombe sur une substance marron cachée dans le fond de son tiroir. Inquiète, elle demande autour d'elle qu'on lui dise ce que c'est. "C'est du haschisch"...

Drame, mais on comprend mieux les changements de comportement de ce si gentil garçon. C'est la drogue. Histoire oh combien banale, où le produit inhalé ou bu est tenu pour responsable des changements du comportement, le bouc émissaire est trouvé. C'est l'agent extérieur qui est responsable. Ce qui permet ou évite que le sujet prenne la parole ou que le groupe ne se mette en question.

C'est ce qui avait été décrit, à une certaine époque, comme la ou les psychoses cannabiques. Le produit étant tenu pour responsable alors que depuis quelques mois le jeune adolescent était en train de se déstructurer. En effet, quoi de plus naturel que de se rabattre sur un produit à effet anxiolytique pour lutter contre une angoisse de morcellement.

## Troubles des conduites alimentaires et du comportement

Il est classique de théoriser des troubles alimentaires et ceux des conduites addictives en tentant de questionner la problématique narcissique du jeune adolescent.

Si une période de la vie est questionnée de façon souvent violente par le narcissisme, c'est bien l'adolescence. Tout bouge, tout change, tout évolue. Le corps pousse et se transforme, la voix mue à telle enseigne que l'adolescent ne reconnaît ni sa voix ni son visage. Période idéale où l'on tente et cherche à plaire sans trop y pouvoir.

Période des régimes, " je voudrais être plus fort, donc je dois manger plus, je voudrais être plus mince, je dois faire un régime". Ainsi cette affection de plus en plus connue par les praticiens, même si les familles chez lesquelles elle se révèle n'y prête guère attention. C'est la période de l'anorexie mentale. La jeune fille intelligente, à la limite du brillant, n'a de cesse que de maigrir : "Je ne supporte pas mon ventre, mes hanches sont en amphore...".

De la nourriture sélective, elle va se limiter à un régime hypocalorique et tout excès alimentaire se verra sanctionné par un vomissement spontané ou provoqué. Elle maigrit, en effet à vue d'œil, au point d'en devenir squelettique, véhiculant un corps décharné qu'elle masque par des vêtements trop amples. Elle est la caricature de la mort, un squelette couvert d'une peau.



Tout le monde s'inquiète, sauf les parents comme frappés de cécité ; ils ne semblent pas la voir, ni sa métamorphose. L'attention sera attirée par l'entourage, et rapidement on apprendra qu'elle n'a plus ses règles depuis quelques mois et que les attitudes d'évitement par rapport à l'alimentation sont là depuis longtemps tellement rationalisées qu'ils font partie du quotidien familial.

Aménorrhée, anorexie, amaigrissement, constituent le trépied symptomatique de cette affection scandaleuse qu'est l'anorexie mentale de la jeune fille. Scandaleuse parce qu'elle heurte. Elle joue avec la mort. Scandaleuse, parce qu'elle est vécue comme volontaire, "on a tout à la maison... elle ne manque de rien... on est prêt à lui faire ou à réaliser tous ses désirs alimentaires et autres".

Telle, cette jeune dame hospitalisée dans un service de chirurgie pour un pneumothorax. Le personnel médical et paramédical est scandalisé par l'état de cachexie<sup>1</sup> dans lequel se trouve cette patiente.

Tout le monde l'entoure, on comprend qu'elle refuse la nourriture hospitalière, en général elle est peu goûteuse. Jusqu'au jour où une infirmière particulièrement maternante lui propose de lui préparer son repas et lui porter dans sa chambre. Qu'elle ne fut sa surprise lorsque cette patiente fêliche lui répondit... "je voudrais manger, un croque-monsieur!..."

Le signifiant "croque-monsieur", parle à lui seul de toute la problématique de cette jeune patiente (et souvent des anorexiques en général, leur refus), à la limite du déni de son identité féminine où toute prise de poids pourrait être de façon fantasmatique vécue comme une crainte de grossesse. Ne dit-on pas dans le parler commun d'une femme enceinte qu'elle est grosse... Dès lors "ne pas avoir" ses règles ne l'expose pas au risque de maternité... les périodes où une dame n'est pas réglée ne sont-elle pas l'enfance, la grossesse et la ménopause. Leur apparition signifiant socialement le début de l'adolescence. Maigre et aménorrhéique, elle nie son identité de femme et son refus d'identification maternelle refusant de façon inconsciente la possibilité à son tour d'être mère.

Actuellement, la prise en charge de ces jeunes patientes est assez codifiée, basée en général sur un double contrat, prise en charge psychothérapique dans une structure hospitalière permettant l'isolement de ces jeunes patientes. Entité relativement bien connue et dont les prises en charge ne sont pas toujours évidentes surtout dans des pays comme les nôtres où les thérapeutes ont souvent d'autres urgences. Entité vécue comme féminine, qui, si elle touche le jeune adolescent est considéré comme le mauvais pronostic.

En effet, Ali que nous retrouvons, présentait indépendamment de son isolement, de ses troubles du comportement une anorexie et un amaigrissement à la limite de la cachexie. Une telle entité chez le jeune adolescent signe en général le mode d'entrée dans cette terrible souffrance qu'est la schizophrénie.

## La schizophrénie

Si phrenos en grec signifie, pensée, la schize c'est ce qui divise en deux. L'Organisation Mondiale de la Santé reconnaît que 1% de la population générale est schizophrène. Terrible affection qui touche toutes les populations quelles que soient leur origine, leur appartenance socioculturelle. Si nous considérons que la population marocaine est de 30 millions d'individus, nous devons avoir au Maroc 300.000 schizophrènes. Quand on sait que les capacités d'accueil dans le royaume sont d'environ de 3.000 lits d'hospitalisation en milieu spécialisé, on est en droit de se poser des questions quant à la prise en charge du sujet souffrant dans nos contrées.

L'adolescence est la période de reviviscence de la problématique œdipienne, donc la période de l'éclosion et de l'efflorescence des psychoses dissociatives : on parle de mode d'entrée dans la schizophrénie. Ali, en est un cas typique, et s'il a eu recours à la "drogue", c'est beaucoup plus pour se protéger contre l'envahissement par l'angoisse de morcellement qui assiège le sujet qui a le malheur de vivre cette terrible affection.

Classiquement un certain nombre de signes cliniques sont vécus comme pathognomoniques de cette entité clinique. Le jeune est décrit comme :

- bizarre : il a changé, on ne le comprend plus. Il a des réactions inattendues et imprévues. Ce n'est plus le jeune sujet auquel on était habitué;
- hermétique : fermé, enfermé sur lui-même, il semble vivre "dans une bulle", dans un monde infranchissable;
- détaché : de tout ce qui l'entoure ; plus rien ne semble avoir de l'importance pour lui, ni les éléments de la réalité, ni autre chose;
- ambivalent : où se jouxte de façon simultanée deux sentiments contraires, sans plagier Sheakspeare "to be, or, not to be..." "être ou ne pas être..."

Tel est décrit classiquement le noyau de la schizophrénie, appelé syndrome dissociatif sur lequel peut se greffer d'autres symptômes tels qu'un délire paranoïde où le sujet tient des propos incohérents, choquants, notre réalité sans aucune structuration, on a l'impression que le sujet "part en morceaux".

<sup>1</sup> Cachexie : état de dénutrition telle que le corps donne l'impression d'être un squelette recouvert de peau.

De l'hébéphrénie<sup>2</sup> à la catatonie<sup>3</sup>, tout peut se voir, ce qui fait le polymorphisme de cette entité qui peut prendre toutes les formes. Le tout est de pouvoir la reconnaître et confier ces jeunes à des compétences de façon à pouvoir les soulager.

Si la schizophrénie, est une entité qui se déclare à l'adolescence, souvent elle est méconnue, ignorée, et peut-être à l'origine des conduites à risque de l'adolescent. De la maison dite de redressement, aux prisons, les jeunes peuvent errer de la délinquance à la marginalisation la plus totale. Le risque est le passage à l'acte suicidaire, sous forme de raptus où de façon inattendue et imprévue le jeune passe à l'acte suicidaire souvent de manière brutale et agressive. Une des conduites paranormales, avec parfois des conduites à risque et à danger, est la fugue : la fugue est un départ solitaire, impulsif, généralement dénuée de but et limité dans le temps. Le jeune s'enfuit le plus souvent dans un climat de conflit familial.

On connaît les fugues classiques de l'épileptique, de l'hystérique, du traumatisé crânien, ainsi que les fugues au cours des états psychiatriques caractérisés... Par ailleurs fuguent des adolescents souffrant d'importantes carences affectives et éducatives, mais aussi des enfants de familles manifestement bien intégrées. Classiquement les filles sont considérées comme plus fugueuses que les garçons.

Le jeune fugueur "répétitif" serait d'habitude profondément perturbé, des infections dermatologiques, des parasitoses, des maladies vénériennes, une grossesse indésirée, des troubles respiratoires et gastro-intestinaux, des accidents de la circulation sont fréquemment la rançon des escapades. Le risque de toxicomanie, de délinquance, de violence exercée et surtout subie existe mais il est dramatisé par de puissants préjugés de l'opinion publique à l'égard de fugueurs qui ne sont pas nécessairement des délinquants, il faut le souligner.

Généralement le fugueur est effrayé, souvent furieux, fréquemment triste et déprimé. Lorsqu'il réintègre son foyer, sa famille s'empresse à le soulager à clore l'affaire. Or la fugue, est la plupart du temps l'acmé d'une longue période de tension qui ne s'évanouit pas automatiquement par le

retour au bercail... Rappelons que la fugue des jeunes a existé de tout temps et que le vagabondage a parfois permis l'éclosion de personnalités riches et originales (A. Ben Majdoub). De façon provocatrice, on pourrait dire que si la délinquance est le seul exutoire, elle est préférable à une solution apparente mieux tolérée socialement mais qui induit une inhibition massive qui amputerait littéralement l'adolescent de certaines possibilités d'évolution positive. On voit ainsi certains adolescents devenir délinquants (en col blanc ou non) parcequ'ils n'ont pas pu faire leur adolescence.

Comment aider l'adolescent en difficulté ? S'il faut être attentif aux adolescents et à leurs difficultés, il faut pouvoir l'être sans jamais dramatiser, même si un drame risque réellement d'éclater. La plupart des jeunes ne ressentent qu'une tentative fugace de s'aventurer dans des comportements risqués ; ils ne vont pas bien loin. Dramatiser lorsqu'on découvre un pot aux roses (un jeune qui fume du Haschich) est la façon la plus efficace d'éloigner encore plus l'adolescent, de l'enfoncer là où il ne voulait peut-être que "faire un tour pour voir".

Ne pas dramatiser, s'accorder quelques heures ou une journée de réflexion avant d'agir, demander conseil à d'autres responsables de jeunes, ne veut pas dire s'installer dans la passivité. On ne manquerait pas d'être stupéfait de connaître le nombre de parents qui savent dans quelles misères leurs enfants sombrent lentement, et restent bras ballants, fermant les yeux, se bouchant les oreilles...

Quelques axes nous semblent importants à avoir en tête devant un adolescent en situation précaire :

- la dépense physique, nous semble un exutoire merveilleux pour canaliser l'énergie du jeune : sport, travaux manuels...
- si les anciennes valeurs (religion, patriotisme...) semblent pas tenter le jeune, il est inutile d'essayer de les endoctriner. Par contre, il pourrait s'enthousiasmer pour la démocratie, la liberté, la justice, les sciences, les arts et l'organisation de leur vie en groupe
- il nous semble important de ne pas condamner, ni de juger le jeune. L'adolescent est toujours étonné et

<sup>2</sup> Hébéphrénie : forme clinique dominée par le déficit de toutes les sphères cognitivo-comportementales.

<sup>3</sup> Catatonie : attitudes corporelles où le sujet peut quasiment être statufié adoption inconsciente d'attitudes figées.

heureux de voir qu'il peut parler sans restriction et qu'on peut l'écouter sans répondre par des sermons. L'adulte doit pouvoir reconnaître avec lui que notre monde peut être absurde, révoltant ou tout simplement ennuyant et décevant mais sans l'encourager à la régression et à l'infantilisme.

Il faudrait pouvoir respecter le personnage que l'adolescent affiche, même s'il nous heurte par son arrogance, ses mines sournoises, et même parfois la clochardisation de sa tenue. S'il adopte une telle allure, c'est qu'il en a besoin pour cacher ce qui est souvent un sentiment de grande vulnérabilité, une immense soif de tendresse, un regret cuisant de ne pouvoir "mieux" faire. Il est superflu de lui dire ce qu'on croit être ses quatre vérités : à moins que ce ne soit un grave psychopathe, il sait très bien, intimement, où il en est.

Et enfin, éviter de "psychiatriser" à outrance. On parle trop facilement de "névrose", de "psychose" et de "psychopathie", là où l'on devrait reconnaître un dur labeur adolescente : les adolescents "difficiles", "excentriques" ou encore "marginiaux" ne révèlent pas de la psychiatrie.

L'Echec scolaire jugé anormal par l'entourage ne relève pas toujours, et après examen minutieux, de troubles psychologiques mais relève plutôt de certaines mesures pédagogiques ou éducatives. Souvent un changement d'attitude de la part des parents et des enseignants ou quelques entretiens peuvent réduire les "tensions interpersonnelles" et résoudre certains conflits.

*"Les enfants ne m'aiment pas autant qu'ils aiment le fait que je ne me mêle pas de leurs affaires... Je traite les enfants avec la dignité que les adultes réclament pour eux-mêmes. Je comprends, tout bien considéré, qu'il ne peut y avoir de concurrence réelle entre un père et moi. Son travail est de gagner le pain de sa famille. Le mien, c'est d'éduquer les enfants et leur accorder mon temps et mon intérêt. Si les parents refusent d'étudier la psychologie infantile afin d'acquérir une compréhension du développement de leurs enfants, ils doivent s'attendre à être éliminés. Et ils le sont."* A. S. NEIL "Libres enfants de Summerhill" Ed. Maspéro 1970. ■

Tél : 037 76 28 20 / 037 76 29 30

Fax : 037 66 07 71

B.P. 178 - Quartier administratif  
Rabat - Maroc

Président :

Ahmed LAHLIMI ALAMI  
Haut Commissaire au Plan

Création/Rédaction en Chef

Ahmed EL KOHEN LAMRHILI

Comité Scientifique

- Mohamed ABZAHD  
- Mustapha AFKIR

- Aziz AJBILOU  
- Abdelhak ALLALAT  
- Jamal BOURCHACHEN  
- Mohamed DOUIDICH  
- Ali EL AKKAOUI  
- Abdelaziz GHAZALI  
- Mohamed GHERMAOUI  
- Abderrahmane HAOUACH  
- Ahmed JMILA  
- Ahmed IBRAHIMI  
- Abdelaziz MAALMI

Révision et coordination

- Saadia HOUMMI

Editeur

CND (Centre National de  
Documentation)

Tel : 037 77 10 32 / 037 77 09 84 /  
037 77 30 08

Fax : 037 77 31 34  
Haut Agdal - Rabat

Dépôt légal

2004/0139

ISSN 1114-8411

Publication

Haut Commissariat au Plan  
E-mail : lescahiersduplan@yahoo.fr  
Site : www.hcp.ma

Réalisation et Infographie

Enigma

037 76 47 49 - Rabat

Imprimerie

El Maarif Al Jadida  
037 79-47-08/09 - Rabat

# Les jeunes, le patriotisme et la citoyenneté

**P**our analyser les changements sociaux qui s'opèrent à travers la vie des jeunes et leur aptitude à ces changements et à leurs effets (politiques, associatifs, patriotiques), il faudrait garder à l'esprit que leur identité est une identité en devenir. En devenir par rapport à trois repères cimentant l'esprit de toute communauté dans un pays donné, une société déterminée, dans une nation à laquelle on adhère comme à une destinée historique. Trois critères donc : l'espace, le temps et la culture dans le sens général, y compris les valeurs spirituelles.

Par Abdelkébir KHATIBI - Sociologue

Avant d'aller plus loin, précisons les mots. On peut définir le patriotisme comme la manifestation d'un acte de foi. D'une manière ou d'une autre, il est une sorte de culte, marqué par la sacralité et l'amour des ancêtres. Il fait référence à un héritage commun : le lieu natal, le patrimoine (et le matrimoine), l'esprit de communauté tissé par une longue histoire, le lien social et la croyance à une origine (réelle ou mythique), dont la figure emblématique de l'Ancêtre représente le modèle initial de tout patriote. Qui dit « ancêtre » suppose qu'il y ait, au cœur de toute patrie, une communauté symbolique, entre les vivants et les morts, entre les enfants, les jeunes et les adultes.



## Patriotisme et nationalisme

Il faut distinguer entre le « patriotisme » et le « nationalisme ». Le premier terme renvoie à un désir et à un sentiment d'appartenance, alors que le second terme est plutôt une idéologie de résistance, de défense ou de conquête, autour d'une entité abstraite : la Nation.

La notion de « citoyenneté » signifie l'acquisition par le citoyen de ses droits civiques et politiques. Notion qui vient de loin, inspirée et pensée par la philosophie politique européenne, en particulier chez les Grecs anciens. La philosophie islamique l'a reprise à son compte en respectant l'esprit communautaire de l'Islam. On peut donc affirmer que la citoyenneté s'incarne dans la communauté civique des hommes libres en tant qu'amis et rivaux dans le même espace social. Changeant de forme selon les pays et les sociétés, la citoyenneté est une quête permanente en vue de respecter l'équilibre social, dans une hiérarchie déterminée, entre les intérêts individuels et les intérêts collectifs.

Mais d'où peuvent provenir l'équilibre et le déséquilibre d'un groupe ou d'une société entière ? Suivons un moment cette démonstration. Les repères d'identification de l'individu et du groupe (espace, temps, culture et valeurs spirituelles) sont à déceler dans ce que les sociologues appellent les communautés de base.

Il existe des communautés de base premières, comme la famille, l'école, la mosquée, le quartier, le douar, le village etc. Les communautés de base secondes sont des entités associatives, des entités de la société civile. Dans la société civile moderne, il faut citer les partis, les syndicats, les ONG.

Toutes ces communautés sont instituant de la vie sociale, elles règlent les modalités de la vie sociale, dans la mesure où elles sont à même de s'adapter au rythme des changements sociaux, à une période déterminée. La grande politique consiste à initier la jeunesse à la responsabilité, si nécessaire en tous temps, et, en particulier, en période de crise économique, sociale et culturelle. La politique, elle, s'occupe de la gestion des affaires courantes, en faveur de la cité et de son équilibre.

Cependant, plus le temps (et surtout le temps technique), va vite, au rythme d'une globalisation très contraignante, plus les communautés de base sont affectées par des transformations inédites. Les communautés de base peuvent implorer ou exploser de différentes manières : perte de repères, angoisse insistante due au chômage, au sous-emploi, à l'illettrisme. Ce sont là des effets dangereux de désidentification par rapport à l'équilibre sociétal souhaité.

## L'esprit politique

Il existe des points de passage entre les communautés de base par exemple, la participation ou non de la jeunesse à l'activité politique ou associative en général. C'est dire que lorsqu'il est actif, l'esprit politique est un entraînement initiatique qui prend sa racine dans la hiérarchie (familiale, scolaire, religieuse, clanique, tribale), avant d'être filtré par le pouvoir public et ses mécanismes. Par exemple, une cellule de parti est une cellule de fraternité idéale, c'est-à-dire le mode d'une autorité diffuse pour apprendre à commander et à obéir, avant d'être une quelconque idéologie.

Il faut dire clairement ceci aux jeunes pour accorder du sens à leur méfiance vis-à-vis de la politique et de sa scénographie.

Ainsi, je donnerai des éléments de réponse sur le patriotisme et la citoyenneté, après avoir mis en avant une autre donnée essentielle. La voici : ce sont les effets réels, imaginaires et fantasmatiques des nouvelles technologies sur l'esprit des jeunes et leurs rêves. L'utilisation de l'ordinateur, du téléphone portable et d'autres supports de communication, sont doubles : d'une part, ils favorisent l'émergence de l'individuation (c'est-à-dire l'autonomie d'une personne et d'un citoyen), et d'autre part, elles accélèrent l'atomisation de la société civile traditionnelle et des communautés de base, en particulier.

Les effets sociaux des nouvelles technologies sont multiples et profonds, car, la révolution numérique n'est point superficielle. Elle affecte le lien social, elle invente en quelque sorte une nouvelle jeunesse, dans son comportement et son langage, sa manière de voir et

d'imaginer le monde en train de changer. Où se repère cette nouvelle jeunesse dans le temps et l'espace de ces changements rapides ? Changements qui s'opèrent dans les rapports entre vie publique et vie privée, entre les hommes et les femmes, entre l'école et les nouveaux leviers de la connaissance ? Autant de questions auxquelles il faut répondre avec exactitude pour ne pas « se tromper » de génération, politique et civique.

Maintenir la pensée "politique" en éveil est une tâche monumentale. Il n'y a pas de substitution magique à cette tâche, qui consiste à responsabiliser les élites émergentes dans la construction du présent et de l'avenir. La mobilisation de la jeunesse, initiée au patriotisme et à la citoyenneté, dépend en grande partie de cette responsabilisation soutenue, dans tous les domaines : politique, économique et culturel.

Un travail de fond sur le terrain, dans la proximité des communautés de base, premières secondes, et virtuelles. Ces dernières résultent de l'impact des nouvelles technologies sur l'esprit du Marocain.

Il faut bien rappeler ici qu'il existe plusieurs types de patriotisme. J'en préleve quatre seulement :

- un patriotisme fantasmatique : le patriote considère sa propre patrie ou sa communauté comme le centre du monde ;
- un patriotisme idéologique, qui est un état de conscience qui défend les intérêts d'une classe contre une autre ;
- un patriotisme pédagogique, initié aussi bien par l'Etat que pour la société civile ;
- un patriotisme stratégique, ouvert à la diversité des pays, des patries voisines ou lointaines, c'est-à-dire réceptif à la globalisation, à un monde en devenir dans sa complexité. ■

# Les jeunes et la gestion des risques (sexualité, tabagisme et drogues)

**S**elon la littérature sociologique, la jeunesse est un phénomène socialement et culturellement construit. Les divisions et les frontières entre les âges sont moins des étapes biologiques que des représentations que la société se fait de ces étapes<sup>1</sup>. Au Maroc, les questions relatives à la jeunesse prennent une importance particulière eu égard au poids démographique important de cette catégorie de la population et des problèmes spécifiques qui lui sont inhérents. A ce titre, une meilleure connaissance scientifique de la jeunesse ainsi que l'identification des ses problèmes et de ses comportements spécifiques fournissent un précieux outil de travail aux gestionnaires des programmes sanitaires, en vue de la promotion de modes de vie sains au sein de cette population.

Par Driss BENSALD<sup>2</sup> - Professeur

En dehors des définitions générales de la jeunesse en tant que catégorie statistique et tranche d'âge situées entre l'enfance et l'âge adulte, aucune définition ou délimitation, scientifiquement construite, n'est actuellement disponible.

Souvent, le chercheur, le décideur et les concepteurs et gestionnaires des programmes élaborés pour la prise en charge des problèmes de la jeunesse se heurtent, objectivement, à de sérieuses difficultés quant à l'adéquation de l'intervention des besoins réels et stratifiés des catégories ciblées. Cette difficulté devient plus grande quand il s'agit des programmes sanitaires visant la promotion des modes de vie sains et l'élimination des comportements à risque.



Dans un contexte socioculturel en pleine mutation, les jeunes sont les premiers exposés aux risques qui accompagnent inexorablement ces mutations. L'ouverture sur le monde et la mondialisation des schémas de comportements et valeurs culturelles et la difficulté à faire accepter ces modèles et ces aspirations dans la famille est le seul repère possible pour le jeune. A ce titre, les nouveaux comportements à risque sous formes de maladies transmissibles, particulièrement les IST et le SIDA, la toxicomanie ou encore les maladies non transmissibles<sup>2</sup> liées à la mauvaise nutrition et au sédentarisme sont autant de nouvelles sources d'incertitudes qui menacent la santé des jeunes et entrave la conduite d'une vie saine.

## La gestion de la sexualité chez les jeunes

La maturité sexuelle et le passage de l'enfance à l'adolescence sont vécus différemment par les garçons et les filles du champ de notre étude.

Pour le garçon, la découverte du changement par l'intéressé lui-même vient avec la première éjaculation. Sa famille et son entourage découvrent ce changement par l'observation des signes extérieurs (moustache, traces de sperme sur les sous-vêtements, etc.). Quelquefois, c'est la décision de l'adolescent lui-même d'observer le jeûne du Ramadan qui annonce officiellement ce passage. D'une manière générale, la puberté physique du garçon n'a pas d'incidences immédiates ou directes sur ses relations avec sa famille ou avec son entourage. Dès son plus jeune âge, et particulièrement à l'occasion de l'apparition des premiers signes corporels de maturité,

<sup>1</sup> Les données qui ont servi à la rédaction de cet article sont tirées des Focus Groups organisés à l'occasion de la conduite d'une étude sur les modes de vie sains chez les jeunes, OMS/Ministère de la Santé, 2004.

<sup>2</sup> Le rapport mondial sur la santé dans le monde en 2002 signale que la mortalité, la morbidité et les incapacités attribuées aux principales maladies non transmissibles représentent environ 60% de l'ensemble des décès et 47% de la charge mondiale de morbidité et que ces chiffres peuvent atteindre respectivement 73% et 60% en 2020. Le rapport note aussi que 66% des décès attribués aux maladies non transmissibles surviennent dans les pays en développement où il y a plus de jeunes que dans les pays développés. OMS, Rapport Mondial sur la santé dans le monde, Genève, 2002.

<sup>3</sup> Coordinateur du Groupe de Recherches et d'Etudes Sociologiques.

l'éducation familiale se concentre sur la protection et la gestion de la virginité par la jeune fille et à sa sensibilisation à cette lourde responsabilité puisqu'elle devient, en partie, dépositaire de l'honneur familial.

La puberté marque, sur le plan physique, et surtout social, le passage d'une période caractérisée par l'innocence, l'insouciance et le jeu à un autre stade de la vie où la féminité et la virginité deviennent le principal centre d'intérêt de l'adolescente et de sa famille. Dans le contexte traditionnel, la période qui séparait la puberté du mariage était très courte. Actuellement, avec l'allongement de la durée des études pour les deux sexes, des périodes de formation et l'augmentation de l'âge au premier mariage, la gestion de la sexualité des adolescentes devient un souci majeur de la plupart des familles, ce qui accroît sensiblement la pression sur les jeunes adolescentes.

Le passage à l'âge de la puberté est vécu généralement par la fille et sa famille comme un changement de statut social et non pas comme une mutation physiologique ou biologique qui mérite des explications et requiert aide et assistance de la part de la famille. En règle générale, la puberté se traduit par le resserrement du contrôle du comportement de la fille. Ainsi, la régularité du cycle mensuel peut devenir un moyen de contrôle de la bonne conduite de la fille.

## Les comportements sexuels à risque chez les jeunes

Comme nous l'avons analysé plus haut, le passage de l'enfance à l'âge adulte s'effectue, souvent, dans la souffrance et la douleur. Les jeunes ne sont préparés ni à gérer leur propre corps ni à gérer leurs relations avec leur entourage.

D'autre part, les schémas éducatifs au sein de l'école et de la famille ne réservent pratiquement pas de place à la préparation par l'information, la socialisation et le dialogue au passage à l'âge adulte et à la connaissance claire et précise des comportements à risque par rapport aux comportements sains clairement identifiés et expliqués au jeune.

L'augmentation rapide de l'espérance de vie, de l'âge au premier mariage et la difficulté grandissante pour avoir un premier emploi sont autant de facteurs qui font des comportements des jeunes une priorité sanitaire, sociale et politique.

D'autre part, les informations, même basiques, concernant la sexualité, la drogue et l'alcoolisme circulent en dehors des instances à charge d'éduquer et d'informer le jeune, en premier lieu, la famille et l'école. Les tabous qui entourent ces sujets contraignent le jeune à se livrer à lui-même dans une période de sa vie où il a le plus besoin non seulement de liberté et d'indépendance mais aussi d'aide et d'assistance.

Ce passage, souvent douloureux et conflictuel, entre deux âges, génère impérativement des comportements à risque. Ces comportements sont, aux yeux d'un grand nombre de familles, des comportements nouveaux qui se démarquent de ceux de l'enfance et sont jugés selon les valeurs propres à chaque famille, à chaque région et à chaque culture. Cette perception des risques du point de vue des familles, malgré son importance, dépasse l'objectif spécifique de notre étude.

Par contre, la perception et les pratiques, par les jeunes des comportements qui ont un impact certain sur leurs statuts sanitaires est l'objectif premier de cet article.

Nous entendons par comportements à risque toutes les pratiques qui peuvent altérer l'hygiène de vie et/ou menacer la vie à moyen ou à court terme. Au-delà de l'impact de ces comportements sur la santé physique et mentale des jeunes, ses séquelles sont aussi d'ordre économique, social et politique. Le propre d'un comportement à risque, c'est que ses conséquences n'apparaissent pas immédiatement après son accomplissement. D'autre part, le jeune tire de ces comportements un plaisir et une satisfaction psychologique immédiats qui occultent le risque ou le rendent lointain et abstrait.

S'agit-il d'insouciance, de comportement pervers, de l'impact des mauvaises fréquentations ou simplement d'une mauvaise éducation ? (le point de vue des adultes) de manque d'information et de sensibilisation ? (le point de vue du professionnel de Santé) ou, au contraire, s'agit-il de comportements spécifiques aux jeunes et aux adolescents qu'il faut informer et travailler avec eux pour changer les comportements réellement à risque en comportements qui peuvent concilier le principe de plaisir avec celui de la réalité ? Dans le cas échéant, les jeunes semblent de moins en moins sensibles aux campagnes de prévention. L'adolescent en vient à se poser la question suivante : à quoi sert-il de protéger sa vie ? Dans quel but ? En effet, prévenir, c'est "faire aimer la vie". Comment un jeune pourrait-il rejeter un comportement à risque s'il n'a pas l'assurance que la vie vaut plus que la mort ?

## Socialisation et sexualité

La sexualité dans son sens le plus large occupe une place centrale dans les préoccupations immédiates des jeunes que nous avons enquêtés. Cette importance tout à fait naturelle chez cette tranche d'âge est clairement exprimée et revendiquée par ces jeunes. Toutefois, le sens conféré à la sexualité fluctue sensiblement en fonction du genre et de la tranche d'âge :

- dans le discours des garçons, la sexualité renvoie immédiatement et clairement à l'acte sexuel complet ou, du moins, à tout attouchement, excitation ou rêves qui peuvent se terminer par une éjaculation ;

▪ pour les filles, le discours sur la sexualité est plus dilué et moins direct car il englobe aussi les sentiments, l'amour, la sensualité et l'érotisme. L'acte sexuel complet reste, pour un bon nombre des participantes, un dernier recours et à caractère exceptionnel.

Au niveau des tranches d'âge, la sexualité se précise et converge pour les deux sexes, en fonction de l'avancement dans l'âge, vers le rapport sexuel direct qui peut être pratiqué sous certaines conditions.

En l'absence d'une prise en charge de la socialisation sexuelle au sein de la famille et de l'école, et dans l'impossibilité de conduire une discussion sur la gestion de la sexualité par les jeunes dans un cadre autre que celui de l'amitié, les données que nous avons recueillies nous semblent importantes. Ils vont nous permettre de mieux comprendre la perception des jeunes de leur propre sexualité et connaître les pratiques les plus répandues entre eux et nous aider, dans un premier temps, à comprendre le cheminement qui place les relations sexuelles non protégées à la tête des comportements à risque qui menacent la santé et l'avenir des jeunes.

### Les moyens les plus courants utilisés par les jeunes pour satisfaire leur désir sexuel

1. Le fantasme occupe une place plus importante chez les filles que chez les garçons. Dans un contexte où le contrôle familial et social est plus resserré, la télévision occupe une place centrale non seulement dans la satisfaction des besoins mais aussi dans la socialisation et l'initiation à la vie sexuelle. Les participantes aux Focus Group (FG) que nous avons consacrés aux filles ont cité nommément les chaînes érotiques et pornographiques captées par paraboles. Cette constatation rappelle une autre fois la démission de la famille et de l'école en matière d'information et d'éducation sexuelles. D'autre part, la démocratisation de la parabole et la prolifération des moyens de communication modernes, particulièrement l'Internet ou le VCD rend le contrôle familial quasiment impossible. L'information véhiculée par ce type de films ainsi que l'image du sexe construite autour de la performance, de la prouesse et de toutes les pratiques perverses en dit long sur la qualité de l'éducation sexuelle des jeunes.

2. La masturbation est la pratique la plus répandue chez les jeunes, particulièrement les adolescents. Si cette pratique est banalisée et socialement tolérée, la nouveauté

de l'information que nous avons collectée réside dans sa généralisation aux filles qui parlent de cette pratique d'une manière spontanée. Pour elles aussi, cette pratique satisfait le désir et sauve l'honneur de la fille et de sa famille.

3. L'homosexualité est un comportement émergent et, de plus en plus, banalisé chez les jeunes enquêtés. L'homosexualité est une pratique évoquée par l'ensemble des FG consacrés aux garçons, particulièrement chez les plus âgés. Elle est expliquée par les jeunes par des défaillances hormonales, par la drogue et par le besoin de satisfaction des besoins. En somme, la prostitution masculine est présente, en filigrane, dans le discours des jeunes.

4. Le sexe superficiel, anal et extra-vaginal entre garçon et fille sont les pratiques les plus évoquées en nombre par les participants. Ces pratiques sont évoquées, en premier lieu, par les filles qui les considèrent comme la meilleure protection contre la grossesse et la perte de la virginité.

5. La prostitution occupe, sans conteste, la première place chez les adolescents, particulièrement les plus âgés. En effet, la prostitution sous sa forme la plus sordide joue un rôle très important dans la socialisation et la gestion de la sexualité masculine chez les jeunes et les adolescents. En effet, cette catégorie de "clients" et très importante dans ce métier. Les "prix abordables" signalés par ces jeunes renvoient à un important facteur de risque inhérent à la prostitution de rue. Pour compenser le manque à gagner, les prostituées des maisons closes augmentent au maximum le nombre de passes pour garantir un revenu minimum. La conséquence directe est la détérioration des conditions sanitaires et l'absence de tout moyen de protection contre les Infections Sexuellement Transmissibles (IST).

Le passage de l'enfance à l'âge de la puberté inaugure pour le jeune une aire d'une activité sexuelle qui va durer pratiquement durant toute sa vie. Les répercussions de la gestion de cette activité sont très importantes pour l'individu et pour la société. Dans le cas où le jeune est livré à lui-même pour gérer un comportement hautement risqué, les répercussions peuvent se révéler très graves pour lui, pour sa famille et pour l'ensemble de la société.

Avec la libéralisation des mœurs et la mondialisation des modèles comportementaux, les Maladies Sexuellement Transmissibles (MST) sont devenues, ou vont devenir très prochainement, des problèmes majeurs de santé publique.

\* Lors d'une enquête que nous avons menée en 2003 sur la prostitution de rue et les IST, nous avons constaté que les élèves figurent parmi les clients des prostituées les plus âgées des maisons closes et donc les moins demandées par les autres catégories des "clients". Les prix sont très bas, ne dépassant pas les 20 dh. Ces prix peuvent baisser en périodes creuses jusqu'à 3-5 dirhams :

"Ici, tu es obligée d'accepter n'importe quels clients qui sont souvent des drogués, des ouvriers ou des élèves, jeunes adolescents sans expériences. Ces derniers sont mes préférés car ils sont généralement timides, sans expériences et sans exigences" Aicha, 25 ans et plus, Tétouan.  
Driss Bensaid et Mokhtar El Harras "La prostitution de rue au Maroc, ALCS/GRES, 2003



## Evolution du nombre de cas signalés dans les formations sanitaires publiques

	1998	1999	2000	2001	2002
Hépatite virale	2 628	1 836	3 513	1 714	2 097
Syphilis	4 865	5 299	6 147	5 606	6 555
Urétrites	38 673	51 274	61 804	73 874	68 961
Sida	534	708	820	949	...

Source : Annuaire Statistique du Maroc 2003, HCP

Un simple regard sur ce tableau de synthèse montre la progression rapide de quelques IST signalées dans les formations sanitaires du secteur public. Par la force des choses, les jeunes et les adolescents sont les plus vulnérables face à ces maladies silencieuses qui ne se déclarent pas immédiatement après un acte sexuel non protégé.

Face à cette réalité alarmante, nous retenons deux observations en ce qui concerne la conscience qu'ont les jeunes de ces maladies et la manière dont ils les intègrent dans leurs représentations de la sexualité et dans les solutions auxquelles les jeunes ont recours en masse, selon les déclarations des participants aux Focus Groups :

1. eu égard à l'extrême gravité des IST sur la santé des jeunes, nous avons refait une relecture de l'ensemble des sections des canevas de transcription des FG relatives aux représentations sexuelles des jeunes et les manières de satisfaire ce besoin. A aucun moment, dans les FG que nous avons organisés, aucun jeune n'a évoqué le risque des IST en parlant de la sexualité, même quand il s'agit de pratiques à haut risque (prostitution, homosexualité). Cette absence dans le discours et l'horizon de pensée des jeunes du moindre sentiment (ou conscience) des risques sanitaires qui peuvent être associés à la pratique sexuelle sont dangereux et hautement significatifs quant à l'assimilation des jeunes du concept de risque,

2. pour les filles, la notion de protection est plus présente, mais elle concerne seulement la protection de la virginité et contre la grossesse. Si cette attitude peut être, en elle-même, jugée positive, elle peut conduire la jeune fille à occulter, d'abord pour elle-même, les risques réels et de considérer comme saines et sûres, les autres pratiques sexuelles sans pénétration vaginale.

Où réside la source de cette dangereuse inconscience ? S'agit-il d'un problème de connaissance, de vulgarisation ou d'information ou de l'absence d'approche en matière d'éducation et de communication capable de susciter l'intérêt et l'adhésion des jeunes ?

## Les sources de l'information en matière de sexualité

D'après les informations collectées, les jeunes marocains d'aujourd'hui, dès qu'ils dépassent le seuil de l'enfance sont confrontés à une vie sexuelle intense. Le sexe joue une place centrale dans l'organisation de leur nouvelle vie d'adolescents et de jeunes. L'attention soutenue accordée à leurs propres corps et à leur aspect extérieur est devenue un véritable phénomène de société. A ce titre, les vêtements, la coupe des cheveux et les accessoires sont classés par les jeunes comme des priorités absolues et comme signes d'appartenance à une culture de jeunes en mal de reconnaissance dans notre société. Les puissants moyens de communication de masse, particulièrement la télévision et les supports multimédias sont en train de révolutionner les comportements des jeunes en les poussant par tous les moyens à s'identifier aux modèles culturels et aux habitudes de consommation mondialisées.

Toute cette puissante culture émergente fait de la libération du corps et de son épanouissement son objet et son support privilégié. La mode, le cinéma, la musique, la télévision, la séduction et la sensualité sont les principales composantes de cette nouvelle culture du corps. De ce fait, la sexualité et la sensualité se trouvent au devant de la scène. Les connaissances et les pratiques sexuelles s'enrichissent et s'élargissent de plus en plus et les tabous tombent, l'un après l'autre.

Comme nous l'avons signalé plus haut, le jeune se trouve, sur le plan éducatif, mal armé pour répondre aux exigences de ces changements et pour gérer sainement une sexualité de plus en plus revendiquée et assumée.

La construction d'un comportement sexuel sain et responsable passe, tout d'abord, par la qualité et la nature de la connaissance accessible aux jeunes.

Dans le registre de la sexualité, la construction des comportements et d'attitudes passe par la connaissance de son corps, de ces organes et du processus de reproduction.

Cette démarche est d'autant plus importante qu'elle aidera les jeunes des deux sexes à mieux comprendre leurs sexualités pour pouvoir faire la part des choses entre le fantasme et la débauche, véhiculés par les films pornographiques largement regardés par nos jeunes.

Nous sommes donc, en matière d'éducation et de socialisation sexuelles, devant deux sources d'informations qui fonctionnent à armes inégales :

1. le modèle d'une sexualité construite exclusivement sur "le principe du plaisir" qui met toute la sémiologie et l'idéologie de la modernité au service de l'industrie du sexe. L'idéal type de ce modèle qui fonctionne en raccourci use de la pornographie. L'identification avec ce modèle incite dangereusement à l'utilisation d'autres "accessoires de plaisir", en premier lieu la cigarette, l'alcool et les drogues.

2. le modèle d'une sexualité construite selon "le principe de la réalité". Ce principe se concrétise à travers le discours moralisateur de la famille, le discours scientifique et abstrait de l'école et le discours sanitaire de la médecine.

Si "les connaissances" et les "techniques" sexuelles véhiculées par le premier modèle disposent de puissants moyens et supports de communication, le contenu et les techniques de communication du deuxième modèle restent largement méconnus et méritent une analyse afin de comprendre les raisons qui amènent les jeunes à adopter des comportements hautement risqués.

#### ▪ La famille

Dans notre démarche pour comprendre le rôle de la famille dans l'éducation de ses enfants en matière de sexualité et de santé reproductive, nous avons constaté une autre fois l'absence quasi-totale de cet important volet de l'éducation des jeunes.

D'une part, le discours sur la sexualité est complètement absent au sein de la structure familiale. Le vocabulaire relatif aux organes sexuels ou à la sexualité est tabou et totalement banni du lexique familial.

Les garçons touchés par notre enquête sont unanimes sur ce point, la famille est placée, dès le départ, en dehors du registre sexuel du jeune. Elle n'intervient que pour résoudre un problème, rappeler à l'ordre ou, plus tard, aider au choix de l'épouse.

Pour la fille, l'information sexuelle qui circule au sein de la famille, spécialement à l'adresse de l'adolescente est d'ordre moral pour la mieux préparer à faire face aux puissantes tentations ambiantes et de prévenir tout dérapage.

D'autre part, beaucoup de familles, particulièrement celles fragilisées par la pauvreté ou l'analphabétisme verront d'un œil suspect une demande d'information émanant d'une jeune

filles. Cette "curiosité" déplacée, du point de vue familial peut cacher un passage à l'acte ou, du moins, l'intention de mettre immédiatement ces connaissances en pratique.

Ce "vide éducationnel" est largement senti par les membres de notre association. Par ailleurs, l'insistance de la famille sur la nécessité de la conformité de ses membres, particulièrement les filles, aux normes et aux schémas comportementaux qui séparent totalement le monde des filles de celui des garçons est en total déphasage avec une réalité tout à fait différente. Ce discours traduit le désarroi et l'inquiétude légitime des familles devant des changements et des comportements qui dépassent leur entendement. A ce niveau, l'information et la communication à l'adresse des familles peuvent les aider à comprendre le nouveau profil du jeune et de l'adolescent. En effet, un effort de communication à l'adresse des familles, particulièrement en matière de sensibilisation des mères à l'éducation sexuelle de leurs filles est un important pas vers la promotion de modes de vie sains chez les jeunes.

#### ▪ Les pairs

Les amis, les collègues de classe, les voisins et les amis de jeux remplissent le rôle le plus important dans la circulation de l'information relative à la sexualité et à la santé reproductive. L'ami est un confident et un pair qui vit la même situation que son vis-à-vis. Au niveau de la communication, cette situation d'égalité facilite l'échange d'information, la confrontation des expériences et la confiance.

Cette confiance mutuelle entre les pairs et l'absence de jugements de valeurs des comportements des uns et des autres améliore la qualité d'écoute du jeune. Le lexique utilisé, la langue véhiculaire et le contexte de l'amitié et de l'égalité sécurisent le jeune et transforment son rôle du simple consommateur de l'information au rôle de participation à l'élaboration de cette connaissance et à sa diffusion.

Toutefois, les sources de l'information actuelle des pairs sont partagées entre ce que la mémoire a retenu du discours scolaire ou sanitaire, de la rumeur et du fantasme.

#### ▪ L'école

Pour l'ensemble de notre échantillon, tous niveaux d'instruction confondus, l'école est évoquée comme principale source d'information. Toutefois, cette connaissance reste fragmentée et à caractère livresque. La sexualité est abordée sous une forme anatomique et schématique qui explique les mécanismes de procréation et de reproduction sans intégrer cette connaissance dans le contexte d'évolution physique et psychologique d'un être humain concret.

Malgré l'importance du canal de l'école, en termes de communication, dans la diffusion d'une connaissance sûre et fiable sur la sexualité et la santé reproductive, les contraintes pédagogiques et didactiques propres à ce canal altèrent

sérieusement la qualité et la portée des messages et créent des "bruits" et des interférences avec d'autres messages visant d'autres objectifs. En effet, le découpage des connaissances en matières et en curricula répondant à des objectifs qui leurs sont spécifiques (Sciences Naturelles, Education Familiale, Education Islamique, etc.) privilégie l'objectif d'information et d'apprentissage au dépens de celui de l'éducation et de la communication. Cela se traduit par une forte déperdition de l'information chez le jeune élève et par un manque d'assimilation et de transformation des connaissances en attitudes et en comportements.

Malgré la capacité des participants à nommer les IST, nous constatons que leurs connaissances et la manière de les exprimer sont caractérisées par l'hésitation et le doute.

La technique du FG offre aux participants la possibilité de réagir aux interventions et aux opinions des autres membres du groupe. Cette dynamique a permis l'enrichissement de la discussion des différents axes du guide d'animation, sauf celui consacré aux connaissances relatives aux IST. A ce niveau, les participants n'ont pas réagi par rapport aux informations fausses, incomplètes ou erronées qui ont circulé au sein du groupe.

Les raisons sont multiples, entre autres, le déphasage entre le discours appris par cœur à l'école et le vécu du jeune. Ce discours reste mal compris ou mal assimilé, probablement parce le jeune n'a pas le sentiment de s'y retrouver ou, peut-être parce qu'il le considère comme un discours moralisateur et virtuel sans emprise réelle sur sa réalité quotidienne.

Une de nos animatrices a eu l'idée de demander à une collégienne qui récitait par cœur et en bon arabe classique les noms des principales IST de refaire la même chose en arabe dialectal. L'élève en était incapable.

Les jeunes sont conscients des dangers des IST. Le SIDA est la maladie phare qui attire toute leur attention du fait de sa médiatisation et de son caractère incurable et mortel. Toutefois, cette conscience est quelque part virtuelle et abstraite car l'information véhiculée sur ce sujet est fragmentée, moralisatrice et alarmiste. Le discours sur les IST/ SIDA est souvent clinique et impersonnel. A ce titre, l'information est assimilée à une connaissance abstraite sans relation avec le vécu quotidien du jeune et sans relation avec l'ensemble de la sexualité juvénile de plus en plus active.

Le fonctionnement en parallèle entre l'éducation familiale et scolaire et sanitaire, entre la connaissance scientifique et profane, entre la connaissance du risque et le comportement réel dévoile, à notre sens toute l'importance et l'urgence d'une remise en question des schémas existants de promotion de modes de vie sains.

## Tabagisme et toxicomanie

Selon les données de l'enquête nationale réalisée en l'an 2000 par le Ministère de la Jeunesse et des Sports auprès de plus de 18000 jeunes, les enquêtés placent les problèmes liés à la consommation de la cigarette, de l'alcool et de la drogue en tête de leurs préoccupations sanitaires.

### Distribution des jeunes selon leur perception des problèmes de santé<sup>5</sup>

Problèmes de santé	Effectif	%
Drogue, alcoolisme et tabagisme	9560	52,8
Problèmes psychologiques	6041	33,4
Infections sexuellement transmissibles	2472	13,7
Acné	1816	10,0
Maux de tête et céphalées	645	3,6
Problèmes gynécologiques	534	2,9
Handicaps divers	404	2,2
Nutrition, perte de poids, obésité	201	1,1
Problèmes bucco- dentaires	180	1,0
Autres	1834	10,0

<sup>5</sup> - Les jeunes par les chiffres, Enquête Nationale auprès de 18109 jeunes, Ministère de la jeunesse et des Sports, 2000, Tableau n°119 (Document publié par la Division IEC), Ministère de la Santé

Si on considère que les problèmes de santé liés au tabagisme, à l'alcoolisme et à la toxicomanie sont en relation avec les pressions psychologiques subies par les jeunes, on arrive, selon ce tableau, à un total cumulatif de 86,2 % jeunes qui sont vulnérables face au tabac, à la drogue et à l'alcoolisme. Signalons qu'il s'agit, pour ces chiffres, des estimations et des propres évaluations et perceptions des jeunes eux-mêmes de leurs problèmes de santé et ceux de leurs pairs. Néanmoins, ce classement, en l'absence de statistiques ou d'études sur la consommation du tabac et des drogues par tranches d'âge, nous dévoile l'inquiétude et le désarroi de nos jeunes face à ce problème.

Cette juxtaposition entre l'accoutumance et les problèmes d'ordre psychologique vécus par les jeunes nous place dans la logique même de la spirale infernale de la toxicomanie qui commence souvent par une simple et innocente cigarette partagée avec les copains.

En effet, les drogues, y compris la cigarette qui constitue pour nos jeunes la porte d'entrée à ce monde, ont toutes en commun l'effet d'éliminer l'angoisse, de faire oublier les ennuis de toutes sortes et d'atténuer la douleur chez l'individu. C'est pourquoi certaines personnes en consomment régulièrement. Par contre, lorsque les consommateurs recherchent cet effet à long terme, ils entrent dans ce qui est appelé le cercle de l'assujettissement. En consommant une drogue pour éviter de faire face à la réalité et ce qu'elle comporte, le jeune en arrive à un point où ses problèmes ne peuvent plus se régler parce qu'il les évite, ce qui crée la peur et l'angoisse. Il se retourne donc encore vers la drogue pour oublier ses problèmes qui empirent de jour en jour, tout comme la consommation. Ces jeunes en arrivent à un point où leur consommation est le point central de leur vie parce qu'ils ne trouvent plus aucune satisfaction dans leur vie ; ils la retrouvent uniquement dans les substances qu'ils consomment, si bien que les drogues consommées deviennent leur seule raison de vivre. Les jeunes, graduellement, perdent aussi l'envie de faire des choses pourtant aimées auparavant pour se consacrer à la seule consommation de la drogue qui structure la vie et procure un rituel rassurant.

## Les causes du début

Ce n'est pas pour imiter les idoles artistiques ou pour s'identifier à l'image de l'intellectuel ou de l'engagé politique que le jeune fume, comme ce fut le cas pour les jeunes des années 70 et 80. Ce n'est pas pour s'amuser ou pour "s'éclater" comme diraient les jeunes européens, les raisons évoquées par les enquêtes sont tout à fait autres.

"Tout d'abord, il y a le chômage (quand tu es fauché et n'as pas le sou), ensuite les problèmes familiaux (une mère délinquante ou un père agressif) et enfin l'entourage : quand on vit dans un quartier où tout le monde fume et surtout tes pairs, on finit par céder à la tentation pour tomber en fin de

compte dans le piège de la dépendance." Mouna, 16 ans.

Les causes du début énumérées dans ce témoignage sont généralement partagées par la plupart des participants. Seul l'ordre de priorité change en fonction du profil du jeune, de son âge, de son activité et du statut social de sa famille. Le chômage est présent en permanence dans le discours des jeunes.

La relation du jeune avec sa famille se retrouve, comme c'est le cas pour la sexualité, au premier plan parmi les motifs évoqués par les jeunes pour expliquer la consommation du tabac. Les changements sociaux rapides, le conflit entre les modèles comportementaux et les valeurs culturelles prônées par la famille et les aspirations des jeunes à d'autres modèles et d'autres références sont devenus une source permanente de conflits entre la génération des parents et celle de leurs enfants. D'une part, les jeunes aspirent, de plus en plus à s'identifier à des modèles universels traduits par des comportements, des attitudes de symboles et de signes extérieurs spécifiques que la famille ne comprend pas et ne partage pas. Pour la famille, les nouveaux comportements des jeunes sont dénués de toute légitimité du moment qu'ils ne se reproduisent et n'idéalisent pas ceux de la génération de leurs aînés. Cela est valable pour évaluer le comportement des jeunes qui se réfèrent aux modèles occidentaux au même titre qu'à ceux qui s'identifient aux types- idéaux de puritanisme et d'intégrisme.

Seuls les modèles de l'obéissance aux parents et de réussite scolaire sont acceptés par les familles. Signalons, à ce propos, que la réussite scolaire reste pour les familles le principal critère de la bonne éducation et le seul garant de l'avenir de leurs enfants.

Pour les jeunes scolarisés, l'alourdissement des programmes scolaires et la pression des familles figurent parmi les principales sources de conflits familiaux et de stress pour les jeunes.

La cigarette est en train de devenir, en l'absence de dialogue et d'assistance, le principal refuge des adolescents et le moyen d'affirmer une maturité non reconnue par les familles. Prisonnier d'une image négative de l'adolescence assimilée à la rébellion et à l'immaturité, le jeune ne fait que reproduire cette image et se réfugier en elle.

La première cigarette fumée met l'adolescent provisoirement en dehors de l'autorité familiale et des schémas de comportements bénis par elle. Cet acte inaugural, initiatique, place le jeune fumeur au milieu d'un autre cadre d'appartenance, celui des pairs. Ce cadre illégitime aux yeux de la famille, souvent qualifié par elle comme "mauvaise fréquentation" a fonctionné, comme nous l'avons dit à propos de la sexualité juvénile, comme mécanisme d'initiation et de socialisation et jouera le même rôle dans l'initiation à la première cigarette (et au premier joint), à la construction de nouveaux rapports avec le corps et aux changements des

habitudes alimentaires. Ce rapport à la famille peut fonctionner aussi dans le sens inverse dans le cas où le père, le frère aîné ou un éducateur, qui constituent pour l'enfant un modèle et une référence fument.

A ce niveau, l'idéologie familiale doit faire face à ses propres contradictions car il est très difficile, du point de vue de l'enfant et de l'adolescent d'obéir, d'une part au père, et le prendre comme modèle, et de s'interdire, d'autre part, de l'imiter.

## Drogues et toxicomanie

L'âge de l'adolescence est celui du passage du tabac à la drogue pour une proportion de plus en plus grandissante de jeunes fumeurs. Ce phénomène gagne, selon les témoignages des jeunes, de plus en plus d'ampleur et le registre des drogues ne cesse de s'élargir.

Jusqu'au milieu des années soixante, le kif (le cannabis) était pratiquement la seule drogue connue. Son utilisation se limitait essentiellement aux travailleurs manuels et aux artisans de petite condition chez lesquelles le kif était utilisé pour surmonter la fatigue et l'ennui causé par le geste répétitif.

A partir de la fin des années soixante, l'avènement du mouvement hippie et l'évolution technologique, qui a permis la concentration chimique du cannabis, sous forme de "H" et d'huile ou résine de cannabis ont été un tournant décisif. A partir de cette période, la drogue a changé de statut social et de tranche d'âge. Elle n'est plus "le paradis des pauvres" et la pratique d'hommes mûrs. Cette transition historique a fait entrer la drogue dans les pratiques "jeunes" et "cool" en totale rupture avec les lois et les valeurs sociétales. La disponibilité en abondance du cannabis et du "H" au Maroc et la contrebande ont contribué à la baisse des prix, à l'augmentation de la consommation et à la tolérance sociale et étatique de la production, la consommation et la commercialisation des drogues.

De la cigarette au joint, le pas est, de plus en plus, vite franchi par le jeune fumeur, et de là, vers des drogues plus dures et plus dangereuses. Au niveau des connaissances, la plupart des participants, même ceux des régions les plus éloignées des frontières et des zones de production sont capables de citer les noms de la plupart des drogues connues. Tout le monde connaît le kif, le "H", le tabac à priser, les neuroleptiques, les amphétamines avec moult détails.

Les témoignages suivants de ces deux adolescents de 17 et de 18 ans dont nous taisons les profils en disent long sur l'étendue des connaissances des jeunes en la matière :

"Les drogues les plus connues chez nous sont le hashich, la cocaïne, le kif, la poudre, tanfiha, l'alcool, la bière, les pilules, la colle, la schema, le karkoubi, le diluant. Pour les

injections, leurs prix sont très variables. Il y a l'injection n° 25, et l'injection n° 30. Leurs prix varient entre 300 et 500 Dh."

Le deuxième témoignage est plus "technique" et en dit long de l'expérience acquise à un âge très précoce :

" Il existe plusieurs sortes de drogues compte tenu de notre ouverture sur l'Europe, et comme cela a été dit, il y a en premier lieu l'héroïne (...) C'est une marque qui nous provient des Pays-Bas et de la Belgique (...) Les comprimés, on les met sous les lèvres et ils peuvent être consommés de deux manières différentes. La première, celle des débutants, consiste à diluer le comprimé dans la limonade ou du jus de fruit, la deuxième, celle des consommateurs expérimentés, consiste à le mettre sous la lèvre. Après sa consommation, tu n'as plus faim"

Ce qui est très inquiétant dans ces deux témoignages et bien d'autres, c'est la banalisation de la consommation du "H" et l'entrée en force des drogues dures et des amphétamines, particulièrement la fameuse "ampoule rouge" dans les habitudes des jeunes adolescents et adolescentes scolarisés.

Selon Dr El Haourani, médecin de la cité universitaire de Tanger que nous avons interviewé à ce sujet, le phénomène est loin d'être marginal en milieu scolaire et universitaire :

"Les psychotropes utilisées comme drogues modifient ou altèrent la pensée, les sensations ou les comportements du consommateur en les stimulant, ou en les perturbant. Les psychotropes les plus prisés par les jeunes ont des noms de codes bien connus. Il y tout d'abord l'Optalidon (Karkoubi) retiré de vente en pharmacie et commercialisé en abondance par les circuits de la contrebande. Il y a aussi Artane (El Aoud labied), Hypnosedon (Ibn Zaidoune). La palme revient sans conteste à Rivotril (Boula Hamra). La situation est devenue si préoccupante que les autorités sanitaires ont retiré ce produit des pharmacies pour le commercialiser de nouveau sous le nom Clonopen. L'accalmie a été de courte durée et le moment de "rupture des stocks" n'a fait qu'augmenter la demande pour le nouveau produit, dès sa remise sur le marché".

Comme nous l'avons signalé plus haut, nous avons constaté une banalisation de la consommation du tabac qui n'est plus un comportement spécifique aux seuls garçons. Ce comportement même s'il est jugé, au niveau du discours rationnel et annoncé, comme négatif et néfaste à la santé reste, à notre sens, parmi les moyens "valorisants" par lesquels le jeune affirme son indépendance et marque son identité de jeune.

Selon les témoignages que nous avons recueillis, les jeunes sont conscients des dangers spécifiques à la drogue et connaissent la puissance et l'organisation des réseaux indispensables à la mise en place et à la "promotion" des activités liées à ce secteur. Le danger est vraiment réel et imminent et ne concerne plus les seules drogues dites "douce".

Ce sentiment de danger chez le jeune est accentué par une atroce

carence en matière d'information, de communication et de débats sur ce problème tabou au sein de la famille. En plus, l'Etat qui produit, à travers ses canaux scolaires et sanitaires, un discours de lutte contre ce fléau reste très laxiste et permissif en matière de vente des cigarettes et de trafic de drogue. Cet un double discours que le jeune et l'adolescent ne comprennent pas et qui sert d'argument pour légitimer le recours du jeune au tabac, et surtout, à la drogue. Selon une jeune collégienne, comment peut-on demander aux jeunes de changer leurs comportements du moment que l'Etat lui-même est incapable d'imposer ses propres Lois. Le non respect de fumer dans les endroits public est un exemple significatif selon les jeunes enquêtés.

## Problèmes et préoccupations des jeunes et des adolescents face aux risques

### La reconnaissance du statut de jeune

Un sentiment de malaise, de frustration se dégage souvent des déclarations des jeunes. Dans tous les Focus Groups que nous avons réalisés, les participants ont eu beaucoup de mal à définir la jeunesse et d'exprimer une perception claire de leur statut et de leurs spécificités par rapport aux autres tranches d'âge. Les participants à nos FG n'ont que rarement parlé à la première personne "JE". Les réponses sont souvent formulées d'une façon impersonnelle (le jeune, les jeunes, ils, leurs familles, leurs problèmes, etc.). Cet ordre de discours est très important dans la mesure où il dévoile un statut ambigu et mal assimilé par les premiers intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire les jeunes. Ce malaise est plus palpable chez les adolescents qui ne représentent cette catégorie d'âge qu'à travers l'image sociale hautement négative de l'adolescence qui l'assimile à toutes les formes de rébellion, d'indiscipline, d'irresponsabilité et de perversité.

En effet, le statut de l'adolescent est des plus inconfortables. Dès l'âge de la puberté, le jeune est en continuel conflit, tout d'abord avec lui-même, pour comprendre et réaliser ce qui lui arrive au niveau de son corps (premières règles, etc.) ensuite avec ses cadets pour se démarquer de l'enfance, avec les jeunes plus âgés pour se faire accepter et se faire prendre au sérieux, avec sa famille au sein de laquelle il essaye d'affirmer sa propre personnalité et avec la société en général qui ne le considère que en tant que source de problèmes.

La reconnaissance de ce statut est particulièrement plus difficile pour la jeune fille qui, dès sa puberté, doit assumer à elle seule la lourde responsabilité de l'honneur familial, vivre sa vie de jeune selon des règles pré-établies et faire face aux différentes sortes d'harcèlement et d'instrumentalisation.

Les réactions des jeunes à cette absence de statut spécifique et d'une image positive, explique en grande partie les principaux comportements à risque chez eux.

### L'absence des espaces de dialogue

La famille reste pour les jeunes enquêtés une solide valeur-refuge à laquelle ils s'identifient et qui les abrite. Toutefois, la relation entre le jeune et sa famille est caractérisée par de fortes difficultés et par un déficit en matière de communication. D'une part, le jeune n'est pas préparé par sa famille au passage de l'enfance vers l'âge adulte, l'adolescent ne peut pas trouver de réponses ou même discuter des problèmes qu'il rencontre en relation avec la sexualité, le tabac et les drogues. D'autre part, la famille n'est pas préparée pour comprendre et accompagner les adolescents et les jeunes dans ce passage délicat entre deux âges et deux mondes. En effet, dans un monde changeant, les valeurs et les schémas de comportement échappent à l'entendement de la plupart des familles et se sentent dépassées et marginalisées dans l'éducation de leurs propres enfants.

La situation n'est pas tellement différente dans les rapports des jeunes avec les autres instances éducatives à charge de les informer, les encadrer et les éduquer. En effet, si les systèmes de l'éducation scolaire et de la santé disposent d'importantes structures et moyens, leur communication avec les jeunes reste toujours à sens unique. Le jeune est appelé, surtout, à apprendre, à écouter et à assimiler. En effet, ces instances ne peuvent pas, dans l'état actuel des choses remplir leurs rôles en matière de communication du moment qu'ils ne disposent pas de perception claire et de stratégies spécifiques pour réconcilier le jeune avec ces instances et l'impliquer positivement dans leurs approches éducatives.

### La pauvreté et le chômage

Les jeunes enquêtés sont, à l'image des jeunes au niveau national, issus de familles pauvres ou disposant de moyens très limités. Cette situation est doublement sentie par les jeunes chez lesquels les besoins matériels sont en constante progression.

S'habiller en jeune, manger à l'extérieur, avoir un certain nombre de gadgets et d'accessoires et disposer d'un argent de poche sont les nouveaux besoins prioritaires pour une large majorité des participants. La famille est souvent incapable de satisfaire ces besoins, et dans le cas échéant, incapable de comprendre ces nouveaux ordres de priorité qui sont interprétés comme des signes de frivolité et de comportements pervers.

D'autre part, le chômage est la grande hantise des jeunes qui se voient, dès leurs plus tendres âges, comme candidats privilégiés. Ce sentiment gâche la vie des jeunes, instrumentalise leurs relations avec l'école qu'ils ne considèrent que comme un moyen d'apprentissage et de promotion sociale et non pas comme un cadre de vie pour eux et un lieu d'épanouissement et de socialisation. Cette angoisse par rapport à l'avenir est présente en permanence dans le vécu et le comportement des jeunes et constitue une pression supplémentaire à laquelle ils cherchent, pour l'apaiser, les moyens qui se trouvent à leur portée, en premier lieu le tabac et la drogue.

## ANNEXE

### Ages et identités

Le brouillage des repères des âges à l'entrée et à la sortie de la vie active produit des situations d'incertitude contraignant aussi les acteurs à des bricolages identitaires. Au-delà du recul démographique des jeunes, l'expérience juvénile est aujourd'hui marquée par son "allongement". Le moment de l'entrée dans la vie adulte par le premier emploi et par la fondation d'une famille recule sans cesse<sup>6</sup>. La cohabitation familiale tend aussi à s'allonger. De ce fait, les jeunes sont confrontés à l'injonction de devenir adulte et aux obstacles matériels pour y parvenir.

Les jeunes ne sont plus seulement définis par leurs origines sociales ; leur position dans le système scolaire devient un élément central des expériences juvéniles. L'ampleur et la rapidité de la massification scolaire bouleversent en profondeur les modes traditionnels de socialisation de la jeunesse. La massification vient désarticuler l'ancienne correspondance entre l'origine sociale et le parcours scolaire au profit d'un processus de distribution sociale au sein du même système scolaire<sup>7</sup>.

### Le concept de jeunesse : convergences et divergences

La répartition des classes d'âge obéit à des règles biologiques et à des lois de l'évolution. Le cycle de vie peut se répartir de différentes manières. Chaque tranche d'âge répond à des normes spécifiques qui changent selon la logique de cette classification qui peut être économique, biologique, médicale ou culturelle. Selon la logique propre à chaque système de répartition et de classification<sup>8</sup>, l'âge peut être analysé en tranche de vie, en cycle ou en comportement.

1. Du point de vue de l'analyse économique, l'âge peut être divisé en tranches ou en groupes d'âge, selon la position que joue chaque catégorie, en termes d'activité, dans un système économique et social. Cette perspective économique divise le cycle de vie en trois tranches successives.

- le premier âge correspond à l'enfance qui est assimilée à un état de dépendance, d'inactivité d'une part, et d'apprentissage d'autre part. Cet âge prend fin vers 18 ans.

C'est l'âge où l'individu devient, sur le plan juridique, pleinement responsable de ses actes devant la loi. Cette limite coïncide aussi avec la fin des études secondaires, d'une formation professionnelle et l'entrée dans la vie active ;

- le deuxième âge correspond à la période de pleine activité économique et sociale où à chaque membre de la société est appelé à participer pleinement à la production et à la consommation des richesses et des biens. Cet âge est couronné par la "retraite" de la vie active fixé généralement à soixante ans ;
- Le troisième âge qui commence au-delà de 60 ans ou à partir du retrait de la vie active est assimilé au repos, aux loisirs et à l'improductivité économique.

Les changements des modes de production économiques, l'augmentation de l'espérance de vie et de l'amélioration des conditions sanitaires des populations des pays développés ont incité ceux-ci à revoir cette classification en introduisant de nouveaux concepts plus en phase avec les réalités économiques. A cet effet, on parle de plus en plus d'âge d'or, de quatrième âge, etc.

2. Le rythme biologique, l'activité sexuelle et le cycle de fécondité constituent pour les démographes et les scientifiques le principal repère de la vie humaine, appréhendé sous l'angle biologique. Si la puberté est le point de démarcation entre l'enfance et l'âge adulte pour l'être humain, le cycle de fécondité de la femme est plus précis en termes de procréation.

3. Les problèmes sanitaires liés à chaque étape de la vie conduisent la médecine à subdiviser l'âge par rapport aux problèmes et aux besoins spécifiques à chaque catégorie. A ce titre, l'enfance (la pédiatrie), la femme et la procréation (la gynécologie), la vieillesse (la gérontologie) sont les seules catégories d'âge qui font l'objet de spécialités ou de protocoles préventifs ou thérapeutiques spécifiques. Les autres tranches d'âge, particulièrement l'adolescence et la jeunesse ne sont pas différenciées, aux niveaux préventifs et thérapeutiques, de l'ensemble de la population générale.

4. Sur le plan des représentations sociales et culturelles du cycle de la vie et des tranches d'âge, les différences entre les genres sont souvent catégorisées et perçues à travers un ensemble de

<sup>6</sup> - François Dubet et Danilo Martuccelli, Dans quelle société vivons-nous ?, Ed. Seuil, Paris 1998, pp. 206 -207

<sup>7</sup> - P. Bourdieu, J.-C. Passeron, Les héritiers, Paris, Ed. de Minuit, Paris, 1964.

<sup>8</sup> - L'enquête nationale des jeunes réalisée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports a intégré sous la catégorie des jeunes les personnes âgées de 15 à 25 ans. Cf. les jeunes en chiffres, Division de l'Information et de l'Education, Ministère de la Santé, Maroc.

croyances, d'attitudes et de valeurs qui confèrent à chaque genre et à chaque classe d'âge un statut et un degré particulier sur une échelle de valeurs spécifique à chaque culture.

En ce qui concerne les valeurs encore largement partagées par les membres de la société marocaine, la configuration et les caractéristiques de la tranche d'âge ne sont pas les mêmes chez les deux sexes. Chez la femme, l'âge se réduit généralement à trois étapes : l'enfance, l'âge adulte qui débute avec la puberté et la vieillesse qui commence avec la ménopause. Par contre, l'âge de l'homme est subdivisé en quatre phases qui sont l'enfance, caractérisée par l'insouciance et le jeu, l'âge adulte qui est celui de la maturité et l'âge mûr qui est celui du pouvoir, et la vieillesse, stade suprême, celui de la sagesse. Pour les deux genres la jeunesse renvoie soit à un état physique caractérisé par la bonne santé, soit à la frivolité et au manque d'expérience.

Pour faire face à ces nouvelles et dangereuses sources d'incertitudes qui menacent la santé et compromettent l'avenir de la jeunesse, il y a lieu de procéder à la promotion de modes de vies sains par l'Information, l'Education et la Communication. Le décideur et le gestionnaire de programmes sanitaires et sociaux a besoin d'un nouveau type d'information pour élaborer ou consolider leurs stratégies d'information.

Dans l'état actuel de la connaissance, le regard clinique et le discours sanitaire ne sont pas suffisamment outillés pour prendre en charge les besoins spécifiques et faire face aux graves dangers sanitaires qui guettent des adolescents et des jeunes mal informés et peu armés.

Souvent, les décideurs, les concepteurs et les gestionnaires des programmes élaborés pour la prise en charge des problèmes de la jeunesse se heurtent, objectivement, à de sérieuses difficultés quant à l'adéquation de l'intervention avec des besoins réels et stratifiés des catégories ciblées. Cette difficulté devient plus grande quand il s'agit des programmes sanitaires visant la promotion des modes de vie sains par l'identification et l'élimination des comportements à risque.

## Définition de la jeunesse : un statut ambivalent

Comment définissez-vous la jeunesse ? La réponse à cette question introductive posée aux jeunes paraissait aux participants, dans un premier temps, tellement évidente au point de ne pas être capable de donner de réponse précise :

"La jeunesse ? C'est la jeunesse quoi ! Tout le monde sait ce que c'est. C'est une étape importante de la vie " Si Mohamed, (FG 10-23 ans), lycéen.

Dans un deuxième temps, les participants aux focus groups

(FG) commençaient à sentir la difficulté à répondre à une question qui ne leur a jamais été posée. Cela veut dire que des personnes vivant pleinement une période " importante dans la vie " n'ont pas un sentiment clair d'appartenance à un groupe d'âge, à une catégorie spécifique ou à une sous - culture connue et reconnue par des comportements spécifiques, des besoins culturels et sociaux, des activités et des occupations nettement démarquées par rapport aux autres catégories d'âge (enfants, adultes et personnes âgées).

Au terme de l'analyse, il s'avère que les jeunes marocains différencient entre deux niveaux dans leur définition de la jeunesse.

### La jeunesse en tant que tranche d'âge

A ce niveau, les réponses sont très dispersées. D'une part, il y a ceux qui baissent la limite d'âge inférieure à 12-14 ans et ceux qui l'élargissent pour atteindre 40 -45 ans. Cela confirme notre hypothèse de base. En effet la définition de la jeunesse est le lieu de rencontre de différents modèles culturels éducatifs, sociétaux et psychologiques. La jeunesse est une période qui n'est pas vécue et perçue de la même manière par les garçons et par les filles. La jeunesse est une période assez longue chez l'homme qui peut s'étendre jusqu'à 40 ans et plus. Par contre elle est très courte chez la femme puisqu'elle s'achève pratiquement au moment du mariage :

"La jeunesse est une étape de la vie très longue chez les hommes car elle peut aller au-delà de 40 ans et très courte chez la fille car elle s'arrête au seuil du mariage et de la procréation. Si la fille ne se marie pas rapidement, elle sera déjà vieille fille à l'âge de 30 ans ! " Mariam, (FG 17-20 ans) lycéenne.

Les limites inférieures et supérieures sont donc très fluctuantes. Les estimations faites par les participants sont fortement déterminées par :

- le milieu de résidence (urbain /rural) ;
- le statut par rapport au niveau d'instruction. (La jeunesse comme période assez longue est mieux définie chez les jeunes scolarisés et ambiguë et assez courte chez les jeunes qui ont été obligés d'écourter leurs études) ;
- le niveau économique et social des familles d'où les jeunes sont issue influence fortement les éléments de définition ;
- la durée de la période de la jeunesse est manifestement plus courte chez les filles touchées par cette étude, toutes catégories confondues.

### La jeunesse comme état psychologique et comportemental

Au-delà de la définition chronologique de l'âge de la jeunesse, cette catégorie est perçue, soit comme une période d'épanouissement, de plénitude et de joie ou comme une période de conflits, de souffrances, de problèmes, d'incertitudes et de risques. De toutes les manières, être jeune signifie passer de l'enfance et de l'adolescence à l'âge adulte qui coïncide,



d'une part, avec la maturité physique et mentale et, d'autre part, avec l'entrée dans la vie sociale où l'on doit subir les avantages et les inconvénients d'un contrôle social de plus en plus lourd qui n'accepte que les comportements et les attitudes en conformité avec les normes sociales et culturelles dominantes.

Ce passage à l'âge adulte n'est pas perçu et évalué de la même manière. A ce niveau, nous avons constaté, au-delà des différences de régions, de tranches d'âge, de niveaux d'instruction et de milieux de résidence, une nette différence dans la perception des garçons et des filles du statut du jeune. Chez les garçons, cette étape de la vie est synonyme d'affirmation de soi et de liberté où toutes les expériences sont permises :

"La jeunesse est la plus belle étape de la vie. C'est le moment où le jeune peut finalement faire ce qu'il veut, tenter de nouvelles expériences et prendre ses propres décisions"  
Issam, 21 ans

Néanmoins, être jeune signifie la prise précoce de responsabilités et la peur de ce que cache l'avenir, particulièrement en ce qui concerne les réelles possibilités des jeunes à trouver un travail.

"A partir de l'âge de 18-19 ans le jeune commence à réfléchir en permanence à son avenir et au chômage qui le menace. Cela gâche les plus belles années de la vie. La jeunesse n'est plus l'âge des rêves et d'espoir comme on lit dans les livres. Chez nous au Maroc c'est l'âge des problèmes et de l'angoisse. Je connais beaucoup de diplômés chômeurs qui ont 24, 27 ou 28 ans et qui sont devenus vieux." Soufiane, 17 ans

Chez les filles, le passage de l'enfance à l'âge adulte s'effectue brutalement et sans transition. Dès l'âge de la puberté, elles deviennent, aux yeux de leur entourage des adultes qui doivent mesurer chacun de leurs gestes. Au fur et à mesure de l'avancement dans l'âge, le contrôle social se resserre :

"La jeunesse est l'âge de la maturité où l'on pense à l'avenir, au travail et au mariage"  
Hafsa, 14ans

En fin de compte, que signifie pour nos enquêtés, dans le contexte actuel du Maroc, être jeune? Le jeune est l'être qui n'est ni enfant ni adulte mais qui possède une certaine maturité. La jeunesse constitue pour l'être humain la période où il se forme, où il vit projeté vers l'avenir et/ou prenant conscience de ses potentialités, il bâtit ses projets pour l'âge adulte.

La jeunesse représente la couche de la population qui aspire à une plus grande liberté et est à la pointe de l'évolution grâce à son dynamisme, son impatience et sa combativité. D'autre part, la jeunesse est perçue comme la tranche d'âge la plus exposée aux problèmes économiques,

particulièrement le chômage, et au changement rapide des valeurs et des normes sociales.

Entre les hésitations par rapport à la définition chronologique de la jeunesse et son assimilation aux concepts de maturité (physique et psychologique), de liberté, de responsabilité et aussi d'angoisse par rapport à l'avenir, réside l'essentiel de la problématique générale du concept de la jeunesse lui-même.

En effet, les profonds changements démographiques et socioculturels survenus au Maroc depuis 1994, date de l'avant dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), dévoilés en partie à travers les résultats préliminaires du RGPH 2004, révèlent de nouvelles tendances en ce qui concerne la population jeune (21-30 ans). Cette tranche subit de plein fouet les conséquences de ces changements rapides, notamment :

- l'augmentation de l'âge au premier mariage et la difficulté grandissante de fonder une famille,
- le chômage,
- le poids grandissant de la prise en charge par les jeunes de leurs aînés âgés de 60 ans et plus.

Pour une meilleure compréhension de la situation actuelle des jeunes adultes au Maroc, ces indicateurs sociodémographiques doivent s'ajouter à l'augmentation constante de la pression psychologique sur cette catégorie de la population. La déferlance des modèles culturels et comportementaux véhiculés par de puissants moyens de communication dont l'effet sur les modes de vie sains chez les jeunes n'est pas encore évalué, particulièrement l'internet et les chaînes de télévision par satellites.

En conclusion, il s'agit de la manipulation d'un concept émergent. Le concept de "jeunesse" n'est pas encore traduit, au-delà de la maturité physique et mentale, par des comportements spécifiques et distincts de ceux des autres catégories d'âge de la même société. D'autre part, ce flou au niveau du concept, de la chronologie et des caractéristiques psychosociologiques occulte une autre tranche d'âge plus importante en termes de changement de comportements et en exposition aux risques qui menacent actuellement les modes de vie sains. Cette tranche d'âge qui a beaucoup de mal à émerger en tant que catégorie distincte est celle des adolescents.

## L'adolescence : changements, différences et continuité

Toutes les cultures distinguent et marquent la transition entre l'enfance et l'âge adulte. Cependant, les pays développés n'ont admis la notion de cette transition en tant qu'étape de l'existence qu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup>.

Dans nos pays, la notion d'adolescence comme catégorie sociale à profil particulier et aux besoins spécifiques est très récente. Dans la plupart des régions où nous avons conduit notre enquête, le concept d'adolescence a une forte connotation négative, voire péjorative. Elle est souvent assimilée aux comportements pervers, aux crises de croissance et de conflits permanents vis-à-vis des normes et valeurs sociales et culturelles.

Avant de procéder à l'analyse de cet aspect de la problématique des jeunes, nous nous attarderons, quelque peu, sur une définition opératoire de ce concept.

Comme nous l'avons discuté plus haut, la jeunesse et la maturité sont des termes génériques, fortement influencés par la valeur ajoutée culturelle que chaque société confère à ce concept. Cette catégorie n'a pas de repère d'âge, de comportement ou de besoins sanitaires scientifiquement connus et reconnus. L'adolescence pose le problème différemment. Sur le plan de la catégorisation au sein de l'âge chronologique, elle est plus claire et unanimement acceptée.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a défini l'adolescence comme :

- la progression entre l'apparition de caractéristiques sexuelles secondaires (puberté) et la maturité sexuelle et génitale ;
- le développement de mécanismes mentaux adultes et d'une identité d'adulte ;
- la transition entre une entière dépendance socio-économique et une relative indépendance.

Si ces changements n'interviennent pas de la même manière et au même moment chez les adolescents, l'OMS situe cette phase du développement humain entre 10 et 19 ans. Si la définition sanitaire et comportementale (OMS) est claire et précise, la notion d'adolescence est, somme toute, assez nouvelle pour notre société. Bien évidemment cela ne veut pas dire que l'adolescence, aussi bien au niveau biologique que social, n'existait pas avant cela, mais à partir de cette période, elle sera identifiée en tant que telle, la société la pose comme un état reconnu.

Il paraît intéressant de s'interroger sur les tenants et aboutissants de cette période, vue et évaluée par les jeunes eux-mêmes, afin d'être à même de resituer l'adolescence dans un contexte global, et de pouvoir essayer de comprendre tout ce qui en découle et tous les enjeux de cette compréhension face aux risques et aux dangers qui peuvent compromettre la conduite d'une vie saine chez cette importante catégorie de la population.

Si la définition et la perception de l'adolescence en tant que tranche d'âge et stade de l'évolution de l'être humain ne pose pratiquement aucun problème, la définition du profil

sociologique et psychologique de cette catégorie et l'image qu'elle se fait d'elle-même restent à dépeindre.

L'adolescence est considérée comme la période la plus difficile de la vie des jeunes des deux sexes, tant sur le plan du comportement envers soi et envers son entourage que sur le plan de nouvelles pratiques et de comportements à risques (risques sexuels, tabagisme et toxicomanie). C'est une période pendant laquelle naissent des liens affectifs entre les deux sexes et apparaissent des besoins accrus (affectifs, économiques et sociaux conçus par les jeunes comme de nouvelles exigences de l'âge adulte. D'autre part, les jeunes perçoivent l'adolescence comme un carrefour de la vie qui peut conduire l'individu soit vers une maturité normale, épanouie et acceptée par la société, soit vers le dérapage vers la délinquance sous toutes ses formes.

## L'adolescence : une valeur hautement négative

L'adolescence est perçue par la plupart que nous avons interviewée comme un comportement négatif plutôt que comme une période de la vie. La majorité d'entre eux véhiculent des représentations et des jugements hautement négatifs sur cette phase de leur existence.

La quasi-totalité des enquêtés est d'accord pour décrire l'adolescence comme une période très difficile caractérisée par l'emportement, le manque de maturité, les erreurs et les comportements pervers.

En quittant l'enfance, l'adolescent ressent, sur le plan biologique et psychologique, de nouveaux besoins qu'il connaît très mal et sera exposé à un contrôle social de plus en plus vigilant, et donc aux jugements de sa famille et de son proche entourage de ses moindres faits et gestes. A ce titre, l'adolescent est appelé à se conformer aux normes morales, comportementales et sociales de sa famille et répondre, sur les mêmes questions, aux attentes, aux normes et aux valeurs des ses amis et de ses pairs.

L'adolescence est alors perçue négativement par l'ensemble des jeunes que nous avons interviewée. Ce terme est unanimement assimilé aux comportements pervers, au rejet et à des expériences que le groupe s'empresse d'oublier et de dépasser.

Au niveau de l'analyse du discours, les termes associés à l'adolescence sont :

**Le danger, le viol, la délinquance, la mauvaise fréquentation, la frime, l'agressivité, la frivolité, l'emportement, la crise, le conflit, le désordre et le refus.**

Pourquoi cette surcharge sur le plan psychologique et cette dévalorisation sur le plan social ? Le passage de l'enfance à

l'adolescence coïncide avec l'apparition des signes de maturité sexuelle qui sont plus visibles chez la fille et du passage d'une étape de scolarité à une autre ou d'entrée précoce dans le monde du travail, c'est-à-dire, dans le monde des adultes. Au début de cette période, l'adolescent commence à sentir les contours de sa propre personnalité, distincte de celle de ses parents. Le tracé des nouveaux comportements du jeune n'est pas toujours conforme au projet éducatif familial et à ses modèles idéaux. Les réactions de l'entourage au désir d'indépendance et de découverte d'horizons nouveaux qui se manifestent à travers ces nouvelles attitudes et ces nouveaux comportements ne sont pas toujours acceptées par le jeune adolescent, comme ce fut le cas pendant son enfance. Les signes extérieurs de maturité et les nouveaux changements constatés dans le comportement du jeune sont interprétés, soit comme l'indice de sa maturité, de sa capacité à prendre des responsabilités et de reproduire les schémas de comportements sains du point de vue de la famille et des valeurs qui lui sont propres, soit, au contraire, comme les signes de l'entrée dans une zone de turbulence qui nécessite le resserrement du contrôle familial en vue de prévenir l'apparition de comportements jugés pervers et de les "corriger" à temps.

A cet effet, l'adolescent est constamment appelé à modifier son comportement et redéfinir son nouveau statut à l'égard de lui-même, de sa famille, de l'autre sexe, de ses pairs et envers les adultes en général.

#### ▪ Les relations avec la famille

Si la famille est le lieu où le jeune est nourri, élevé et trouve refuge contre les aléas du monde extérieur, elle est aussi, souvent, pour les jeunes, l'enfer des disputes et le lieu d'apprentissage de la tyrannie et de la répression des adultes. Au-delà des signes extérieurs de maturité physique, la famille découvre l'entrée de ses enfants à l'âge de l'adolescence à travers des conflits et des crises. Si les enfants ne sont pas préparés à ce passage, les parents ne le sont pas non plus, particulièrement si la différence entre les deux générations est accentuée par l'appartenance à deux cultures et à deux ou plusieurs systèmes de références : Les causes de l'incompréhension sont multiples. Les plus courants résident dans le fait que les parents tendent à pousser leurs enfants à reproduire les mêmes comportements qu'ils avaient au temps de leur jeunesse.

L'adolescence se manifeste aussi par l'augmentation des besoins matériels et affectifs du jeune. Selon les participants, les besoins

matériels concernent particulièrement les nouveaux frais générés par le puissant désir des adolescents à s'identifier au niveau vestimentaire et de l'aspect extérieur général « le look » à leurs propres idoles qui ne sont même pas connus par leurs familles.

#### ▪ Les relations avec les pairs

D'autre part, l'adolescent se trouve quasiment devant le même regard accusateur et inquisiteur de la part des ses amis et de ses pairs. A l'école, au travail et au sein des maisons de jeunes et même dans la rue, l'adolescent est constamment jugé par ses camarades et pairs qui l'intègrent ou le rejettent d'un groupe de jeunes ou une bande selon un ensemble complexe de critères connus et codés par les jeunes.

Avoir un ou plusieurs amis confidents relève de la première nécessité chez le jeune adolescent, car c'est auprès de ses amis qu'il va chercher le réconfort et l'approbation, voire la légitimité qu'il ne retrouve plus chez sa famille et chez les adultes en général.

D'autre part, et en l'absence de dialogue et d'éducation familiale spécifique en ce qui concerne des sujets très importants comme la sexualité et la toxicomanie, les amis restent la principale source d'information et d'éducation et le principal recours en cas de problèmes ou de besoins.

#### ▪ Les relations avec l'autre sexe

A partir de la puberté, l'autre sexe commence à jouer un rôle déterminant dans les attitudes et les comportements des adolescents de notre échantillon. Chacun essaye, à sa manière d'attirer l'attention de l'autre. A cet âge, l'adolescent commence à accorder une attention particulière à son aspect extérieur, en montrant sa puissance physique et en affirmant sa virilité pour le garçon et sa féminité pour la fille. Cela se traduit par des gestes, des comportements et par des signes vestimentaires ou accessoires- symboles qui sont généralement pour les garçons les vêtements et les marques à la mode, la coupe des cheveux, le vélomoteur, le scooter, les lecteurs de musique, les casquettes, les baskettes, le téléphone portable et... la cigarette.

Pour les filles, ces symboles sont majoritairement les vêtements à la mode, la coiffure, le maquillage, les parfums et les déodorants, les petits bijoux et les accessoires<sup>9</sup>.

L'adolescence est essentiellement perçue comme une période d'hésitation et de doutes au seuil du monde des adultes. Les pressions psychologiques et sociales sont très fortes et l'adolescent se trouve pratiquement contraint à

<sup>9</sup> - Signalons que ce schéma relationnel et comportemental est valable seulement pour les jeunes et les adolescents issus du milieu urbain, fréquentant une institution scolaire ou encadrés par une institution porteuse d'un projet éducatif. Le profil des jeunes et des adolescents vivant en milieu rural ou en situation de travail restent les grands absents dans l'actuelle approche.

Population marocaine selon l'âge et le sexe (en milliers)

	1998	1999	2000	2001	2002
<b>0 - 4 ans</b>	2 976	2 979	2 987	2 990	2 988
<b>5 - 9 ans</b>	3 180	3 122	3 061	3 009	2 968
<b>10 - 14 ans</b>	<b>3 241</b>	<b>3 235</b>	<b>3 228</b>	<b>3 218</b>	<b>3 201</b>
<b>Masculin</b>	<b>1 647</b>	<b>1 646</b>	<b>1 644</b>	<b>1 640</b>	<b>1 631</b>
<b>Féminin</b>	<b>1 594</b>	<b>1 589</b>	<b>1 584</b>	<b>1 578</b>	<b>1 570</b>
<b>15 - 19 ans</b>	<b>3 132</b>	<b>3 184</b>	<b>3 218</b>	<b>3 233</b>	<b>3 236</b>
<b>Masculin</b>	1 574	1 605	1 626	1 637	1 641
<b>Féminin</b>	1 558	1 579	1 592	1 596	1 595
<b>20 - 24 ans</b>	2 758	2 819	2 892	2 971	3 050
<b>25 - 29 ans</b>	2 420	2 511	2 585	2 643	2 692
<b>30 - 34 ans</b>	1 987	2 029	2 098	2 194	2 301
<b>35 - 39 ans</b>	1 863	1 913	1 941	1 951	1 956
<b>40 - 44 ans</b>	1 496	1 552	1 622	1 699	1 777
<b>45 - 49 ans</b>	1 177	1 263	1 330	1 382	1 427
<b>50 - 54 ans</b>	783	808	867	952	1 053
<b>55 - 59 ans</b>	777	794	792	776	759
<b>60 - 64 ans</b>	622	620	636	668	706
<b>65 - 69 ans</b>	590	617	616	603	583
<b>70 - 74 ans</b>	311	329	371	420	469
<b>75 ans et plus</b>	462	463	461	461	465
<b>Total</b>	<b>27 775</b>	<b>28 238</b>	<b>28 705</b>	<b>29 170</b>	<b>29 631</b>
<b>Masculin</b>	<b>13 819</b>	<b>14 049</b>	<b>14 281</b>	<b>14 512</b>	<b>14 742</b>
<b>Féminin</b>	<b>13 956</b>	<b>14 189</b>	<b>14 424</b>	<b>14 658</b>	<b>14 889</b>

Source : Annuaire Statistique du Maroc 2003

assimiler et à assumer l'impact d'une image négative où la plupart de ses initiatives et de ses comportements sont culpabilisés, même avant d'être concrétisés.

A ce niveau de l'analyse, nous nous trouvons devant une large catégorie de la population dont le comportement est préjugé globalement comme négatif, irresponsable et néfaste. Selon les chiffres, ce jugement bien intériorisé et assumé par notre échantillon concerne 21,73 % de la population marocaine composée de préadolescents et d'adolescents âgés de 10 à 19 ans.

En passant de l'enfance à l'adolescence, le jeune n'est pas suffisamment préparé à comprendre et à gérer les changements subis au niveau de son corps, de son comportement et de ses nouveaux rôles au sein de la famille et de la société. Jusqu'à présent, l'éducation familiale, sanitaire et scolaire est largement en deçà de ses

besoins en connaissance pour faire face aux nouvelles situations et aux nouveaux dangers auxquels il sera appelé à faire face. Si la puberté et la maturité sexuelle sont les signes annonciateurs de l'adolescence, quel est le degré de connaissance des membres de notre échantillon sur ce sujet vital et quel est le rôle joué par la famille pour préparer l'enfant à un passage harmonieux et sans risque, à un statut de jeune épanoui et conscient des risques qui l'entourent ? ■

# Les activités culturelles et les loisirs chez les jeunes

**L**a société marocaine est en pleine mutation. Parmi les acteurs dynamiques des changements sociologiques, les jeunes occupent une place privilégiée dans la mesure où ils constituent un levier décisif et déterminant dans la configuration de la société de demain. L'importance de cette catégorie de population se justifie aussi par leur nombre et leur poids important dans la population totale marocaine. Avec un effectif de 2,7 millions en 1971, les jeunes (personnes âgées de 15-24 ans) représentent aujourd'hui un peu plus de six millions, soit 21,5% de la population marocaine. Ils sont composés de 10,7% de jeunes de la seconde adolescence (15-19 ans) et 10,4% de jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans.

Par Mohammed EL AOUAD - Professeur  
Mustapha BERROUYNE - H.C.P

Plusieurs phénomènes sociaux et manifestations d'anomie (tabagisme, drogue, violence, banditisme, prostitution, émigration clandestine, abandon scolaire volontaire, intégrisme, etc.) témoignent, quelque part, de l'échec de la socialisation des jeunes au sein de la famille et de l'école, mais aussi à travers les institutions de culture et de loisirs. Ces manifestations posent la question cruciale de l'efficacité des modes de socialisation en vigueur et recentrent le débat autour des stratégies d'action pour soustraire les jeunes des tourbillons qui perdent les « patéras » et de la formation au banditisme dans les séjours répétés en détention.

Les activités culturelles et les loisirs jouent un rôle déterminant dans le processus d'intégration dans leur environnement social, culturel et économique, et complètent de manière

Les jeunes se trouvent continuellement confrontés aux pesanteurs des institutions sociales, politiques, éducatives, culturelles et économiques créées par les adultes et plaçant la barrière des attentes en terme d'excellence, alors que la suprématie de l'audiovisuel impose aux jeunes des comparaisons à leur désavantage et rend plus insoutenables leurs frustrations. En effet, le taux élevé de l'analphabétisme parmi les jeunes, la médiocrité de la formation, les problèmes liés à l'emploi et au sous-emploi et la pauvreté participent à l'installation d'un désordre qui se manifeste par le refus des jeunes d'être les laissés pour compte d'une politique éducative et socioéconomique qui lèse les plus défavorisés.

substantielle les apports successifs de la famille et de l'école pour forger la personnalité et contribuer à l'éviction des comportements déviants.

L'Etat, à travers la mise en place des installations et infrastructures culturelles et sportives (maisons de jeunes, complexes sportifs, etc.), assure depuis longtemps l'essentiel des activités de loisirs des jeunes, tout en exerçant son droit de regard sur l'ensemble des actions effectuées. Mais, ni l'encadrement, ni les activités proposées, en plus de l'inaccessibilité matérielle et d'une couverture partielle, ne permettent d'assurer une satisfaction pour les adolescents et les jeunes qui s'y rendent.

Dans cette contribution nous examinerons d'abord l'offre nationale d'espaces de culture et de loisirs, et apprécierons les pratiques de loisirs chez les jeunes pour ensuite, connaître l'attitude des jeunes envers ces espaces de culture et de loisirs.

## Concepts : activités culturelles et les loisirs

Les activités culturelles et les loisirs sont considérés comme les ruptures organisées ou spontanées, que les hommes choisissent, et qui leur apportent une détente physique,



psychique ou intellectuelle. Sur le plan individuel, cette notion comprend trois dimensions : temps libre, activités et liberté de choix.

Par ailleurs, les activités réfèrent à la participation active d'une personne à l'une ou l'autre des nombreuses formes de loisir, que l'on regroupe généralement dans les catégories suivantes : détente (regarder la télé, écouter la musique, écouter la radio, aller se promener et voyager ; activités socioculturelles (faire la lecture, aller au cinéma, animer une association culturelle" et/ou des maisons de jeunes) ; sportives (faire du sport) ; informelles (rencontre et discussion avec des copains et/ou aller au café), etc. Quant à la liberté de choix, elle est sous-jacente à la possibilité qu'a une personne de pratiquer des activités qui

lui plaisent et qui répondent à ses besoins (de détente, de repos, de divertissement ou de développement) et à ses goûts, habiletés, aspirations ou ambitions.

Sur le plan social, les activités culturelles peuvent constituer un facteur important de la socialisation des jeunes et des adolescents. Les loisirs peuvent être considérés comme une composante essentielle de toute société qui valorise le développement citoyen, et responsable d'une communauté en bonne santé physique et mentale. Le loisir constitue, à ce titre, une mesure complémentaire de formation et de développement culturel et fait partie des moyens pouvant contribuer à briser les cycles de la dépendance, de la violence et de l'exclusion qui sont souvent associés à un manque d'estime de soi<sup>1</sup>.

### Répartition des maisons de jeunes relevant du département de la jeunesse par région

Régions	Bénéficiaires potentiels*	Nombre d'établissements	Ratio**
Oued Ed-Duhab - Lagouira	11 656	2	5828
Laâyoune - Boujdour - S. El Hamra	43393	10	4339
Guelmim - Es-Semara	78832	15	5255
Souss - Massa - Daraa	648000	28	23143
Gharb - Chrarda - Béni Hssen	412590	11	37508
Chaouia - Ouardigha	375660	17	22098
Marrakech - Tensift - Al Haour	655696	21	31224
Oriental	410772	21	19561
Grand Casablanca	662153	27	24524
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	491810	34	14465
Doukalâ - Abda	423118	19	22269
Tâdia - Azilal	348310	19	18332
Meknès - Tafilalet	465576	27	17244
Fès - Boulemane	332 401	22	15109
Taza - Al Hoceima - Taounate	414 782	14	29627
Tanger - Tétouan	554334	17	32608
Ensemble	6 329 083	304	20819

\* Population âgée de 15 à 24 ans ;

\*\* Bénéficiaires potentiels rapportés au nombre de maisons de jeunes.

Sources :- CERED (1997), «Situation et perspectives démographiques du Maroc» ;

- CERED, «les Monographies régionales» ;

- Direction de la Statistique, «Annuaire statistique du Maroc 2004».

<sup>1</sup> Suzanne Degré, 2002.

## Offre des principaux espaces culturels et de loisirs destinés aux jeunes

Au moment où le temps libre est en progression constante, les moyens de loisirs sont à compter sur les doigts d'une seule main au niveau des principales villes et grandes agglomérations du pays.

### Maisons de jeunes

Les maisons de jeunes jouent un rôle primordial dans la vie des jeunes, dans la mesure où elles présentent un espace de liberté par rapport aux espaces scolaire et familial. Les activités de ces maisons sont très variées et comprennent des programmes culturels, sportifs, artistiques, théâtraux, cinématographiques et scientifiques. En 2003, le nombre total<sup>2</sup> de maisons de jeunes s'élève à 312 contre 303 établissements en 2002, soit une augmentation de moins de 3%. Le milieu urbain bénéficie de l'essentiel de ces équipements. En effet, 64% de ces maisons sont implantées dans le milieu urbain contre 36% en milieu rural. Il en découle qu'il y a, au niveau de l'ensemble du pays, une maison de jeune pour 20819 jeunes âgés de 15-24 ans (tableau 1), 17415 en milieu urbain et 25256 en milieu rural. Ce qui montre que le taux d'encadrement demeure très faible et ne répond pas par conséquent à la demande croissante des jeunes.

L'analyse de l'implantation de ces maisons par région confirme aussi les disparités en matière d'encadrement puisqu'on dénombre 8 régions sur 16 ayant un taux d'encadrement supérieur à la moyenne nationale. Le même schéma se dessine lorsqu'il s'agit de l'analyse de l'implantation des maisons des jeunes selon les villes du Royaume. Des zones moins peuplées comme la ville de Témara ou de Khémisset, par exemple, disposent respectivement de 6 et 15 maisons, tandis que des unités bien plus grandes comme Tanger ou Sidi Bernoussi Zénata ne disposent respectivement que de 3 et 2 maisons.

### Colonies de vacances

Les colonies de vacances constituent un cadre qui permet aux bénéficiaires d'aller en vacances, d'enrichir leurs expériences, d'acquérir de nouvelles connaissances et de développer leurs potentialités. Les efforts déployés par l'Etat et la société civile dans ce secteur demeurent en deçà des attentes. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler que 73654 personnes (tous âges confondus) ont pu bénéficier de ces colonies en 2003. L'insuffisance des centres de colonies disponibles, la portée limitée de leurs structures d'accueil, l'insuffisance des ressources financières et humaines sont les principaux obstacles qui entravent la généralisation de ces colonies de vacances.

Participants aux colonies de vacances selon les régions d'origine

Régions	Total
Oued Ed-Dahab - Lagouira	501
Laâyoune - Boujdour - S. El Hamra	905
Guelmim - Es-Semara	2054
Souss - Massa - Daraa	4572
Gharb - Chrarda - Béni Hssen	2273
Chaouia - Ouardigha	3068
Marrakech - Tensift - Al Haouz	3620
Oriental	3700
Grand Casablanca	17869
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	12135
Doukala - Abda	3138
Tadla - Azilal	2460
Meknès - Tafilalet	5567
Fès - Boulemane	5460
Taza - Al Hoceïma - Taounate	2402
Tanger - Tétouan	3930
Ensemble	73654

Source : Direction de la Statistique, «Annuaire statistique du Maroc 2003».

<sup>2</sup> Rapport du comité technique des programmes sociaux de 2003.

### Les installations sportives

Les installations sportives, destinées aussi bien aux adultes qu'aux jeunes, jouent aussi un rôle primordial dans la vie de ces derniers. Les activités de ces infrastructures sont très variées et comprennent des terrains de «Foot-Ball», de «Basket-Ball»,

«Hand-Ball», etc. Selon les statistiques récentes, on dénombre au Maroc, 638 terrains destinés à la pratique des sports. Toutefois, plus de la moitié (53%) de cette infrastructure sportive est dominée par les terrains du «Foot-Ball».

### Répartition des installations sportives selon le type et la région

	Volley-Ball	Hand-Ball	Basket-Ball	Foot-Ball	Base nautique	Salle de Sport	Piscine	Athlétisme	Rugby	Total	Ratio
Oued Ed-Dahab - Lagouira	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	11656
Laâyoune - Boujdour - S. El Hamra	-	-	-	9	-	1	-	1	-	11	3945
Guelmim - Es-Semara	-	-	-	9	-	2	-	-	-	11	7167
Souss - Massa - Daraa	5	4	6	30	-	5	5	4	-	59	10983
Gharb - Cherrada - Beni Hssen	-	-	1	12	1	2	3	2	-	21	19647
Chaouia - Ouardigha	4	4	3	27	-	1	5	1	-	45	8348
Marrakech - Tensift - Al Haouz	3	3	3	37	-	3	2	2	-	53	12372
Oriental	2	2	2	20	-	3	3	5	1	38	10810
Grand Casablanca	6	8	8	41	1	6	1	4	1	76	8713
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	5	6	6	28	1	8	4	7	-	65	7566
Doukala - Abda	6	6	6	18	-	1	5	4	1	47	9003
Tadla - Azilal	3	3	3	16	-	1	3	5	-	34	10244
Meknès - Tafilalet	3	1	3	33	-	2	12	2	-	56	8314
Fès - Boulemane	5	7	5	21	-	2	3	2	-	45	7387
Taza - Al Hoceïma - Taounate	6	6	6	21	-	3	1	1	-	44	9427
Tanger - Tétouan	6	5	6	13	-	1	1	-	-	32	17323
Ensemble	54	55	58	336	3	41	48	40	3	638	9920

Source : Direction de la Statistique, «Annuaire statistique du Maroc 2003».

### Salles de cinéma

Le cinéma est un espace de loisir important pour la formation et l'ouverture des jeunes sur le monde. Au Maroc, le nombre de

salles de cinéma est estimé à 162, en 2003, soit une salle pour 20963 jeunes âgés de 15 à 24 ans.

### Activité cinématographique

Population jeune en milieu urbain (en milliers)	3396000
Nombre de salles de cinéma	162
Nombre de places	102 637
Ratio	20963

Source : Direction de la Statistique, «Annuaire statistique du Maroc 2003».



### Couverture par les espaces culturels et de loisirs

En termes de couverture d'espaces de vie des jeunes, d'après les résultats de la consultation nationale des jeunes, les cafés et les téléboutiques se détachent en tête avec une couverture quasi parfaite de près de trois quarts des jeunes (tableau 5). Les terrains de sports (terrains vagues, plages, etc.) viennent ensuite et

couvrent à peine 47,5 % des espaces de vie des jeunes. Les maisons de jeunes se trouvent dans la proximité de 27 % des jeunes, alors que les bibliothèques, les cinémas, les conservatoires, les complexes sportifs et les théâtres n'assurent qu'une couverture très partielle, avec une très grande différence selon le milieu de résidence et les zones géographiques du pays.

### Répartition des jeunes selon la couverture par les équipements socioculturels et de loisirs

Equipements, établissements et institutions	Taux de couverture
Café	75,8
Télé boutique	72,9
Terrain de sport	47,5
Maison de jeunes	27,1
Bibliothèque	20,8
Cinéma	13,2
Conservatoire	8
Complexe sportif	7,6
Théâtre	5,3

### Fréquentation, pratique et évaluation des prestations des espaces culturels ou de loisirs par les jeunes

D'après les résultats de la consultation nationale des jeunes, ceux-ci fréquentent d'abord les cafés (12,1 %), suivi de près par les mosquées (fréquentées par 11,9 %) comme lieu privilégié de pratique spirituelle. Les terrains de sport et les cybercafés sont

respectivement fréquentés par 7,6 % et 6,1 % des jeunes. Viennent ensuite les maisons de jeunes fréquentées par 4,7%, les foyers féminins par 3,2%, et les bibliothèques par 2,5% des jeunes. Le taux de fréquentation des autres établissements de loisirs ne dépasse pas 2%.

### Répartition des jeunes selon la fréquentation régulière des espaces culturels et de loisirs

Etablissements	%
Café	12,1
Mosquée	11,9
Terrain de sport	7,6
Cybercafés	6,1
Maisons de jeunes	4,7
Foyer féminin	3,2
Université	2,6
Bibliothèque	2,5
Cinéma	1,9
Théâtre	0,4
Rien	24,8

Source : Enquête auprès des jeunes, 2001, Département de la jeunesse.

La fréquentation des maisons de jeunes par les jeunes reste assez faible. Les résultats de la Consultation Nationale des Jeunes, réalisée par le Département chargé de la jeunesse, montrent que 17,6% des jeunes ont fréquenté ces maisons. Cette situation est due essentiellement à une faible couverture des jeunes par ce type d'établissements (41%).

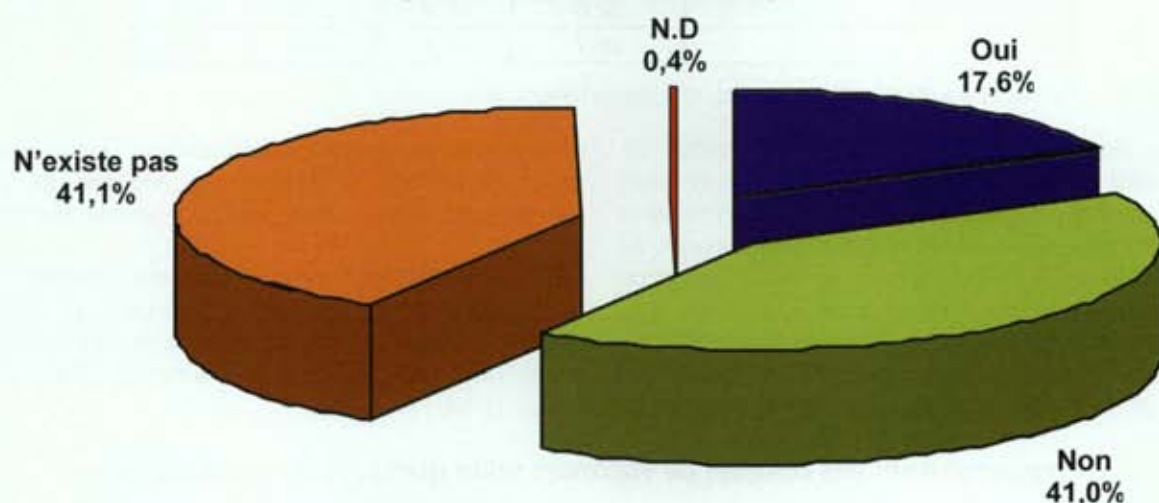
Lorsqu'on considère le milieu de résidence, nous constatons que l'écart entre les milieux urbain et rural est grand (27,8% et 5,5% respectivement). L'éloignement ou l'inexistence de ces maisons, et particulièrement en milieu rural, le manque

d'information, l'absence de programmes et d'activités susceptibles de susciter l'intérêt des jeunes et de répondre à leurs attentes constituent les principales raisons de cette faible fréquentation.

L'analyse selon les caractéristiques des jeunes révèle que :

- ▶ la fréquentation de ces institutions augmente avec l'âge ;
- ▶ les garçons ont plus de facilités à fréquenter ces maisons que les filles (21% contre 13,4%) ;
- ▶ la fréquentation est plus répandue parmi les étudiants (27,1%).

### Fréquentation des maisons de jeunes



### Fréquentation des maisons de jeunes selon quelques caractéristiques socio-économiques

Quelques caractéristiques		Effectifs	Pourcentage
Milieu de résidence	Urbain	2731	85,8
	Rural	452	14,2
Sexe	Masculin	2126	66,7
	Féminin	1057	33,3
Age	15-19	1645	51,7
	20- 24	1067	33,5
Activité	Chômeurs	906	28,5
	Actifs	538	17
	Etudiants	1730	54,5
Ensemble		3183	100

Source : Enquête auprès des jeunes, 2001.

Un peu plus du tiers des jeunes enquêtés a une attitude plutôt négative envers ces maisons, 20,7 % en donnent des appréciations positives, 44,4 % moyennement favorables. Les équipements et les moyens mis à la disposition des maisons de jeunes sont également très faiblement appréciés. Les locaux et

les activités (anchitax) sont moyennement appréciés (un jeune sur quatre porte un jugement négatif, contre un sur quatre pour un jugement positif). Pour répondre au niveau requis, l'encadrement exige une amélioration non négligeable d'après ces jeunes.

### Distribution selon l'évaluation des maisons de jeunes

Éléments	Très bien	Moyen	Faible	Total
<b>Moyens</b>	<b>11,3</b>	<b>40,8</b>	<b>47,9</b>	<b>100</b>
Equipements	11,8	41,0	47,2	100
Locaux	23,5	47,8	28,7	100
Activités	26,9	46,9	26,2	100
Encadrement	30,0	45,4	24,6	100
Moyenne	20,7	44,4	34,9	100

Source : Enquête auprès des jeunes, 2001, département de la jeunesse.

Par ailleurs, la dépendance totale de ces établissements du financement public les empêche d'assumer pleinement leurs attributions et de satisfaire convenablement les besoins croissants des jeunes. Ceci impose donc la recherche d'autres sources de financement sous forme de partenariat avec les acteurs privés ou les collectivités locales qui, selon les dispositions du dahir de 1976, ont la possibilité non seulement de contribuer au financement de quelques activités culturelles, mais aussi de construire des établissements et d'en assurer le financement. La diversité des

moyens culturels et de distraction (cinéma, vidéo, parabole, clubs privés et Internet...) impose aux maisons de jeunes des changements de forme et de fond pour remplir leur mission.

D'un autre côté, les colonies de vacances, comme les maisons de jeunes, profitent aux citadins plus qu'aux ruraux : 88,8 % de bénéficiaires résident en milieu urbain contre 11,2 % en milieu rural, et davantage aux garçons qu'aux filles (68 % contre 32 %).

### La fréquentation des colonies de vacances selon quelques caractéristiques

Fréquentation	Résidence		Sexe		Age		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	15-19	20- 24	
Effectifs enquêtés	2091	264	1622	733	1253	710	2355
%	88,8	11,2	68	32	53,2	30,1	100,0

Source : Enquête auprès des jeunes, 2001, département de la jeunesse.

Comparativement aux maisons de jeunes, institutions d'encadrement et de prise en charge, les colonies de vacances sont moyennement appréciées. Selon les résultats de la consultation nationale des jeunes, 49,2% d'entre eux jugent que le service fourni par ces colonies est estimé moyen pour

(36,2%) et faible pour (13%). La durée du séjour reste l'élément le moins bien apprécié, puisque les jeunes préféreraient une durée un peu plus longue, alors que l'encadrement a été très bien apprécié par 60,7% des jeunes.

### L'appréciation des prestations des colonies de vacances par les jeunes

Prestations	Très bien	Moyen	Faible	Total
Durée	37,4	40	22,6	100
Locaux	48,7	39	12,3	100
Nourriture	48,9	40,4	10,7	100
Activités	58,5	31,4	10,1	100
Encadrement	60,7	30	9,3	100
Moyenne	50,8	36,2	13,0	100

Source : Enquête auprès des jeunes, 2001.

S'agissant du cinéma, la fréquentation de ces salles dépend de plusieurs facteurs dont le principal reste la couverture de l'ensemble du territoire national par des salles de cinéma de qualité. L'enquête révèle que 7,6% des jeunes fréquentent cet espace une fois par mois, 6% deux fois par mois et 5% trois fois par mois. Ils présentent, selon cette même enquête, certaines caractéristiques qu'on peut résumer comme suit :

- la majorité des jeunes garçons appartient au milieu urbain (88,5%) ; ils constituent 32,9% des jeunes citadins, soit un jeune sur trois qui fréquente le cinéma

au moins une fois par mois ;

- la fréquentation du cinéma baisse avec l'âge ;
- les étudiants arrivent en tête des jeunes qui fréquentent les salles de cinéma (28,5% contre 22,9% pour les jeunes actifs et 13,3 % seulement des jeunes sans emploi).

Par ailleurs, les résultats de l'étude réalisée par le CERED, en 2004, qui a concerné les jeunes adolescents âgés de 13 à 21 ans, confirment ce constat, la fréquentation du cinéma reste peu répandue parmi les interviewés.

### Jeunes adolescents fréquentant le cinéma par milieu de résidence

	Semi-urbain de Marrakech	Rural de Marrakech	Urbain de Casablanca
<b>Pourcentage</b>	<b>3,8</b>	<b>14,2</b>	<b>19,5</b>
<b>Effectif</b>	<b>1005</b>	<b>1026</b>	<b>1023</b>

Source : CERED, 2004.

L'appréciation de ces établissements par les jeunes laisse entendre qu'ils ne répondent pas à leurs attentes dans 29,6% des cas, bien que 40 % d'entre eux considèrent que le cinéma marocain leur accorde une grande attention et traite de leurs

problèmes sociaux. 71,5% d'entre eux considèrent que le cinéma marocain est en retard par rapport à l'évolution de leurs mentalités, 60,3% estiment qu'il bouleverse les repères sociaux.

### Distribution des jeunes selon l'appréciation du cinéma marocain

Propositions sur le cinéma	%
En retard par rapport à l'évolution des mentalités des jeunes	<b>71,5</b>
<b>Bouleverse les repères sociaux</b>	<b>60,3</b>
Reproduit et défend les clichés traditionnels	<b>47,3</b>
Accorde une grande attention aux jeunes	<b>40,2</b>
Traite des problèmes sociaux des jeunes	<b>39,7</b>
Répond aux attentes des jeunes	<b>29,6</b>

Source : Enquête auprès des jeunes, 2001, Département de la jeunesse.

En tenant compte de l'ensemble des données collectées auprès des jeunes et adolescents, et en adoptant la nomenclature des loisirs susmentionnée, nous constatons que les activités à caractère socioculturel et sportif semblent être les plus pratiquées par les jeunes marocains. La lecture, la fréquentation des maisons de jeunes, du cinéma, etc., semblent être les activités privilégiées des jeunes dans une proportion de l'ordre de 55 %. Bien entendu, le sport reste le loisir des jeunes garçons et des citadins par excellence (70,9% pour les jeunes garçons contre 29,1% pour les jeunes filles, 67% pour les citadins contre 33% pour les ruraux).

En comparant ces données à celles collectées en 1993

par le Conseil National de la jeunesse et de l'Avenir (CNJA), on constate que les loisirs des jeunes ont beaucoup changé au cours de la dernière décennie. En effet, en 1993, 16% de jeunes préféraient la lecture (19,7% pour les jeunes garçons et 15,5% pour les jeunes filles). Faire du sport, activité dominée aussi par les garçons, n'intéressait que 16% de jeunes (30% chez les garçons et 2% chez les filles).

Viennent ensuite les loisirs de détente (télévision, musique, voyage, etc.) avec des proportions de l'ordre de 45 à 46,5 %. Dans le cadre de ce type de loisirs, la télévision reste le loisir le plus important tant dans le milieu urbain que rural.

Les jeunes d'aujourd'hui sont les adultes de demain. C'est sur eux que repose assurément l'avenir du pays. Cette catégorie de population constitue, consciemment ou non, une force de pression sur la société et exige que ses besoins dans différents domaines soient satisfaits (enseignement, santé, emploi, loisirs, bien être, etc.), comme elle met la société dans l'obligation de combattre les méfaits de ses comportements à risque (délinquance, drogue, crime...).

La pratique des loisirs joue un rôle déterminant dans le processus d'intégration des jeunes dans leur environnement social, culturel et économique. Les loisirs complètent les apports de la famille, de l'école pour forger la personnalité et contribuer à l'éviction des comportements à risques. Souvent, la pratique des loisirs chez les jeunes va de pair avec le degré d'accessibilité des infrastructures en la matière au niveau local. Ces loisirs sont de natures diverses. Il s'agit des maisons de jeunes, des foyers féminins, des salles de sports, des salles du cinéma, etc.

A la lumière de l'analyse de l'offre des infrastructures de loisirs destinées aux jeunes, il apparaît clairement qu'il est loin des attentes des jeunes, aussi bien au niveau de la quantité que de la qualité.

Par ailleurs, la pratique des loisirs chez les jeunes est marquée par une dominance des loisirs à caractère socioculturel et sportif : près de la moitié des jeunes cherchent ce type de loisirs. En terme d'importance, les loisirs de détente occupent la troisième position chez les jeunes.

S'il est vrai que la pratique des loisirs dépend en grande partie de la disponibilité et de l'accès aux infrastructures offertes au niveau local, les jeunes demandent plus d'équipements sportifs, de bibliothèques, de maisons de jeunes et d'associations culturelles.

Compte tenu de ces résultats, des actions spécifiques doivent être entreprises pour inciter les jeunes à occuper leurs temps dans la pratique des loisirs. Dans la mesure où la pratique d'activités de loisir devrait constituer un moyen privilégié d'intégration sociale, ces actions doivent concerner les garçons et les filles. Nous pensons que les collectivités locales et autres organismes sont appelés à jouer un rôle plus actif en cette matière en déterminant les orientations et les budgets affectés aux loisirs sur leur territoire. Aussi, les départements s'occupant de la culture, du sport et de la jeunesse sont-ils appelés à conjuguer leurs efforts pour améliorer la pratique des différents types de loisirs afin d'éviter tout dérapage et tout comportement nuisible à la société. ■

## Références

- CERED, 2000. "L'adolescence en question : analyse des résultats de l'enquête sur les adolescents en milieu urbain", études démographiques, Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques, Ministère de la Prévision Economique et du Plan, Rabat, Maroc.
- Berrouyne M.. "Les adolescents et la pratique des loisirs", In CERED (2004), "L'adolescence en question : analyse des résultats de l'enquête sur les adolescents dans les milieux semi-urbain et rural de Marrakech", Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques, Haut Commissariat au Plan, Rabat, Maroc.
- CNJA, 1994. "Enquête Nationale auprès des jeunes : activités socioculturelles des jeunes", Volume 3, le Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir, 1994.
- CNJA, 1994. "Etre jeune au Maroc", Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir.
- Ministère de la Jeunesse et des Sports. Direction de la Jeunesse et de l'Enfance. 2001, Consultation Nationale des Jeunes. Enquête auprès de 18 109 jeunes.
- Ministère du Développement social, de la Famille et de la Solidarité, 2004. "Rapport de 2003 du Comité Technique des Programmes Sociaux (en arabe)". Rabat.
- Direction de la Statistique, "Annuaire statistique du Maroc de 2003".
- Direction de la Statistique, "Annuaire statistique du Maroc de 2004".

# Formes d'activités économiques, emploi et chômage des jeunes

**L'**insertion des jeunes dans la vie active est l'un des problèmes essentiels auxquels se heurte la société marocaine aujourd'hui. Cette catégorie de population est relativement la plus touchée par les déséquilibres qui caractérisent le marché de l'emploi. La présente étude, basée sur les informations fournies par les enquêtes nationales sur l'emploi de 1999 et de 2004, cherche à apporter un éclairage sur l'évolution récente de la contribution des jeunes dans la production de biens et de services et sur les difficultés de leur insertion dans la vie active. Les points abordés sont comme suit :

- rappel des définitions, des concepts de base et des principaux indicateurs utilisés,
- évolution de l'offre de travail des jeunes âgés de 15 à 24 ans,
- évolution du profil de l'emploi des jeunes âgés de 15 à 24 ans,
- évolution du profil du chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Par Mustapha AMRANI ALAOUI - H.C.P.

## Concepts de base

**Population active (ou offre de travail ou main- d'œuvre)** ,désigne toutes les personnes des deux sexes qui constituent la main- d'œuvre disponible pour la production de biens et services. Elle se compose de la population active occupée et de la population active en chômage.

**Actifs occupés (population active occupée ou emploi)**, il s'agit de toutes les personnes en âge d'activité qui se déclarent être pourvues d'une activité professionnelle au moment de l'interview.

Le concept d'emploi utilisé se base sur l'exercice d'un travail productif au sens de la comptabilité nationale, quelle que soit

sa durée et quel que soit le revenu qu'il procure.

**Chômeurs** : le concept du chômage est fondé sur un critère à trois conditions. Sont chômeurs, les personnes en âge d'activité qui, au moment de l'enquête, sont :

- sans travail ;
- disponibles pour travailler ;
- à la recherche d'un travail, c'est-à-dire qui ont pris les dispositions appropriées pour chercher un emploi.

La notion de recherche d'un emploi est utilisée au sens large. Ainsi sont aussi considérés en chômage les personnes qui :

- attendent une réponse de l'employeur ;
- croient que le travail n'est pas disponible dans leur localité de résidence ;
- déclarent ne pas avoir le niveau d'enseignement, de formation, de qualification ou d'expérience nécessaire pour accéder à un emploi ;
- sont trop jeunes ou trop âgées pour être embauchées par les employeurs;
- ont un handicap personnel pour trouver un emploi.

## Principaux indicateurs utilisés

**Taux d'activité d'une catégorie de population** : c'est le rapport entre la population active et la population totale de cette catégorie de population.

**Taux de chômage d'une catégorie de population** : c'est le rapport entre la population active en chômage et la population active de cette catégorie de population.

**Taux d'emploi d'une catégorie de population** : c'est le rapport entre la population active occupée et la population totale de cette catégorie de population.

## Population active : niveau et évolution

La population active âgée de 15 à 24 ans a atteint près de 2 763 000 personnes en 2004, soit un recul de 3,6% par rapport à 1999. Par milieu de résidence,



l'offre de travail a été, en 2004, de 1 022 000 personnes en zones urbaines (-9,4% par rapport à 1999) et de 1 741 000 personnes en zones rurales (+0,4%).

### Evolution de l'offre de travail des jeunes de 15 à 24 ans selon le sexe et le milieu de résidence. (en milliers)

Sexe	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Masculin	802	750	1182	1236	1984	1986
Féminin	326	273	551	505	882	777
Ensemble	1128	1022	1734	1741	2866	2763

Le recul de l'offre de travail des jeunes, entre 1999 et 2004, a concerné particulièrement les femmes (-11,9% au niveau national, -16,3% en milieu urbain et -8,3% en milieu rural) et les jeunes de sexe masculin résidant en zones urbaines (-6,5%). L'offre de travail des hommes résidant en zones rurales s'est, quant à elle, accrue de 4,6%.

Cette tendance à la baisse de l'offre de travail des jeunes a concerné aussi bien les diplômés que les non diplômés. Elle s'explique principalement par la rétention scolaire. En effet, au niveau national, la part des écoliers ou étudiants est passée,

entre 1999 et 2004, de 25,7% à 30,6% (de 30,0% à 34,2% chez les hommes et de 21,5% à 26,9% chez les jeunes femmes). Les mêmes tendances ont été observées par milieu de résidence. Toutefois, il y a lieu de signaler que la part des écoliers en milieu urbain est plus de trois fois celle relevée en milieu rural.

Par ailleurs, le niveau de qualification de la population active s'améliore et particulièrement en zones urbaines. La part des actifs ayant un diplôme est passée, entre 1999 et 2004, de 30,1% à 32,5% (de 50,0% à 55,3% en zones urbaines et de 17,2% à 19,2% en zones rurales).

### Evolution de la structure de l'offre de travail des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon le niveau du diplôme et le milieu de résidence. (en %)

Niveau du diplôme	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Sans diplôme	49,9	44,8	82,8	80,8	69,8	67,5
Niveau moyen	43,9	47,2	16,7	18,7	27,4	29,2
Niveau supérieur	6,1	8,0	0,4	0,5	2,7	3,3
Non déclaré	0,1	--	0,1	--	0,1	--
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

### Part de l'offre de travail des jeunes dans la population active âgée de 15 ans et plus

Les jeunes sont sous-représentés dans la population active. En effet, en 2004, ils représentent près de 30,0% des adultes alors qu'ils ne constituent que près de 25,1% des actifs adultes.

Cette proportion est plus élevée en zones rurales (31,9% contre 18,4% chez les citadins). Les jeunes ruraux sont relativement moins scolarisés et accèdent facilement au marché du travail compte tenu du mode d'organisation de l'économie dans ce milieu, basé sur l'utilisation de la main d'œuvre familiale.

Cette proportion est relativement plus élevée chez les femmes citadines ; ce qui s'explique par le fait que le célibat, plus répandu au sein de cette catégorie de population, est un facteur qui favorise l'accès des filles au marché du travail.

### Taux d'activité

En termes relatifs, l'offre de travail des hommes est plus importante que celle des femmes et ce, quel que soit le milieu de résidence. Le taux d'activité au niveau national, passe en 2004 de 62,3% pour les hommes à 25,1% pour les femmes.

Les disparités entre sexes sont plus importantes en zones urbaines : 48,6% pour les hommes contre 16,6% pour les femmes, alors qu'en milieu rural ces taux sont respectivement de 75,1% et de 34,8%.

Au niveau des hommes, plus le niveau du diplôme

augmente plus le taux d'activité baisse. Pour les femmes, les taux d'activité les plus élevés sont relevés chez les femmes non diplômées. Mais pour les diplômées, plus le niveau du diplôme augmente plus le taux d'activité augmente.

### Evolution des taux d'activité des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon le niveau du diplôme, le sexe et le milieu de résidence. (en %)

#### Masculin

Niveau du diplôme	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Sans diplôme	88,2	86,5	90,2	88,4	89,6	87,8
Niveau moyen	39,9	37,4	59,7	51,5	46,3	42,5
Niveau supérieur	27,4	24,2	35,2	34,5	28,4	25,3
Total	53,7	48,6	80,5	75,1	67,0	62,3

#### Féminin

Niveau du diplôme	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Sans diplôme	26,6	22,1	41,0	37,6	36,4	33,0
Niveau moyen	16,7	12,5	24,0	18,4	17,7	13,6
Niveau supérieur	22,2	20,9	33,4	24,9	22,6	21,1
Total	20,9	16,6	39,4	34,8	29,7	25,1

#### Les deux sexes

Niveau du diplôme	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Sans diplôme	53,7	50,0	62,9	61,1	60,0	57,9
Niveau moyen	28,7	25,3	51,3	42,7	34,3	30,3
Niveau supérieur	24,8	22,4	34,9	32,0	25,6	23,1
Total	37,0	32,1	60,4	56,3	48,3	44,0

### Emploi selon le sexe et le milieu de résidence

L'emploi des jeunes de 15 à 24 ans a atteint 2 338 000 personnes en 2004, soit (+2,3%) par rapport à 1999. La création d'emplois pour les jeunes a été très faible (+52 000)

au niveau national (-17 000 en milieu urbain et +69 000 en milieu rural).

Au niveau des deux milieux, l'emploi a augmenté chez les hommes et a reculé chez les femmes.



### Evolution de l'emploi des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon le sexe et le milieu de résidence. (en milliers)

Sexe	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Masculin	499	512	1053	1160	1552	1673
Féminin	203	171	531	494	734	665
Ensemble	701	684	1585	1654	2286	2338

Les données du tableau ci-dessous montrent que la part de l'emploi des jeunes dans l'emploi total a reculé de 26,1% en 1999 à 23,8% en 2004. Ce recul a concerné les deux milieux, mais il est plus important chez les femmes.

### Evolution de la part de l'emploi des jeunes âgés de 15 à 24 ans dans l'emploi total selon le sexe et le milieu de résidence. (en milliers)

Sexe	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Masculin	16,3	14,5	33,1	32,1	24,8	23,4
Féminin	22,7	17,3	32,8	29,4	29,2	24,9
Ensemble	17,7	15,1	33,0	31,3	26,1	23,8

### Emploi selon le sexe, le niveau du diplôme<sup>1</sup> et le milieu de résidence

Le niveau de qualification des actifs occupés s'est amélioré aussi bien chez les hommes que chez les femmes et ce, au niveau des deux milieux. Ainsi, au niveau national, la part des diplômés dans l'emploi total est passée de 23,3% en 1999 à 26,4% en 2004 (de 41,8% à 47,0% en milieu urbain et de 15,1% à 17,9% en milieu rural).

Les différences selon le sexe, quant à la part des diplômés dans l'emploi, sont plus marquées en milieu rural (1,8 point en milieu urbain contre 15,6 points en milieu rural en 2004).

### Taux d'emploi selon le sexe, le niveau du diplôme et le milieu de résidence

Le taux d'emploi s'est fixé en 2004 à 37,2% au niveau

national, il est plus élevé en zones rurales (53,5%) qu'en zones urbaines (21,4%).

Le taux d'emploi des jeunes de sexe masculin est nettement supérieur à celui des jeunes de sexe féminin (52,5% pour les hommes contre 21,5% pour les femmes). L'écart est encore plus important en zones urbaines (respectivement 33,2% et 10,4% contre 70,5% et 34,1% en zones rurales).

Selon le diplôme, les taux d'emploi les plus élevés sont relevés chez les non-diplômés et ce quel que soit le sexe et le milieu de résidence. Pour les diplômés, à l'exception des femmes citadines, ce taux est plus élevé chez les diplômés de niveau moyen que chez les diplômés de niveau supérieur.

Entre 1999 et 2004, ce taux a reculé particulièrement chez les femmes (21,5% contre 24,8%).

<sup>1</sup> Niveau du diplôme :

- niveau moyen : certificats de l'enseignement fondamental, diplômes de qualification ou de spécialisation professionnelle.

- Niveau supérieur : baccalauréats, diplômes de cadres moyens et diplômes de formation supérieure (facultés, grandes écoles et instituts).

**Evolution des taux d'emploi des jeunes âgés de 15 à 24 ans  
selon le niveau du diplôme, le sexe et le milieu de résidence. (en%)**

Sexe et niveau du diplôme	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
<b>Masculin</b>						
Sans diplôme	62,5	68,0	82,5	84,4	76,3	80,0
Niveau moyen	22,0	23,4	48,5	45,7	30,6	31,5
Niveau supérieur	9,9	8,2	22,1	26,2	11,5	10,2
<b>Total</b>	<b>33,4</b>	<b>33,2</b>	<b>71,7</b>	<b>70,5</b>	<b>52,4</b>	<b>52,5</b>
<b>Féminin</b>						
Sans diplôme	20,3	17,9	40,0	37,1	33,7	31,4
Niveau moyen	8,5	6,7	19,4	16,7	10,0	8,5
Niveau supérieur	8,5	7,9	10,5	7,0	8,6	7,9
<b>Total</b>	<b>13,0</b>	<b>10,4</b>	<b>37,9</b>	<b>34,1</b>	<b>24,8</b>	<b>21,5</b>
<b>Les deux sexes</b>						
Niveau moyen	38,8	39,6	59,0	59,0	52,6	53,5
Niveau supérieur	15,5	15,3	41,6	38,0	21,9	21,8
<b>Total</b>	<b>23,0</b>	<b>21,4</b>	<b>55,2</b>	<b>53,5</b>	<b>38,6</b>	<b>37,2</b>

**Structure de l'emploi des jeunes selon la profession principale**

**Situation en 2004**

En milieu urbain, les jeunes de sexe masculin travaillent principalement en tant que "manœuvres non agricoles, manutentionnaires et travailleurs des petits métiers" (39,2%) ou en tant qu' "artisans et ouvriers qualifiés des métiers artisanaux" (34,1%) ou en tant que "commerçants et intermédiaires commerciaux" (10,0%) ou en tant qu' "employés" (9,0%). Les autres professions sont peu fréquentes. Pour les jeunes de sexe féminin, les deux premiers grands groupes de professions cités pour les hommes viennent toujours en première position (avec respectivement 38,9% et 36,1%). La troisième place est occupée par les "employés" (12,5%).

En milieu rural, l'emploi des jeunes est concentré au niveau du grand groupe des "ouvriers et manœuvres agricoles et de la pêche" (avec 77,2% des emplois masculins et 89,9% des emplois féminins). La deuxième place revient au grand groupe des "manœuvres non agricoles, manutentionnaires et travailleurs des petits métiers" (9,4% pour les hommes et 2,5% pour les femmes) suivi par les "artisans et ouvriers qualifiés des métiers artisanaux" (6,5% de l'emploi des hommes et des femmes).

**Evolution entre 1999 et 2004**

En milieu urbain, les professions "employés" et "manœuvres

non agricoles, manutentionnaires et petits métiers" ont tendance à se développer. Leurs parts ont sensiblement augmenté entre 1999 et 2004 (respectivement de 7,5% à 9% et de 29,7% à 39,2%) au détriment des autres catégories de professions.

La même évolution a été relevée chez les jeunes de sexe féminin pour lesquels ces parts sont passées respectivement de 7,9% à 12,5% et de 30,8% à 38,9%.

En milieu rural, la structure selon la profession est restée quasiment stable. Le grand groupe des "ouvriers et manœuvres agricoles et de la pêche", qui occupe la première place, a vu sa part augmenter au détriment des autres grands groupes (de 75,9% à 77,2% pour les hommes et de 86,7% à 89,9% pour les femmes).

**Structure selon le statut professionnel**

**Situation en 2004**

L'emploi urbain se caractérise par la prédominance du statut de "salarié" 60,7% (54,6% de l'emploi masculin et 78,7% de l'emploi féminin). Ce statut est suivi en deuxième position par les "aides familiales et apprentis" (27,1% pour les hommes et 11,3% pour les femmes). La troisième position est occupée par les "indépendants et employeurs" avec 15,6% pour les hommes et 8,2% pour les femmes.

En milieu rural, l'emploi non rémunéré (aide familiale et apprenti) occupe la première place avec 72,1% de l'emploi

masculin et 90,5% de l'emploi féminin. Il est suivi de loin par le statut de "salarié" avec 21,4% de l'emploi masculin et 6,5% de l'emploi féminin. La troisième position est occupée par les "indépendants et employeurs" avec 5,3% de l'emploi masculin et 2,6% de l'emploi féminin.

#### Evolution entre 1999 et 2004

L'analyse de l'évolution de la structure de l'emploi selon le statut professionnel, révèle qu'en milieu urbain, la part des jeunes de sexe masculin travaillant pour leur propre compte a sensiblement augmenté de 14,6% en 1999 à 18,0% en 2004 ; alors que pour les jeunes de sexe féminin, c'est plutôt le salariat qui a tendance à se développer 71,9% en 1999 contre 78,7% en 2004.

En milieu rural et pour les deux sexes, c'est le statut "aide familiale et apprenti" qui a tendance à se développer au détriment des autres statuts (de 67,7% en 1999 à 72,1% en 2004 pour les hommes et de 88,1% à 90,9% pour les femmes).

### Structure selon le secteur d'activité

#### Situation en 2004

En milieu rural, l'emploi des jeunes est concentré dans le secteur "agriculture, forêt et pêche" (80,1% de l'emploi masculin et 90,5% de l'emploi féminin).

En milieu urbain, par contre, l'emploi est relativement plus diversifié et particulièrement chez les jeunes de sexe masculin. Ainsi, l'emploi féminin est concentré dans les deux secteurs "industrie" avec 53,7% en 2004 et "autres services que le commerce", 33,1% en 2004 ; alors que l'emploi masculin est présent au niveau de l'ensemble des secteurs d'activité économique : "l'industrie" (28,3%), le "commerce" (27,0%), les "autres services autres que le commerce" (26,2%), le "bâtiment et travaux publics" (13,4%) et "l'agriculture, forêt et pêche" (5,1%).

#### Evolution entre 1999 et 2004

En milieu urbain, les jeunes ont tendance à travailler plus dans le secteur des services. Pour les hommes, et en plus des services, on s'adonne plus au "bâtiment et travaux publics". Pour le milieu rural, la structure a quasiment stagné.

### Structure selon le secteur d'emploi

#### Situation en 2004

La quasi-totalité des jeunes de sexe masculin travaille

dans le secteur privé (97,5% en milieu urbain et 99,6% en milieu rural).

Pour les jeunes de sexe féminin, la part du secteur privé est relativement moins importante en zones urbaines (83,1% contre 99,6% pour les jeunes de sexe féminin en milieu rural). En effet, 13,5% des jeunes citadines travaillent dans le secteur des ménages et dans les autres secteurs hormis les secteurs privé et public.

#### Evolution entre 1999 et 2004

La part du secteur privé a tendance à s'accroître pour les deux sexes et au niveau des deux milieux : elle est passée de 96,6% en 1999 à 97,5% en 2004 pour les jeunes citadins et de 79,6% à 83,1% pour les jeunes citadines.

Pour les ruraux, elle était en 1999 de 99,5% pour les hommes et de 99,0% pour les femmes et elle a atteint 99,6% au niveau des deux sexes.

### Evolution de l'auto-emploi des jeunes

#### Structure de l'auto-emploi selon le sexe et le milieu de résidence :

Compte tenu des problèmes d'insertion dans le marché de l'emploi, l'auto-emploi en zones urbaines est un phénomène qui prendra de l'importance. Sa part dans l'emploi total est passée de 14,1% en 1999 à 15,9% en 2004. Cette hausse incombe exclusivement à l'accroissement de l'auto-emploi des jeunes de sexe masculin pour lesquels cette proportion est passée de 14,6% à 18,0% (contre un recul chez les femmes de 12,9% à 9,5%).

En milieu rural, et vu le mode d'organisation de l'économie basé sur l'exploitation familiale, les jeunes ont tendance à gonfler les rangs des aides familiales. La part de l'auto-emploi dans ce milieu a baissé de 6,8% en 1999 à 5,5% en 2004 (de 7,9% à 6,5% pour les hommes et de 4,5% à 2,9% pour les femmes).

#### Evolution de la structure de l'auto-emploi selon le sexe, le niveau du diplôme et le milieu de résidence:

L'auto-emploi chez les citadins de sexe masculin se développe particulièrement chez les personnes ayant un diplôme de niveau moyen dont la part dans l'auto-emploi des jeunes de sexe masculin est passée, entre 1999 et 2004, de 43,0% à 47,3%.

Chez les jeunes citadines, ce sont plutôt les non diplômées qui ont connu une légère hausse de leur part dans l'auto

emploi féminin (51,2% à 55,0%).

En milieu rural, la part des diplômés de niveau moyen dans l'auto emploi a sensiblement augmenté et particulièrement chez les jeunes de sexe masculin (18,8% en 1999 contre 29,2% en 2004 pour les hommes et 14,5% à 16,7% pour les femmes).

**Evolution de la structure de l'auto emploi selon le sexe, les secteurs d'activité économique et le milieu de résidence:**

La structure de l'auto emploi, selon les secteurs d'activité économique, a changé entre 1999 et 2004. Ainsi en milieu urbain, les jeunes de sexe masculin se dirigent davantage vers le bâtiment et travaux publics (8,5% contre 5,5% comme part dans l'auto emploi) et les services autres que le commerce (25,0% contre 20,8%) et ce au détriment des autres branches. Pour les jeunes citadines c'est le secteur des services y compris le commerce, qui a tendance à les attirer davantage (29,9% contre 20,0%).

En milieu rural, et pour les deux sexes, c'est "l'agriculture, forêt

et pêche" qui cède la place aux autres secteurs d'activité économique en matière d'auto emploi. Sa part dans l'auto emploi est passée, au niveau national, de 54,9% à 30,6% entre 1999 et 2004. La hausse la plus importante de cette proportion a été relevée au niveau du secteur des services (24,7% à 46,4%).

**Evolution du profil du chômage des jeunes**

**Niveau et part des jeunes dans le volume total du chômage**

Le volume du chômage des jeunes a atteint 425 000 chômeurs en 2004 dont près de 93,9% résident en zones urbaines et près de trois quarts (73,6%) sont de sexe masculin. Cette dernière proportion est de 69,9% en zones urbaines et de 88,4% en zones rurales.

La part des jeunes dans la population active totale en chômage a atteint 35,7%, (33,2% en zones urbaines et 50,3% en zones rurales). Cette part est de 36,8% chez les hommes (33,8% dans les villes et 51,1% dans les campagnes) et de 32,9% chez les femmes (32,0% dans les villes et 44,9% dans les campagnes).

**Evolution du chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon le sexe et le milieu de résidence. (en milliers)**

Sexe	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
Masculin	303	237	129	76	432	313
Féminin	124	102	20	11	144	112
Ensemble	427	339	149	86	576	425

Le recul du chômage des jeunes enregistré entre 1999 et 2004 au niveau des femmes aussi bien que des hommes des deux milieux. Ce recul s'explique principalement par l'ajournement de l'accès des jeunes au marché du travail et non par la création d'emploi (qui a été très faible, entre 1999 et 2004, pour cette catégorie de population).

La part des jeunes dans la population active en chômage a aussi reculé au niveau des hommes et des femmes des deux milieux urbain et rural.

**Type de chômage**

Au niveau national, près des deux tiers des jeunes chômeurs (64,1%) n'ont jamais travaillé. Cette proportion est de 68,0% en zones urbaines et de 48,9% en zones rurales. Elle est plus élevée chez les jeunes de sexe féminin et ce, quel que soit le milieu de résidence.

En comparaison avec l'année 1999, cette proportion n'a pas connu de changement significatif (64,1% en 2004 contre 64,6% en 1999).

**Taux de chômage selon le sexe et le milieu**

Le taux de chômage a connu, au niveau national, une baisse importante entre 1999 et 2004. Il est passé entre ces deux périodes de 20,1% à 15,4% (de 37,8% à 33,2% en villes et de 8,6% à 5,0% en campagnes). Au niveau national, ce taux est relativement plus élevé chez les hommes (15,8% contre 14,5% chez les femmes).

Par milieu de résidence, les femmes citadines sont plus exposées au phénomène du chômage que leurs homologues de sexe masculin (respectivement 37,3% et 31,7% comme taux de chômage).

En milieu rural, les disparités entre sexes sont encore plus importantes. En effet, le taux de chômage des jeunes de sexe

masculin est presque le triple de celui des jeunes de sexe féminin.

### Taux de chômage et niveau du diplôme

Théoriquement la formation est l'un des principaux facteurs favorisant l'insertion dans la vie active. Cependant, pour les jeunes marocains, c'est l'inverse qui se produit. En effet, les informations disponibles révèlent que, pour cette catégorie de population, plus le niveau du diplôme est élevé, plus le taux de chômage est élevé et ce, quels que soient le sexe et le milieu de résidence. Au niveau national, le taux de chômage passe de 7,7% pour les non diplômés à 28,1% pour les actifs ayant un diplôme de niveau moyen, pour atteindre 61,2% pour les diplômés de niveau supérieur. Le taux de chômage de cette dernière catégorie a atteint 71,9% chez les femmes en zones rurales et 66,0% chez les jeunes de sexe masculin en zones urbaines.

La baisse des taux de chômage entre 1999 et 2004 a concerné l'ensemble des catégories d'actifs selon le sexe, le diplôme et le milieu de résidence, à l'exception des actifs ayant un diplôme de niveau supérieur pour lesquels le taux de chômage a augmenté pour les femmes et les hommes des deux milieux.

La hausse des taux de chômage des diplômés de niveau supérieur pourrait être expliquée par :

- l'incapacité de l'économie à faire face à une offre de travail des diplômés de niveau supérieur de plus en plus importante ;
- la limitation du recrutement au niveau du secteur public et l'incapacité du secteur privé à prendre la relève ;
- les exigences des demandeurs d'emploi en matière de conditions de travail et principalement en matière de salaire ;
- l'inadéquation de la formation avec l'emploi.

**Evolution des taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon le sexe, le niveau du diplôme et le milieu de résidence. (en %)**

Sexe et niveau du diplôme	Urbain		Rural		Ensemble	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004
<b>Masculin</b>						
Sans diplôme	29,2	21,4	8,5	4,5	14,8	9,0
Niveau moyen	44,9	37,5	18,8	11,2	34,0	25,9
Niveau supérieur	63,7	66,0	37,1	24,1	59,4	59,9
<b>Total</b>	<b>37,8</b>	<b>31,7</b>	<b>10,9</b>	<b>6,1</b>	<b>21,8</b>	<b>15,8</b>
<b>Féminin</b>						
Sans diplôme	23,5	18,9	2,5	1,3	7,4	4,8
Niveau moyen	48,7	46,3	19,2	9,0	43,2	37,2
Niveau supérieur	61,6	62,2	68,5	71,9	61,9	62,6
<b>Total</b>	<b>37,9</b>	<b>37,3</b>	<b>3,6</b>	<b>2,1</b>	<b>16,4</b>	<b>14,5</b>
<b>Les deux sexes</b>						
Niveau moyen	27,6	20,8	6,3	3,4	12,3	7,7
Niveau supérieur	46,0	39,6	18,8	11,0	36,0	28,1
<b>Total</b>	<b>62,8</b>	<b>64,1</b>	<b>42,2</b>	<b>33,7</b>	<b>60,5</b>	<b>61,2</b>
<b>Total</b>	<b>37,8</b>	<b>33,2</b>	<b>8,6</b>	<b>5,0</b>	<b>20,1</b>	<b>15,4</b>

### Causes du chômage

L'examen de la structure des jeunes chômeurs selon les causes du chômage révèle que 62,5% de ces chômeurs sont des primo-demandeurs d'emploi qui ont avancé comme circonstance principale de leur situation en chômage, soit la "fin d'études ou de formation" (46,7%), soit "l'arrivée à l'âge d'activité" (15,8%).

"L'arrêt d'activité, le licenciement et la cessation d'activité

indépendante, saisonnière ou pour des raisons de revenu" a été la principale cause du chômage de 34,0% des jeunes chômeurs.

Les causes du chômage diffèrent d'un milieu de résidence à l'autre. En milieu urbain, la majorité des jeunes chômeurs n'ont jamais travaillé alors qu'en milieu rural il s'agit de l'inverse. Ainsi, en milieu urbain, la "fin des études ou de formation" et "l'arrivée à l'âge d'activité", sont avancées par

plus de 2/3 des jeunes chômeurs comme principale circonstance suite à laquelle ils sont en chômage. Alors qu'en milieu rural, c'est plutôt l'arrêt d'activité et le licenciement qui sont les principales causes du chômage (48,5%).

Cette structure, qui diffère aussi selon le sexe et le milieu de résidence, a quasiment stagné entre 1999 et 2004.

### Chômage et niveau du diplôme

Le niveau de qualification des jeunes chômeurs est assez élevé et il est en nette évolution. Près de 2/3 des jeunes chômeurs (66,4%) sont des diplômés (53,3% ont un diplôme de niveau moyen et 13,1% ont un diplôme de niveau supérieur).

Les chômeurs citadins sont relativement plus qualifiés. En effet, les non diplômés ne constituent que 28,0% de l'ensemble des jeunes chômeurs contre 55,4% en milieu rural.

En milieu rural, la part des jeunes diplômés dans le chômage est inférieure à celle relevée en zones urbaines (44,8% pour le sexe masculin et 43,3% pour le sexe féminin contre respectivement 69,1% et 78,6% en milieu urbain).

La formation est un facteur qui favorise l'entrée des femmes sur le marché du travail. Les diplômés constituent près de 3/4 des chômeurs de sexe féminin (75,3% contre 63,2% chez les jeunes de sexe masculin). En ville, cette proportion atteint 78,6% pour les femmes contre 69,1% pour les hommes).

Le niveau de qualification des jeunes chômeurs est en nette évolution. La part des chômeurs n'ayant aucun diplôme est passée de 42,8% en 1999 à 35,6% en 2004. Cette évolution a été relevée au niveau des deux milieux de résidence (de 36,4% à 28,0% en zones urbaines et de 61,0% à 55,4% en zones rurales). La part des diplômés de niveau supérieur est passée de 8,1% à 13,1% (de 10,1% à 15,6% en villes et de 2,4% à 3,3% en campagnes).

De grandes disparités sont relevées entre les chômeurs n'ayant jamais travaillé et ceux ayant déjà travaillé. Les non diplômés ne constituent que 24,8% des chômeurs n'ayant jamais travaillé alors que cette proportion atteint 49,4% au niveau des chômeurs ayant déjà travaillé, soit près du double. L'écart est relativement plus important en zones urbaines (21,6% contre 41,7% alors que cet écart est de 42,0% et 68,2% en zones rurales) et chez les femmes 17,8% contre 43,0% alors que cet écart est de 27,7% et 51,0% pour les hommes.

## Structures des chômeurs ayant déjà travaillé

### Structure selon les secteurs d'activité économique

Les jeunes chômeurs ayant perdu leur emploi travaillaient principalement dans les secteurs de l'industrie (30,0%), des services (38,4%) et du bâtiment et travaux publics (18,9%). Ces trois proportions sont, respectivement, pour l'urbain de 37,6%, 34,0% et 14,3%.

En milieu rural, les secteurs d'activité où les chômeurs ont déjà travaillé étaient principalement, l'agriculture, forêt et pêche (33,7%), le bâtiment et travaux publics (30,4%) et les services (24,6%).

Entre 1999 et 2004, la part des chômeurs ayant perdu leur emploi dans le secteur de l'agriculture a reculé au niveau national de 18,7% à 12,7% au profit des autres secteurs d'activité et ce, à cause du recul de cette proportion au niveau du milieu rural (de 50,0% à 33,7%).

Selon le sexe, les pertes d'emploi chez les jeunes femmes sont concentrées dans le secteur de l'industrie (53,1%). Alors que pour les jeunes hommes, on ne peut pas parler de concentration.

### Structure selon les secteurs d'emploi

Les pertes d'emploi reviennent dans leur quasi-totalité au secteur privé : 96,4% en 2004, 97,6% pour les hommes et 99,5% pour les femmes. Le même constat a été relevé au niveau des deux milieux de résidence.

### Structure selon le statut professionnel

La quasi-totalité des jeunes ayant perdu leur emploi travaillaient en tant que salariés (85,1%, 83,3% pour les hommes et 92,5% pour les femmes). Le même constat a été relevé au niveau des deux milieux (84,0% en milieu urbain et 87,5% en milieu rural).

Entre 1999 et 2004, cette part est passée de 81,6% à 85,1% (de 82,1% à 84,0% dans les villes et de 80,3% à 87,9% dans les campagnes).

## Chômage de longue durée

### Chômage de longue durée selon le sexe et le milieu de résidence

Le chômage des jeunes est devenu un phénomène structurel. En effet, près des deux tiers des chômeurs (66,4%) sont en

chômage depuis 12 mois et plus. Cette proportion atteint 71,0% chez les jeunes de sexe féminin (contre 64,8% chez leurs homologues de sexe masculin). Cette proportion est relativement plus élevée en zones urbaines (71,5%) où elle est presque identique au niveau des deux sexes. En milieu rural, par contre, la part des chômeurs de longue durée a atteint à peine 46,6% (44,0% chez la population masculine et 64,7% chez la population féminine).

Le chômage de longue durée a légèrement reculé entre 1999 et 2004. Sa part dans le volume total du chômage des jeunes est passée de 69,4% à 66,4%. Ce recul a concerné uniquement les jeunes de sexe masculin (de 68,9% à 64,8% contre une quasi-stagnation chez les jeunes de sexe féminin).

Le recul a été relevé au niveau des deux milieux, mais n'a pas concerné les jeunes de sexe féminin habitant dans les campagnes pour lesquelles la part du chômage de longue durée est passée de 51,1% à 64,7%.

#### **Structure des chômeurs de longue durée selon le niveau du diplôme**

Plus de la moitié (58,1%) des chômeurs de longue durée ont un diplôme de niveau moyen. Ils sont suivis par les non diplômés (28,3%) et en dernier lieu par les diplômés de niveau supérieur (13,6%). La même tendance a été relevée au niveau des deux milieux de résidence. Cependant, il y a lieu de signaler que la part des non diplômés est relativement plus élevée en zones rurales qu'en zones urbaines (respectivement 44,8% et 25,5%). Entre 1999 et 2004, la part des diplômés dans le chômage de longue durée a tendance à augmenter (71,7% contre 60,6%, de 64,8% à 74,5% en zones urbaines et de 44,6% à 55,2% en zones rurales). La même tendance a été relevée par sexe à l'exception, toutefois, du fait que pour les femmes, l'accroissement de la part des diplômés est dû uniquement à la hausse de la part des diplômés de niveau supérieur et ce au niveau des deux milieux de résidence.

#### **Chômage de longue durée par niveau du diplôme**

Le chômage de longue durée est plus répandu chez les diplômés (72,5% chez les diplômés de niveau moyen et 68,6% chez les diplômés de niveau supérieur). Le même constat reste globalement valable au niveau des deux milieux. Cependant, il y a lieu de signaler qu'en milieu urbain c'est les diplômés de niveau moyen qui sont les plus exposés au chômage de longue durée, alors qu'en milieu rural il s'agit des diplômés de niveau supérieur qui sont les plus exposés à ce fléau.

Le chômage de longue durée touche plus les femmes que les hommes et il est relativement plus répandu en zones urbaines qu'en zones rurales, et ce quel que soit le niveau du diplôme.

Concernant l'évolution du phénomène et à l'exception des femmes non diplômées et de celles ayant un diplôme de niveau moyen en milieu rural, toutes les catégories d'actifs ont été concernées par le recul du chômage de longue durée entre 1999 et 2004.

### **Constat**

Le chômage des jeunes est un problème qui devient de plus en plus préoccupant surtout pour la catégorie des diplômés au niveau de laquelle près de 7 chômeurs sur 10 sont en chômage depuis plus d'une année. Le taux de chômage atteint 61,2% chez les diplômés de niveau supérieur.

Concernant l'emploi des jeunes :

- Les emplois occupés par les jeunes sont concentrés dans la catégorie des ouvriers et manœuvres (76,0%) et dans la catégorie des artisans et ouvriers qualifiés des métiers artisanaux (14,7%) ;
- 61,2% des jeunes occupent des emplois non rémunérés ;
- La quasi-totalité des jeunes travaillent dans le secteur privé.

#### **Quelle solution peut-on préconiser pour ce problème d'insertion des jeunes dans la vie active ?**

La solution du problème passe inévitablement par l'analyse approfondie de ses causes.

Les principaux axes sur lesquels on pourrait agir sont :

- la réduction des problèmes d'inadéquation de l'éducation et de la formation avec l'emploi et ce, par la révision de la formation (filiales et programmes) de façon à les adapter aux exigences du marché du travail ;
- la circulation de l'information ;
- l'encouragement des initiatives privées :
  - encadrement
  - création de pépinières d'entreprises
  - développement du système des micro-crédits avec des taux d'intérêt abordables
  - révision du système fiscal
  - encouragement de l'investissement générateur d'emplois surtout dans les secteurs où le Maroc est relativement plus compétitif. ■

# Comportements de consommation et pauvreté des jeunes

**A**ujourd'hui, dans une société confrontée à de nouveaux modes de vie et de plus en plus ouverte à son environnement extérieur, les jeunes sont imprégnés par la consommation dès leurs plus jeunes âges. Ils sont d'emblée plus à l'aise que leurs parents dans un rôle de prescription et de choix des biens et services dans la vie quotidienne. Or, au regard de cette situation au Maroc, il n'existe pas d'études et d'analyses qui ont abordé le comportement de la jeunesse en matière de consommation. Cette jeunesse mérite une attention particulière dans le domaine de la consommation à l'échelle nationale. Elle constitue un groupe cible particulièrement vis-à-vis des sollicitations de notre société, et joue aussi un rôle primordial dans les formations des modes de consommation.

Par Abdelkader TETO - HCP

La question est donc posée de savoir comment les jeunes de 15 à 24 ans au Maroc se comportent, à l'égard d'une consommation autonome. En effet la population marocaine se caractérise par une forte proportion des jeunes dont les comportements socio-économiques ont beaucoup évolué dans plusieurs domaines. En 2001, les jeunes de 15 à 24 ans représentaient 21,1% de la population totale et réalisaient 16,3% de la masse globale des dépenses individuelles, soit 1,8% de la consommation des ménages. Cette tranche de jeunes est cependant plus vulnérable à la pauvreté que les personnes du troisième âge.

L'objet de ce papier est d'aborder les schémas de consommation et l'incidence de la pauvreté parmi les jeunes en comparaison avec les personnes âgées. Le but est d'explorer, pour la première fois, les modes de consommation des jeunes, la diffusion des



consommations censurées par les parents et l'ouverture des jeunes générations sur les loisirs et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces schémas de consommation sont par ailleurs influencés par la catégorie socio-économique, le statut familial et la situation des jeunes vis-à-vis de la pauvreté. L'impact de ces situations sur le comportement de consommation des jeunes est analysé par la suite pour rendre compte de la pluralité des modes de consommation.

Il s'agit de répondre non seulement à ces questions, mais aussi à d'autres préoccupations sociales liées à l'utilisation de l'argent personnel des jeunes et à la composition comparée de leur panier lorsqu'ils assument le rôle de chef de famille. La référence sera faite aux données de l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages 2000/01 pour analyser l'ensemble de ces dimensions de la consommation et la pauvreté chez les jeunes.

## Schéma comparé de consommation des ménages dirigés par les jeunes et les personnes âgées

L'évaluation de la répartition des dépenses selon les postes de consommation pour les ménages dirigés par la tranche des jeunes de 15 à 24 ans comparée aux ménages dont le chef est une personne âgée de 60 ans et plus, permet de saisir les différences qui s'opèrent dans la structure du panier des biens et services acquis et de dégager les principales tendances des choix des jeunes en matière de consommation. Les coefficients budgétaires<sup>1</sup> de la demande de biens et services alimentaires et non alimentaires ont la propriété de synthétiser ces comportements de consommation et d'évaluer les niveaux de vie des ménages.

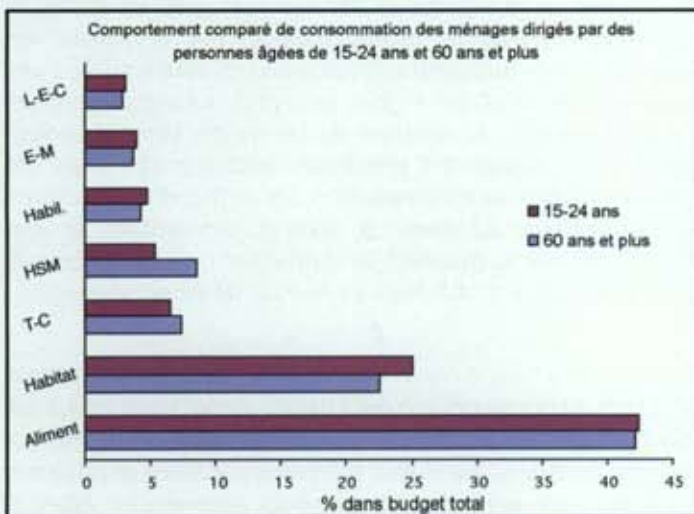
A l'échelle nationale, le niveau de la dépense annuelle moyenne par personnes au niveau des ménages dirigés par un jeune est 1,2 fois plus élevé que celui observé par les ménages ayant à leur tête une personne âgée de 60 ans et plus. Différencié par milieu de résidence, le rapport inter-génération des dépenses moyennes est estimé à près de 1,3 fois dans les zones urbaines et à 1,2 fois dans le rural. Cela s'explique certainement par la composition démographique et le taux de dépendance qui sont plus élevés parmi les ménages dont le rôle de chef est assuré par une personne âgée.

<sup>1</sup> Le coefficient budgétaire d'un produit est la part en % de la dépense consacrée à ce produit dans le total des dépenses.



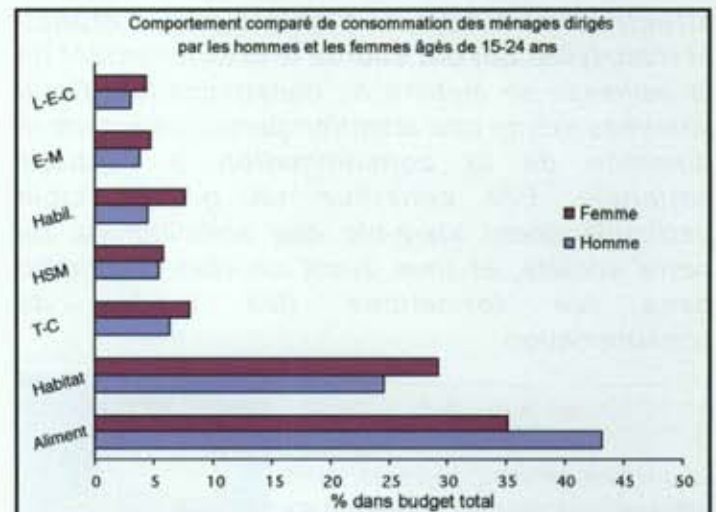
La répartition selon les grands groupes de biens et services indique que l'alimentaire et l'habitation demeurent les principales fonctions de consommation pour les deux catégories d'âge (67,4% au niveau des ménages jeunes contre 64,6% pour les personnes âgées). Il y a lieu cependant de noter que les postes de consommation de l'habillement, de l'habitation et les dépenses d'énergie, de l'équipement ménager et les loisirs, l'enseignement et la culture sont plus pondérants dans le budget des ménages dirigés par les jeunes par comparaison aux personnes âgées. A l'inverse, le poids dans le budget total des dépenses affectées par les ménages dirigés par les jeunes à l'hygiène et soins médicaux (5,4%) et aux transports et communications (6,5%) est relativement moins important qu'au niveau des plus âgés (respectivement 8,6% et 7,4%). Ceci ne signifie en aucun cas que les jeunes dépensent moins en ces postes de consommation comparativement aux ménages dirigés par une personne âgée. La dépense annuelle moyenne par personne en transport et communication se fixe à 635,8 DH au niveau des ménages dirigés par un jeune contre respectivement 620,0 DH pour ceux ayant à leur tête une personne âgée.

Plus généralement, les différences des schémas de consommation entre ces deux catégories de ménages résident pour une grande part dans les charges d'habitat, les soins de santé et les loisirs et la culture. D'une part, les personnes âgées sont plus exposées à la morbidité et se donnent moins à des activités récréatives et de loisirs d'une part, d'autre part, ils ont accumulé un patrimoine en accédant à la propriété du logement, ce qui leur a permis de réduire le poids des charges d'habitat dans le budget total.



Notations : T-c : Transport et communication, HSM : hygiène et soins médicaux, Habil : Habillement, E-M : Equipement ménagers, L-E-C : Loisirs, Enseignement et Culture.

Différencié par sexe, la dépense annuelle moyenne par personne réalisée en 2000/01 par les ménages dirigés par une jeune femme dépasse de 41,5% celle d'un ménage dirigé par un jeune homme. La structure du budget des ménages selon les grands groupes de biens et services révèle que les jeunes chefs de ménages affectent des proportions plus importantes que les cheftaines jeunes à l'alimentaire (respectivement 43,1% contre 35,1%), aux dépenses non destinées à la consommation (6,1% contre 1,0%) et « aux autres biens et services » (6,1% contre 4,2%). Par contre, les ménages ayant à leur tête une jeune femme, consacrent des parts relativement élevées à l'habillement (7,6% contre 4,5%), à l'habitat et équipements ménagers (33,9% contre 28,3%), à l'hygiène et soins médicaux (5,8% contre 5,4%), aux transports et communications (8,0% contre 6,3%) et aux loisirs, enseignement, et cultures (4,4% contre 3,0%). Ce schéma comparé de consommation témoigne d'un niveau de vie meilleur au niveau des ménages dirigés par les jeunes femmes.



Notations : T-c : Transport et communication, HSM : hygiène et soins médicaux, Habil : Habillement, E-M : Equipement ménagers, L-E-C : Loisirs, Enseignement et Culture.

## Dépenses individuelles<sup>2</sup> des jeunes

L'objet de cette section est d'analyser les modes de consommation individuelle des jeunes comparés aux personnes de troisième âge. Il est question d'appréhender leur comportement en matière de consommation, de montrer comment les jeunes utilisent leur argent personnel et de relever les différences des choix selon l'espace de résidence, le sexe et les classes de niveau de vie.

La référence aux données de l'Enquête nationale sur la

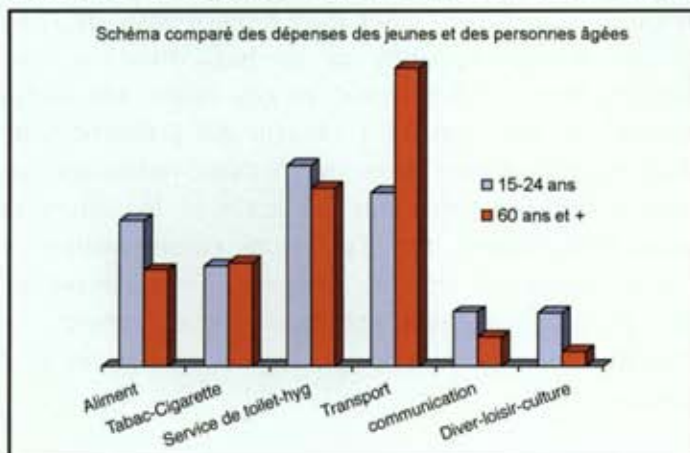
<sup>2</sup> Les dépenses individuelles correspondent aux dépenses réalisées par les individus pour satisfaire leurs propres besoins et non pas les besoins collectifs des ménages auxquels ils appartiennent.

consommation et les dépenses des ménages 2000/01 révèle que les jeunes de 15 à 24 ans réalisaient 16,3% de la masse globale des dépenses individuelles, soit 1,8% de la consommation des ménages. Pour les personnes âgées de 60 ans et plus, ces proportions sont respectivement de 7,5% et 0,8%. Différencié par sexe et milieu de résidence, les dépenses individuelles sont réalisées par des jeunes hommes à raison de 67,4% (contre 83,1% au niveau des plus âgés) et par les jeunes relevant du milieu urbain dans 73,4% de la masse totale des dépenses individuelles. Les dépenses individuelles des jeunes issus des couches défavorisées ne représentent que 3,4% de la masse totale des dépenses des jeunes. Quels que soient le groupe d'âge et le milieu de résidence, les dépenses réalisées par les hommes sont plus prépondérantes dans la masse globale des dépenses individuelles comparativement à celles observées au niveau des femmes.

### Schéma différencié des dépenses des jeunes

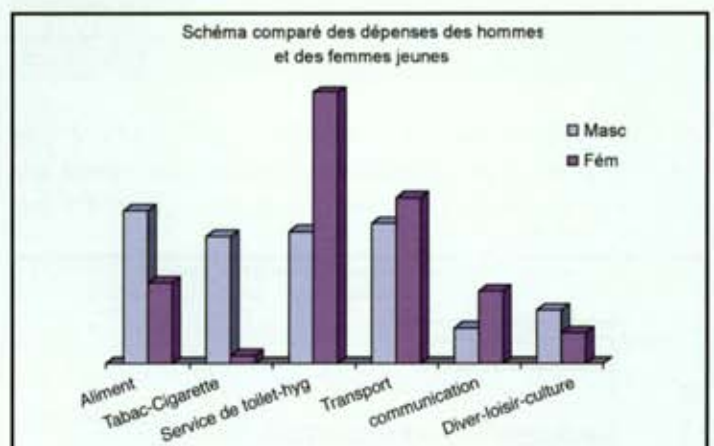
Au niveau national, les produits et services de toilette et d'hygiène (26,7%), le transport (23,0%), les produits, les boissons et les repas alimentaires pris à l'extérieur (19,4%) et le tabac, drogue et produits assimilés (13,3%) accaparent 82,4% des dépenses individuelles opérées par les jeunes. Les services de communication, le divertissement, les loisirs et la culture ne leur sont accordés que près de 14,2% des budgets des jeunes. Au niveau des plus âgés, le mode de consommation diffère de celui observé au niveau des jeunes. En effet, cette catégorie de la population tend à avantager les services de transport (39,8%) et les produits et services de toilettes et d'hygiène (23,7%) au détriment de la consommation des produits et repas alimentaires pris à l'extérieur (12,8%), des services de communication (3,9%) et du «divertissement, les articles récréatifs, les loisirs et la culture» (1,9%). La consommation du «tabac, drogue et les produits assimilés» tient une place importante dans les dépenses individuelles aussi bien au niveau des jeunes (13,7%) qu'au niveau des plus âgés (13,3%).

Cette hiérarchisation des choix de la consommation individuelle des jeunes tend à s'inverser selon l'espace



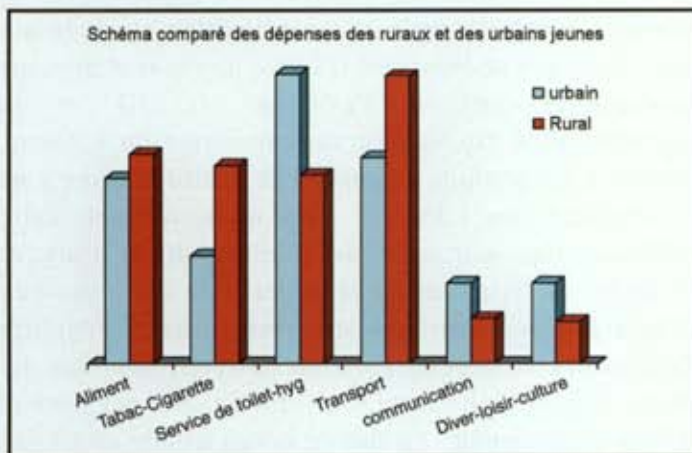
géographique de résidence, le sexe et la situation vis-à-vis du rôle du chef de ménage et de la pauvreté.

Abordé par sexe, les jeunes hommes ont tendance à privilégier les repas et produits alimentaires pris à l'extérieur (22,9%), suivis des services de transport (21,1%), les produits et services de toilettes et d'hygiène (19,8%) et « tabac, drogue et les produits assimilés » (19,1%). Le divertissement, les articles récréatifs, les loisirs et la culture (8,1%) occupent une place relativement importante dans les dépenses individuelles des jeunes hommes par rapport aux services de communication (5,4%). Par contre au niveau des femmes jeunes, les produits et services de toilette et d'hygiène (40,7%) viennent en tête des choix de consommation, suivis de loin par les services de transport (25,0%), les repas et produits alimentaires pris à l'extérieur (12,2%) et la communication (10,9%). La consommation du « tabac, drogue et les produits assimilés » et « loisirs-culture » ne représentent que 1,3% et 4,7% respectivement. Cette différenciation par sexe de l'utilisation de l'argent personnel de cette tranche de jeunes et de la composition comparée de leur panier révèle des inégalités importantes. La dépense moyenne observée au niveau des jeunes hommes représente le double de celle des femmes à l'échelle nationale, 1,6 fois en milieu urbain et 5,8 fois en milieu rural.



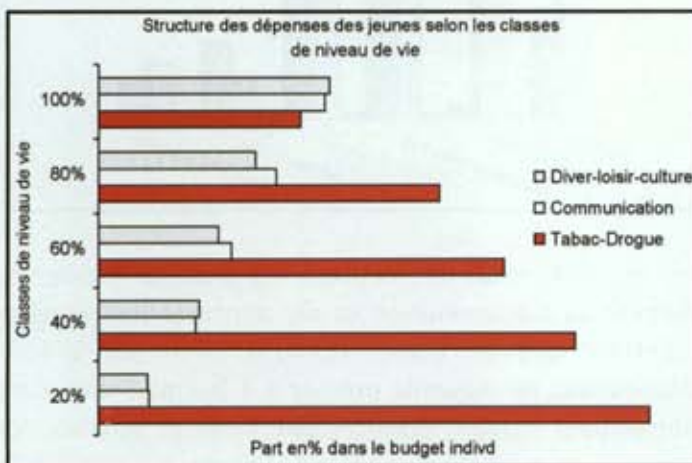
Par milieu de résidence, les disparités spatiales relevées en matière de consommation et des dépenses individuelles montrent que les jeunes résidant en milieu urbain dépensaient en moyenne près de 2,4 fois plus que leurs homologues ruraux. Ventilées par biens et services, les dépenses en produits et services de toilette et d'hygiène, le

transport, la consommation des boissons et repas alimentaires pris à l'extérieur, le «tabac, drogue et produits assimilés» représentent 80% du budget des jeunes citadins. Les dépenses consacrées à la communication, les loisirs et la culture sont plus importantes quel que soit l'espace de résidence par comparaison à d'autres catégories d'âge. Par ailleurs, comparées à la structure dégagée au niveau du budget individuel des jeunes dans les zones urbaines, se sont les dépenses en transport, «tabac, drogue et produits assimilés» et en produits et repas alimentaires pris à l'extérieur qui sont plus prédominantes dans la consommation des jeunes ruraux.



## Disparités sociales des dépenses individuelles des jeunes

Les disparités sociales relevées en matière de consommation et des dépenses individuelles montrent que les jeunes en situation de pauvreté réalisaient 4,7 fois



moins que les non pauvres. Le schéma des dépenses individuelles selon la situation des jeunes vis-à-vis de la pauvreté révèle que les choix des consommations de cette catégorie de jeunes issus des milieux défavorisés se caractérisent par de fortes proportions de dépenses affectées au «tabac, drogues et produits assimilés» et aux «produits et services de toilettes et d'hygiènes» et de faibles dépenses relatives en services de communication et en «divertissement, articles récréatifs, loisirs et culture».

Par contre, les jeunes qui échappent à la pauvreté affectent des proportions deux fois moins importantes au «tabac, drogues et produits assimilés» et relativement plus significantes en services de communication, en divertissement, articles récréatifs, loisirs et culture.

Quel que soit le milieu de résidence, les jeunes relevant des milieux défavorisés accordent une importance dans leur budget individuel aux consommations du «tabac, drogue et produits assimilés» et aux produits et services de toilette et d'hygiène au détriment des repas alimentaires pris à l'extérieur, des services de communication et des loisirs et culture. Inversement, les jeunes relevant des ménages non pauvres adoptent un comportement plus équilibré et accordent de l'importance aux consommations qui améliorent la qualité de vie telles que les services de transport, la communication, les «loisirs-culture» et les produits et repas alimentaires pris à l'extérieur.

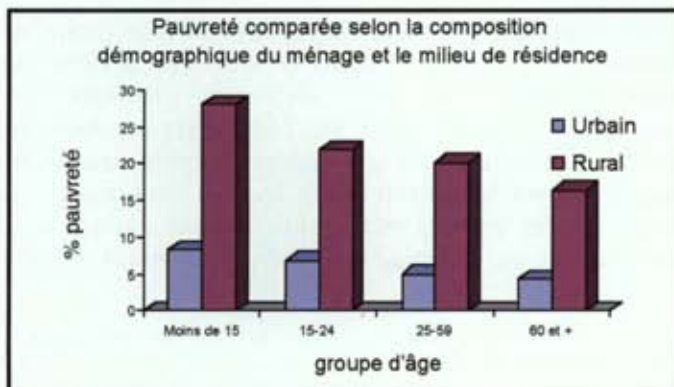
A mesure que le niveau de vie s'améliore, le niveau des dépenses individuelles s'accroît et la structure du schéma de consommation individuelle change au profit de la communication, les loisirs et de la culture. La dépense annuelle moyenne par jeune ainsi estimée passe de 200,0 DH au niveau des 20% de la population la plus défavorisée à 1731,0 DH pour les plus aisées. Les jeunes relevant des ménages aisés allouent des proportions de dépenses plus élevées dans leurs budget individuel aux services de communications, les loisirs et la culture et moins d'importance aux dépenses de consommation du «tabac, drogue et produits assimilés». Inversement, ce sont les consommations prohibées par les parents qui attirent beaucoup plus les jeunes des classes les plus défavorisées.

## Incidence de la pauvreté chez les jeunes

L'évaluation de l'incidence de la pauvreté des jeunes en 2000/01 montre que la consommation de cette tranche de population se caractérise par des insuffisances alimentaires et non alimentaires. En fait, les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont plus vulnérables à la pauvreté et ce risque se trouve significativement différencié selon le milieu de résidence. En 2000/01, l'incidence de la pauvreté relative parmi les jeunes est évaluée à 14,0% au niveau national. Près de 21,0% de l'ensemble de la population pauvre sont des jeunes. Cette forme de pauvreté est beaucoup plus répandue parmi les jeunes ruraux (21,9%) que parmi ceux relevant de l'espace urbain (6,9%).

Bien qu'il ne renferme que 47,0% de l'ensemble de la population jeune, l'espace rural regroupe 74,0% du total des jeunes en situation de pauvreté. Cette incidence de la pauvreté parmi les populations jeunes se trouve justifiée par un contexte marqué par le chômage des jeunes actifs en particulier et par un taux de charge élevé parmi les ménages ayant une taille élevée et une composition démographique jeune. Pour les personnes à l'âge de retraite (60 ans et plus), l'incidence de la pauvreté est moins sévère par comparaison aux jeunes. Elle est évaluée à 9,7% au niveau national, 4,4% en milieu urbain et 16,5% en milieu rural.

Au niveau des unités familiales, l'incidence de la pauvreté parmi les ménages dirigés par un jeune de 15 à 24 ans est nettement réduite par comparaison aux ménages ayant à leur tête une personne âgée (respectivement 5,6% et 12,8%), montrant que l'aptitude à reconstituer un ménage protégé contre la pauvreté prime parmi les jeunes chefs de ménages.



L'examen du comportement de consommation et de la pauvreté des jeunes de 15 à 24 ans, montre les différences des schémas des dépenses individuelles et l'incidence de la pauvreté ainsi que les inégalités spatiales et sociales des dépenses de consommation individuelles.

Le mode de consommation des jeunes s'avère à plusieurs égards différent des personnes âgées. Quel que soit le milieu de résidence, les jeunes ont tendance à avantager la consommation des produits et services de toilette et d'hygiène, les boissons et repas pris à l'extérieur, le tabac, drogue et produits assimilés, les services de communication et les loisirs.

La consommation des produits prohibés par les parents fait l'objet d'une attention des jeunes hommes aussi bien dans les zones urbaines que rurales et plus particulièrement ceux relevant des milieux les plus défavorisés. D'importantes disparités dans le schéma de dépenses individuelles d'une part entre les jeunes urbains et ruraux, et d'autre part, entre les jeunes hommes et femmes sont relevées par ces données. L'effet du niveau de vie sur le schéma des dépenses individuelles des jeunes est très significatif et affecte les choix de consommation et la hiérarchisation des biens et services. Cette tranche de jeunes qui a montré un mode de consommation plus différent des personnes âgées est cependant plus vulnérable à la pauvreté. ■

# Les jeunes et la migration

**D**epuis l'homo sapiens, l'homme se déplaçait à la recherche de meilleures conditions de vie. Cette mobilité variait, en intensité, dans le temps et dans l'espace. Mais ce désir de partir, qui, depuis quelques temps, commence à frôler l'obsession au Maroc, dépend de l'âge du candidat. En effet, la propension à émigrer demeure forte chez les jeunes. Emigrer dans l'imaginaire de la jeunesse marocaine est synonyme de délivrance. Nombreux sont ceux qui vivent avec l'espoir d'enjamber la mer à la recherche de cet Eldorado qui fascine et qui enchante les rêves<sup>1</sup>. Au Maroc, ce phénomène s'appelle "Lahrig", terme ambivalent signifiant à la fois braver l'interdit et brûler ses pièces d'identité. Ce terme devenu familier dans le langage populaire, a acquis sa place dans l'analyse du phénomène migratoire<sup>2</sup>. Mais, comme le rêve et le cauchemar ont le même matériau, ce rêve se brise parfois entre les mains

Par Mohamed KHACHANI - Professeur  
Association Marocaine d'Etudes  
et de Recherches sur les Migrations

L'idée de partir peut être incubée dès le plus bas âge, c'est l'une des principales conclusions d'une enquête à laquelle nous avons participé sur "les enfants au travail au Maroc". Cette recherche couvrait une population de 500 enfants (250 garçons et 250 filles) âgés de 5 à 15 ans, répartie entre les différentes régions du pays.

La dernière question de cette investigation portait sur "les aspirations de l'enfant pour l'avenir. Comme le questionnaire était fermé, huit réponses ont été proposées à l'enfant :

- aller à l'école,
- apprendre un métier,
- bénéficier d'une formation professionnelle,



de la Guardia civile espagnole et parfois, d'une manière tragique, au fond des eaux hostiles du Détroit. Pourtant, le drame des noyés ne dissuade nullement les candidats au départ dont le nombre augmente de jour en jour.

Si le choix de l'exil, comme projet personnel pour «construire» son avenir, est une idée qui hante aussi les jeunes diplômés et/ou appartenant à des milieux favorisés, notre propos ici s'intéresse principalement à cette catégorie de jeunes appartenant à un milieu social défavorisé qui, le plus souvent en chômage et sans niveau d'instruction, décide d'émigrer dans la clandestinité.

Quelle est la dimension de ce phénomène ? Quels sont ses déterminants ? Quelles sont ses implications ? Autant d'interrogations auxquelles cette contribution essaie d'apporter quelques éléments de réponse.

- bénéficier de cours d'alphabétisation,
- poursuivre des études privées,
- se marier (pour les filles),
- émigrer en dehors du Maroc,
- autres aspirations.

Sur les 500 enfants interrogés, 91 ont affirmé avoir comme projet d'avenir d'émigrer à l'étranger, soit 18,2% de la population enquêtée (presque 1 enfant sur 5). Sur ce lot, 58 sont des garçons et 33 sont des filles.

Le passage à l'acte est certes plus facile pour les garçons que pour les filles. Ils émigrent en général, de manière clandestine, selon différents procédés : se cacher sous les cars, dans des containers ou dans des camions remorques (100 000 camions environ traversent chaque année le Détroit dans le sens Sud Nord). La présence des enfants marocains, ayant émigré seuls sans papiers, est devenue visible dans certaines villes en

<sup>1</sup> Pour une analyse détaillée du contexte migratoire au Maroc, voir Mohamed Khachani : Les Marocains d'ailleurs : la question migratoire à l'épreuve du partenariat euro-marocain. Publications de l'Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations. 2004

<sup>2</sup> Belguendouz, A: L'ahrig du Maroc, l'Espagne et l'Union Européenne. Boukili Edition 2002.

Italie (Milan, Rome,...)<sup>3</sup> et en Espagne (Madrid, Barcelone, Séville,...).<sup>4</sup>

L'intérêt que nous portons à la question, nous a amené à s'entretenir avec ces jeunes à Madrid et à Barcelone. Cette rencontre avec les jeunes révèle le désarroi face à une réalité qu'ils n'étaient pas préparés à affronter. A Barcelone, la place de Catalogne, constitue leur espace favori. La plupart des jeunes fuit les centres d'accueil où ils sont pris en charge et se rassemble dans cette place pour reconstruire la solidarité et partager leur expérience. Parmi ces jeunes, certains, pour surmonter l'hostilité du milieu, se droguent, l'un d'eux commentait: «c'est le seul moyen pour survivre car la drogue permet d'acquérir l'audace pour exécuter les larcins dans les magasins et supporter les attitudes de rejet de la population d'accueil ...». L'exaspération des riverains de la place s'exprime en effet, dans les écrits racistes qui décorent plusieurs murs des rues qui versent sur l'avenue Rambla: "Fuera el moro" (dehors le maure).

Ces jeunes, comme ceux restés au pays, sont hantés par une seule idée: partir, s'exiler, s'expatrier, rompre avec ses racines, ses attaches, son milieu, son environnement...

Les conditions précaires dans lesquelles ils vivent, source de multiples frustrations, expliquent leur aspiration à une vie meilleure et le projet migratoire demeure pour eux le seul moyen de concrétiser cet objectif. Les enfants migrants sont en général des enfants abandonnés ou des enfants qui, pour aider leurs familles, ont été mis très tôt au travail. Selon la dernière enquête de la Direction de la Statistique, les enfants âgés de moins de 18 ans représentent 6,5% de l'effectif employé dans le secteur informel soit 123.741 enfants dont 84.809 en milieu urbain et 38.932 en milieu rural.

Si ces enfants intériorisent facilement le projet migratoire, force est de constater que cette propension à émigrer augmente avec l'âge. Les sondages effectués par certains journaux et hebdomadaires (l'Opinion, le Journal,...) confirment ce constat.

Cette aliénation verse dans l'anomie<sup>5</sup>, le relâchement des valeurs est patent et le contrôle social devient moins pesant. L'acte d'émigrer est vécu par certaines familles comme un événement important, valorisant, une fin en soi. Peu importe la nature du travail, même la prostitution et le trafic de drogue

sont tolérés et peu importe le pays de destination, (177 vers Israël, selon les statistiques officielles).

Autres attitudes confirmant cette mutation dans la réaction sociale à l'égard du phénomène, celles concernant la migration féminine. Parmi les conclusions d'une enquête sur l'émigration au Maroc, le projet migratoire des femmes, même célibataires, est toléré, voire approuvé à la fois par « les migrants actuels » et « les non migrants ». Cette tolérance se chiffre pour les deux catégories à hauteur respectivement de 53,3% et 24,8% en milieu rural et 53,6% et 43,3% en milieu urbain. Ceci explique l'importance prise par l'émigration féminine au Maroc à partir de la moitié des années 80.

Dans une situation où les possibilités d'entrée et de séjour dans le territoire de l'Union Européenne demeurent officiellement limitées, la seule option qui s'offre aux jeunes candidats à la migration, à l'exception du regroupement familial, demeure la migration clandestine, qualifiée également d'irrégulière, d'illégal ou des sans papiers.

Afin de mieux comprendre ce phénomène, il faut d'abord connaître ses causes. Certes, une décision aussi lourde de conséquences psychologiques que celle de quitter « chez soi », son milieu familial et social, de s'installer dans la clandestinité, ne se fait pas à la légère. L'enjeu n'a d'égal que l'acharnement qui accompagne assez souvent la décision de partir.

### Les déterminants de la migration clandestine

En fait, le schéma explicatif du phénomène est assez complexe. La clandestinité n'est certes pas un état naturel, elle est le produit d'une conjonction de plusieurs facteurs internes, mais elle n'aurait pas pris cette importance s'ils n'existaient pas d'autres facteurs d'appel dans les pays d'accueil.

C'est Felipe Gonzalez, alors chef du gouvernement espagnol qui, dans un entretien au PAIS hebdomadaire, avait dit: «Si j'étais un nord-africain de vingt ans ayant sept frères et sœurs, je serai dans une patera comme celle-ci. S'ils me renvoient, si j'ai la chance d'arriver sans me noyer, le mois suivant, je serai là bas de nouveau essayant de franchir la barrière.»<sup>6</sup>

<sup>3</sup> Al Monaddama du 02/07/1999

<sup>4</sup> El Pais du 26/8/1999

<sup>5</sup> Le rêve européen provoque des comportements irrationnels même chez les adultes: certains parents, raconte un diplomate de l'ambassade d'Italie, qui voyagent en famille dans ce pays, s'arrangent pour qu'au retour, ils abandonnent leurs enfants, convaincus que leur avenir serait mieux assuré en Italie. Au 31-01-2002, le nombre d'enfants non accompagnés recensés dans ce pays s'élève à 1.379 soit 17,4% de l'ensemble de ces enfants non accompagnés dans ce pays (7.921). Le Maroc vient en deuxième position, derrière les Albanais qui représentent plus de 50% des mineurs non accompagnés (4.018). Les mineurs marocains en situation régulière sont au nombre de 10.658 dont 6488 garçons et 4710 filles. Voir Caritas: IMMIGRAZIONE. Dossier Statistico 2002. Nuova Enterem.2002, P 176.

<sup>6</sup> Les statistiques espagnoles indiquent que le nombre de mineurs marocains qui résident d'une manière illégale en Espagne a connu une augmentation importante, il est passé de 382 en 1998 à 705 en 1999 pour atteindre 1134 en 2000. Voir Maroc Hebdo international: « Pas de pitié pour les clandestins » N° 454 du 2 au 7 mars 2001, P.8.

<sup>7</sup> ELPAIS hebdomadaire, du 24 juin 1992.

**Les causes dans les pays de départ :** cet engouement pour la rive Nord de la Méditerranée s'explique au Maroc par divers facteurs. On peut distinguer deux niveaux dans cette causalité : les facteurs générateurs et les facteurs incitateurs<sup>7</sup>.

## Les facteurs générateurs

Le phénomène de l'émigration clandestine exprime fondamentalement les disparités économiques qui caractérisent les deux rives : une comparaison avec les deux destinations privilégiées des jeunes migrants marocains est intéressante à cet égard : le RNB en Espagne est près de 17 fois plus élevé que le RNB marocain (594,1 milliards de \$ contre 35,4 milliards de \$ en 2002). Le RNB italien (1097,9 milliards de \$ en 2002) est 31 fois supérieur au RNB marocain. Le revenu par habitant est plus de 12 fois supérieur en Espagne (14.430 \$ contre 1190 \$ au Maroc), il est près de 16 fois supérieur en Italie (18.960\$)<sup>8</sup>.

A cet écart entre les deux sphères, s'ajoutent d'autres écarts internes, ceux résultant de la répartition des revenus entre les différentes catégories sociales, mais également les écarts de développement entre les différentes régions à l'intérieur du pays. Les provinces du Nord, par exemple, constituent, en raison d'une situation économique précaire, un foyer important d'émigration des jeunes marocains. D'autres régions moins pauvres comme la Chaouia et le Tadla, mais en crise, constituent également des foyers émetteurs de flux migratoires. Il est clair que cette précarité, par les incidences qu'elle provoque, continuera de nourrir, pour longtemps encore, la "pulsion migratoire" des jeunes.

Cette faiblesse dans la création de la richesse est aggravée par une forte instabilité économique due à une récurrence des années de sécheresse, la croissance économique au Maroc n'arrive pas à s'autonomiser par rapport au secteur agricole.

Cette instabilité de la croissance (en dents de scie) produit des effets déstabilisants au niveau du marché de l'emploi, elle pose avec acuité le problème de l'absorption des déficits d'offre d'emplois et la satisfaction de l'offre de travail additionnelle.

Les jeunes et le marché de l'emploi : en dépit de l'état avancé de la transition démographique au Maroc, la croissance de la population, demeure relativement élevée (1,7% par an entre 1991 et 2001). Cela agit directement sur le volume de la population active et engendre une offre de travail additionnelle importante que le marché du travail local n'est pas en mesure de satisfaire; le chômage affecte ainsi une population nombreuse. Sous le poids de l'application des politiques d'ajustement structurel et du désengagement de l'Etat, ce

fléau a pris des dimensions inquiétantes, accusant les inégalités et jetant dans la pauvreté de larges couches de la population. Il se trouve aggravé par l'importance du sous-emploi particulièrement en milieu rural.

Les différentes données relatives au marché de l'emploi au Maroc soulignent l'importance de l'enjeu social et politique de la question. Le chômage au-delà de son coût économique, détruit les 3 aspects fondamentaux de la vie humaine: le temps, l'espace et le caractère social de l'individu.

Pour ces jeunes, le statut de chômeur frustré est une mort lente. C'est ce qui explique avec quelle détermination, ils s'en remettent au sort de la traversée: « Peu importe que je meurs, l'essentiel est de tenter la traversée » dira un jeune devant la caméra de la deuxième chaîne marocaine. Un autre jeune de la région de la Chaouia disait, de manière déterminée : "Dans ma vie, il n'y aura que deux sorties : à l'étranger ou à ma tombe". Pour ces jeunes, la traversée du Détroit c'est une forme d'euthanasie s'ils se noient, ou de délivrance s'ils réussissent à franchir la barrière. C'est pour cela que le danger qui les guette ne les dissuade pas.

Afin d'atténuer cette pression et absorber au moins dans une proportion significative ce potentiel migratoire, l'économie marocaine devrait s'engager sur la voie d'une croissance forte et durable, en mesure de fournir sensiblement 400.000 emplois par an.

L'Etat, traditionnellement créateur d'emploi, a réduit énormément sa contribution au marché du travail. Le moins d'Etat initié par le Programme d'Ajustement Structurel a engendré moins d'investissements publics et par conséquent moins d'emplois. L'Etat qui créait en moyenne plus de 40.000 emplois par an entre 1979 et 1982, n'en créait plus que 10.000 à 15.000 entre 1983 et 1994, 16.854 en moyenne entre 1995 et 2001 et 7000 selon les prévisions de la Loi des Finances 2005.

Enfin, il convient de rappeler que le chômage ne donne lieu à aucune indemnité. L'absence d'un système d'indemnisation du chômage pour licenciement économique (qui reste un simple projet) condamne les nouveaux chômeurs à la paupérisation. Ce scénario génère une recrudescence de la pauvreté qui affecte particulièrement la frange de la population des jeunes.

## La recrudescence de la pauvreté

La pauvreté est un état de dénuement humain, elle est synonyme de frustration et de souffrance, elle rend vulnérable l'être humain et le condamne à vivre dans des conditions

<sup>7</sup> Cf. Eurostat : Facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux. Rapport national-Le Maroc, préparé par Fadlollah.A, Berrada.A, et Khachani.M 2000.

<sup>8</sup> Banque Mondiale: Rapport sur le développement dans le monde 2004.

infra-humaines. La pauvreté est mal vécue par les jeunes, elle attise leurs frustrations et peut les amener à prendre des décisions irréflectées.

La structure de la pauvreté par âge, met en évidence l'importance de la population jeune affectée par la pauvreté<sup>6</sup>.

Cette situation s'explique par le niveau du chômage et par le faible niveau des revenus. A cet égard, la part des « *poors working* », c'est-à-dire les actifs qui ont une activité rémunérée mais qui reçoivent des salaires trop faibles pour vivre décemment, est en constante croissance. Le salaire minimum agricole garanti (SMAG) est d'un peu plus de 4,54 Euros par jour (50 Dh). Le salaire minimum inter professionnel garanti (le SMIG) est d'environ 182,67 Euros (2009,28 Dhs) par mois, soit près de 3 à 4 fois plus bas que dans les pays de l'Union Européenne. Encore faut-il noter que ce SMIG, et en dépit de sa faiblesse, n'est pas toujours respecté en particulier dans le secteur informel et même dans le secteur structuré des petites et moyennes entreprises. Selon les estimations de l'Union Marocaine du Travail, 40% des entreprises ne respectent pas le SMIG. Ce constat confirme les conclusions de l'enquête de la Banque Mondiale, réalisée dans les années 80<sup>6</sup>.

## Les facteurs incitateurs

Si les causes économiques sont autant de facteurs d'émigration pour les jeunes, l'idée d'émigrer peut ne pas se manifester chez des candidats potentiels. L'incubation du projet d'émigrer est souvent enclenchée sous l'effet d'autres facteurs d'attraction. Ces facteurs incitateurs engendrent les mécanismes de l'émigration et provoquent un effet d'entraînement qui assure le passage du stade latent à celui de la concrétisation de l'acte d'émigrer.

**L'image de la réussite sociale** que renvoie l'émigré de retour au pays pendant ses vacances annuelles. Comme pour se venger sur des conditions de vie souvent pénibles, sur l'exclusion qu'il subit, sur les difficultés psychologiques qu'il endure, il aura tendance à étaler tous les signes du bien être (voiture, cadeaux pour la famille, achat d'immobilier,...) et à conforter cette image par un discours valorisant l'exil et empreint d'une grande dose de mythomanie.<sup>11</sup>

A cet égard, il est intéressant de revenir sur cette enquête sur le travail des enfants au Maroc et d'évoquer le cas de cette

petite bergère de 9 ans que nous avons interviewé dans le cadre du pré enquête. En réponse à la question sur ses aspirations pour l'avenir, la petite affirme, sur un ton ferme : "moi, je veux émigrer en Espagne". Certes, nous avons reçu des réponses dans ce sens (33 sur une population féminine de 250), mais émanant de jeunes filles plus âgées (12-14 ans) et surtout citadines.

Aussi, comment une petite fille âgée de 9 ans, peut-elle intérioriser un projet d'avenir aussi lourd de conséquences ?

La réponse à cette question nous l'avons saisie dans le village où vivait cet enfant. L'imaginaire de la petite bergère a été fortement imprégné par une femme habitant le même village et qui a émigré en Espagne. Cette femme, qui a laissé son conjoint assumer la responsabilité du foyer et s'occuper des enfants, a construit une grande maison dans le village et pendant ses retours en vacance, elle étalait tous les signes de la réussite sociale. Cette femme constitue le modèle à suivre, l'idéal à imiter pour cette petite bergère.

Cette image conforte l'idée qu'on se fait de ce présumé "Eldorado" largement médiatisé par la télévision.

**L'impact de l'audiovisuel:** cet impact est produit par l'irrésistible attrait qu'exerce l'image diffusée par les chaînes de télévision qui inondent désormais l'espace audiovisuel au Maroc. Le bas prix du « plateau magique » le rend accessible à des populations périurbaines et même rurales. Lors de l'enquête précitée sur le travail des enfants, dans certains villages, la plupart des enfants interrogés ont répondu qu'ils ont comme loisirs : regarder les films à la télévision. Dans l'un de ces villages, nous avons pu constater que la télévision est installée dans une chaumière (faisant fonction de café) avec sur le toit une parabole. Par l'intermédiaire de l'image diffusée par des dizaines de chaînes, ces couches déshéritées sont transportées chaque soir, dans un monde magique qui cultive en eux le désir d'émigrer. Chez ces jeunes, l'impact est tel que l'esprit émigre bien avant et le corps, vit dans une situation d'attente de la première occasion pour suivre.

Cette image du présumé Eldorado est confortée également par certains programmes des chaînes de télévision marocaines où la plupart du temps les invités sont sélectionnés parmi des self made man et/ou ceux qui ont réussi à monter des affaires et à s'enrichir dans les pays d'accueil.

<sup>6</sup> Il faut rappeler à cet égard que la situation aurait pu être plus grave sans l'apport des migrants sous forme de transferts et d'investissements. Selon une étude sur l'impact de ces transferts et investissements sur le niveau de vie des ménages au Maroc, il ressort que 1,2 millions de Marocains échappent à la pauvreté grâce à cet apport des migrants. Cf. Bourchachen Jamal : « Apports des transferts des résidents à l'étranger à la réduction de la pauvreté : cas du Maroc » Colloque organisé par l'« International Association for Official Statistics » : Statistique, développement et droits de l'homme. Montreux 4-8 septembre 2000.

En outre, une part non moins importante de la population avait des niveaux de consommation proches de ce seuil (situation de précarité). Ainsi, près de 37% de la population (24% en milieu urbain et 49% en milieu rural) avaient des dépenses de consommation comprises entre le seuil de pauvreté et deux fois ce seuil.

<sup>11</sup> Cf. Achoual Abdelghafour: Le salariat industriel au Maroc (1956-1980). Mémoire de DES en sciences économiques. Faculté de Droit Rabat. 1983. p. 165

<sup>12</sup> Dans les régions du Nord, on dit à ce propos: "11 mois de la trime et un mois de la frime".



**La proximité géographique :** l'Europe n'est qu'à 14 kilomètres des côtes marocaines, le littoral espagnol est visible à partir de la côte marocaine qui s'étend de Tanger à Sebta. Cette visibilité attise l'ardeur de partir chez les jeunes qui, le long de cette côte marocaine et même en plein boulevard Mohammed V à Tanger (à l'endroit appelé la muraille des paresseux) contemplant cette côte espagnole en nourrissant l'espoir d'y atterrir un jour....

Si ces facteurs générateurs et incitateurs entretiennent une forte propension à l'émigration, celle-ci est stimulée également par des facteurs dans les pays d'accueil.

### Les facteurs d'appel dans les pays d'accueil

Ce rêve est aussi le produit de l'interdit; le développement de cette forme de migration est la conséquence de la politique migratoire européenne fondée sur la réduction drastique des visas et le contrôle rigoureux aux frontières, instructions dictées par l'arsenal juridique de la zone Schengen. Le nom de cette petite bourgade viticole du Luxembourg devint désormais lié à une panoplie de dispositifs réglementaires et de digues administratives destinées à contrôler en amont les flux migratoires.

Ces mesures prises dans le cadre de l'accord Schengen (14 juin 1985) et de sa convention d'application (19 juin 1990) vont soutenir la logique de l'ostracisme qui, sous prétexte de maîtrise des flux migratoires et de contrôle des entrées, vont aboutir à une véritable fermeture des frontières entravant de manière constante la circulation des personnes et suscitant un sentiment d'enfermement parmi les jeunes marocains.

Force est de constater que ces mesures n'ont pas pour autant arrêté le phénomène migratoire. L'illusion de la maîtrise de ces flux par le « tout contrôle » paraît patente, et le seul effet qu'on peut reconnaître à ces mesures, est de rendre le coût de la traversée plus prohibitif. Ce coût est proportionnel au caractère restrictif des mesures prises par les pays de l'Union Européenne.

Le « commerce des illusions » est une activité qui prend des dimensions dramatiques. En effet, des réseaux structurés se sont formés dans les deux rives pour faire passer des clandestins en Espagne, ils assurent leurs services à des prix exorbitants, qui varient de 600 Euros à 5500 Euros et souvent sans obligation de résultat. Le coût peut être plus élevé si le service inclut la promesse de papiers en règle.

La mafia des passeurs tire de ces activités un bénéfice important, estimé, selon Santos Ruesca de l'université de

Madrid et Carlos Resa, entre 40 et 60 milliards de pesetas.<sup>12</sup>

**Une demande de travail spécifique** existe dans les pays d'accueil, cette demande répond, pour des raisons de coût et de flexibilité, aux besoins d'un marché secondaire, caractérisé par des emplois précaires et/ou socialement indésirables.

Cette demande de travail émane principalement de certains secteurs comme l'agriculture, le bâtiment et les services. Cette demande est particulièrement forte dans le secteur informel qui représente dans les pays de l'arc latin, principale destination des jeunes migrants marocains, entre 20 à 25% du PIB. Ces secteurs, en particulier, tirent de grands avantages financiers et sociaux de cette main d'œuvre clandestine, réputée docile et peu coûteuse. L'emploi d'un jeune immigré offre l'avantage de réduire les charges sociales et les coûts non salariaux. On pourrait parler d'un "welfare magnet."<sup>13</sup>

Profitant de la "fragilité juridique" de ces migrants clandestins, les employeurs multiplient les embauches illégales au vu et au su des autorités. La sanction encourue par l'employeur qui recourt à la main d'œuvre clandestine ne semble pas constituer, selon les législations en vigueur, un facteur de dissuasion.

Cette dialectique du rejet juridique et de l'appel économique, qui explique en grande partie la recrudescence du phénomène, est pratiquement occultée par les médias et le discours officiel<sup>14</sup>. Tous ces facteurs ont érigé la migration en phénomène de société et de plus en plus de jeunes vivent avec cette illusion du rêve européen.

### De l'illusion à la désillusion

Par sa dimension, la migration clandestine des jeunes présente un coût social élevé. Ce coût est financier et humain, il est exorbitant si on prend en considération tous les sacrifices, ceux du candidat à l'émigration, de sa famille et du pays.

Le coût de l'aventure migratoire: l'émigration est devenue ainsi un projet économique coûteux, elle est considérée comme un investissement en soi, c'est un projet qui obéit à certaines normes de faisabilité. Les jeunes candidats à l'émigration clandestine s'efforcent de mobiliser tous les moyens familiaux en vue de réaliser ce projet. Des prêts frappés parfois d'hypothèques sont souscrits par les parents pour mener à terme ce projet, d'autres vendent les bijoux de la famille, d'autres les bétails, d'autres s'endettent, les filles peuvent même « travailler » dans la prostitution pour ramasser l'argent nécessaire.<sup>15</sup>

<sup>12</sup> Messari, Larbi, intervention in colloque sur « les instruments de la protection de la communauté marocaine à l'étranger » Compte rendu in Al Alam du 12 juin. 2001

<sup>13</sup> Georges Tapinos: "Immigration et marché du travail" in l'Observateur de l'OCDE, 8 janvier 2000.

<sup>14</sup> Que serait « l'enfer sous plastique d'El Ejido », très rentable pour l'économie espagnole, sans l'apport de cette force de travail ?

<sup>15</sup> Debbagh Jaafar: la problématique de la migration clandestine dans les relations entre le Maroc et l'Union Européenne. Mémoire de DESA. Faculté de Droit Agdal Rabat 2003. P 57

### Les indicateurs de l'émigration clandestine en Espagne

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Rapatриements	1558	2131	609	17263	17751	25748	22829	17198	23.840	22176	22984	14.275
Expulsions	1497	971	1040	3548	3398	3327	5058	5525	8490	1226	3817	12159
Détenus des "pateras"	477	616	1925	513	1257	1573	887	2995	3596	15.365	19126*	16.675
"Pateras" interceptées	4	15	33	34	130	339	399	557	475	780	711	-

Source: Ministère de l'Intérieur. Sous direction des étrangers (Espagne).

\* El País du 10/1/2002. Maria Bermudez del Mar : Le mirage des frontières : Les migrations clandestines et leur contrôle en Espagne. Thèse IEP de Paris, décembre 2004. PP.169-171

Au Maroc, ces jeunes migrants empruntent différentes voies pour accéder au territoire de l'Union Européenne. Mais c'est le Détroit qui demeure le passage le plus médiatisé à cause des drames des pateras, ce que la presse espagnole appelle «las espaldas mojadas».

Le nombre de pateras (embarcations de fortune) interceptées par les autorités espagnoles a été multiplié par 23 en l'espace de 6 ans (1994 - 2000). L'année 1995 constitue en effet une année charnière dans l'intensification de ce mouvement de pateras dont le nombre a quadruplé passant de 34 en 1994 à 130 en 1995.

La rançon du désespoir est parfois lourde de conséquences. La presse espagnole et marocaine relèvent fréquemment de tels drames sur les côtes du Nord. Afin d'éviter d'être repérés par la logistique du Système Intégré de Vigilance Electronique (SIVE)) dans le Détroit de Gibraltar, 65 marocains ont quitté Al Hoceima en direction d'Almeria le 19 février 2004. Sept jours plus tard, la marine algérienne a recueilli 28 survivants, 37

personnes sont mortes de soif ou par noyade. Ce drame rappelle celui du 26 septembre 1998, qui a causé la mort de 38 candidats à l'émigration clandestine dans le Détroit de Gibraltar.

Le Détroit est devenu ainsi un des plus grands cimetières du monde. Selon l'Association des Travailleurs Immigrés Marocains en Espagne (ATIME), le nombre de noyés entre 1997 et le 15 novembre 2001 s'élève à 5.632 dont 3.932 ont été rejetés par la mer et 1700 portés disparus. L'Association estime qu'il est probable qu'ils se soient noyés auprès des côtes marocaines. Une autre estimation considère que si on accepte le ratio d'un cadavre retrouvé pour trois disparus, cela signifie la mort de plus de 10 000 migrants en cinq ans dans le détroit<sup>16</sup>.

Dans le Détroit de Sicile, emprunté par les jeunes maghrébins, on estime à 1000 morts les migrants clandestins qui ont tenté de traverser ce Détroit.<sup>17</sup>

### L'effectif des disparus dans le Détroit entre 1997 et 2001

Années	Personnes disparues dans les eaux territoriales espagnoles	Personnes disparues dans les eaux territoriales marocaines
1997	270	730
1998	741	
1999	871	
2000		640
2001(6 premiers mois)	114	566
	3932	

Estimations de ATIME et du Ministère de l'Intérieur espagnol. in: Libération du 26 juillet 2001.

<sup>16</sup> Le Monde Diplomatique N° juin 2002.

<sup>17</sup> GOUSSOT Alain : "L'immigration maghrébine en Italie: le cas des marocains", in colloque international: Place et rôle des émigrés/immigrés dans le développement local dans les pays du Maghreb et du Sahel. ORMES. Faculté des Lettres d'Agadir. 26-28 février 2003

### Régularisations des Marocains pour la période 1991-2005

	Demandes	Concessions	Marocains	% des Marocains
Régularisation 1991	128.127	110.067	49.089	44.6
Régularisation familiale 1992	6.777	5.881	1.623	27.7
Contingent 1993	6.000	5.220	663	12.7
Contingent 1994	36.725	22.511	7.878	35.0
Contingent 1995	37.206	19.953	8.387	42.1
Régularisation 1996	24.637	19.634	6.479	33.0
Contingent 1997	67.174	24.585	9.281	37.6
Contingent 1998	62.697	28.095	11.131	39.6
Contingent 1999	97.034	39.713	13.225	33,3
Régularisation 2000	247.598	163.913	45.170	27,56
2005	800.000	-	100.000	-

Source : Anuarios de Migraciones . Ministerio de trabajo y asuntos sociales subdireccion General de Migraciones

Ceux qui réussissent à braver ces dangers, viennent gonfler un stock de migrants irréguliers de plus en plus important.

### La dimension du phénomène

De par sa nature même, le phénomène de la clandestinité est difficile à mesurer. Si des statistiques sur les personnes régularisées ou arrêtées en situation irrégulière sont parfois disponibles, il n'en demeure pas moins que les estimations les plus contradictoires quant à sa quantification sont avancées selon les différentes sources d'information. Le mythe du chiffre pèse dans le débat sur la question. L'incertitude nourrit l'inquiétude et autorise parfois des estimations dénuées de tout fondement. Ces estimations influencent la perception de l'opinion et l'action des pouvoirs publics.

En Espagne, devenue une destination privilégiée des jeunes marocains, on peut approcher le nombre des migrants clandestins à partir des campagnes de régularisation opérées dans ce pays.

Les Marocains constituent la première communauté à bénéficier des mesures de régularisation. L'importance prise par ces derniers dans les différentes opérations de régularisation dénote l'existence d'un stock chaque fois plus important d'immigrés marocains clandestins sur le territoire espagnol.

L'importance de cette forme de migration apparaît également en considérant les dossiers non retenus dans les différentes

régularisations. En 2000, par exemple, le nombre de dossiers définitivement retenus était de 45.170 dossiers.

Par ailleurs, certaines estimations considèrent que plus de 100 000 Marocains tentent chaque année de traverser clandestinement le Détroit de Gibraltar<sup>18</sup> ce chiffre semble exagéré, car, globalement, on peut raisonnablement estimer entre 250.000 et 300.000 le nombre de migrants marocains résidant d'une manière irrégulière dans les pays de l'UE. La migration clandestine marocaine ne peut être comparée, par exemple, à celle asiatique ou de l'Europe de l'Est<sup>19</sup>. Mais elle demeure plus médiatisée à cause des drames des pateras. En effet, les mass média, principalement espagnoles, rivalisent dans la présentation des scènes d'interception des victimes et de récupération des cadavres des noyés.

### Loin du mirage... la réalité

Compte tenu de ces enjeux, ceux qui réussissent l'épreuve se considèrent a priori comme chanceux. Ceci explique leur résignation et les conditions infra humaines qu'ils acceptent pour occuper des travaux pénibles et socialement indésirables par les autochtones. Leur première préoccupation est de rembourser les dettes qu'ils avaient contractées pour payer la traversée.

Pour ces raisons, et en dépit de la désillusion à laquelle peut être confronté le migrant, le retour est une option à exclure.

<sup>18</sup> Le Monde Diplomatique N° juin 2002

<sup>19</sup> Selon le BIT, le nombre de migrants clandestins dans les pays de l'UE s'élève à plus de 2,6 millions de personnes en 1991 sans compter les demandeurs d'asile dont les requêtes n'ont pas été satisfaites et qui sont restés dans ces pays et dont le nombre s'élève à 300.000 personnes. Cf. Conseil de l'Europe:es caractéristiques démographiques des populations immigrées. Etudes démographiques N° 38. 2002. P. 27.

De par son statut juridique, le jeune immigré clandestin vit dans des conditions précaires, il est sujet à l'exclusion et aux attitudes xénophobes. Cette discrimination dont l'intensité diffère selon les pays s'explique par l'inégalité des chances, la marginalisation et le rejet dont souffrent les immigrés dans le pays d'accueil.

Les données disponibles pour l'Espagne, pays qui demeure la principale destination des jeunes immigrés, indiquent selon une enquête publiée par le journal *Lavanguardia*, que 68% des hommes et des femmes interrogés considèrent que les immigrés vivent dans de mauvaises conditions en Espagne. Les réponses ont atteint 73,5% pour la tranche d'âge de 18 à 34 ans<sup>20</sup>.

Il ressort également des différentes enquêtes conduites périodiquement, et principalement, par le Centre de Recherches Sociologiques (CIS : structure dépendante du gouvernement central) que l'opinion publique espagnole établit un ordre hiérarchique des étrangers : les Marocains et les Africains sont classés au bas de l'échelle. L'image prédominante de l'immigré est toujours, en premier lieu celle du Marocain. Les Marocains demeurent le groupe le plus visé par les préjugés et les stéréotypes ethno-culturelles<sup>21</sup> et qui souffre le plus de racisme et de discrimination. Les événements de Tarrasa et ceux d'El Ejido, qui ont fait couler beaucoup d'encre et dont les victimes étaient en majorité des clandestins marocains, révèlent l'intensité de la xénophobie chez certaines catégories de la population et les difficultés de la société espagnole à s'adapter à la nouvelle donne de pays d'accueil.

Au vu de cette situation, on peut confirmer que Les Marocains en Espagne, qui sont en majorité des jeunes, constituent l'un des segments « les plus pauvres et les plus marginalisés de la population étrangère en Espagne »<sup>22</sup>. Leur intégration butte contre de nombreux obstacles.

Le même scénario est présent en Italie où le fantasme de l'invasion est exprimé même par des membres du gouvernement : Umberto Bossi, dans une de ses déclarations, avait affirmé, qu'il est contre « la marocanisation de l'Italie »<sup>23</sup>.

Cette situation précaire se manifeste également au niveau du marché du Travail. En effet, dans les pays d'accueil, le chômage affecte particulièrement les Marocains. Les résultats

d'une enquête réalisée en 1997 par le Bureau International du Travail en Belgique, pays où les Marocains constituent la première communauté étrangère, avaient montré qu'à compétence égale, 40% des jeunes d'origine étrangère en Flandre, étaient victimes de racisme aux différentes phases d'embauche, 34% à Bruxelles et 27% en Wallonie ; et que la sélection s'opère à 3 niveaux : le nom, l'entretien d'embauche et la décision<sup>24</sup>.

En France, les données du dernier recensement confirment ces discriminations dont sont victimes les jeunes marocains qu'ils soient naturalisés ou non.

Même quand il travaille, le jeune immigré se trouve dans une situation de forte dépendance qui le contraint à accepter une rémunération très basse, souvent en dessous du salaire minimum légal. En 1996, un sondage réalisé auprès des candidats à la régularisation en Espagne, a révélé qu'un pourcentage très important d'immigrés travaille sans contrat (45%), soit parce qu'on refuse de leur délivrer un contrat écrit (46%), soit que les immigrés ne le réclament pas (26%). Bien que 83% des immigrés interrogés se déclarent « plutôt satisfaits » de leur situation générale en Espagne, leur condition économique demeure précaire étant donné que 39% affirment que leur revenu est en dessous de 75.000 pesetas par mois<sup>25</sup>.

Le travail domestique, qui enregistre une forte présence de jeunes femmes marocaines, ne favorise pas leur intégration, tout au contraire, il les coupe de la sphère publique et les prive de la possibilité d'établir des relations personnelles. Au sein des familles, qui les emploient, les femmes immigrées se sentent exclues, elles ne sont pas intégrées à la vie familiale et vivent leur exil sous le signe de plusieurs blessures. Les récits qui relatent cet exil au quotidien rappellent les propos de Tahar Benjelloun dans son écrit intitulé « la plus haute des solitudes ».

Ce contexte accentue le déficit dont souffrent les Marocains immigrés en matière de respects des droits humains et qui se manifeste par le racisme, le rejet, la haine voire mêmes des actes de violence dont ils sont victimes dans les sociétés d'accueil.

Cette réaction sociale produit le repli sur soi, les revendications identitaires se substituent aux revendications sociales, comme elle peut inciter à des comportements non

<sup>20</sup> LA VANGUARDIA du 12/03/2000

<sup>21</sup> Giménez Romero, Carlos: « Marroqués en España : un perfil sociocultural ». Atlas de la inmigración magrebi en España. UA Ediciones, 1996

<sup>22</sup> Carlos Giménez Romero, op.cit.

<sup>23</sup> Voir PITTAU Franco et autres : « le cas italien dans le contexte européen » in Migration et société, vol. N° 64-65, juillet-octobre 1999, pp141-142

<sup>24</sup> LE SOIR : « halte à la discrimination raciste à l'embauche », 23/24 octobre 1999.

<sup>25</sup> González Pérez, Vicente: « L'immigration irrégulière des Africains en Espagne ». Bilans et perspectives ». in Migration clandestine : enjeux et perspectives. Publications de L'Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations. Al Karama . Rabat .2000

### Actifs chômeurs marocains par sexe et par âge en France

Age	Les deux sexes			Hommes			Femmes		
	Actifs	Chômeurs	%	Actifs	Chômeurs	%	Actifs	Chômeurs	%
15	2589	1147	44,3	1784	705	39,5	805	442	54,9
20	21162	9607	45,4	12463	5364	43,0	8699	4243	48,8
25	27178	10765	39,6	16694	5801	34,7	10484	4964	47,3
30	27679	10052	36,3	18116	5767	31,8	9563	4285	44,8
35	23947	8219	34,3	14580	4304	29,5	9367	3915	41,8
40	22533	7458	33,1	12884	3497	27,1	9649	3961	41,1
45	33963	9844	29,0	25802	6466	25,1	8161	3378	41,4
50	28318	8020	28,3	24171	6244	25,8	4147	1776	42,8
55	18781	5913	31,5	16599	5019	30,2	2182	894	41,0
60	6004	1926	27,0	5196	1684	27,4	808	242	24,3
65	1139			953			186		
<b>Total</b>	<b>213293</b>	<b>72951</b>	<b>34,2</b>	<b>149242</b>	<b>44851</b>	<b>30,1</b>	<b>64051</b>	<b>28100</b>	<b>43,9</b>

Source: Recensement français 1999

respectueux des normes et des valeurs de la société d'accueil. En Italie, par exemple, le nombre de détenus marocains s'élève au 31 mai 2002, à 3797, soit 22,2% de la population carcérale étrangère.

Si la migration est un désir partagé par les jeunes vivant dans la plupart des pays en développement, comme en témoigne l'importance des flux migratoire en provenance des pays subsahariens, au Maroc, cette forte propension à émigrer prend source dans un milieu où les frustrations sont nombreuses et diverses, cet environnement est qualifié par un psychiatre marocain de dépressif. Devant un avenir muré, sans perspectives, sans horizons, certains jeunes ne conçoivent plus leur avenir dans leur pays, ils le voient ailleurs, au delà de la mer et en dehors des frontières. Dans ce désir, tous les obstacles sont à surmonter et tous les moyens sont à mettre en œuvre pour réaliser le rêve.

La jeunesse marocaine est en effet, la grande victime du programme d'ajustement structurel et de la mondialisation. La marginalisation des secteurs sociaux et la fébrilité du marché de l'emploi ont eu un impact négatif sur cette fraction vitale de la société. Certes, la jeunesse est une responsabilité de toutes les composantes de la société marocaine, à travers la scolarisation primaire et secondaire, mais son avenir interpelle en premier lieu les pouvoirs publics. Un jeune qui part, qui s'expatrie est avant tout un coût pour la société avant d'être une charge en moins.

Pour lutter contre le phénomène de la migration clandestine, la solution ne doit pas privilégier les mesures répressives, à l'instar de la politique des pays de l'Union Européenne. La loi 02-03, relative à cette question, ne peut constituer le meilleur remède. La solution ne peut s'inscrire que dans une approche globale et intégrée, prenant en considération l'impératif du développement, les exigences démocratiques et le respect de la dignité des hommes et des femmes. Ce sont les mesures d'accompagnement, visant à sensibiliser les jeunes, à les encadrer et à nourrir en eux l'espoir et l'amour de vivre dans leur pays, qui constituent les éléments importants du traitement de ce mal du pays. En l'absence de ces mesures, les jeunes continueront à braver tous les interdits et tous les obstacles pour partir, souvent au risque de leur liberté et de leur vie. ■

# Le lien des jeunes issus de la migration avec le Maroc: quel devenir ?

**L**e projet migratoire était conçu par les primo-migrants comme un événement temporaire réduit à sa dimension strictement économique et à une fonction d'adaptation conjoncturelle. Actuellement, les jeunes issus de cette migration sont engagés dans un processus d'acquisition et d'exercice de citoyenneté dans les pays d'accueil.

**Quel impact aura cette mutation sur le lien de la diaspora marocaine avec notre pays à moyen terme ?**

**C'est ce que propose d'aborder cette contribution en deux volets**

Par Brahim OUCHELH - Responsable associatif en France

Le premier volet concernera le vécu dans le pays d'accueil à travers les questions suivantes :

- comment les jeunes réalisent-ils leur insertion citoyenne et socioprofessionnelle dans ces pays ?
- cette insertion préserve-t-elle l'identité culturelle liée au Maroc ?
- engendre-t-elle une identité culturelle spécifique ou bien tend-elle à une assimilation à la culture dominante ?



Le deuxième volet concernera l'attitude vis-à-vis du Maroc :

- l'imaginaire de retour s'estompant de plus en plus, dans quelle mesure le Maroc restera-t-il un pôle attractif pour ces jeunes ?
- pourront-ils exercer une citoyenneté dans les deux rives ?
- préserveront-ils les liens économiques et principalement le flux monétaire ?
- constitueront-ils un trait d'union et une force de coopération entre le Maroc et les pays d'accueil, principalement l'Union Européenne ?

L'objectif de cet article, est de poser la problématique du

devenir de ce lien et de susciter un débat entre les acteurs concernés, qu'ils soient institutionnels ou appartenant à la société civile afin d'établir une politique et une stratégie qui éviterait une éventuelle rupture.

## Le flux migratoire aujourd'hui

La population qui nous concerne dans cette contribution se constitue :

- des jeunes primo migrants qui ont réalisé eux-mêmes leur projet ;
- des jeunes qui ont accompagné leurs parents lors de la migration ou ceux qui les ont rejoints dans le cadre du regroupement familial principalement ;
- ceux qui sont nés à l'étranger en première ou seconde génération.

Le projet migratoire répond, pour la première catégorie, à des besoins vitaux de recherche d'emploi ou bien il s'inscrit dans une stratégie de promotion sociale et professionnelle. Il répond aussi parfois à un désir d'émancipation et de découverte.

A noter que l'émigration pour des raisons politiques n'a jamais dépassé quelques centaines de personnes et qu'actuellement, le Maroc et le Japon sont les deux pays qui ont enregistré zéro demande d'asile politique en France en 2003.

Pour les deux autres catégories de jeunes, la problématique concernée s'articule autour des processus d'adaptation ou d'assimilation dans la société d'accueil avec une revendication identitaire plus ou moins marquée.

## Le retour : mythe ou réalité ?

L'imaginaire du retour a été très présent au sein des familles. Les autorités publiques du Maroc et des pays d'accueil ont-elles-mêmes longtemps considéré le phénomène migratoire comme un processus réversible et qui répondait, pour les uns et pour les autres à une adaptation conjoncturelle de la main-d'œuvre.

## Aujourd'hui le constat est le suivant

Le flux migratoire ne s'est pas tari malgré les fermetures des frontières, les chiffres récents qui concernent la France révèlent qu'en 2002 :

- le flux d'entrée des marocains en France a atteint 21400 personnes (chiffre arrondi) soit 17,2% de l'ensemble du flux enregistré ;
- 34.000 marocains ont acquis la nationalité française dont 11350 jeunes nés en France âgés de 13 à 17 ans (Chiffres de l'OCDE de fin d'année 1999) ;
- les marocains arrivent en première place pour les nouveaux arrivants en France, en Italie, au Pays-bas et les premiers nouveaux arrivants non communautaires pour la Belgique ;
- les ressortissants marocains ou d'origine marocaine constituent la première communauté étrangère établie au Pays-bas, en Belgique et en Italie, la seconde en France et en Espagne. Cette position n'a pas varié depuis quatre ans.
- la plus forte communauté marocaine ou d'origine marocaine est établie en France avec 521.000 personnes dont 133.400 ont acquis la nationalité française.

## Insertion dans le pays d'accueil

L'intégration des migrants s'opère principalement par la communauté de travail, la scolarisation et la participation à la vie de la cité. En suivant ces étapes, nous essaierons de mettre en valeur les mutations qui se produisent au sein de la communauté.

A noter la difficulté d'isoler les jeunes en général, les statistiques selon les âges sont peu disponibles, particulièrement pour les jeunes issus de l'immigration considérés comme autochtones et très rarement étudiés comme tels par souci de non discrimination.

## L'insertion professionnelle

Traditionnellement les marocains occupaient majoritairement des emplois d'ouvriers peu ou pas qualifiés dans les secteurs des mines, de l'industrie et de la construction.

### En France :

Une enquête publiée en 2003 par l'INSEE montre que les actifs marocains ne sont plus qu'à 12,7% dans l'industrie et les mines et 8,5% dans la construction. Ils se retrouvent à 32,9% dans les

services aux entreprises et aux particuliers confinés dans les basses besognes d'homme d'entretien ou de femme de ménage.

Le secteur du commerce et des réparations constitue le second pôle pour les marocains dans la mesure où il est abandonné par des autochtones compte tenu de la concurrence des grandes surfaces et du peu de qualification requise. 12,5% des marocains occupent ce secteur en France.

Il en résulte selon ce même sondage 2003 que 43,9% des marocains sont classés dans la catégorie d'ouvriers et 30% dans celle d'intermédiaire.

### En Espagne :

La migration étant plus récente, la situation des marocains est encore plus précaire. Ils constituent le segment le plus pauvre et le plus marginalisé. Il y a 8 ans, 45% des marocains travaillaient sans contrat et 39% d'entre eux ne percevaient pas l'équivalent du SMIC. La situation de la femme marocaine y était encore plus aggravée : 67% d'entre elles occupaient des tâches domestiques et 10 % celles de cuisinières.

Cette situation s'est sûrement améliorée avec les opérations successives de régularisation des clandestins.

## Les jeunes diplômés en croissance

De l'autre côté du spectre social, nous assistons, toujours selon ce sondage de 2003 en France, à l'ascension d'une nouvelle frange sociale privilégiée.

En effet 9,4% des marocains occupent des postes qui requièrent des compétences d'intellectuels supérieures et 6,5% sont des chefs d'entreprises.

Selon les critères universitaires et scolaires :

- 8,7% des marocains ont un niveau bac +2 ou un diplôme supérieur ;
- 4,6% ont obtenu le baccalauréat ou ont poursuivi des études jusqu'à bac+2 ;
- 9,4% ont obtenu un baccalauréat ou un brevet professionnel ;
- 10,8% ont obtenu un CAP ou un BP.

Il reste bien sûr 60,8% de non diplômés ou non scolarisés alors que cette population n'atteint pas 25,2% chez les autochtones. Ces indicateurs révèlent que le flux migratoire concerne

dorénavant une frange de jeunes qualifiés et formés. Ce flux s'apparente au phénomène de fuite de cerveaux et à l'installation définitive dans le pays d'accueil de jeunes ayant émigré pour des raisons universitaires.

## L'insertion professionnelle et ethnicité

Les jeunes migrants ou issus de la migration communément appelés « beurs » ne correspondent plus à l'ouvrier, corvéable à merci, nécessaire au secteur secondaire de l'économie. Ils aspirent à une mobilité socioprofessionnelle ascendante par rapport aux anciens et commencent à occuper des situations généralement intermédiaires entre celles qu'occupaient leurs parents, et celles qu'occupent les autochtones de leur génération.

Cette ascension se heurte néanmoins à des difficultés. En effet le « marocain » et les maghrébins en général ont toujours occupé une image particulière dans la société d'accueil.

Les beurs constituent le groupe le plus visé par les préjugés et les stéréotypes ethnoculturels dans l'ensemble des pays d'accueil européens. Ceci a un impact direct sur l'emploi des jeunes beurs. La discrimination ethnique à l'embauche est un phénomène enregistré dans l'ensemble des pays d'accueil.

La gravité de ce préjugé a amené certains acteurs économiques à imposer l'anonymat dans les C.V présentés pour l'embauche. En effet, la discrimination se manifeste dès que le candidat décline sa nationalité et avant même l'exposé de sa formation et de ses compétences. Cette discrimination s'amointrit, lors de l'entretien.

Une enquête du Bureau International du Travail révèle qu'en Belgique 35% de candidats à l'embauche d'origine marocaine se heurtent à ce phénomène.

Ce racisme à l'emploi s'exerce fortement dans les branches où le contact avec la clientèle est une composante essentielle du service fourni.

La jeune femme marocaine, quant à elle, affronte une situation aggravée par le sexisme.

La conséquence de ceci amène certaines catégories de beurs à devoir disposer de liens personnels forts : familles, compatriotes ou relations personnelles pour avoir une chance de trouver un travail.

## La socialisation des jeunes issus de la migration

Une forte proportion des beurs a vécu une socialisation primaire dans le pays d'accueil, soit parce qu'ils y sont nés, soit parce qu'ils sont arrivés très jeunes.

L'enseignement obligatoire est un facteur primordial dans ce processus, même s'il nécessite parfois, le recours au dispositif de soutien aux élèves allophones ou en difficulté.

Cet acquis ne supprime pas les inégalités sociales face à l'enseignement et à la formation, ce qui engendre des handicaps majeurs.

Ces handicaps ajoutés à la discrimination à l'emploi et à la mal-vie due à la ségrégation résidentielle, engendrent une révolte contre cette situation de marginalisés et de dominés. Les émeutes dans les banlieues, l'incivisme et le vandalisme souvent décriés peuvent s'expliquer, sans les justifier par la problématique des désavantages en terme de logement, de scolarité et d'emploi.

Cette approche est mise en avant par les anglo-saxons pour expliquer les émeutes raciales de l'underclass en Grande Bretagne et aux Etats-Unis.

## Les stigmates de la différence

Les primo migrants s'attelaient à l'adaptation par une inclusion dans la proximité sociale qui se limitait au milieu professionnel et atteignait son paroxysme dans l'adhésion à l'action syndicale. Aujourd'hui les stigmates de la différence ont amené les jeunes à s'identifier en tant que groupe ayant ses propres spécificités : les beurs ou « robeux » comme ils se plaisent à se dénommer.

Cette image reflétée est le résultat des mutations de la communauté immigrée qui passe de sa principale fonction d'utilité économique à la revendication d'un droit de cité concurrençant l'autochtone dans ses acquis et privilèges.



Nul besoin de revenir sur le passif historique : croisades, guerres coloniales et autre reconquête pour expliquer les discriminations vis-à-vis de ce groupe. Il est néanmoins nécessaire de souligner que les conflits majeurs du Moyen-Orient, l'image rétrograde des systèmes politiques arabes, la violence en Algérie, le terrorisme, le 11 Septembre, engendrent le paradigme d'une perception du jeune d'origine arabe comme un facteur déstabilisateur de la société d'accueil.

La dérive disproportionnée entre la situation réelle de la communauté Maghrébine et les débats imposés par les médias par certains intellectuels et par des responsables politiques, tel le débat sur le voile islamique en France, accentue ce syndrome du risque déstabilisateur.

## Identité, culte et culture

L'image du jeune beur marocain est liée à l'Islam et à une arabité mal définie. Nous ne disposons pas de sondages et études permettant d'estimer la pratique religieuse chez ces jeunes. Ils aspirent, néanmoins et dans leur grande majorité à s'inscrire dans une identité globale du pays d'accueil.

Il existe, certes, au sein de cette communauté des obédiences à différents courants politico-religieux : frères musulmans, wahhabisme et autres. Il persiste aussi une allégeance aux Etats des pays d'origine ou ceux des sponsors en pétro-dollars. Ces liens perdent de plus en plus leurs amarres, la tendance globale est l'affirmation d'un Islam du pays d'accueil : un Islam de France et non pas un Islam en France par exemple.

Les gouvernements des pays d'accueil et les activistes associatifs oeuvrent pour l'inscription de l'Islam dans les cadres des institutions de la nation au même titre que les autres religions.

Des courants laïcisant essaient de leur part, de s'insérer dans le dispositif de représentativité pour ne pas laisser le monopole aux associations religieuses.

Malgré l'image imposée d'une religion conquérante, une forte majorité des pratiquants exercent les préceptes de leur foi de manière personnelle et peu ostentatoire.

La langue et la culture obéissent, quant à elles, à plus de vicissitude chez les jeunes beurs. Le seul vecteur de leur transmission est le lien parental ou communautaire peu

concurrentiel face aux médias, à l'école et à la culture ambiante.

Se pose aussi la question de quelle langue d'origine parle-t-on ? L'arabe dialectal ou l'amazigh, l'arabe moderne écrit est peu accessible, la langue maternelle ne permet donc qu'une communication limitée d'une utilité peu performante pour acquérir le savoir moderne.

La chanson beur dans sa mixité linguistique et son indigence n'est sûrement pas une caricature de cet état de fait.

En outre, lors de leurs séjours au Maroc, les beurs constatent que l'utilisation du français est un facteur valorisant dans leur propre pays d'origine, cela ne les incite nullement à l'apprentissage de la langue arabe.

En France, l'apprentissage de l'Arabe moderne dans un cadre scolaire est théoriquement acquis dans les collèges et lycées comme première langue étrangère, en Espagne il s'effectue dans le cadre de l'ELCO (programme d'enseignement de langue et de culture d'origine). Ces cursus ne produisent pas les résultats escomptés, en plus ils ne sont pas toujours perçus positivement par les jeunes car ils accentuent le sentiment d'isolation et de ségrégation.

## Identité et intégration

Les liens dialectiques entre l'identité et l'intégration constituent une ambiguïté dans le processus d'intégration.

L'affirmation culturelle et culturelle, si elle ne s'intègre pas dans un souhait universaliste et de respect de certaines valeurs de tolérance, ne peut que favoriser la ghettoïsation et générer des lectures dérivées dans la société d'accueil, où l'Islam est souvent associé à l'intégrisme et à la violence.

Les jeunes, pour leur part, ne peuvent garder partiellement une identité spécifique que s'ils assimilent la dimension laïque et multi-confessionnelle de la société d'accueil qui doit permettre, pour sa part, une coexistence des différentes cultures sans hiérarchisation ethnique ou religieuse.

Ce sont ces faits qui expliquent la controverse que suscite le discours du très médiatique Tarik Ramadan.

## L'aspiration citoyenne

Nous devons différencier en premier lieu la citoyenneté acquise par naturalisation et les revendications de droit à la cité des jeunes marocains qui demeurent étrangers dans le pays d'accueil.

Pour ce second groupe, la puissance politique des Etats de l'Union Européenne tend à consacrer le passage du traitement strictement économique et social de la situation de l'étranger vers une reconnaissance plus civique et plus citoyenne.

C'est dans ce sens que s'inscrit le droit de vote des immigrés au niveau local dans certains pays du Nord de l'Europe.

En France le processus est plus ralenti car, malgré les promesses, ce droit de vote n'arrive pas à s'imposer, des efforts sont néanmoins produits par des maires pour intégrer les immigrés dans les conseils de quartier.

Le droit d'association spécifique pour les étrangers a été reconnu depuis 1981.

Concernant des naturalisés, nous avons souligné la tendance des jeunes marocains à acquérir la nationalité du pays d'accueil même si l'accès n'y est pas automatique lorsque les deux parents sont étrangers comme en France. En effet, ce n'est qu'entre 13 et 17 ans qu'une demande peut y être introduite dans ce sens. L'enfant dispose, en attendant, d'une carte républicaine.

Ce processus constitue un bon indicateur des stratégies identitaires poursuivies par les jeunes mais aussi par leurs parents.

Cette acquisition de la nationalité s'accompagne d'un engagement évident dans la vie politique du pays d'accueil.

- Malgré les restrictions imposées par les pays d'accueil, le flux migratoire demeure intense. Il obéira à moyen terme à la demande croissante que prévoient les politiques d'immigration de l'Union Européenne pour faire face à l'impact économique du déclin démographique et le vieillissement de la population en Europe.

- La communauté marocaine est la plus importante dans cinq pays européens : la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie.

- La migration devient donc le sujet majeur sinon la

pierre angulaire des relations euro-marocaines.

La dominance des naturalisations comme stratégie d'intégration s'accroît. Elle s'accompagne d'un refus d'assimilation totale et l'espoir de garder une identité culturelle partielle, ce qui engendre des déformations et des clivages importants dans les sociétés d'accueil.

Ces transformations et mutations s'accompagnent d'une revendication légitime de citoyenneté, et un accès soutenu des jeunes issus de la migration dans des responsabilités politiques et économiques importantes.

## Le Maroc pôle d'attraction

**La Maroc restera-t-il un pôle d'attraction pour ses jeunes émigrés ?**

La réponse à cette réflexion nécessite une analyse approfondie de la perception qu'ont ces jeunes de leur patrie d'origine en relation avec le processus d'intégration et même d'assimilation dans lequel ils sont engagés.

Nous avons mis en évidence leur aspiration à garder une parcelle de l'identité, néanmoins restera-t-elle liée au Maroc ?

- L'islam en tant que culte s'écarte de plus en plus de l'obédience vis-à-vis des Etats des pays d'origine;

- La langue Arabe compte-tenu de l'effort que nécessite son apprentissage, de son utilité pratique réduite et du poids de la langue du pays d'accueil, est amenée à disparaître dès la 2ème génération ;

- La culture d'origine communiquée au jeune est, comme nous l'avons constaté, dépourvue de toute sa quintessence historique, littéraire et artistique ; elle ne peut résister aux assauts de la culture dominante ;

Seuls subsistent donc les attraits sentimentaux et subjectifs tels la nécessité de garder ses racines et entretenir les liens avec les siens et le pays des parents.

Des faits constatés ces dernières années pendant les retours de vacances démontrent une attitude plus critique et une expression de besoins plus spécifique. Les jeunes ne se rendent plus au Maroc simplement pour rendre visite à leurs parents, ils sont devenus des

consommateurs conscients de leurs apports et des individus habitués à des rapports citoyens avec l'administration et l'autorité du pays d'accueil obéissant aux règles des Etats de droit. Ils aspirent et parfois exigent une telle attitude au Maroc.

## Emigré et citoyenneté marocaine

L'aspiration citoyenne chez les jeunes ne se manifeste pas que dans leurs pays de résidence. Au Maroc, ils ne peuvent et ne veulent pas se considérer étrangers, la revendication citoyenne y est donc légitime.

Cette revendication est exprimée de plus en plus clairement compte tenu de l'évolution politique du Maroc. Les acquis dans le domaine des droits de l'Homme et l'engagement dans un processus démocratique suscitent un grand intérêt chez les jeunes marocains de l'étranger.

Il est vrai que pendant une longue période, l'immixtion dans l'espace politique était considérée comme un acte risqué et surtout peu productif.

Cette aversion ne s'est pas totalement dissipée compte-tenu des vicissitudes du processus démocratique et surtout de l'illisibilité pour eux de l'action politique et de l'opacité du paysage politique au Maroc.

Quel mode revêtirait l'engagement des jeunes beurs dans le champ politique marocain ?

- des voix se sont élevées pour une participation des marocains établis à l'étranger dans les élections pour la chambre des députés ;
- d'autres privilégient l'accès à la deuxième chambre à l'instar de ce qui existe en France ;
- une autre tendance se contenterait d'une participation plus timorée dans un éventuel Conseil Economique et Social.

Ceci ne peut masquer un handicap majeur sur l'expression politique de la communauté marocaine dû à un manque d'institutions représentatives et aussi de forces associatives disposant d'une légitimité de représentation.

## L'Etat et les jeunes issus de la migration

Quelle est la perception qu'ont ces jeunes de l'Etat et des

instruments de sa politique vis-à-vis d'eux ?

Ce qui est visible dans les pays d'accueil, c'est d'abord une administration consulaire régionalisée en Europe, un réseau bancaire disposant d'un maillage dense et une délégation d'enseignants, d'imams et d'assistants sociaux de moindre consistance.

Lors de leur séjour au Maroc, les services de douanes et de la police des frontières constituaient le premier contact, pas souvent hospitalier pour ces estivants. Cette attitude, il est vrai, s'est nettement améliorée.

Les guichets ouverts dans divers secteurs de l'administration pour faciliter leurs démarches ne peuvent encore produire la satisfaction escomptée.

Toutes ces dispositions ne répondent pas aux besoins réels des migrants malgré la convivialité exprimée dans des campagnes publicitaires aux résultats mitigés.

Au niveau de l'administration centrale, la création d'un Ministère chargé des M.R.E, est perçue positivement par grand nombre de jeunes émigrés qui déplorent néanmoins que ce Ministère ne puisse avoir la stature et les moyens idoines.

Le rôle confié à des institutions caritatives quelle que soit leur capacité d'action ne peut être considéré comme une politique alternative de gestion des problèmes liés à la migration.

L'Europe quant à elle se donne les moyens politiques, financières et humains pour réussir l'intégration et l'assimilation de nos jeunes.

La recommandation du Parlement Européen du 31 Janvier 2003 incite les Etats « à répondre aux besoins des jeunes migrants en mettant en lumière leur contribution positive au renforcement d'une société démocratique ».

Le Maroc se doit pour sa part d'intégrer cette jeunesse dans son processus de démocratisation. ■

# Aspects socio-économiques des jeunes marocains résidant en France

**C**ette étude se propose d'analyser quelques caractéristiques socio-économiques des jeunes marocains résidant en France. Dans, une première partie, elle s'attachera à évaluer le poids des jeunes en abordant la structure par âge et sexe de la population marocaine résidante en France, avant d'entamer l'historique de la vie en couple et les langues d'usage en famille transmises aux jeunes et par les jeunes.

Dans une seconde partie, cette étude tentera d'analyser deux aspects sensibles de l'intégration ou de

l'exclusion des jeunes immigrés marocains en France, à savoir, l'éducation et l'accès au marché du travail. Pour cela, il sera procédé à une analyse des parcours scolaires et professionnels des jeunes marocains, de leurs diplômes et taux de chômage.

Ces caractéristiques socio-économiques seront analysées selon une démarche comparative avec celles d'autres groupes d'immigrés et de l'ensemble de la population du pays d'accueil.

Par - Mohamed MGHARI, HCP  
- Brahim. El MOUAATAMID, HCP

Les données qui seront utilisées proviennent essentiellement de « l'Enquête sur l'Histoire Familiale (EHF) » réalisée par l'INSEE en 1999 auprès de 380.000 personnes âgées de 18 ans et plus. Les données de cette enquête ont été enrichies par appariement avec les données du Recensement Français de la population de 1999. Les 2.980 marocains de France retrouvés dans l'enquête ont servi pour dresser les quelques profils en question.



## Concepts et sources de données

Par **jeunes marocains de France**, on entend les personnes de 18-39 ans qui se sont déclarées comme "étrangers de nationalité marocaine" ou "français par acquisition, avec nationalité antérieure marocaine", au recensement français de 1999 et à l'enquête française sur l'Histoire Familiale (EHF) 1999.

Les deux sources de données utilisées pour réaliser cette étude sont donc le recensement et l'EHF, réalisés en France en 1999. Parmi les 380.000 enquêtés dans toute la France, l'EHF a cerné un effectif de 2.980 marocains en France des deux sexes et de tous les âges au-delà de 18 ans. C'est sur ceux-ci que portent

la plupart des informations rapportées dans les tableaux qui suivront (à partir du point 3).

## Structure par âge et par sexe des marocains de France

Au recensement de 1999, on a dénombré 728.333 marocains de France. Parmi eux, 506.305 sont de nationalité exclusivement marocaine et 222.028 personnes de nationalité française par acquisition (avec nationalité marocaine antérieurement, bénéficiant ainsi de la double nationalité).

Par ailleurs, en 1990, l'effectif des marocains en France était de 640.852 dont 572.652 (89,4%) sont de nationalité exclusivement marocaine. L'effectif global des marocains s'est donc accru selon un taux annuel moyen de 1,26%.

### Comparaison avec d'autres communautés

La comparaison en 1999, avec les autres communautés en France, originaires d'autres pays, révèle que les marocains

Marocains de France en 1999 par grands groupes d'âge. Recensement Français de 1999.		
ENSEMBLE	728 333	100,0
0 - 17	179 707	24,7
18 - 39	280 424	38,5
40 - 59	214 917	29,5
60 ou plus	53 285	7,3
<b>HOMMES</b>	<b>388 933</b>	<b>100,0</b>
0 - 17	91 591	23,5
18 - 39	139 019	35,7
40 - 59	122 702	31,5
60 ou plus	35 621	9,2
<b>FEMMES</b>	<b>339 400</b>	<b>100,0</b>
0 - 17	88 116	26,0
18 - 39	141 405	41,7
40 - 59	92 215	27,2
60 ou plus	17 664	5,2

## Structure par sexe et par âge des marocains de France Recensement Français de 1999

Groupes d'âges	Hommes	Femmes	Ensemble	%	Rapport de masculinité%
0-4	14 955	14 383	29 338	4,0	104,0
5-9	23 036	21 703	44 739	6,1	106,1
10-14	30 492	29 874	60 366	8,3	102,1
<b>Sous total 0-14</b>	<b>68 483</b>	<b>65 960</b>	<b>134 443</b>	<b>18,4</b>	<b>103,8</b>
15-19	40 536	38 538	79 074	10,9	105,2
20-24	37 428	36 817	74 245	10,2	101,7
25-29	28 706	28 851	57 557	7,9	99,5
30-34	28 933	27 788	56 721	7,8	104,1
35-39	26 524	31 567	58 091	8,0	84,0
<b>Sous total 15-39</b>	<b>162 127</b>	<b>163 561</b>	<b>325 688</b>	<b>44,8</b>	<b>99,1</b>
40-44	23 204	35 976	59 180	8,1	64,5
45-49	38 851	29 681	68 532	9,4	130,9
50-54	34 198	15 914	50 112	6,9	214,9
55-59	26 449	10 644	37 093	5,1	248,5
<b>Sous total 40-59</b>	<b>122 702</b>	<b>92 215</b>	<b>214 917</b>	<b>29,5</b>	<b>133,1</b>
60-64	17 377	7 132	24 509	3,4	243,6
65-69	10 092	4 402	14 494	2,0	229,3
70-74	4 095	2 718	6 813	0,9	150,7
75-79	2 367	1 795	4 162	0,6	131,9
80-84	1 127	1 002	2 129	0,3	112,5
85-89	563	615	1 178	0,2	91,5
<b>Sous total 60-89</b>	<b>35 621</b>	<b>17 664</b>	<b>53 285</b>	<b>7,4</b>	<b>201,7</b>
<b>Total général</b>	<b>388 933</b>	<b>339 400</b>	<b>728 333</b>	<b>100,0</b>	<b>114,6</b>

de France viennent, en terme d'effectifs, en second rang après les portugais (791.388). Ils dépassent ainsi les algériens (683.974) et les tunisiens (260.391). Parmi ces deux communautés maghrébines, les jeunes (18-39 ans) représentent respectivement 32,7% et 31,8% contre 38,5% pour les Marocains. C'est l'un des "taux de jeunesse" les plus élevés de France. Quant au vieillissement, les Marocains en souffrent nettement moins. Avec seulement une proportion de 7,3% des personnes âgées de 60 ans et plus, ils sont loin d'égaliser les 19,9% des algériens et 12,1% des tunisiens.

### Parité hommes/femmes

Concernant la structure par sexe des marocains en France, la parité est déjà atteinte chez les jeunes avec un rapport de masculinité légèrement en faveur des femmes (98,3% contre 114,6% pour l'ensemble, sans distinction de l'âge). Les hommes sont toutefois sur-représentés aux âges avancés (40 ans et plus). Les courants migratoires qui se féminisent de plus en plus font que la prédominance masculine des anciennes générations est en voie de s'estomper.

### Effectifs et pourcentage des jeunes et des femmes dans quelques autres communautés étrangères de France EHF de 1999

	Effectifs des originaires de			% par âges			% des femmes		
	Algérie	Turquie	Tunisie	Algérie	Turquie	Tunisie	Algérie	Turquie	Tunisie
<b>Ensemble</b>	<b>683 974</b>	<b>255 847</b>	<b>260 391</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>44,7</b>	<b>47,4</b>	<b>43,5</b>
0 - 17	71 273	76 644	56 388	10,4	30,0	21,7	49,1	48,2	48,6
18 - 39	223 941	115 349	82 817	32,7	45,1	31,8	50,7	48,4	47,4
40 - 59	252 481	52 947	89 715	36,9	20,7	34,5	45,2	43,9	38,1
60 ou plus	136 279	10 907	31 471	19,9	4,3	12,1	31,6	47,3	40,

Une illustration assez éloquentes de ces résultats pourrait être dégagée à travers les différentes pyramides des âges. A cet égard et avant de passer à la description des caractéristiques des jeunes marocains de France selon l'enquête EHF, il convient de dire un mot sur la qualité de l'enquête eu égard la représentativité de l'échantillon. La pyramide des âges des enquêtés nous révèle quelques éléments de satisfaction. Hormis la part importante des femmes échantillonnées, la répartition par âge des marocains à l'EHF ressemble bien à celle de tous les marocains de France (voire l'allure des pyramides des âges).

## Vie en couple des jeunes marocains de France

Le départ du domicile parental est souvent le premier pas pour la constitution du couple chez les jeunes. Il est tout à fait normal de constater que la proportion des jeunes qui se séparent de leurs parents augmente avec l'âge. Toutefois, il convient de noter que pour les 18-24 ans, presque le quart des garçons et 38% des filles vivent déjà hors domicile parental. Les jeunes filles quittent le domicile parental, en moyenne, à 20,7 ans, soit une année de moins que les garçons.

Concernant la vie en couple, proprement dite, presque trois jeunes hommes sur cinq et deux jeunes femmes sur trois déclarent, vivre ou avoir vécu, en couple. Cette proportion augmente, bien entendu, avec l'âge. Elle se situe à 23% et 33% chez les 18-24 ans et 91% et 94% chez les 35-39 ans respectivement pour les hommes et les femmes. A tous les âges, la proportion des jeunes, hommes et femmes, qui vivent en dehors du foyer parental, se situe aux alentours de 12%.

**Pourcentage des jeunes ayant quitté le domicile familial et âge moyen de départ du domicile parental. EHF, 1999**

% des départs		
	Masculin	Féminin
18-24	23,6	37,9
25-29	77,3	80,4
30-34	88,2	95,1
35-39	97,7	98,1
Age moyen au départ		
18-24	19,1	19,1
25-29	22,1	21,0
30-34	22,1	21,6
35-39	22,2	20,9
18-39	21,8	20,7
40 E+	21,5	19,6
Tout âge	21,6	20,2

Groupes d'âges	Hommes				Femmes			
	Est en couple	Etait en couple	Jamais en couple	Total	Est en couple	Etait en couple	Jamais en couple	Total
18-24	9,6	13,5	76,9	100,0	21,8	11,0	67,2	100,0
25-29	54,6	12,1	33,3	100,0	67,8	10,7	21,5	100,0
30-34	75,0	11,1	13,9	100,0	74,6	16,2	9,2	100,0
35-39	78,8	12,1	9,1	100,0	82,8	11,2	6,0	100,0
18-39	48,1	12,4	39,5	100,0	56,3	12,0	31,7	100,0
40 E+	83,4	11,5	5,1	100,0	77,2	17,2	5,6	100,0

L'examen de l'âge moyen de mise en couple pour les jeunes révèle que cet âge est plus précoce chez les filles que chez les garçons avec respectivement 21,6 ans et 25,5 ans. En outre, la concrétisation de la vie en couple par un mariage se fait dans 82,5% des cas chez les filles et 73% chez les garçons après une durée moyenne de vie en couple de 3,6 mois et 9 mois respectivement.

	Hommes			Femmes		
	Age de mise en couple	Age au mariage*	Diff. Moy.**	Age de mise en couple	Age au mariage*	Diff. Moy.**
Jeune	25,50	26,70 (73,1)	0,76	21,60	21,80 (82,5)	0,30
Pas jeune	26,66	27,01 (88,5)	0,44	20,93	20,87 (89,8)	0,27
Ensemble	26,22	26,89 (82,7)	0,54	21,31	21,36 (85,9)	0,29

\* Entre parenthèse, le % de ceux qui se sont mariés après la vie en couple.  
\*\* Différence moyenne entre l'âge de mise en couple et l'âge au mariage.

La rupture des couples est un phénomène qui touche aussi les jeunes marocains de France. Les couples non mariés sont les plus exposés à cette rupture. Aussi bien chez les garçons que chez les filles, environ 18% à 19% se séparent de leur premier conjoint avec lequel ils ne se sont pas mariés après 4 à 5 ans d'union. Les couples mariés, étant plus solides, se séparent dans environ 9% des cas après 6 à 7 ans de mariage.

La fréquence des remariages des jeunes non célibataires, quoique croissante avec l'âge, dénote une valeur de 6,7% chez les hommes contre 6,3% chez les femmes.

L'étude de la mixité des couples, indicateur majeur du degré d'intégration des marocains de France, est assez significative et marque une différence notable entre les deux sexes<sup>1</sup>. En effet, un peu plus de la moitié (52%) des unions de jeunes hommes marocains de France sont contractés avec des non marocaines de naissance dont 45% avec des natives de France. Ces deux proportions respectives sont de seulement 31,3% et 23% chez les jeunes filles. Auprès des non jeunes, hommes ou femmes, la vie de couple avec une personne non marocaine de naissance apparaît dans 20% des cas seulement.

Entre jeunes et non jeunes, le constat ne pourrait pas être forcément attribué à un changement d'attitude envers la mixité puisque les générations.

Entre jeunes et non jeunes, le constat ne pourrait pas être forcément attribué à un changement d'attitude envers la mixité puisque les générations naissent de plus en plus en France.

Mais entre hommes et femmes, le constat reste, tout de même, étonnant et mérite d'être étudié en profondeur. A priori, la contrainte religieuse, imposée aux filles, en matière de mariage mixte pourrait être avancée pour une première explication.

Durée moyenne de mise en couple et de mariage (en années) pour les couples interrompus.				
EHF, 1999				
	Hommes		Femmes	
	Durée de couple	Durée de mariage	Durée de couple	Durée de mariage
Jeune	4,5 (18,3)	5,6 (9,0)	5,8 (18,8)	7,3 (9,5)
Pas jeune	12,1 (21,0)	8,7 (10,3)	16,2 (25,3)	12 (11,3)
Total	9,5 (20,0)	7,7 (9,9)	11,4 (21,8)	9,8 (10,4)

\* Entre parenthèse, % des ruptures de couple ou de mariage

Pourcentage parmi les non célibataires de ceux et celles qui se sont marié(e)s au moins deux fois. EHF, 1999		
	Hommes	Femmes
18-24	-	-
25-29	1,6	1,6
30-34	5,2	8,2
35-39	11,8	9,8
Jeunes	6,7	6,3
Non jeunes	12	9
Total	10	8

## Langues transmises aux jeunes et par les jeunes

Comme la mixité des couples, l'étude de la transmission de langues, soit par les parents aux jeunes soit par les jeunes parents à leurs enfants, nous informe sur le degré d'intégration et sur l'évolution de l'usage des langues marocaines en migration. Le tableau 5.1 révèle que dans 52% des cas, le père ne communique carrément pas en français avec son enfant du sexe masculin contre 45% des cas avec son enfant du sexe féminin<sup>2</sup>. En

outre, l'usage exclusif du français, comme langue de communication avec les enfants, n'apparaît que dans 3% des cas aussi bien avec les garçons qu'avec les filles. Dans une proportion plus nette, la mère ne faisait carrément pas du français sa langue de communication avec son enfant. Environ 60% des jeunes déclarent que leurs mères ne leur parlaient pas du tout français à leur enfance. Ainsi, les pères et les mères faisaient très souvent (97% des cas) usage d'autres langues (avec ou sans le français) pour parler à leurs enfants dans leur petite enfance. Les langues d'usage ne pourraient pas être autres que l'arabe et/ou le berbère.

Pays de naissance du conjoint. EHF, 1999	Hommes			Femmes		
	Jeune	Pas jeune	Total	Jeune	Pas jeune	Total
France	45,2	13,3	24,1	23,7	8,8	16,1
Autres Europe	1,2	1,0	1,1	1,1	0,7	0,9
Algérie	4,4	4,2	4,2	6,5	7,1	6,8
Maroc	48,3	80,3	69,4	63,9	80,7	72,4
Tunisie	0,0	0,2	0,1	1,9	1,0	1,5
Autre Afrique	0,0	0,2	0,1	1,2	0,5	0,9
Autres pays	0,9	1,0	1,0	1,6	1,2	1,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

<sup>1</sup> Le critère retenu ici pour décrire la mixité est le pays de naissance du conjoint qui ne veut pas forcément dire sa nationalité. Ce critère étant plus significatif pour l'étude plus rigoureuse de la mixité.

<sup>2</sup> Il s'agit de la langue transmise à l'enfant lorsqu'il avait l'âge de moins de cinq ans.

Langues transmises aux jeunes par leurs parents. EH F, 1999						
	Hommes			Femmes		
	jeune	Pas jeune	Total	jeune	Pas jeune	Total
Type de langue transmise par le père						
Français uniquement	3,2	4,2	3,7	3,0	6,1	4,3
Français et autre langue occasionnelle	11,9	2,9	7,2	12,2	3,1	8,4
Français et autre langue habituelle	1,3	0,9	1,1	2,1	0,3	1,4
Français seulement occasionnelle	31,5	9,4	20,0	37,9	13,7	27,8
Pas de français du tout	52,1	82,7	67,9	44,9	76,9	58,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Type de langue transmise par la mère						
Français uniquement	3,0	4,6	3,9	3,2	5,6	4,2
Français et autre langue occasionnelle	11,2	2,8	6,9	11,0	2,9	7,6
Français et autre langue habituelle	0,6	0,1	0,4	0,4	0,5	0,4
Français seulement occasionnelle	24,8	5,4	14,8	27,9	7,6	19,5
Pas de français du tout	60,3	87,0	74,1	57,5	83,5	68,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Il en est autrement quand on examine les langues transmises par les jeunes à leurs enfants. 31% des jeunes hommes et 18% des jeunes femmes parlent uniquement en français avec leurs enfants .

Langue transmise par les jeunes parents à leurs enfants. EHF, 1999						
	Hommes			Femmes		
	jeune	Pas jeune	Total	jeune	Pas jeune	Total
Français uniquement	30,7	16,6	20,8	18,3	14,9	16,4
Français et autre langue occasionnelle	34,1	19,9	24,1	36,5	22,1	28,3
Français et autre langue habituelle	1,9	1,3	1,5	3,2	0,8	1,9
Français seulement occasionnelle	21,8	35,4	31,4	31,8	35,8	34,1
Pas de français du tout	11,5	26,8	22,3	10,2	26,4	19,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Un autre aspect d'intégration, non moins important, serait de savoir si les jeunes souhaitent retourner dans leur région d'enfance, en l'occurrence au Maroc<sup>3</sup>. En effet, les données démontrent que 21% des hommes et 23% des femmes souhaitent retourner contre 28% et 30% respectivement qui ne le souhaitent pas. La majorité (à peu près 40%) ne sait pas quoi répondre. Le reste, soit un peu moins de 10%, ou bien vivent déjà dans la région en question, ou bien n'ont pas répondu.

Souhait de retour à la région d'enfance pour ceux et celles qui sont né (e)s au Maroc*. EHF, 1999				
	Hommes		Femmes	
	jeune	Pas jeune	jeune	Pas jeune
Oui	21,1	33,2	22,7	31,6
Non	28,0	27,6	30,1	29,7
Ne sais pas	41,9	33,8	36,6	32,0
Y vit déjà	3,8	1,4	6,0	1,6
Non réponse	5,2	4,1	4,6	5,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

\* Ils constituent 83,5% de l'ensemble

<sup>3</sup> La question a été posée à tous les jeunes qu'ils soient nés au Maroc ou pas. Nous nous sommes limités ici à ceux qui sont natifs du Maroc.



## Parcours scolaire et professionnel des jeunes

La scolarisation des jeunes émigrés a toujours été un sujet de polémique dans les pays d'accueil. On parle ainsi, souvent d'un abandon scolaire plus fréquent chez cette catégorie de population, comparée aux non migrants. Avec tous ce que ce phénomène engendre en terme de manque de compétences et parfois de délinquance juvénile.

L'examen de la proportion des jeunes ayant quitté leurs études, par tranches d'âges, révèle qu'à 18-19 ans, déjà le quart des garçons et un peu moins des filles ne fréquentent plus un établissement scolaire. C'est la catégorie de ceux et celles qui n'ont probablement pas achevé leurs études supérieures (pourvue qu'ils les aient entamées). En revanche, à 22-24 ans, près de 30% des garçons et 20% des filles sont en cours de scolarisation.

Pour affiner ces résultats, on a examiné l'âge de cessation des études pour ceux qui ne fréquentent plus un établissement scolaire. Le quart de ces individus a déclaré avoir quitté l'école avant l'âge de 15 ans. C'est-à-dire avant même d'achever l'enseignement fondamental. En outre, l'âge moyen à la cessation des études se situe à 17,8 ans chez les garçons contre 17,3 ans chez les filles.

Néanmoins, cet âge dénote une nette amélioration quant au prolongement de la durée des études. Les 18-39 ans ayant quitté les études l'ont fait en moyenne à 19,7 ans pour les garçons et 18,5 ans pour les filles. Pour les 40 ans et plus, ces deux âges se situent à 16,5 ans et 16 ans respectivement. Les jeunes ont ainsi, en moyenne, plus de deux années de scolarité de plus que les non jeunes. Les garçons sont légèrement plus avantagés que les filles.

**Age de cessation des études pour les jeunes marocains résidant en France qui ne fréquentent plus un établissement scolaire. EHF 1999**

Age d'arrêt	Garçons		Filles	
	%	Cumul	%	Cumul
11E~	3,0	3,0	2,1	2,1
12-14	24,7	27,7	26,4	28,5
15-17	30,8	58,6	31,7	60,2
18-19	16,7	75,3	18,4	78,5
20-21	9,4	84,7	11,4	89,9
22-24	6,7	91,3	7,1	97,0
25E+	8,7	100,0	3,0	100,0
Total	100,0	---	100,0	---

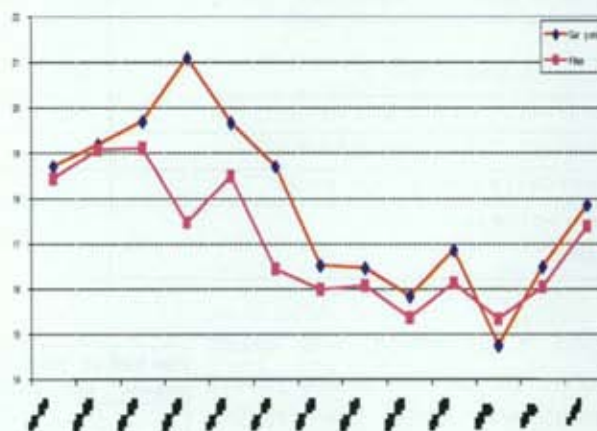
Les jeunes ayant quitté l'école sont soit actifs occupés, chômeurs ou inactifs. Parmi ceux de la tranche d'âge 18-24 ans, un garçon sur deux et trois filles sur cinq n'ont encore exercé aucun métier. Ces proportions chutent néanmoins de façon remarquable au groupe d'âges suivant (25-29) avec seulement 5% des garçons et 21% des filles qui sont restés toujours inactifs. Chez les hommes, hormis une légère reprise de l'inactivité à 30-34 ans, la tendance se poursuit à la baisse de l'activité pour s'annuler pratiquement au-delà de 40 ans.

La courbe de l'inactivité des femmes, selon l'âge, prend une forme en U. Ainsi, on se retrouve avec plus de la moitié des femmes de 40 ans et plus qui n'ont jamais exercé une activité. Celles-ci pourraient probablement être classées, en majorité, parmi les femmes au foyer. L'âge au premier emploi révèle une légère distinction entre les jeunes et les non jeunes.

**Pourcentage des jeunes marocains résidant en France ayant déjà quitté leurs études par âge et sexe, EHF - 1999**

Age	Garçons	Filles
18-19	24,1	22,4
20-21	66,2	55,7
22-24	71,0	79,9
25-29	93,6	93,9
30-34	96,5	98,9
35-39	98,5	100,0

**Age moyen de cessation des études selon l'âge des enfants ayant abandonné l'école, EHF - 1999**



**Pourcentages de jeunes marocains résidant en France qui ne sont pas scolarisés et sont toujours inactifs par âge et sexe. EHF 1999.**

Age	Garçons	Filles
18-24	50,7	60,3
25-29	5,0	21,5
30-34	6,9	27,0
35-39	1,5	41,4
40E+	0,4	51,3

Parmi les jeunes hommes, le tiers exerce une activité au cours de la même année de fin d'étude. 15% le font avant même de terminer leurs études avec une durée moyenne de 4 ans. Le reste, soit la moitié, adhère à un emploi en moyenne 2,4 ans après avoir terminé leurs études. Pour les femmes, 12% d'entre elles exercent une première activité 3,6 ans avant d'achever leurs études, 27% la même année et 61% après 4,3 ans d'attente. Ainsi, en moyenne, après l'arrêt des études, les hommes attendent huit mois et les femmes 2,2 ans avant d'exercer une première activité. C'est dire que les femmes rentrent plus tardivement que les hommes dans le marché du travail avec un retard moyen de 1,5 an.

Les non jeunes, hommes ou femmes, affichent, quant à eux, des durées d'attente supérieures à celles des jeunes avec 2,4 ans pour les hommes et 8,1 ans pour les femmes. Mais la plupart des non jeunes rentrent en activité après la fin des études (2/3 pour hommes et 3/4 pour femmes). Les jeunes s'insèrent de plus en plus dans le monde du travail avant d'achever leurs études en exerçant, entre autres, dans des activités dites à mi-temps, dans des stages rémunérés ou en alternant études et travail.

Age au premier emploi des jeunes marocains résidant en France selon les catégories d'âge. EHF, 1999

	Hommes	Femmes
18-24	19,2	19,3
25-29	20,1	20,7
30-34	20,8	21,8
35-39	21,4	22,8
<b>18-39</b>	<b>20,4</b>	<b>21,1</b>
40-59	18,9	24,9
60-6+	18,2	20,9
<b>40-6+</b>	<b>18,8</b>	<b>24,4</b>
<b>Total</b>	<b>19,5</b>	<b>22,3</b>

Répartition des jeunes marocains résidant en France et non jeunes selon le travail avant ou après la fin des études et durée moyenne séparant la fin des études et l'exercice d'une activité. EHF, 1999

	Hommes				Femmes			
	Jeunes		Non jeunes		Jeunes		Non jeunes	
	Durée	%	Durée	%	Durée	%	Durée	%
Travail avant fin étude*	-4,2	15,2	-3,89	12,0	-3,58	11,9	-4,46	7,8
Travail même année	0	32,3	0	22,7	0	26,8	0	18,8
Travail après fin étude	2,47	52,5	4,35	65,2	4,34	61,3	11,5	73,5
<b>Total</b>	<b>0,66</b>	<b>100,0</b>	<b>2,37</b>	<b>100,0</b>	<b>2,24</b>	<b>100,0</b>	<b>8,13</b>	<b>100,0</b>

\* Les chiffres négatifs indiquent, en valeur absolue, la durée travaillée avant la fin des études.

## Éducation et scolarisation

Selon la théorie du capital social, la situation des enfants d'immigrés à l'école est déterminée par les caractéristiques de leurs parents. Or les caractéristiques des parents immigrés sont plutôt défavorables sur le marché scolaire. Appartenant aux classes populaires et n'ayant pas ou peu fréquenté l'école, ils connaissent pour beaucoup d'entre eux d'importantes difficultés linguistiques en français, et n'entretiennent pas un rapport facile à l'institution scolaire.

Les études sur la mobilité sociale montrent cependant la promotion importante que connaissent les enfants d'immigrés quand on les compare à leurs parents. Il est certain que même dans le cas d'une scolarité courte dans le pays d'immigration, le niveau scolaire atteint est généralement bien supérieur à celui qu'ont eu les parents dans leur pays d'origine.

L'école ne constitue pas, a priori, un espace privilégié d'expression pour le racisme. Cela ne signifie cependant pas qu'elle se tient à l'écart des discriminations. Les discriminations ne résultent pas nécessairement de

dispositions racistes avérées, mais découlent d'un enchaînement, ou cumul, d'appréciations plus ou moins péjoratives ayant des conséquences sur les notations ou les décisions d'orientation.

Les effets des discriminations à l'école se combinent aux inégalités de capitaux sociaux et familiaux et sont perceptibles sur les parcours scolaires des enfants d'immigrés, que ce soit en termes de diplômes obtenus ou de filières suivies.

Les études sur les parcours scolaires des enfants d'immigrés montrent qu'à condition socio-économique comparable, et surtout à situation familiale identique, les parcours scolaires des enfants issus de l'immigration sont, à l'école élémentaire, comparables ou légèrement inférieurs à ceux des enfants d'origine française. Au collège, l'effet de l'origine immigrée serait plutôt positif une fois neutralisées les conditions sociales et familiales.

Ces études démontrent qu'il n'existe pas de préjudice attribuable intrinsèquement à l'origine immigrée, mais que l'essentiel des écarts de performance et de carrière scolaire est dû à la taille élevée des familles et à la situation sociale des parents.

Il n'en reste pas moins que la probabilité de rencontrer des familles nombreuses est particulièrement forte chez les immigrés notamment maghrébins, turques ou africains (61% des enfants d'immigrés vivent dans des familles ayant au moins 4 enfants, ce n'est le cas que de 15,5% des enfants de Français),

Par ailleurs, près de 80% des pères immigrés étaient ou sont encore, quand ils ne sont pas au chômage, ouvriers. Enfin, c'est dans les familles immigrées que l'on enregistre les plus forts taux d'illettrisme et qu'on observe les proportions les plus élevées de parents n'ayant pas suivi plus de 5 ans de scolarité : 63% des pères immigrés (66% pour les originaires du Maghreb et 77% pour les originaires d'Europe du Sud) et 64% des mères immigrées n'ont pas plus qu'un certificat d'études primaires, pour respectivement 25% et 33% des parents français.

Ces conclusions peuvent être utilement discutées avec les nouvelles données issues de l'enquête EHF. Le niveau scolaire de la seconde génération s'appréhende de façon simple par les diplômes obtenus. Les trois groupes de secondes générations faisant l'objet de cette étude s'inscrivent dans trois types de trajectoires scolaires.

Les sorties sans diplôme du système scolaire sont nettement plus fréquentes pour les "turcs" (plus de 46%, pour une moyenne de 24% en France), et les inégalités de genre sont prononcées. L'accès à l'université reste très rare.

Comme cela avait déjà été observé pour leurs parents immigrés, la seconde génération turque reproduit un modèle inégalitaire avec des sorties rapides de l'école pour les jeunes filles, tandis que les garçons continuent dans des filières professionnelles.

La seconde génération portugaise ne s'oriente pas beaucoup plus vers les études supérieures et privilégie les études professionnelles courtes. Les sorties précoces sont comparables à la moyenne en France. Situation paradoxale, les descendants de couple mixte franco-portugais réussissent moins bien que ceux qui ont des parents immigrés.

Contrastant avec ces deux groupes, la seconde génération marocaine obtient des positions relativement élevées, proches de la moyenne observée en France. Les taux d'accès aux filières générales sont mêmes supérieurs, alors que la fréquentation des filières professionnelles, orientation caractéristique des enfants des milieux populaires, est moins fréquente que la moyenne.

Ces résultats pour l'ensemble du groupe dépendent fortement des trajectoires suivies par les enfants de couples mixtes. Ces derniers connaissent des taux d'accès au baccalauréat et à l'université supérieurs à la moyenne en France, alors que les enfants de parents marocains se situent à un niveau beaucoup plus proche de celui des secondes générations turque et portugaise.

### Diplômes obtenus selon le sexe et la mixité des parents, seconde génération par origine, France, 1999, en %

		Sans diplôme	Formation professionnelle	Bac	Universitaire
Maroc	Hommes	26,1	25,1	25,6	23,3
	Femmes	22,6	21,9	27,3	28,3
	2 parents étrangers	30,9	29,8	24,1	15,2
	Parents mixtes	19,8	18,6	27	34,6
	Total	24,3	23,5	26,5	25,7
Turquie	Hommes	40,1	27,8	19,1	13,1
	Femmes	51,6	15,3	23,3	7,7
	Total	46,4	22,1	21,3	10,1
Portugal	Hommes	27,5	36,8	18,8	17
	Femmes	23,5	29	25,7	21,8
	2 parents étrangers	24,1	34,2	21	20,7
	Parents mixtes	30,1	30,6	24,6	14,6
	Total	25,5	32,8	22,3	19,4
Population	Hommes	24,1	32,7	19	24,3
	Femmes	24	24,6	22,5	28,9
Totale		24	28,7	20,7	26,6

Source : INSEE, EHF, 1999  
Personnes entre 18 et 40 ans.

La relative faiblesse des différences de genre, à l'avantage des femmes, pour les "marocains" et les "portugais" contraste nettement avec la situation des parents immigrés où les femmes n'avaient pas accès aux mêmes opportunités d'éducation que les hommes. L'égalisation relative des trajectoires constitue une rupture significative due à la scolarisation dans un système plus égalitaire et, paradoxalement, d'un investissement différentiel des familles selon le sexe des enfants. Les garçons sont plus facilement orientés vers des études courtes ou sont exposés au drop out, là où les filles vont rechercher dans le travail scolaire la possibilité d'une autonomie face à leur famille.

## Emploi et marché du travail

Les études sur les discriminations dans le marché du travail indiquent que la promotion sociale d'une génération à l'autre n'est pas intervenue, et qu'à l'exploitation des parents a succédé l'exclusion de leurs enfants du marché du travail.

Paradoxalement, l'égalisation des compétences qu'a connue la seconde génération dans son passage par l'éducation a renforcé l'exposition à une nouvelle forme de discrimination qui consiste à l'écarter du marché de

l'emploi ou à l'orienter vers des postes inférieurs aux qualifications.

Selon l'EHF, en dépit des hauts niveaux de qualifications obtenus dans l'école, la seconde génération marocaine connaît des difficultés importantes pour entrer sur le marché du travail (27,5% contre 17%).

Les taux de chômage enregistrés par la seconde génération turque atteignent le double de la moyenne nationale (34% contre 17%).

La seconde génération portugaise semble plutôt protégée et se situe à des niveaux de chômage comparables à la moyenne en France (19% contre 17%).

Ces disparités importantes sont accentuées pour la génération des enfants marocains et turques partis très jeunes en France (36% contre 17%).

Une très forte inégalité de genre dans le groupe turc, tandis que pour les marocains les écarts entre genre restent limités, inférieurs même à ceux observés en France.

La proportion de couples mixtes explique largement les différences entre générations.

### Taux de chômage selon le sexe et la "génération", par origine, France 1999, en %

		Hommes	Femmes	Ensemble
Maroc	Génération 1,5	30,6	41,5	36,1
	Génération 2	25,7	29,7	27,5
Turquie	Génération 1,5	26,7	50,2	38,3
	Génération 2	22,8	47	34
Portugal	Génération 1,5	12,1	19,4	15,4
	Génération 2	18,4	20,4	19,4
Population Totale		14,3	20,1	17

Source : INSEE, EHF, 1999  
Personnes entre 18 et 40 ans.

La variation du taux de chômage dépend en premier lieu du niveau de qualification.

Les sorties précoces sans diplôme enregistrent des taux de chômage élevés (Marocains et turques).

La seconde génération marocaine bénéficie d'une meilleure entrée sur le marché du travail que la génération 1.5, en particulier, pour les détenteurs du Bac.

Les 2 générations turques suivent sensiblement les mêmes niveaux, ce qui dénote la proximité entre elles. Elles

connaissent le taux le plus élevé dans la catégorie des sans diplôme (plus de 50%).

En revanche, les diplômés du supérieur marocains et turcs présentent un niveau de chômage relativement élevé (17% contre 10,9%).

L'explication des écarts observés fait intervenir différents paramètres qui tiennent aux caractéristiques et stratégies des acteurs et au fonctionnement du marché de l'emploi (mode de recrutement, réseaux de relations, critères d'employabilités, préjugés ethniques et raciaux). ■

### Taux de chômage des générations selon le niveau d'éducation et l'origine, France 1999 (en%)

		Sans diplôme	Formation professionnelle	Bac	Universitaire
<b>Maroc</b>	Génération 1,5	49,6	42,1	46,3	12,5
	Génération 2	48	36,8	25	17
<b>Turquie</b>	Génération 1,5	54,9	30,2	34,4	*
	Génération 2	56,2	33,5	32,3	17,2
<b>Portugal</b>	Génération 1,5	15,7	14,4	18,7	15,7
	Génération 2	29,6	21,9	16,4	10,4
<b>Population totale</b>		30,5	18,2	17	10,9

\* effectifs non significatifs.

Source: INSEE, EHF, 1999

Personnes entre 18 et 40 ans.

## ANNEXE

### Statut d'occupation de la seconde génération selon le sexe et l'origine, France, 1999 (%)

		Agriculteurs	Indépendants	Cadres supérieurs	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Chômeurs (a)
	Hommes	0,9	4,2	11,6	22,2	15,8	39,1	6,2
<b>Maroc</b>	Femmes	1	2,7	9	25,9	37,4	17,8	6,2
	Ensemble	0,9	3,5	10,4	23,9	25,8	29,3	6,2
	Hommes	0	15,7	8,3	1,5	10,8	63,8	0
<b>Turquie</b>	Femmes	2,3	0	2	13,7	34,5	36,7	10,9
	Ensemble	1	8,4	5,4	7,1	21,8	51,2	5
	Hommes	1,6	4,3	4,9	16,8	8,9	61,8	1,8
<b>Portugal</b>	Femmes	0,5	2,4	2,4	17,4	47,4	27,3	2,6
	Ensemble	1	3,4	3,7	17,1	27,5	45,1	2,2
<b>France</b>	Hommes	4,2	4,9	11,1	20,8	12,6	44,6	1,9
	Femmes	1,5	2,6	7,9	23	41	21,3	2,7
<b>entière</b>	Ensemble	2,9	3,9	9,6	21,8	25,8	33,8	2,2

Source : INSEE, EHF, 1999

(a) Chômeurs n'ayant jamais travaillé

Personnes entre 18 et 40 ans.

### Statut d'occupation de la seconde génération par type de parents, France, 1999 (%)

	Maroc		Portugal	
	2 parents	Parents Mixtes	2 parents	Parents Mixtes
Agriculteurs	1,1	0,7	0,7	0,9
Indépendants	3,4	3,9	3,4	2,7
Cadres supérieurs	5,6	11,9	3	4,1
Professions Intermédiaires	16,2	30,3	15,8	19,2
Employés	30,5	26,9	31	32
Ouvriers	32,4	24,2	44,2	39,3
Chômeurs	10,9	2,1	2	1,8

Source : INSEE, EHF, 1999,

Personnes entre 18 et 40 ans.

### Taux de chômage de la seconde génération selon le statut d'occupation, France, 1999 (%)

	Agriculteurs	Indépendants	Cadres supérieurs	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
<b>Turquie</b>	*	25	(0)	13,5	34,7	33,7	34
<b>Maroc</b>	*	23,4	4,5	11,6	27,3	32,9	27,5
<b>Portugal</b>	*	27,3	(0)	10	17,8	21,1	19,4
<b>Population totale</b>	11,3	14	5,2	9,7	17,8	19,8	17

\* : effectifs insuffisants ou non significatifs ; Source : INSEE, EHF, 1999 ; Personnes de 18-40 ans.

# Synthèse des travaux du séminaire

**R**éfléchir sur le Maroc de demain, faire appel à la prospective en vue d'en déduire des scénarios qui mettent en exergue les défis guettant le Maroc, élaborer en connaissance de cause une planification

rigoureuse et lucide, voilà une exigence majeure indispensable à l'action des pouvoirs publics. Une telle entreprise appelle une investigation patiente des différents secteurs de l'économie et de la société.

Par Mohamed ENNAJI - Professeur

La société marocaine est en pleine évolution tant dans sa composante économique que sociale et culturelle. Des changements rapides y ont cours. Sans aller jusqu'à interroger sa configuration en termes de groupes et de classes sociales, l'analyse de sa pyramide des âges met en relief un des défis présents et futurs du Maroc : la jeunesse. Qui est mieux placé que l'Administration du Plan pour faire prendre conscience d'un tel défi et de l'urgence d'y faire face. La présentation du Rapport de la Commission Supérieure de la Population pour l'année 2004 a été l'occasion idéale pour sensibiliser à cette problématique.



Aussi le Haut Commissariat au Plan a-t-il organisé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, un séminaire sur le thème de « la jeunesse marocaine : attitudes, comportements et besoins ». Des spécialistes venus de différentes disciplines: économistes, sociologues, démographes, statisticiens, psychiatres, philosophes, responsables des administrations concernées par la question, représentants de partis politiques, de syndicats, d'associations de jeunes ont été les protagonistes d'un débat fructueux et très animé motivé par l'importance stratégique des jeunes pour un pays comme le Maroc. Le patronage de sa majesté le Roi, la présence de plusieurs ministres de son gouvernement à l'inauguration de la rencontre sont un signe évident de l'implication des pouvoirs publics au plus haut niveau dans la problématique en question.

Les statistiques à elles seules, que contient le rapport de la Commission Supérieure de la Population, montrent à suffisance l'importance en question pour l'avenir du pays.

Quantitativement d'abord : en effet les jeunes marocains âgés de 15 à 24 ans représentent en 2003 près de 21% de la population totale. Sans entrer dans le détail de leurs caractéristiques, il convient de mentionner quelques éléments les concernant. Ils sont pour la plupart célibataires (99,5% pour les garçons et 92% pour les filles). Malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics, l'analphabétisme continue à sévir parmi eux avec des contrastes cependant selon le sexe : 42% pour les filles et 21,2% pour les garçons, et surtout selon le milieu puisque dans le monde urbain, on relève des taux de 8% pour les garçons et de 18,4% pour les filles alors qu'en milieu rural ils atteignent respectivement 35,3% et 70,6%. Si 23,6% des jeunes filles sont au foyer, 31,2% de l'ensemble sont toujours en formation et 35,8% exercent déjà une activité professionnelle contre 7,34% qui sont au chômage. Autant d'indicateurs essentiels avec d'autres concernant en plus de l'emploi et la formation, la santé, le niveau de vie et divers aspects caractérisant la jeunesse ainsi que l'a souligné le Haut Commissaire au Plan dans son intervention introductive au séminaire, rappelant l'importance de l'intelligence des mutations que connaît la jeunesse marocaine et sa nécessité pour l'élaboration d'un projet de société cohérent.

Deux jours durant, ce séminaire a porté sur quatre axes dans le cadre desquels les organisateurs ont tenté d'aborder la problématique des jeunes de façon pertinente englobant les aspects les plus porteurs. Les quatre axes ont traité successivement de la vie sociale des jeunes, de la vie économique, des rapports de cette tranche de la population à l'émigration et enfin en dernier lieu d'aspects liés à la vie civique et politique.

## Entre tradition et modernité

Il est indiscutable qu'en raison des changements intervenus tant dans les structures démographiques, que dans la dynamique économique, sociale et culturelle, les

jeunes sont porteurs de prémices de valeurs culturelles nouvelles annonciatrices de l'avènement de la modernité. Si une telle tendance est nettement perceptible à plusieurs niveaux dans les comportements des jeunes ainsi que dans leurs relations avec le milieu ambiant, il n'en demeure pas moins que la situation est plus complexe et que valeurs « traditionnelles » et « modernes » s'entrecroisent en raison de la particularité de la présente phase d'évolution de la société marocaine.

C'est ainsi que les normes et les idées connaissent un bouleversement d'une génération à l'autre. Les jeunes de nos jours sont nettement plus instruits que les parents, l'autorité parentale en subit une érosion certaine, notamment dans ses volets religieux et moral. Le processus d'individuation, manifestation centrale de la modernité s'affirme nettement. Les jeunes, sur de nombreux plans, adoptent des comportements indépendants de la famille, notamment lorsqu'il s'agit du choix du conjoint ou dans le rapport à l'historique familial. Toutefois l'émergence de telles valeurs s'accompagnant d'une contraction de la solidarité familiale s'inscrivant dans la logique du passage d'un modèle communautaire à un modèle sociétaire, ne se fait pas sans difficultés. Mais une telle tendance est freinée par les nombreux obstacles que les jeunes rencontrent dans la phase d'insertion dans la vie active. La famille demeure de ce fait un rempart solide auquel le jeune recourt et qui le protège. Le changement se négocie ainsi à travers des équilibres continuels dont la nature et la cohérence sont dictées pour une part importante par l'intensité des transformations économiques et le degré de croissance notamment. Mais l'économie est loin d'être le seul déterminant en jeu, à preuve, ainsi que le révèlent différentes enquêtes, l'attachement persistant des jeunes à des valeurs fortes traditionnelles, notamment celles liées au domaine religieux qui continue à dicter nombre de leurs choix et à modeler leurs représentations.

### Comportements des jeunes et maturité

Il y a ainsi chez les jeunes une sorte de jeu de bascule entre modernité et tradition, autrement dit une articulation des représentations et des comportements spécifique à des sociétés où une transformation radicale ne réussit pas encore à imposer totalement et exclusivement sa loi. Les indicateurs sur le niveau de formation des jeunes, ceux décrivant les liens sociaux où ils sont impliqués ainsi que les modalités de ces liens, ou ceux se rapportant aux

comportements et aux représentations des jeunes se révèlent en effet, dans cette optique d'une grande importance. Ils rendent compte du degré de maturité d'une jeunesse, de sa maîtrise et de sa confiance en soi. Ils sont particulièrement significatifs du chemin parcouru par une société, du stade de transition atteint, du passage de témoin entre anciennes et nouvelles générations. Ils révèlent dans quelle mesure les jeunes ont fait le deuil du passé pour affronter les défis réels de l'avenir. Loin d'être des indicateurs propres à la jeunesse, ils sont en réalité porteurs de sens quant au degré d'évolution de la société dans sa globalité car ils concernent ses secteurs moteurs. Ils montrent aussi, notamment quand ils traitent des aspects liés à la formation et à l'emploi, le degré de cohésion sociale compris ici en termes de rapports de générations. Plus les modalités de formation sont adaptées aux besoins des jeunes, moins le niveau de sous emploi est élevé, et plus l'intégration sociale est réussie. Ce qui rend la communication entre les composantes sociales nettement plus forte qu'en situation de crise prolongée où la marginalisation de secteurs importants de la jeunesse perdure et peut être annonciatrice de ruptures.

C'est dans ce sens que appréhender les comportements des jeunes est essentielle à la compréhension du présent et à la négociation de la transition, plus particulièrement encore lorsqu'il est question des comportements à risque. De tels comportements qui sont révélateurs de tant de fragilités, sont certes caractéristiques de la jeunesse de façon générale, espace précaire par définition. Mais une jeunesse en proie aux difficultés dans une société qui elle-même, fait face aux crises est plus sujette à de tels comportements. Sans entrer dans la diversité liée au genre ou à l'appartenance sociale, les différentes formes de délinquance, d'agressivité sont plus accentuées ici ou là selon le degré d'avancement d'une société et les moyens de régulation et d'équilibre sociaux existants.

### Pour des réponses sociales efficaces

C'est pour cet ensemble de considérations que le séminaire a accordé une importance particulière à la place des jeunes dans la société marocaine qui a constitué un axe fondamental. Toute vision prospective passe par une connaissance approfondie des données liées à cet aspect. Des interventions en rendent compte dans le présent numéro. Si décrire les comportements des jeunes a constitué un volet important, l'interrogation des réponses



apportées par la société aux besoins ainsi qu'aux fragilités relevées chez les jeunes est capitale.

Ces réponses ne se révèlent pas souvent, en effet, efficaces. Ils sont même ambivalentes, inadaptées et contradictoires, et cela que ce soit à l'échelle des réponses de la famille ou des pouvoirs publics. De telles situations ne sont pas toujours le produit d'une insuffisance de moyens mais le résultat d'un manque de cohérence au niveau global ou d'une déficience dans la communication. Les différences de niveau culturel dans le milieu familial peuvent ainsi engendrer de telles déficiences quand il ne s'agit pas tout simplement d'une absence totale de communication. L'école censée, pour sa part, être un espace d'information, peut se révéler dans certains cas incapable de délivrer un message clair et cohérent, notamment lorsqu'il est question de risques liés à la sexualité. A un niveau plus global, les médias, notamment pour des raisons mercantiles, peuvent produire des discours en contradiction avec les intérêts des jeunes. De telles situations grèvent la capacité préventive de la société face aux risques qui guettent la jeunesse et appellent une prise de conscience plus aiguë de ces problèmes.

Les différents paliers d'intervention des acteurs sociaux concernés et habilités à traiter de ces risques doivent indiscutablement faire l'objet d'une mise en cohérence grâce à une meilleure communication en vue d'une action concertée et efficace. Les jeunes se plaignent en effet de l'insuffisance institutionnelles que ce soit à l'école ou en dehors de celle-ci. C'est ce qui a incité certaines administrations concernées à faire preuve de plus de vigilance en adoptant des stratégies mieux appropriées comme c'est le cas de l'administration de la santé. A partir de tels cas il s'avère indispensable de prévoir des actions plus adaptées basées sur une meilleure connaissance des difficultés de la catégorie en question et privilégiant dans cette perspective une action de plus grande proximité. L'association des représentants de jeunes à ces actions et notamment par le biais du milieu associatif est tout à fait indiquée en vue d'affiner les modes d'intervention et de leur donner plus de crédibilité.

A quelque échelon d'action que ce soit, et pour l'ensemble des risques de comportement allant des ceux liés à la sexualité, au tabagisme ou à la drogue, la participation des jeunes se révèle comme le mode de communication le plus efficace pour toucher et sensibiliser les jeunes

concernés. L'action culturelle peut se révéler décisive à ce niveau par la prise de conscience qu'elle peut engendrer et en tant que moyen de mobilisation essentiel. Les débats intervenus le long du séminaire sur la jeunesse ont attiré l'attention sur les carences actuelles en matière culturelle et sur l'urgence d'y faire face. Les espaces classiques de socialisation ne semblent pas avoir apporté les réponses adaptées dans ce cadre, d'où la nécessité de réflexion sur la création de structures plus appropriées.

### Une intégration globale nécessaire

L'intégration des jeunes à la vie économique et culturelle est essentielle. Le désir d'émigration chez les jeunes, phénomène historiquement normal et habituel dans les pays en voie de transition, traduit cependant les difficultés grandissantes d'insertion dans la vie active et l'incapacité du modèle culturel dominant à motiver la jeunesse. L'hémorragie de forces productives qui peut en résulter peut grever sérieusement le capital humain du pays si des mesures ne sont pas prises pour y faire face. Le séminaire a attiré l'attention sur cet aspect précisément en raison de l'importance qu'il revêt pour le développement futur du Maroc.

C'est pour cette raison que donner la parole à la jeunesse est essentiel. Le dialogue est incontournable dans la construction d'une nation moderne et démocratique. Il l'est aussi parce qu'il demeure le moyen le plus efficace pour traiter les problèmes qu'affrontent les jeunes. L'intégration des jeunes passe par le renforcement parmi eux de l'esprit citoyen et patriotique. Aussi leur présence dans l'espace politique et leur intervention effective dans la prise de décision ne peut que conforter le Maroc dans l'édification d'une société moderne. ■

## Retenu pour vous

### Chiffres caducs

Ne faisant que reprendre les chiffres du Haut Commissariat au Plan (HCP) sur la croissance du PIB pour les années 2003 (5,5%), 2004 (3,5%, non définitif) et celui prévisionnel du Ministère des Finances pour 2005 (3%), le rapport annuel sur les économies du continent africain édité conjointement par la BAD et l'OCDE ne nous a pas moins été servi, par les medias, comme un scoop. Le fait est que les chiffres contenus dans ce rapport sont, comme disait l'autre, caducs; pour une raison simple, celui-ci a été établi bien avant que le HCP ait révisé les taux relatifs aux années 2004 et 2005.

### Bonne nouvelle pour le système statistique national !

Impressionnée par « la quantité et la qualité du travail accompli depuis sa dernière visite », la mission du FMI au Maroc a jugé le Maroc éligible à la Norme spéciale de diffusion des données. Le Maroc sera ainsi le 61ème pays dans le monde à souscrire à cette norme (avant la fin de l'année 2005) et à bénéficier des avantages sous-jacents. La reconnaissance internationale de la crédibilité de notre système statistique ne manquera pas de donner un grand coup de pouce, notamment, à l'investissement étranger dans notre pays.

### Le commissaire français au Plan au Maroc

Sur invitation de son homologue marocain, le patron du Plan en France et non moins philosophe, A. Etchégoyen, a donné trois conférences (deux à Rabat et une à Casablanca) sur les thèmes « Plan et prospective », « Vers une économie et une société de l'infidélité » et « Quelles formes d'entreprise dans une économie mondialisée ? ». Si tout le monde a été séduit par la démonstration philosophique du conférencier sur l'extension de l'infidélité et l'impératif d'adaptation continue, notamment des entreprises, pour mériter cette denrée, précieuse puisque de plus en plus rare, qu'est la fidélité, il n'en a pas moins laissé pantois plus d'un en exprimant des doutes sur l'utilité de la transparence en tant que mode de gestion. M. Etchégoyen préférerait la confiance et la responsabilité!

### Séminaire sur la croissance économique et l'emploi au Maroc

Le Haut Commissariat au Plan a entamé une série d'études approfondies pour mieux appréhender certaines grandes problématiques socio-économiques que connaît notre pays et qui ont été identifiées lors des travaux d'évaluation du Plan

quinquennal 2000-2004. C'est ainsi que, outre les sujets afférents à l'articulation entre les secteurs agricole et non agricole, aux déterminants de la pauvreté et de sa reproduction sociale, à la transition démographique, le Haut Commissariat au Plan s'est attelé à l'étude de la relation entre croissance économique et emploi et a, ainsi, élaboré un rapport qu'il compte soumettre à discussion dans le cadre d'un séminaire international. Ce séminaire, qui aura lieu les 20 et 21 juin 2005, sera également consacré à des présentations qui traiteront des différentes facettes de cette relation tant sur le plan théorique qu'empirique. Des études de cas relatifs à des pays et à des régions du monde (notamment l'Amérique latine) seront également présentées et devront permettre de tirer profit des expériences des politiques économiques et des politiques de l'emploi menées sous d'autres cieux. Interviendront dans cette rencontre, des chercheurs et experts nationaux et internationaux ainsi que des représentants de l'Union européenne, du BIT, de l'OCDE, de la Banque mondiale, du Centre français de recherche sur l'emploi et de l'INSEE.

### Quand la Chine se réveillera...

« Plaçons aussi le débat avec la Chine sur le plan politique. N'oublions pas que cette dernière développe un capitalisme agressif de type privé mais, qui en fait, est largement maîtrisé par l'Etat ».

Ahmed Lahlimi Alami  
in l'Economiste n° 2025, mai 2005.

### La femme et le politique !

A la question de savoir si les femmes devaient être plus nombreuses dans les partis politiques, 59% des Marocains ont répondu par l'affirmative (selon une enquête récente, sur les changements dans le statut et les rôles de la femme, réalisée par le HCP). Seulement, à l'examen des réponses par sexe, on se rend compte que, n'eût été la position franchement misogyne d'une bonne partie des représentants du soi-disant sexe fort qui l'a tiré vers le bas, ce chiffre aurait été encore plus honorable : en effet, en milieu urbain, 69% des femmes, contre seulement 57% des hommes, ont répondu oui et en milieu rural, ces pourcentages étaient respectivement de 63% et... 43%. ■

# دفاثر النخب طبط



ملف خاص

الشباب المغربي  
السلوكات، التصرفات والحاجيات



# محتوى العدد

## ■ أعمال الندوة حول «الشباب المغربي: مواقف،

سلوكات وحاجيات» المنظمة بالرباط يومي 14 و 15 مارس 2005

### ■ خطاب افتتاح الندوة (بالعربية ص 4) (بالفرنسية)

من طرف السيد أحمد الحليمي علمي ص 4

- ملخص تقرير اللجنة العليا للسكان (بالعربية ص 8) (بالفرنسية)  
بقلم الكتابة التقنية ص 8

### ■ الحياة الاجتماعية للشباب

- الشباب : مرحلة معقدة بين الطفولة وسن الرشد (بالفرنسية)  
بقلم م.ف بنشقرن ص 12

- الشباب والوطنية والمواطنة (بالفرنسية)  
بقلم عبد الكبير الخطيبي ص 21

- الشباب في مواجهة الأخطار المترتبة عن السلوك الجنسي والتدخين وتعاطي المخدرات (بالفرنسية)  
بقلم إدريس بنسعيد ص 23

- الأنشطة الثقافية والترفيه لدى الشباب (بالفرنسية)  
بقلم - محمد عواد

- المصطفى بالروين ص 38

### ■ الحياة الاقتصادية للشباب

- أشكال النشاط الاقتصادي التشغيل والبطالة لدى الشباب (بالفرنسية)  
بقلم مصطفى أمرني علوي ص 47

- نمط الاستهلاك واحتمال الفقر لدى الشباب (بالفرنسية)  
بقلم عبد القادر تيتو ص 57

### ■ الشباب والهجرة

- الشباب والهجرة (بالفرنسية)  
بقلم محمد الخشاني ص 62

- علاقة الشباب المنحدر من الهجرة مع المغرب : أي مستقبل؟ (بالفرنسية)  
بقلم إبراهيم أوثلح ص 71

- الخصائص السوسيو اقتصادية للشباب المغربي المقيم بفرنسا من خلال البحث حول العائلة (بالفرنسية)  
بقلم - محمد المغاري

- ابراهيم المعتمد ص 77

### ■ ملخصات باللغة العربية ص 12

- ملخص أشغال المنتدى (بالعربية ص 18) (بالفرنسية)  
بقلم محمد الناجي ص 88

- انتقينا لكم (بالعربية ص 21) (بالفرنسية) ص 91

# ندوة حول الشباب المغربي



منظر من المنصة أثناء الافتتاح

إن اللجنة العليا للسكان التي أحدثت، كما تعلمون، سنة 1966، وتم تفعيلها منذ سنة 1998 هي قبل كل شيء إطار للتفكير والتشاور وتنسيق جهود كافة الفاعلين على المستوى الوطني والجهوي في مجال السكان.

فلماذا، والحالة هذه، اختيار الشباب كموضوع لهذا الملتقى ؟

ذلك أن الشباب في حد ذاته يعد مرحلة معقدة من مراحل النضج، تتميز بالتحول من تبعية الطفولة إلى استقلالية مرحلة الرشد، والتدرج في مختلف مستويات المسؤولية التي تمد الشباب بمجموعة من الحقوق وتفرض عليه مجموعة من الواجبات في بلد يعرف فيه المجتمع تحولات عميقة تؤثر في حدود فئاته العمرية، وبالذات في بنياته وأهمية مكوناته وحاجياته على السواء.

وبموازاة مع هذا فإن حجم هذه الفئة من السكان يمنحها موقعا

خطاب السيد أحمد الحليمي علمي  
المنسوب السامي للتخطيط

وأنا أعلن افتتاح هذه الدورة للجنة العليا للسكان، يشرفني في البداية أن أعبر عن فائق عرفاننا وامتناننا لصاحب الجلالة محمد السادس نصره الله، الذي شرف برعايته السامية هذا اللقاء حول التقرير السنوي للجنة العليا للسكان الذي يتمحور هذه السنة حول الشباب بعدما سبق أن كان قد تناول في سنتي 2002 و2003 على التوالي، الفقر والسكن.

فاسمحوا لي بعد هذا أن أتقدم بالشكر للسادة الوزراء والأصدقاء، الدكتور محمد بيد الله، وزير الصحة، والسيد محمد سعد العلمي الوزير المكلف بالعلاقات مع البرلمان و السيد محمد الكحص، كاتب الدولة في الشباب لقبولهم مشاركتنا إعطاء انطلاقة هذين اليومين الدراسييين.



#### لائحة الندوة

على ما يبدو لي، تواجه هذه الفئة من السكان، يتعلق الأمر بقضايا الشغل وظروف العيش والسلوكات المعرضة للمخاطر التي تتهددها على الأرجح من جراء تأثيرات هذين العاملين.

وهكذا يبدو أن مجال التشغيل يشكل محور الانتظارات الأكثر حضورا في اهتمامات هذه الفئة من السكان. فقد بلغ معدل البطالة سنة 2004 لدى هؤلاء الشباب 15,4% مقابل 10,8% على المستوى الوطني ويكتسي هذا التباين دلالة أكبر إذا علمنا أن 61,6% من هؤلاء الشباب الذين يتوفرون على شغل يعملون دون مقابل، وأن 23,2% هم من الإناث الملامات لبيوتهن دون أن يكن متمدرسات ولا مشغلات، وبالتالي فلا يتم اعتبارهن كطالبات للشغل.

من جهة أخرى فإن معدل البطالة يرتفع مع ارتفاع مستوى الشهادة المحصل عليها، إذ ينتقل من 7,7% لدى الشباب الذي لا يتوفر على أية شهادة إلى 28,1% بالنسبة لحاملي الشهادات ذات المستوى المتوسط ليصل إلى 61,2% لدى حاملي الشهادات ذات المستوى العالي.

أما فيما يتعلق بظروف العيش، فيبدو أن تأثير الفقر على الشباب البالغ من العمر بين 15 و 24 سنة يضاهي مستواه على الصعيد الوطني (14% مقابل 13,7%). وتهم ظاهرتهم، على شاكلة المستوى الوطني، العالم القروي بالدرجة الأولى، حيث تصل نسبته 74% من الشباب الذي تنطبق عليه مواصفات الفقر النسبي.

وفي نفس السياق، يتضح أن تحسن مستوى العيش يوازيه تغيير سواء في مستوى المصاريف الفردية للشباب أو في بنيتها. وهكذا فمتوسط

خاصا في حياة بلادنا. فوزنها الديمغرافي على الخصوص، كما يتضح من خلال التقرير الذي يشكل محور أشغالكم، ما فتئ يتزايد طيلة الأربعين سنة الأخيرة، إذ انتقلت نسبته من 14% سنة 1960 إلى حوالي 21% سنة 2004.

وها أنتم ترون الأهمية التي تمثلها المواضيع التي ستخصص لها أعمالكم، والحوار الذي سيتخللها. ولي اليقين أنها ستفضي إلى مزيد من توضيح الواقع الديمغرافي والاقتصادي والوطني للشباب ببلادنا وتساعد على فهم جيد لسلوكات الشباب ومواقفهم وحاجياتهم. وتؤدي في نهاية المطاف كما هو منتظر، إلى استنتاجات وتوصيات تساهم في توسيع مجالات سياسة القرب لصالح الشباب كما تنص عليها تعليمات صاحب الجلالة وتطوق بمسؤوليتها عنق الحكومة والجماعات المحلية وجمعيات المجتمع المدني والأحزاب السياسية على السواء.

إن وفرة المواد المدرجة خلال هذين اليومين من الكثافة بحيث لا يليق بي أن أثقل كاهلكم بخطاب يتناول بالتفصيل خاصيات هذه الفئة العمرية والطاقة التي تتوفر عليها كأداة لدينامية وتطوير المجتمع ويوضح ما استفادت منه من جهود البلاد في مجال الصحة والتربية والتكوين. فسأكتفي فقط، بالنسبة لهذه النقطة الأخيرة، باستحضار المعدلات في ميادين محو الأمية والتكوين والتي تتجاوز المعدلات الوطنية إذ تصل هذه المعدلات في الميدان الأول إلى 68,4% مقابل 55% على الصعيد الوطني وفي الميدان الثاني إلى 30,6% مقابل 9,6% على صعيد مجموع السكان الذين تزيد أعمارهم عن 15 سنة.

وبالمقابل سأقف، إذا سمحتم، ولو بعجالة على أهم المشاكل التي،

الوطنيين والجهويين والمحليين ضرورية، ومن الضروري تكثيفها وتوسيع مجالها.

وأريد، في هذا الصدد، أن أعبر عن تقديري الخالص للعمل الذي تقوم به في هذا المجال مختلف جمعيات المجتمع المدني وأضم صوتي إلى صوت كل أولئك الذين يقدرون بكيفية عالية نشاط مؤسسة محمد الخامس للتضامن التي تعطي أهمية خاصة في برامجها للتنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية لصالح الشباب المغربي بالذات. وستقفون في أشغالكم، دون شك في تقييم هذا النشاط معبرين عن

الاعتبار الكبير لهذه المؤسسة المحترمة وعن التشبث الدائم للشباب المغربي بمؤسسها العظيم.

وفي نفس السياق، لا أريد أن يفوتني، لو سمحتم، أن أعبر عن العمل الناجع والإيجابي الذي تقوم به جمعيات التنمية المحلية، التي تلعب دورا مهما في النهوض بالاقتصاد الاجتماعي ببلادنا، وكذا الدور الذي تقوم به جمعيات

الشباب المقاوم ومنتدى شباب الألفية الثالثة، تلك الجمعيات التي لها دور كبير في إنكفاء وإرادة الإنتاج والسمو نحو الكمال لدى شبيبتنا.

اسمحوا لي إذا تجرأت، بحكم الرابطة العاطفية الخاصة التي تجمعني بهذه الجمعيات، على التعبير عن تشكراتي الخاصة والخالصة لها، لكونها خلال جميع المناسبات التي عاشتها فيها، غدت لدي الثقة بالمستقبل ومدتني بالتفاؤل الدائم. تلك الثقة وذلك التفاؤل اللذان كانا دائما حافزي على النشاط طوال حياتي النضالية والمهنية.

إذا كانت وضعية هذه الفئة العمرية، والتي ستشكل موضوعا لأعمالكم، خلال هذين اليومين، تعتبر مجرد مرحلة انتقالية بالنسبة

المصاريف الفردية يصل سنويا إلى 200 درهم بالنسبة لـ 20% من هؤلاء الشباب الأكثر فقرا إلى 1731 درهم بالنسبة لـ 20% من الأكثر يسرا من بينهم، فيما تتراوح المصاريف المخصصة للترفيه والثقافة ما بين 2% بالنسبة للعشرينية الأولى إلى 9,6% بالنسبة للعشرينية الثانية.

أما فيما يتعلق بالسلوكات المعرضة للمخاطر، والتي تهدد هذه الفئة من السكان، فإنه يمكن ملامستها من خلال نسبة المصاريف في ميزانية الاستهلاك المخصصة لاقتناء التبغ والمخدرات والتي تصل إلى 13,3%، أي ما يقارب ضعف المصاريف المخصصة للترفيه

والثقافة، كما أنها أكثر ارتفاعا داخل ميزانية الـ 20% الأكثر فقرا حيث تمثل 22,9% بالمقارنة مع تلك الخاصة بالـ 20% الأكثر يسرا حيث لا تمثل سوى 8,4%.

على مستوى آخر تعد عواقبه أكثر وخامة، حيث تشير الإحصائيات المتوفرة أن الأمراض المنقولة جنسيا والسيدا تهم أكثر الفئة العمرية لـ 15-29 سنة (25% من الحالات المصرح بها)

وفئة 30-39 سنة (44% من الحالات المصرح بها).

من حقنا أن نتساءل حول نسبة هذه المشاكل الثلاث التي تطرقنا لها هنا. وبالفعل، يمكننا أن نعتبر أن وضعية هذه الفئة العمرية، بدأت على كل حال تندمج في المجتمع وأن المشاكل التي تواجهها ترتبط بهذه الظرفية التي تعيشها.

وعلى هذا، فتكثيف سياسة ملائمة لتأطير هذه الفئة في مجال التكوين والثقافة والترفيه والتنشيط الاجتماعي والتربية الوطنية، كل هذا من شأنه أن يحد من آثار هذه المشاكل ويفتح باب الأمل والثقة في الغد لهذه الفئة من أجل تعبئتها وإدماجها في الحياة الاقتصادية والاجتماعية والسياسية للبلاد. أكيد أنه في جميع الأحوال، تكون مثل هذه السياسات التي يضطلع بها مختلف الفاعلين



جانب من الحضور

كل هذا، يجب أن يحثنا جميعا، كفاعلين اقتصاديين واجتماعيين وسياسيين ومجتمع مدني، على التعبئة والعمل من أجل رفع مستوى كفاءة برامجنا ومناهج عملنا وحضورنا على الساحة لتحقيق الأهداف التي حددها لسائر الأمة صاحب الجلالة الملك محمد السادس. ولنكون في مستوى توجيهاته السامية ومبادراته وإنجازاته التي مافتى يقدمها للبلاد من خلال انخراط جلالته بشخصه الكريم وفي كل المجالات الوطنية. فالإنجاز الملموس ويوتيرة سريعة للأولويات التي حددها جلالته للعمل الوطني في خطابه السامي ليوم 10 أكتوبر 2003 أمام البرلمان، والتي تتعلق بالاستثمار المنتج للشغل والتعليم النافع وإحداث ظروف عيش كريم بالنسبة للجميع، وهذا لا يتأتى إلا بتعبئة جميع القوى الحية في البلاد من أجل بلوغ نمو مرتفع وتوزيع عادل للأعباء والفوائد التي توكبه، وذلك لصالح مجموع السكان والجهات والأجيال في المملكة.

وأذاك ستنتفتح تدريجيا جميع الفئات العمرية، بفضل تضافر جهود الجميع، على الإيمان الراسخ بما ينطوي عليه مستقبلها المشترك من آفاق واعدة. ■

للشباب الذي يكونها، وأن جهودا للتأطير أكثر تنوعا وأكثر كثافة تبقى ضرورية لضمان ثقتها بالمستقبل، فإنه يمكننا أن نتساءل إذا ما كانت هذه الأعمال وحدها كافية للحصول على النتائج المتوخاة.

إن هذه الحالة لن تتحقق إلا إذا كانت الفئات العمرية التي تكبرها مباشرة من حيث السن، أي التي تمثل الفئة العمرية التي هي مقبلة على الاندراج فيها، تتميز وضعيتها بظروف أحسن، لأن الواقع المعاش للشباب يتغذى بالتأكيد من صورة المستقبل التي يستقيها من واقع الفئة التي تكبره سنا. فمستقبله هو في النهاية حاضر أمامه ويتجسد في وضعية الفئة المكونة من الذين يفوقونه سنا. فمن المحبذ أن تشكل وضعية الشغل وظروف العيش لهذه الفئات تشجيعا كبيرا لهؤلاء الشباب ويجعل المشاكل التي يصادفونها في حياتهم اليومية تكتسي في ذهنهم صبغة النسبية، وهذا ما لا يتوفر بعد في بلادنا بالمستوى المطلوب. فنسبة البطالة لدى الفئة العمرية 25-34 سنة لا تزال مرتفعة إذ تصل إلى 16,4% سنة 2004، فيما تصل هذه النسبة إلى 42,1% لدى حاملي الشهادات من مستوى عال مقابل 27,1% لدى مجموع حاملي الشهادات العليا الذين تزيد أعمارهم عن 15 سنة على الصعيد الوطني. أما معدل الفقر النسبي لدى فئة 25-34 فلا يزال مرتفعا ويصل إلى 10,3%.

037 77 30 08

فاكس : 037 77 31 34

أكدال - الرباط

**الإيداع القانوني**

2004/0139

ISSN 1114-8411

**منشورات المندوبية السامية للتخطيط**

البريد الإلكتروني : lescahiersduplan@yahoo.fr

www.hcp.ma

الموقع الإلكتروني :

**إنجاز وهندسة**

Enigma 037 76 47 49 - الرباط

**المطبعة**

المعارف الجديدة 037 79-47-08/09 - الرباط

- محمد أبزاعد

- عبد الرحمان حواس

- عزيز أجبيلو

- مصطفى أفقيير

- أحمد اجميلة

- جمال بورشاش

- محمد دويدش

- علي العقاوي

- عبد الحق علالات

- محمد غرماوي

- عبد العزيز معلمي

**المراجعة والتنسيق**

- السعيدة حومي

**الناشر**

المركز الوطني للتوثيق

هاتف : 037 77 10 32

037 77 09 84

## دفائر الخطيب

هاتف :

037 76 28 20

037 76 29 30

فاكس : 037 66 07 71

ص. ب : 178 - الحي الإداري

الرباط - المغرب

**الرئيس**

أحمد الحلبي علمي

المندوب السامي للتخطيط

**تأسيس ورئيسة التحرير**

أحمد الكوهن المغيلي

**اللجنة العلمية**

- أحمد إبراهيمي



# ملخص تقرير اللجنة العليا للسكان

بمقام الكتابة التقنية للجنة العليا للسكان - م.س.ت

مرتفع بين هذه الفئة من السكان خاصة بين الإناث (2,21% بالنسبة للفتيان مقابل 42% للفتيات). فحسب الوسط يصل هذا المعدل بالمجال الحضري إلى 8% بين الفتيان و 4,18% بين الفتيات مقابل 3,35% و 6,70% على التوالي بالمجال القروي.

إن توزيع الشباب المتراوحة أعمارهم بين 15 و 24 سنة حسب نشاطهم الرئيسي، يفصح على أن 2,31% من هؤلاء مازالوا في طور التربية والتكوين و 8,35% يزاولون أنشطة اقتصادية، في حين أن 34,7% يعيشون تحت وطأة البطالة و 6,23% من الفتيات عبارة عن ربوات بيوت. من جانب آخر، يعتبر شباب الحواضر أكثر انجذابا نحو التربية والتكوين من نظرائهم بالوسط القروي الأكثر طلبا للشغل.

تجاه محيطهم، سواء داخل الأسرة أو خارجها. فعلى مستوى المحيط العائلي، نلاحظ أنه بالرغم من التطور الذي عرفته الأسرة المغربية منذ أزيد من ثلاثين سنة تبعا للتحويلات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، تبقى هذه الأخيرة دعامة حقيقية ذات طبيعة متنوعة ضمن الحياة المعيشية للشباب. وكما أوضح كل من ر. بورقية، م. العيادي، م. الهراس، هرشيد (2000) عند وصفهم للأسرة، كونها تبقى دائما بالنسبة للشباب «حصنا ضد الأزمات المادية و صمام أمان في ظرفية تتميز بالنزوع نحو نووية الخلية الأسرية التي تعجز أمام عراقيل موضوعية من تكوين مساكن مستقلة، خاصة أثناء ظرف يساهم في تعطيل الشباب ويحول دون ولوجهم الحياة المهنية». لكن إذا كانت المؤسسة الأسرية تبدو أكثر استجابة نسبيا لحاجيات الشباب الاقتصادية، فالوضع يختلف عندما يتعلق الأمر بتطلعاتهم نحو التواصل. وقد تمكن بحث اهتم بالشباب في سن 15 و 29 سنة، أنجز سنة 2001، من الكشف عن نمطين من التصور تجاه الأسرة من جهة، ينظر لها كدرع اجتماعي ومورد مالي، ومن جهة ثانية، كمجال للسلطة والتملك والحرمان. فحسب هذا البحث تعد الميزة الأخيرة أكثر بروزا بالوسط الحضري مقارنة بالوسط القروي، وهو ما يوحي بأن هناك تراجع للنموذج الثقافي التقليدي.

في هذا الصدد، وعلى مستوى علائق السلطة بين الأجيال السالفة والأجيال الجديدة، حيث تشكل التراتبية القاعدة المهيمنة داخل الأسرة، أفصح بحث نوعي أنجزه مركز الدراسات والأبحاث الديمغرافية عن كون علاقات الآباء بالأبناء أخذا في فقدان بعض الخصائص الأساس، كسلطة الآباء على الأطفال، خصوصا فئة المراهقين والشباب. وإذا اعتبرنا هذا المعطى ككاشف أولي عن التغييرات الجارية يمكن طرح

خصص التقرير السنوي للسياسة السكانية لفئة الشباب المتراوحة أعمارهم بين 15 و 24 سنة، فئة شكلت حسب مركز الدراسات والأبحاث الديمغرافية سنة 2003 ما يناهز 21% من مجموع السكان.

وقد أوضح هذا التقرير بعض الخصائص الديمغرافية والسوسيو اقتصادية للشباب. فعلى المستوى الديمغرافي يتضح أن العزوية تسود بين فئة عريضة من الشباب (99,5% ذكورا و 92% إناثا). أما فيما يتعلق بتمييزاتهم السوسيو-اقتصادية تشير، معطيات البحث المتعلق باستهلاك الأسر، المنجز سنة 2001، أن ظاهرة الأمية تنتشر بشكل

فانطلاقا من قاعدة المعطيات، تطرح عدة تساؤلات عن ماهية السياسة المتبعة لفائدة الشباب، وعن أي تمثل يحمل هؤلاء عن محيطهم الأسري وكذا الخارج عن إطاره، فما هي يا ترى احتياجاتهم في ميدان الصحة الإنجابية والتربية والتكوين والتشغيل؟ هل يستفيد هؤلاء الشباب من الترفيه وماهي طبيعة سلوكياتهم تجاه العديد من الظواهر كالتدخين والمخدرات والكحول وغيرها؟ هذه التساؤلات وغيرها شكلت أهم النقاط التي حاول التقرير الإجابة عنها.

1 - إن تحليل مختلف السياسات التي تعنى بالشباب، يبرز كون هذه الفئة تشكل محور انشغالات ذوي القرار المغاربة، لكونها تحتل مكانة رئيسية ضمن استراتيجيات التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد، وذلك من خلال ميادين التمدرس والتكوين والصحة والتشغيل ثم الاندماج الاقتصادي والاجتماعي.

إن مجمل هذه السياسات اعتمدت العديد من الإستراتيجيات كإصلاح التعليم والتربية والتكوين في إطار الميثاق الوطني للتربية الهادف إلى تثمين قدرات الشباب، وميثاق المقاولات الصغرى والمتوسطة الذي يسعى إلى تشجيع إحداثها خاصة من طرف الشباب الحامل للشهادات، وكذا إحداث مؤسسات للتعويض في ميدان الشغل بالإضافة إلى استراتيجيات محاربة الأمراض المتنقلة جنسيا والسيدا. كل هذه الإنجازات توضح الأهمية التي توليها السلطات العمومية للشباب باعتبارهم غاية ووسيلة لتنمية البلاد.

2 - في هذا السياق يبرز التقرير كذلك مدى التمثلات التي يبديها الشباب

على المستوى الوطني حول هذه القضية لكن قد يشوبها خطأ، غير أن البحوث التي أنجزها مركز الدراسات والأبحاث الديمغرافية بالوسط القروي وشبه الحضري بإقليم مراكش أوضحت التطلع الجامع للهجرة لدى الشباب، فالهجرة إلى الخارج وخصوصاً إلى أوروبا يعتبر حلماً بالنسبة لفئة عريضة من الشباب سواء الإناث أو الذكور. إن صعوبة الإدماج المهني والرغبة في التوفر على حياة كريمة يغذي بشكل قوي هذا الحلم.

3 - إن تحليل أسس تكوين الشباب من زاوية ارتباطه بالتمدرس والنشاط الاقتصادي والإدماج المهني يبرز أن المرور من سياسة نشيطة لتشغيل الشباب إلى سياسة حيوية للتربية والتكوين، يعمل على تعديل وظائف هذه الفئة التي أصبحت ترى في سوق الشغل تقاطعا لوظائفها بين تراكم المعارف ثم كيفية تسخير هذه الأخيرة. إن تراجع الشغل لدى هذه الشريحة يتم لفائدة التمدرس وطول مدته إلى جانب التكوين فبمقارنتنا لنسبة الشباب في طور التربية والتكوين خلال سنتي 1999 و 2003، نلاحظ أنها انتقلت من 40,3% إلى 46,5% بالوسط الحضري ومن 10,3% إلى 13,7% بالوسط القروي. إن الضغط الحاصل في ميدان التربية والتكوين يتحول في الوجهة الأخرى إلى نوع من التخفيف على سوق الشغل. فالتراجع المزدوج من جهة لمعدل بطالة الشباب ومن جهة أخرى لوزن هؤلاء ضمن مجموع العاطلين، يفسر جوهر تقلص البطالة قبيل مخطط 2000-2004 منذ سنة 1999 حتى سنة 2003.

وكنتيجة للمتطلبات الضرورية لسوق الشغل والتقنية المهنية، فالتكوين يبقى قليل الانتشار على مستوى التزامن والتمفصل مع التمدرس. فهو عادة ما يكتسب عند سن النشاط الاقتصادي أو خلال فترة البطالة، ولهذا تم خلق شعب ملائمة كمسالك بين التعليم العمومي والتكوين المهني ثم الحياة العملية. فميثاق التربية والتكوين يجيب على المدى المتوسط والبعيد على عائق الإدماج المدرسي وتأهيل المهني، وجعلهم كلا واحدا لا يتجزأ وسهل المنال. فنظام التربية والتكوين المعتمد يجب أن يواجه إرث الماضي، فالشباب الذين لا يتوفرون اليوم على مستوى تعليمي يوجدون على هامش مسلسل التربية والتكوين، ويتحملون بالتالي عواقب الهشاشة الاقتصادية والاجتماعية.

بانضمام مجال التكوين إلى كل من التعليم الثانوي والعالي، يساهم هذا الأخير في تقليص مدة البطالة. فحدة هذا التراجع تزيد أيضا كلما كان المستوى التعليمي مرتفعا. وهكذا، فإذا مكنت إضافة التكوين إلى

الفرضية التي تعتقد أن الروابط الأسرية يمكن أن تتراخى في ظل ظروف يصبح فيها عنصر التحمل أقل تماسكا. وفي سياق نفس الأفكار، نلاحظ أن الزواج لم يعد إحدى القضايا التي تخص الآباء بل أضحت الفتيان والفتيات من الشباب هم الذين يحددون موعد الزفاف وشريك الحياة.

أما فيما يخص العلاقة بالمدرسة، فالشباب المتمدرس يعبر بوضوح عن عدم رضاه عن المناهج وأساليب التعليم المتبع حاليا. فالإنتقال البيداغوجي يجب أن يأخذ بالاعتبار مبدأ التفاعلية في المناهج المستعملة مع وضع حد للاستبدادية التي تلحق الضرر ببناء العقول النيرة. يبرز ذلك أحد التلاميذ المبحوثين حول المسألة بقوله «السلطة خاصة تتسم لها كل مؤسساتنا، لا يمكنها أن تفضي إلا للامتثالية للأعراف المقررة وتغييب روح المبادرة والإبداع، فمضامين ومناهج التعليم تسير في نفس الاتجاه»<sup>1</sup>.

انطلاقا من مجمل المعايير، ألا يستحق إصلاح التعليم المنجز منذ حين تقييما عبر هذه الجوانب أيضا؟

بدورها عادة ما تعرف علاقة الشباب بالتشغيل نوعا من التعقيد، بسبب الإكراهات الحقيقية التي يواجهها الشباب من أجل ولوج هذا القطاع. فعلى مستوى استراتيجيات الإدماج المهني، يبقى التكوين الموجه للشباب أحسن سند، وبالتالي فالحصول على شهادة تشكل الطريق الأمثل في هذا المجال أما فيما يتعلق بالعلاقة بالمشغل فهي تخضع لنفس الخاصيات التي تسود بالمدرسة، لكونها تخضع للمنطق الاستبدادي كمبدأ للتواصل مبني على علاقات التسلط التي تسير كل مراحل الحياة ضمن مجالات الإنتاج.

من جانب آخر، فموقف الشباب من السياسة لا يسمح بتفنيهم بشكل عام بالنسبة لمشروع مجتمعي معين. فكما أبرز العديد من الباحثين المهمين بهذا الجانب أن هناك عزوف للشباب عن السياسة، وفيما يلي انطباعات تلميذ بالثانوي حول العناصر التي ساهمت في فقد الثقة بالسياسة لديهم، وبالتالي عدم اهتمامهم بهذا المجال: « ليس هناك ديمقراطية داخلية بالأحزاب السياسية، فالشباب داخل هذه التركيبة لا يمكنه البتة أن يجد مكانا أو منصبا له، فالأحزاب السياسية لا تستدعي الشباب إلا بالمناسبات أساسا أثناء الانتخابات (...) ، فكيف يمكن الحديث عن العصرية والنخبة السياسية شاخت وتظن نفسها غير ممكنة التعويض».

إن شبابنا يتطلع إلى العيش في ظل أجواء أخرى. هناك معطيات تمثيلية

1 - مشار إليه بالنشرة الاقتصادية والاجتماعية لسنة 2003.

نلاحظ من خلال هذه الأرقام، على العموم أن الأمهات الأكثر شبابا مثل سابقاتهن لهن سلوك صحي إيجابي نسبيا.

لكن بما أن هن يراكمن ماجعلهن عرضة لعدم النضج الفيزيولوجي والنقص في العلاج والمراقبة الطبية، يمكن أن نعتبر أن عددا منهم في وضعية هشّة تجاه مخاطر الحمل. فالتقليل من هذه المخاطر شيء ممكن بفضل المتابعة المبكرة المنتظمة والجيدة ثم التغطية الصحية خلال فترة الوضع.

تعتبر المدارك في ميدان الممارسة الجنسية والإنجاب والصحة ناقصة وملتبسة بسبب بعض الآفات، كالأمية والفقر والمحضورات التي تسيج مجال التواصل حول الممارسة الجنسية. فعدم الوعي بالمخاطر الصحية لدى بعض الشباب، لا يرافقه جدليا سلوك وقائي، فالأمر يبقى جد مقلق رغم المظاهر الضعيفة لنسب السيدا بالمغرب (أقل من 1%) فهذا لا يعني أن القضاء على خطرهما شأن هين. فالمعطيات تثبت أن الأمراض المتنقلة جنسيا ومرض السيدا تعرف ارتفاعا بينا لدى الشباب، خصوصا النساء الشابات اللواتي هن أكثر عرضة لأسباب فيزيولوجية وثقافية.

وبالفعل، فمنذ تشخيص أول حالة ببلدنا سنة 1986، حصل هناك تراكم لحالات أخرى لتصل حسب إحصائيات وزارة الصحة إلى 1442 حالة حتى حدود 30 يونيو 2004. فتحليل الإصابات المشخصة مكن من رسم ديمغرافي للضحايا من خلال السن والجنس والحالة العائلية. هكذا، فالمرض يصيب خصوصا الشباب المتراوح أعمارهم بين 15 و 19 سنة بنسبة 25%، خصوصا الأشخاص بين سن 30 و 39 سنة بنسبة 44%. تراوحت نسبة الذكور والإناث على التوالي بين 1.6% و 5.2% خلال الفترة الممتدة بين سنتي 1986 و 1990. يبين هذا المعطى مدى حدة الهشاشة المتزايدة بين النساء على مستوى مخاطر الإصابة، تظهر العدوى بينهن في وقت مبكر حيث أن 35% من الحالات لا تتجاوز 19 سنة مقابل 22% فقط بين الذكور. ويتركز شيوع المرض بين العزاب من الذكور والإناث بنسب تصل على التوالي إلى 62% و 65%. كما تعتبر الممارسة الجنسية أكثر الطرق نقلا للعدوى ب 84%، ويمثل الانتقال عبر الممارسات الشادة 74%. إن 49% من حالات السيدا المنتشرة بين النساء المصابات ناتجة عن العلاقات المتعددة و 18% بسبب الزوج المصاب. هذه النسب تتراوح على التوالي لدى الرجال بين 70% و 1%. ويلاحظ أن هذه الآفة تعتبر ظاهرة حضرية بامتياز، لكون 88% من الحالات تقطن بالوسط الحضري.

كشفت البحوث النوعية التي أجريت حول الأمراض المتنقلة جنسيا ومرض السيدا، أن الشباب لديهم تصور سلبي للخدمات الصحية

مستوى التعليم الأساسي من تمديد فترة بطالة الشباب بشهرين بالنسبة للسلك الأول، فإنها عكس ذلك تتقلص بثمانية أشهر إذا أضيف عنصر التكوين إلى مستوى التعليم، لكن التكوين لوحده لا يمكن أن يفسر تقلص فترة بطالة الشباب، بحيث أن نوع الشهادة المحصل عليها يساهم بدوره في هذا الأمر.

وبالفعل، فتحليل المعطيات المتوفرة حول العلاقة بين نوع الشهادة المحصل عليها والإدماج المهني، يبرز أن الشواهد الممنوحة من لدن الكليات، تعتبر الأقل طلبا داخل سوق الشغل. فالحاصلون على هذه الشواهد يعتبرون الأكثر عرضة لظاهرة البطالة، عكس ذلك، فالشواهد الواعدة داخل سوق الشغل هي التي تسلم بالمدارس والمعاهد العليا، خصوصا منها الشواهد المرتبطة بقطاعات «السياحة، الفندقية، الإطعام والنقل والاتصال» ثم «الإدارة، التسيير، المالية، التجارة»، وكذا «علوم الإعلام» وأخيرا «الصناعة».

4 - أما فيما يتعلق بالصحة الإنجابية، فالتقرير يكشف عن تطور لا يستهان به على مستوى سلوكيات الشباب في هذا الشأن. فالزواج حتى سن متقدمة والنزوح نحو اختفاء الأمومة المبكرة، بالإضافة إلى تراجع وفيات الأمهات عند الولادة بين الشباب، يشكل اليوم بالمغرب حقيقة لا تقبل الجدل. فوسائل تنظيم الحمل أصبحت ذات استعمال مبكر، حاليا، ما يقارب 40% من النساء اللواتي تقل أعمارهن عن 20 سنة يستعملن وسيلة لمنع الحمل مقابل 57% لدى اللواتي تتراوح أعمارهن بين 20 و 25 سنة، و 65% عند اللواتي تتراوح أعمارهن بين 25 و 49 سنة. لكن رغم التجربة المكتسبة من طرف المغرب في مجال التنظيم العائلي، فإن العديد من النساء الشابات يعبرن عن عدم تلبية حاجياتهن في هذا الميدان (12%)، وهو ما يكون في الأصل وراء العديد من حالات الحمل غير المرغوب فيه. فرغم كون نسبة وفيات الأمهات وهن في ريعان الشباب، تشهد على الخطورة التي قد تتعرض لها الحوامل من المراهقات، خصوصا وأن علاجات هذه الفئة من النساء على مستوى القبالة والخدمات الخاصة غير متوفرة بشكل نظامي.

وبالفعل، فإن معطيات البحث حول السكان والصحة العائلية المنجز خلال 2003-2004 من طرف وزارة الصحة، تبين أن 32% من النساء المبحوثات لم يتلقين أي علاج قبل الوضع من طرف مشرف صحي، عند الولادة الأخيرة، وأن 62% من النساء اللواتي وضعن طفلا خلال الخمس السنوات السابقة للبحث، لم يتلقين إضافات من الحديد. كما أن 37% منهن تم وضعهن دون مساعدة طبية، وأخيرا بالنسبة ل 72% فإن الأم لم تتلق جرعات ضد الكزاز، عند المراهقات اللواتي تقل أعمارهن عن 20 سنة تمثل هذه النسبة على التوالي 31% و 63% و 35% و 58%. ويمكن أن

والمخدرات والخمور، يترك باب الاحتمال مشرعا على مشكل حقيقي يرمي بشراكه على مجتمعنا، وبالفعل، فقد تبين من خلال بحث أجرته وزارة الصحة سنة 2001 أن تلاميذ الثانويات من الشباب يعرفون جيدا مخاطر التدخين، ضمنهم 78,3% جد واعون بذلك (70,9% بالوسط القروي). تكشف نتائج هذا البحث أيضا عن كون نسبة التهاافت على تناول التدخين تصل بين الشباب المتمدرسين إلى 13,5% (المعدل جد مرتفع بين الفتيان ب 19,4% وأيضاً بين الفتيات ب 6%، هذا الارتفاع يزيد مع ارتفاع السن. ويتضح أن الشباب الذين يعيشون ضمن أسر أحادية الأم والأب، سواء بفعل الطلاق أو الترميل، يشكلون الفئة الأكثر عرضة لمخاطر التدخين مقارنة مع نظرائهم الذين يوجدون في كنف أسر يعمها التوافق والتفاهم بين الآباء والأبناء. هذه النتائج، أثبتتها البحوث التي أنجزها مركز الدراسات والأبحاث الديمغرافية، سواء بمدينة الدار البيضاء سنة 1999 أو التي تمت بالوسطين شبه الحضري والقروي لمدينة مراكش سنة 2003.

من جهة أخرى تبين أن استهلاك المخدرات بلغ 10,7% من بين فئات الشباب المنحدرين من الوسط شبه الحضري بمراكش، الذين تناولوا المخدرات مرة واحدة على الأقل خلال حياتهم (17,5% من الفتيان مقابل 1,9% من الفتيات). هذه النسبة تبدو شيئاً ما مرتفعة بين شباب الدار البيضاء (11,5%) مع ارتفاع واضح بين الفتيان ب 22,3% مقابل 1,9% بين صفوف الفتيات. وتتجلى الخلفيات الكامنة وراء نهج الشباب لمثل هذا السلوك في أسباب شخصية والبحث عن اللذة والانسلاخ عن الواقع ثم حب الإطلاع.

في هذا السياق، يؤكد التقرير على دور الأسرة تجاه سلوكيات الشباب المنبوذة اجتماعياً، فعندما تكون وشائج المودة بين الآباء والأبناء جد متينة، تشكل عنصر رعاية وعندما يحدث العكس تزداد المخاطر.

انطلاقاً من مجموع هذه النتائج، يمثل إدماج الشباب ضمن مسلسل التنمية الاقتصادية والاجتماعية تحدياً كبيراً أمام المغرب. يبقى هذا الإدماج رهين قدرات البلد على تثمين رأس المال البشري بهدف الاستفادة منه تنموياً. فثمين فئة الشباب يعتبر عنصراً أساسياً في تأهيل البلاد وتنميتها بهدف الدفع نحو الاندماج ضمن الاقتصاد العالمي. وضروري أن يمر هذا التثمين عبر تلبية احتياجات هذه الفئة في ميادين التربية والتكوين والصحة والترفيه والتشغيل، وذلك في إطار استراتيجيات متناسقة ومندمجة بين مختلف المتدخلين سواء على مستوى القطاعات الوزارية أو الجماعات المحلية والمجتمع المدني. ■

والأطعم الطبية التي تقدمها لهم. تعتبر هؤلاء الأشخاص في نظرهم غير مكونين بصفة دائمة لخدمة هذه الفئة من السكان، كما أن العلاجات المقدمة ليست دائماً ملائمة. ينجم عن ذلك، أن هؤلاء الشباب لا يجرون على الحديث عن مشاكلهم مخافة وصفهم اجتماعياً بالرديلة، كما أنهم لا يعبرون عن احتياجاتهم، وذلك بسبب إحساسهم بشعور العار، لكون الأمراض المتنقلة جنسياً ومرض السيدا، ترتبط في تصورهم بالعلاقات الجنسية غير الشرعية المحظورة. إن طبيعة ووتيرة التزايد لحالات جديدة خصوصاً بين الشباب، يندز بتدهور الوضعية مستقبلاً نتيجة عوامل مختلفة، يتجلى بعضها عبر التغطية الضعيفة للسكان على مستوى المراقبة الطبية، وغياب تعميم فاعل للتأمين عن المرض، وأخيراً ضعف التنسيق بين المكونات الحكومية المكلفة بالشباب والصحة والتربية والتكوين المهني.

من زاوية أخرى، يلقي التقرير بعض الضوء على ممارسات الشباب المغربي في مجال الترفيه باعتباره يشكل عنصراً محددًا في مسار اندماجهم داخل محيطهم الاجتماعي والثقافي والاقتصادي، إلى جانب ما تمنحه الأسرة من دعم مسترسل وماتساهم به المدرسة في صهر شخصية هؤلاء والعمل من أجل تلافي السلوكيات الخطيرة.

إن شبابنا تستهويه الأنشطة السوسيو-ثقافية التي تقدمها دور الشباب وقاعات السينما وغيرها بالإضافة إلى الأنشطة الرياضية، حيث لوحظ خلال سنة 2001 أن 55% من الشباب يميلون إلى هذه الأنماط. فالرياضة تشكل الترفيه المحبب للفتيان والشباب الحضريين، بنسبة 70,9% من الفتيان مقابل 29,1% من الفتيات. هذا الامتياز يلاحظ من خلال الفرق بين الوسطين: 67% بالوسط الحضري مقابل 33% بالوسط القروي. كما يسجل هذا الفرق أيضاً على مستوى التردد على المقاهي، أما الانخراط بالجمعيات يبقى ضعيفاً بحيث لم يتجاوز 15,2% حسب بحث أنجز على المستوى الوطني و 8% حسب البحث المنجز حول المراهقين بمراكش.

5 - إن ممارسة الترفيه تصطدم بمشاكل عدة تربط خصوصاً بتوفر وسائلها وبالولوج إلى البنيات التحتية المتاحة في هذا المجال. وللدلالة على ذلك، ففي سنة 2003 ارتفع عدد دور الشباب إلى 312 مؤسسة ضمنها 195 متركزة بالوسط الحضري و 171 بالوسط القروي، بمعدل مؤسسة لكل 20,000 شاب بين سن 15 و 24 سنة (17000 بالوسط الحضري و 25000 بالوسط القروي). كما أن نسبة التآطير مازالت هزيلة ولا تستجيب إلى طلب الشباب المتزايد. وحتى تضطلع أشكال الترفيه بدورها كوسيلة أساس للاندماج الاجتماعي، يجب أن تؤخذ مجموعة من المبادرات الخاصة في هذا الشأن. فالجماعات المحلية والسلطات العمومية المكلفة بالشباب والثقافة، ملزمة بأن تلعب دوراً ريادياً في هذا المجال، يتعلق الأمر بإحداث وتطوير قاعات الرياضة والمكتبات ودور الشباب والنوادي النسوية، بالإضافة إلى الدور الحيوي الذي يلعبه الفاعلون في الميدان كجمعيات الأسفار والجمعيات الرياضية والثقافية وغيرها. إن القيام بتحليل لسلوكيات الشباب ومواقفهم تجاه التدخين

## الشباب والوطنية والمواطنة

بقلم عبد الكبير الخطيبي - عالم الاجتماع



يسعى المقال إلى مقارنة التحولات الاجتماعية التي تعرفها حياة الشباب وانعكاساتها المرتبطة سواء بالسياسي أو الجمعي أو بالمواطنة. ويقوم المقال بالتعريف بمفهوم «الوطنية» وسالمواطنة، باعتبار الأولى تحيل على

إرث مشترك وعلى إحساس الانتماء، بينما تقوم المواطنة على تمكك المواطن لحقوقه المدنية والسياسية، وعلى البحث المستمر عن توازن اجتماعي. وانسجاما مع ذلك، يفسر المقال ميكانيزمات التوازن داخل المجموعات أو المجتمعات أو غيابها، حيث يربطه بتسارع وتيرة الشمولة وانعكاس ذلك على المجموعات التي تشكل أساس الإطار

المؤسساتي للحياة الاجتماعية، وهو ما يحصر الباحث بعض مظاهره في غياب المثل وفي القلق الناتج عن البطالة. ويؤكد المقال خصوصية استعمال تكنولوجيا الاتصال الجديدة من طرف الشباب، وذلك اعتبارا لانعكاساتها المضاعفة، حيث تشكل، في الآن نفسه، مصدرا لاستقلالية الفرد ولتسريع تذرية المجتمع المدني التقليدي. ويؤكد المقال خصوصية تأثير الثورة الرقمية على العلاقة الاجتماعية، حيث تؤدي إلى ظهور شباب جديد يحتفظ باختلافه من حيث عاداته ولغته وطريقته في تمثيل وتخيل العالم. ويعتبر الباحث، في هذا الإطار، الحفاظ على يقظة الفكر السياسي عنصرا أساسيا باعتباره يقوم على تحسيس النخب الجديدة بالمسؤولية على مستوى صناعة الحاضر والمستقبل، وهو ما يشكل شرطا أساسيا لتعبئة الشباب باعتبارها مدخلا للمواطنة وللوطنية. ■

## الشباب في مواجهة الأخطار المترتبة عن السلوك الجنسي والتدخين وتعاطي المخدرات

قابل للدراسة والتدبير والتخطيط.

بقلم إدريس بنسعيد - أستاذ



انطلاقا من معطيات بحث ميداني بواسطة تقنية المجموعة البورية أنجز لدى عينة من الشباب الحضري في ستة جهات من المغرب، يسعى الباحث إلى مقارنة مفهوم السلوك المحفوف بالمخاطر عند الشباب إلى فهمه في إطار التحولات السوسيوثقافية التي يعرفها المغرب:

2. السلوك الجنسي للشباب والمراهقين: بين الباحث من خلال النماذج التي حللها أن الشباب المغربي، خاصة المراهقين، لا يتوفر على تربية جنسية تمكنه من فهم الأخطار التي تحيط به، يرجع ذلك إلى عدة عوامل رئيسية. فمن جهة، يعرف السلوك الجنسي تحولات سريعة وعميقة غير أن العائلة والنظام التعليمي لا يوفران الحد الضروري من المعلومات ولا يمكنان من تأسيس فضاءات للنقاش وتبادل المعلومات. على هذا المستوى يبقى المصدر الأساسي للمعلومات هو الأصدقاء والقنوات التلفزية المبتوثة بواسطة الأقمار الاصطناعية والإنترنت،

3. يعرف الإقبال على التدخين واستهلاك المخدرات تطورا كبيرا. من جهة، لا زال التدخين لدى الجنسين يعتبر رمزا للنضج وإثبات الذات ووسيلة لحل المشاكل اليومية. أما المخدرات فإن استهلاكها لم يعد مقصورا على فئات بعينها أو على الذكور فقط، ذلك لأن الإقبال عليها يعرف اتساعا منذرا بالخطر. بهذا الصدد، يبدو أن استهلاك المخدرات التي يتم إنتاجها محليا وفي مقدمتها تدخين الحشيش قد أصبح مسألة متداولة غير أن ما يثير الانتباه هو ظهور وانتشار مخدرات واردة من خارج الحدود تترتب هنا أسرع وأخطر نتائج الإدمان كالكوكايين أو الأقراص الموجهة أصلا لاستعمالات في مجال الطب النفسي. ■

1. يعتبر الباحث بأن العائق الأساسي الذي يمنع من تأسيس مقارنة علمية لقضايا الشباب في المغرب هو غموض المفهوم في حد ذاته، ذلك لأن مصطلح الشباب لا يحيل إلى فئة عمرية محددة من الناحية الإحصائية فهناك من يرفع سقف الشباب إلى حدود 40 سنة في مقابل من يخفض حده الأدنى إلى 12 فقط. هذا الاضطراب يجعل من الصعب القيام بأي تخطيط عقلاني يستجيب للحاجيات النوعية لكل فئة من الفئات العمرية المكونة للشباب وللنوع. من ناحية أخرى، هذا الخلل في المفهوم يخفي حقيقة سوسولوجية هامة وهي الظهور القوي في المغرب لفئة عمرية ذات متطلبات وخصائص نوعية هي فئة المراهقة التي يتم تمثيلها من خلال الثقافة السائدة كقيمة سلبية فقط. على هذا المستوى، يدعو الباحث إلى إعادة النظر في مفهوم الشباب بتحويله من مفهوم عام ومتذبذب إلى مفهوم إجرائي دقيق

## الأنشطة الثقافية والترفيه لدى الشباب

على التجهيزات والوسائل الموضوعية رهن إشارة هذه الدور. بينما تبقى الأنشطة والبنى التحتية في المتوسط من بين الأشياء التي يستحسنها الشباب.

وفي ما يتعلق بالمخيمات الصيفية، توضح الدراسة أن الجهود المبذولة من طرف الحكومة والمجتمع المدني في هذا الصدد، رغم ارتفاع وتيرتها في السنتين الأخيرتين لا ترقى إلى مستوى وطموحات الشباب. وتبقى محدودة طاقة استيعاب مراكز الاصطياف الموجودة وضعف مواردها المالية والبشرية من بين أهم المعوقات التي تحول دون تعميم هذه المراكز. مقارنة بدور الشباب، تضيف الدراسة استنادا إلى نتائج الاستشارة الوطنية حول الشباب أن الخدمات المقدمة من طرف هذه المخيمات الصيفية تتأرجح بين متوسطة (36,2%) وضعيفة (13%).

وبخصوص التجهيزات الرياضية، توضح الدراسة أنها تبقى أيضا غير كافية (638 ملعبا معد لممارسة جميع أنواع الرياضات)، كما تطغى عليها ملاعب كرة القدم (53%).

وحتى تضطلع أشكال الترفيه بدورها كوسيلة من شأنها تسهيل عملية اندماج الشباب داخل محيطهم الاجتماعي والاقتصادي، خلصت الدراسة في الأخير بضرورة اتخاذ مجموعة من المبادرات والتدابير الخاصة في هذا الشأن. فالجماعات المحلية والسلطات العمومية المكلفة بالشباب والثقافة، ملزمة بأن تلعب دورا محددًا في هذا المجال، يتعلق الأمر بإحداث وتطوير قاعات الرياضة والمكتبات ودور الشباب والنوادي النسوية، بالإضافة إلى الدور الحيوي الذي يلعبه الفاعلون في الميدان كجمعيات الأسفار والجمعيات الرياضية والثقافية وغيرها. كما اعتبرت الدراسة أن إدماج الشباب ضمن مسلسل التنمية الاقتصادية والاجتماعية يشكل تحديا كبيرا أمام المغرب، إلا أنه يبقى رهينا بقدرات بلدنا على تثمين رأس المال البشري بهدف الاستفادة منه تنمويا. بحيث من الضروري أن يمر هذا التثمين عبر تلبية احتياجات هذه الفئة في ميادين التربية والتكوين والصحة وكذلك الترفيه... الخ، وذلك في إطار استراتيجيات متناسقة ومندمجة بين مختلف المتدخلين سواء على مستوى القطاعات الوزارية أو الجماعات المحلية أو المجتمع المدني. ■

يقلم محمد عواد - أستاذ  
المصطفى بالروين - م.س.ت



تسلط هذه الدراسة الضوء على ممارسات الشباب المغربي في مجال الترفيه باعتبارها عنصرا محددًا في مسار اندماجهم داخل محيطهم الاجتماعي والثقافي والاقتصادي، إلى جانب ما تمنحه الأسرة من دعم مستمر وما تساهم به المدرسة في صقل شخصية هؤلاء والعمل من أجل تلافي السلوك غير المقبول اجتماعيا (الانحراف، تناول المخدرات، الانقطاع عن الدراسة، الخ). بالتحديد، تعالج هذه الدراسة نقطتين أساسيتين: الأولى تتعلق بتحليل العرض

الوطني المتعلق بالفضاء الثقافي والترفيهي المرصود للشباب؛ أما النقطة الثانية فتتناول بالدراسة والتحليل مختلف ممارسات ومواقف الشباب اتجاه هذا الفضاء الثقافي والترفيهي.

توضح نتائج هذه الدراسة أن ممارسة الترفيه لدى الشباب تصطدم بمشاكل عدة تربط على الخصوص بتوفر وسائلها وبالولوج إلى البنى التحتية المتاحة في هذا المجال. في ما يتعلق بدور الشباب فإن عددها (312 على الصعيد الوطني، أي بمعدل وحدة لكل 20819 شاب) لا يرقى إلى مستوى الطلب المتزايد للشباب. وتتميز معظم هذه الدور بنقص حاد في تجهيزاتها الأولية وفي نسبة التأطير، بحيث أن الشباب يفضلون مشاهدتها من بعيد بدل التردد عليها. وتضيف الدراسة أن أغلبية هذه المؤسسات متركزة بالوسط الحضري (195 مقابل 171 بالوسط القروي). وتبرز النتائج أيضا ضعف مستوى التأطير على الصعيد الجهوي، بحيث نجد 8 جهات من أصل 16 لها معدل يربو عن المتوسط الوطني. الشيء الذي يفسر بشكل كبير النسبة الضعيفة لولوج الشباب لهذه المؤسسات (17,6% حسب الاستشارة الوطنية حول الشباب لسنة 2001). وتضيف الدراسة، استنادا إلى نتائج الاستشارة الوطنية حول الشباب لسنة 2001، أن 35% من الشباب لهم انطباعات سيئة حول دور الشباب. نفس الشيء ينطبق

## أشكال النشاط الاقتصادي التشغيل والبطالة لدى الشباب

النشاط من 48,3% سنة 1999 إلى 44,0% سنة 2004. وللإشارة فإن الدراسة بينت أن هناك تفاوتات كبيرة بين معدلات النشاط لدى الرجال والنساء وبين الواسطين الحضري والقروي.

وفيما يتعلق بالمحور الثالث فإنه تناول بنيات تشغيل الشباب وتطورها. وهكذا فإن حجم التشغيل لدى الشباب (عدد الأشخاص الذين يتوفرون على شغل كيفما كان نوعه ومردوديته) بلغ 2 338 000 شخص سنة 2004. 65,9% منهم من الذكور و70,7% يسكنون بالبوادي. وقد تراجعت نسبة الشباب ضمن النشيطين المشغولين ما بين 1999 و2004 من 26,1% إلى 23,8% وهذا التراجع هم الواسطين معا. لكنه أكثر أهمية لدى النساء. كما أن نسبة حاملي الشهادات ضمن المشغولين الشباب في ارتفاع حيث انتقلت من 23,3% سنة 1999 إلى 26,4% سنة 2004. وقد بلغت هذه النسبة 47,0% سنة 2004 بالمدن مقابل 17,9% بالقري.

وحسب المهنة الرئيسية فإن الشباب بالوسط الحضري يشتغلون بالأساس كعمال غير فلاحيين وبالمهن الصغيرة (39,2%) وكحرفيين وعمال مؤهلين في المهن الحرفية (34,1%) أو كتجار (10%) أو مستخدمي (9%). أما المهن الأخرى فإنها لا تزال من طرف الشباب إلا نادرا. وفيما يتعلق بالوسط القروي، فإن أغلبية الشباب 77,2% يشتغلون كعمال في الفلاحة والصيد.

ويشتغل الشباب بالوسط الحضري كمستأجرين بنسبة 60,7% وكمساعدين عائليين أو متعلمين بنسبة 23,1% وكمشغولين لحسابهم الخاص بنسبة 15,9%. أما بالوسط القروي فإن 77,6% يشتغلون بدون أجر كمساعدين عائليين أو متعلمين و16,9% يشتغلون كمستأجرين و5,5% كعاملين لحسابهم الخاص. وحسب قطاعات التشغيل فإن معظم النشيطين المشغولين الشباب بالوسط القروي يعملون بقطاع الفلاحة 83,2% وتبلغ هذه النسبة 90,5% لدى النساء. أما بالوسط الحضري فإن شغل الشباب أكثر تنوعا بحيث يتواجد وينسب مهمة بجل القطاعات الاقتصادية: الصناعة (34,7%)، التجارة (21,8%) والخدمات الأخرى (27,9%) والبناء والأشغال العمومية (10,2%)... ويشغل القطاع الخاص 97,9% من الشباب النشيطين المشغولين (99,6% بالقري و93,9% بالمدن).

وقد عرف التشغيل الذاتي بالمدن نموا لا بأس به ما بين 1999 و2004، حيث انتقلت نسبته من 14,1% إلى 15,9%. أما بالوسط القروي فقد تراجعت هذه النسبة من 6,8% إلى 5,5%. وقد تنامت نسبة التشغيل

بقلم مصطفى أمرني علوي - م.س.ت



إن إدماج الشباب في الحياة العملية من المشاكل الأساسية التي تواجه المجتمع المغربي. وتعتبر هذه الفئة من السكان الأكثر تأثرا بالاختلالات التي تميز سوق الشغل.

وتهدف هذه الدراسة، المبينة على المعلومات المستقاة من البحث الوطني حول التشغيل لسنتي 1999 و2004، إلى إبراز التطور الذي عرفته مساهمة الشباب في إنتاج السلع والخدمات، في هذه الآونة الأخيرة، والصعوبات التي تعترض إدماجهم. وتتناول بالتحليل النقاط التالية:

- تذكير بتعاريف المفاهيم الأساسية وأهم المؤشرات المستعملة:
- تطور عرض العمل لدى الشباب البالغ من العمر ما بين 15 و24 سنة:
- تطور بنيات التشغيل لدى الشباب:
- تطور بنيات بطالة الشباب.

ويهدف المحور الأول إلى تمكين مستعملي المعلومات الواردة في هذه الدراسة من التعاريف التي تم اعتمادها وذلك تفاديا لكل تأويل خاطئ. وللإشارة فإن هذه التعاريف تستند إلى ما هو معمول به على المستوى الدولي مع مراعاة الواقع المغربي. ومن بين التعاريف التي تم التطرق إليها تعريف النشاط والشغل والبطالة ومعدلات النشاط والشغل والبطالة.

أما المحور الثاني فإنه تناول بالدرس عرض العمل وتطوره لدى الشباب وبنياته حسب الجنس والشهادة ووسط الإقامة. ويستخلص منه أن حجم السكان النشيطين الشباب (المشغولين منهم والعاطلين) بلغ 2 763 000 شخص سنة 2004، قرابة 72% منهم من الذكور و63% يقطنون بالبوادي. ويشكل الشباب 25,1% من اليد العاملة البالغة من العمر 15 سنة فما فوق (31,9% بالبوادي و18,4% بالمدن). كما أن مستوى التأهيل لدى الشباب النشيط لا زال ضعيفا بحيث أن نسبة المتوفرين على شهادة ضمن السكان النشيطين لا تتعدى 32,5% (55,3% بالمدن و19,2% بالقري). كما تبين الدراسة أن نسبة مساهمة الشباب في الحياة العملية في تراجع وذلك بسبب التطور الذي عرفته نسبة التمدرس لدى هذه الشريحة من السكان. وهكذا انتقل معدل

المحدثة في القطاع العمومي وعدم قدرة القطاع الخاص على سد العجز وإلى الشروط التي قد يضعها طالباو الشغل فيما يخص نوع الشغل وظروفه وإلى عدم ملاءمة التكوين بالتشغيل.

كما بينت الدراسة أن بطالة الشباب وخاصة حاملي الشهادات منهم أصبحت مشكلة بنيوية، ذلك أن قرابة سبعة من عشرة عاطلين شباب هم في حالة بطالة لمدة تعادل أو تفوق 12 شهرا.

وقد خلصت الدراسة إلى أن تجاوز مشكل إدماج الشباب في الحياة العملية يقتضي :

- القيام بتحليل دقيق لأسباب المشكل :
- العمل على تقليص المشاكل المرتبطة بعدم ملاءمة التكوين بالتشغيل وذلك بمراجعة التكوين (الشعب والبرامج والمناهج) قصد جعله يتلاءم مع متطلبات سوق الشغل :
- تعميم المعلومات المتعلقة بسوق الشغل :
- تشجيع المبادرات الخاصة :
- التأطير
- خلق مشاكل للمقاولات
- تطوير نظام القروض الصغرى بفوائد مقبولة
- إعادة النظر في النظام الضريبي
- تشجيع الاستثمارات المنتجة لأكبر عدد من فرص الشغل خاصة بالقطاعات التي يتمتع فيها المغرب بقدرة تنافسية كبيرة. ■

الذاتي بالخصوص لدى حاملي الشهادات ذات المستوى المتوسط.

أما فيما يتعلق بالمشكل الخاص بالبطالة فقد بينت الدراسة أن حجم العاطلين الشباب بلغ 425 000 شخص، 93,9% منهم يتواجدون بالمدن و73,6% هم من الذكور. ويشكل الشباب قرابة 35,7% من مجموع العاطلين (33,2% بالمدن و50,3% بالقرى).

وقد بلغت نسبة العاطلين الذين لم يسبق لهم أن اشتغلوا 64,1% على المستوى الوطني (68,0% بالمدن و48,9% بالقرى). أما فيما يخص معدل البطالة لدى هذه الشريحة من السكان فإنه استقر في 15,4% مقابل 20,1% سنة 1999. وقد بلغ هذا المعدل، سنة 2004، 33,2% بالمدن مقابل 5,0% بالقرى. وحسب الجنس فإن النساء بالوسط الحضري هن أكثر عرضة للبطالة من الرجال في حين تطل البطالة الرجال بنسبة أكبر بالوسط القروي.

وحسب الشهادة فإن حاملي الشهادات هم أكثر عرضة للبطالة. وهكذا، فإن معدل البطالة ينتقل من 7,7% لدى النشيطين الذين لا يتوفرون على أية شهادة إلى 28,1% لدى حاملي الشهادات ذات المستوى المتوسط ليبلغ 61,2% لدى حاملي الشهادات ذات المستوى العالي. وقد عرفت بطالة الشباب تراجعاً ما بين 1999 و2004، لكن هذا التراجع لم يشمل حاملي الشهادات ذات المستوى العالي. وهذا راجع إلى عدم قدرة الاقتصاد الوطني على مواجهة التزايد المتنامي لعرض العمل لدى هذه الفئة من السكان وإلى تقلص عدد المناصب

## الخصائص السوسيو اقتصادية للشباب المغربي المقيم بفرنسا من خلال البحث حول العائلة

ومن أجل مقارنة مدى اندماج الشباب المغربي بالمجتمع الفرنسي، اهتمت الدراسة بالخصائص المتعلقة بالنشاط الاقتصادي والتعليم للمغاربة، اعتماداً على معدلات البطالة وأعلى شهادة محصل عليها وكذا الفئات المهنية مقارنة مع الشباب من جنسيات أخرى بالإضافة إلى مجموع السكان بفرنسا.

ويعد البحث حول تاريخ العائلة المنجز سنة 1999 بموازة مع الإحصاء الفرنسي المصدر الرئيسي للمعطيات الواردة بهذه الدراسة. ■



بقل محمد مغاري - م.س.ت  
ابراهيم المعتمد - م.س.ت



استهدفت هذه الدراسة تحليل بعض الخصائص الاقتصادية والاجتماعية للشباب المغربي القاطن بفرنسا وتناولت على الخصوص مراحل الحياة الزوجية، والمسار الاجتماعي والمهني، بالإضافة إلى اللغات المستعملة للحديث بالوسط العائلي. وقد تم الاعتماد على منهجية تسمح بالمقارنة بين مؤشرات هذه الفئة وباقي فئات المهاجرين البالغين.



## نمط الاستهلاك واحتمال الفقر لدى الشباب

الذي يمثل 1,8 ٪ من النفقات العامة للأسر. وتنخفض هذه النسب، على التوالي، إلى 7,5 ٪ و 0,8 ٪ لدى المسنين، وتظل مرتفعة لدى الذكور مقارنة مع الإناث بغض النظر عن وسط الإقامة (حضري أو قروي).

♦ تطغى النفقات المرتبطة بالتنقل لدى المسنين في حين يفضل الشباب الإنفاق في الإتصالات وخدمات الترفيه والتثقيف. وتتشابه هاتان الفئتان العمريتان في مجال إستهلاك السجائر والمخدرات ومواد وخدمات النظافة والتجميل.

♦ كلما إرتفع مستوى عيش الشباب، إنصب إستهلاكهم الفردي، من حيث البنية، على الإتصالات والترفيه والتثقيف على حساب المواد المحضورة من طرف أوليائهم. بينما يخصص الشباب المنتمي للسكان الفقيرة نسبة مرتفعة من النفقات الفردية لإقتناء السجائر والمخدرات والسلع المشابهة.

♦ تتحدد نسبة الفقر لدى الشباب (14,0 ٪) في مستوى يتوسط نسبة إنتشار هذه الظاهرة لدى الأطفال (18,4 ٪) وبالغين ما بين 25 - 59 سنة (10,6 ٪)، علما أن شباب الوسط القروي يضل أكثر عرضة للفقر (21,9 ٪) بالمقارنة مع شباب الوسط الحضري (6,9 ٪). ■



بقلم عبد القادر تيتو - م.س.ت

تطرقت هذه الدراسة لنمط الإستهلاك وإلحتمال الإصابة بالفقر لدى الشباب المتراوحة أعمارهم بين 15 و 24 سنة، حيث شخّصت للمرة الأولى هذه الأبعاد إلى جانب إنفتاح هذه الفئة العمرية على وسائل الترفيه والتقنيات الجديدة للإعلام والإتصال، وإنغماس الشباب في إستهلاك المواد المحضورة من طرف أولياء أمورهم، والبنية المقارنة لسلة مقتنياتهم في حالة تحملهم مسؤولية رب الأسرة.

مكنت معطيات البحث حول الإستهلاك ونفقات الأسر لسنة 2000-2001 من تحليل هذه الأبعاد ومن إفراز الخلاصات التالية:

- ♦ يختلف نمط إستهلاك الأسر التي يديرها شاب عن النمط الملاحظ لدى الأسر التي يرأسها فرد مسن (60 سنة أو أكثر) في المجالات المرتبطة بالسكن والصحة وخدمات الترفيه والثقافة.
- ♦ ينجز الشباب 16,3 ٪ من مجموع النفقات الفردية، الشيء

## الشباب والهجرة

أما العوامل في بلدان الاستقبال فتتجلى في الانعكاسات «الانحرافية» لمقتضيات اتفاقية شانكين وقد أدى ذلك إلى انتعاش ما يمكن تسميته بـ «تجارة الأوهام» حيث تزايد نشاط مهربي البشر بين الضفتين، إضافة إلى وجود طلب للعمل في سوق مواز يهم بعض القطاعات التي ينجذبها الشباب الأوروبي لضعف أجرها وصعوبة العمل فيها.

وهكذا بعد الأوهام يواجه الشباب الواقع المر، ولكن لأسباب اجتماعية واقتصادية (كلفة الهجرة) فإن افتراض الرجوع هو أمر غير وارد. في ظل هذا الواقع يجد الشباب نفسه أمام ظروف صعبة حيث يسجل معدل بطالة الشباب المهاجر أعلى نسبة في جميع دول الاستقبال وينجم عن هذا الوضع صعوبات للاندماج في المجتمعات المضيفة ويصبح هؤلاء الشباب عرضة للإقصاء والعنصرية كما تدل على ذلك مختلف الدراسات والمسوحات الميدانية.

إن معالجة مشكل الهجرة لا يمكن أن يكون إلا بالتأثير على أسبابها وليس في تبني سياسة تقنينية وأمنية وإلا فإن الشباب سيداوم على هذه المغامرة الخطيرة حتى ولو كان ذلك على حساب حريته أو حياته. ■

بقلم محمد الخشاني - أستاذ ومسؤول جمعي



تشكل الهجرة هاجسا للشباب المغربي، وقد يبلغ ذلك عند بعضهم حد الهوس، إذ رغم الأخطار التي تحف بهذه المغامرة، فإن ذلك لا يثنى المرشحين لاجتياز المضيق.

وتظل الهجرة السرية، في ظل التقنيات التشريعية لبلدان أوروبا الوسيلة التي يلجأ إليها الشباب لدخول المجال الأوروبي. وقد عرفت هذه الهجرة تطورا مهما ابتداء من التسعينات ولكن يصعب تقييمها نظرا لطبيعتها.

ولمعرفة هذه الظاهرة، يجب أولا معرفة أسبابها. وهذه الأسباب لها ارتباط بالمغرب كبلد موفد ومن جهة أخرى بالدول المستقبلة. فيما يخص المغرب، يمكن من جهة اختزال هذه الأسباب في عوامل اقتصادية واجتماعية ونفسية إضافة إلى القرب الجغرافي، فالمغرب لا يبعد إلا بـ 14 كلم عن أوروبا.

# علاقة الشباب المنحدر من الهجرة مع المغرب أي مستقبل؟

بقلم إبراهيم أوصلح - مسؤول جمعي بفرنسا



كانت إرادة العودة إلى الوطن الأم ثابتة لدى الجيل الأول من المهاجرين، ومع العقود تحولت الإرادة إلى حلم لتنقرض في النهاية بالنسبة للمنحدرين من هذا الجيل.

هل سيبقى المغرب مع ذلك قطبا جذابا بالنسبة لهؤلاء الشباب؟

يتطلب الجواب عن هذا السؤال تحليلا معمقا يربط بين نظرة الشباب لوطنهم الأم من جهة والمدرج الاجتماعي للتأقلم والاندماج إن لم يكن الذوبان في مجتمعات البلدان المستقبلة.

- يتبين جليا أن عملية الاندماج هذه تتم بسرعة رغم الصعوبات والعراقيل الناتجة عن معطيات موضوعية مثل ضعف وتواضع الفئات الاجتماعية المنبثقة منها والناتجة أيضا عن التهميش والتمييز من طرف مجتمعات تتحاط من غزو حضاري وثقافي وديني.

- الاندماج واضح لدى الأغلبية الساحقة من الشباب المغربي الأصل، والدليل على ذلك النسبة المتزايدة من المتجنسين حيث أصبح المغاربة في المرتبة الأولى أو الثانية في إسبانيا وفرنسا وهولندا وبلجيكا وإيطاليا.

هذا بالإضافة إلى رقي اجتماعي ومهني استطاعوا تحقيقه بالنسبة للآباء وكذا انخراطهم التدريجي في عملية المواطنة عن طريق ممارستهم حق الانتخاب أو الترشيح للوصول إلى مواقع في إدارة الشأن العام على الصعيد الوطني أو المحلي في

بلدان المهجر.

- كما نلاحظ طموحا واضحا- ولو كان جزئيا- لتمسك هذا الشباب بهويته. لكن هل سيكون هذا في الإبقاء على علاقة قوية وصلبة مع المغرب؟

- العامل الديني، إن كان يمثل إحدى المقومات القوية لهذه الهوية، فإنه يبتعد في «ولائه» للوطن الأم ليتخذ طابعا كونيا: زإسلام فرنساس بدل «الإسلام في فرنسا»، هذا مع ملاحظة تأثر بعض الفئات الهامشية بالتيارات المذهبية العالمية مثل الوهابية أو حركة الإخوان المسلمين أو الحركات الأكثر تجدرا. - العامل اللغوي من جهته يتضاءل بقوة لهشاشة الارتباط باللغة الأم (العامية أو الأمازيغية) وضعف شحنتها الثقافية والحضارية في مواجهة لغات قوية شمولية تعتمد على النظام التعليمي والوسط البيئي والقوة الإعلامية.

- أما العامل المادي فالمغرب غير قادر حاليا على الاستجابة للطموحات المهنية والاجتماعية لشباب الهجرة.

- تبقى إذن العلاقة العاطفية وحدها قائمة: تقوية الجذور والحنين إلى وطن والوالدين.

- هناك طموح آخر يعبر عنه الشباب هو الإرادة في التمتع بحقوق المواطنة في المغرب، هذا الطموح مرتبط بالمكتسبات التي حققتها البلاد في مجال حقوق الإنسان والولوج في مسلسل ديمقراطي يمثل مصدرا قويا للافتخار والاعتزاز بالهوية.

- رهان تقوية ارتباط الأجيال المنبثقة من الهجرة بالمغرب هو رهان حيوي ليس فقط فيما يخص الجانب المادي المتمثل في الموارد المالية الهائلة بل أيضا فيما يخص تقوية موقع المغرب في الساحة الأوروبية أساسا شريطة توظيف كل طاقات وكفاءات الامتداد العضوي الذي يشكله هذا التواجد الكبير للهجرة المغربية في مجتمعات ومؤسسات بلدان الاتحاد الأوروبي أساسا. ■

## ملخص أشغال المنتدى

بقلم محمد الناجي - أستاذ



**إن التفكير في مغرب الغد يستدعي نظرة استشرافية قصد استنباط سيناريوهات من شأنها إبراز التحديات التي تواجه بلدنا. ومن ثم تصبح بلورة تخطيط دقيق وواضح ضرورة كبرى، لا محيد عنها، عند**

**أي تدخل للسلطات العمومية. لكن نجاح مثل هذا المشروع، يتطلب استمرار تظافر جهود مختلف القطاعات الاقتصادية والاجتماعية.**

وتدل الإحصائيات الواردة بالتقرير الذي قدمته اللجنة العليا للسكان وحدها على أهمية الموضوع بالنسبة لمستقبل البلاد. فعلى المستوى الكمي، تشكل فئة الشباب الذين تتراوح أعمارهم بين 15 و 24 سنة، حوالي 21% من مجموع سكان المغرب سنة 2003. ودون الدخول في تفاصيل خصائص الشباب، نكتفي بالإشارة إلى بعض العناصر المتعلقة بهم. فأغلبيتهم عزاب (99,5% بالنسبة للذكور و 92,5% بالنسبة للإناث). ورغم المجهودات المبذولة من طرف السلطات العمومية، قصد احتواء ظاهرة الأمية، فإنها تظل متفشية بين الشباب مع وجود تباينات حسب الجنس (42% بالنسبة للإناث و 21,2% بالنسبة للذكور) وخاصة حسب وسط الإقامة حيث سجل معدل 8% لدى الذكور و 18,4% لدى الإناث بالوسط الحضري، بينما أدركت هذه المعدلات على التوالي 35,3% و 70,6% بالوسط القروي. وإذا كانت ربات البيوت تشكلن 23,6% من الشابات فإن 31,2% من المجموع لا يزلن يتابعن تكوينهن و 35,8% يزاوئن نشاطا مهنيا مقابل 7,34% هن عاطلات. وهكذا تم الوقوف على مجموعة من المؤشرات الهامة. فبالإضافة إلى التشغيل والتكوين والصحة ومستوى عيش الأسر، تمت الإشارة إلى مختلف الجوانب المميزة للشباب، كما تطرق إلى ذلك المنسوب السامي للتخطيط خلال كلمته الافتتاحية للمنتدى، حيث تم التذكير بأهمية التحولات التي تعرفها الشبيبة المغربية والإلحاح على ضرورة بناء مشروع مجتمع متماسك.

في غضون اليومين المخصصين لأشغال هذا المنتدى، تم تناول بالدرس والتحليل أربع محاور في إطار حاول فيه المنظمون معالجة موضوع الشباب بطريقة ملائمة وشاملة لمختلف الجوانب الأكثر جاذبية والأكثر إثارة. وقد عالجت هذه المحاور الأربع على التوالي الحياة الاجتماعية للشباب والحياة الاقتصادية والعلاقات الموجودة بين هذه الفئة من السكان والهجرة الدولية وأخيرا الجوانب المتعلقة بالحياة المدنية والسياسية للشباب.

### الشباب بين التقليد والتحديث

نظرا للتغيرات التي عرفتها البنيات الديمغرافية، والدينامية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي يشهدها المغرب، لم يبق

يتميز المجتمع المغربي بتطور شامل وتغيرات متسارعة سواء على المستوى الاقتصادي أو الاجتماعي أو الثقافي. وسوف لن نحتاج إلى مساءلة هذا المجتمع من حيث فئاته وطبقاته الاجتماعية، لأن مجرد تحليل الهرم السكاني وحده كاف على أن يبرز لنا إحدى أهم التحديات الحالية والمستقبلية التي تواجه المغرب: يتعلق الأمر بالشباب. وتبدو المندوبية السامية للتخطيط مؤهلة أكثر من غيرها على التذكير والوعي بهذا التحدي واستعجالية مواجهته. في هذا الإطار، يأتي تقرير اللجنة العليا للسكان لسنة 2004 الذي شكل فرصة مثلى للتحسيس بحجم هذه الإشكالية.

في هذا السياق، نظمت المندوبية السامية للتخطيط، تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله، منتدى حول مواقف وسلوكات وحاجيات الشباب بالمغرب. تميز هذا المنتدى بحضور خبراء، مغاربة وأجانب، من جميع التخصصات: اقتصاديون وديمغرافيون وإحصائيون وعلماء اجتماع وعلماء النفس وفلاسفة وممثلوا الإدارات المعنية بالموضوع وكذا ممثلوا الأحزاب السياسية والنقابات وجمعيات الشباب. تخلل هذا المنتدى نقاش جاد ومثمر نظرا للأهمية الاستراتيجية للشباب ببلد كالمغرب. وتعد الرعاية السامية لصاحب الجلالة لهذا المنتدى، إضافة إلى حضور عدد من أعضاء الحكومة خلال حفل الافتتاح، إشارة قوية على تحمل السلطات العمومية لمسؤوليتها على أعلى مستوى بخصوص الإشكالية المطروحة.

المؤشرات لا تخص فقط الشباب بل تدل عن درجة تطور المجتمع برمته مادامت تهتم قطاعاته الفعالة.

تظهر هذه المؤشرات كذلك، خصوصا عندما تنطرق إلى الجوانب المتعلقة بالتكوين والتشغيل، مدى التناسق الإجتماعي بمفهوم العلاقة بين الأجيال. فكلما كانت أنماط التكوين مناسبة لحاجيات الشباب، كل ما قلت نسبة البطالة وبالتالي زادت نسبة نجاح الاندماج الاجتماعي. كل هذا يقوي التواصل بين الفرقاء الاجتماعيين عكس ما يكون في حالة أزمة طويلة الأمد حيث يدمم اقضاء الشباب من عدة قطاعات إلى حد الانفصال.

من هذا المنظور يبقى تحصيل سلوكيات الشباب ذات أهمية قسوى لفهم الحاضر والمتاجرة بالإنقال، خصوصا عندما يتعلق الأمر بالسلوكيات الخطرة. هذه السلوكيات، التي تكشف عن هشاشة بهذا المقدار، تبقى بالتأكيد من مميزات الشبيبة بصفة عامة، ومجالا هشاً بطبعه. لكن الشبيبة التي تكون فريسة العقبات بمجتمع يواجه بدوره أزمات تبقى أكثر عرضة لمثل هذه السلوكيات. إن مختلف أشكال الجنوح والعنف، دون الغوص في أنواعها حسب النوع أو الانتماء الاجتماعي، تكون أكثر حدة حسب درجة تقدم المجتمع ووسائل التنظيم والتوازن الاجتماعي المتواجدة به.

### من أجل ردود فعل اجتماعية فعالة

نظرا لمجموع هذه الاعتبارات، أعطت الندوة اهتماما خاصا لمكانة الشباب في المجتمع المغربي حيث شكل محورا أساسيا. فكل نظرة استشرافية يجب أن تأخذ بعين الاعتبار المعرفة المعمقة للمعطيات المرتبطة بهذا الجانب، الذي اهتمت به بعض المداخلات بالعدد الحالي. فإذا كان وصف سلوكيات الشباب قد شكل فصلا مهما، فإن مساءلة ردود الفعل التي يقدمها المجتمع للحاجيات وكذا الوضعيات الهشة الملاحظة عند الشباب تظل أساسية.

ردود الفعل هذه لا تكون في الغالب بارزة، سواء أكانت فعالة أو بالأحرى متباينة وغير مناسبة سواء تعلق الأمر بمستوى ردود فعل العائلة أو السلطات العمومية. مثل هذه الوضعيات لا تنتج دائما عن نقص في الوسائل، ولكن غياب الانسجام

مجال للشك في حمل الشباب بوادق قيم ثقافية جديدة. وإذا كان هذا التوجه يبدو جليا على عدة مستويات من سلوكيات الشباب وكذا من خلال علاقتهم بالمجال المحيط بهم، فإن الوضعية تبقى أكثر تعقيدا وأن القيم «التقليدية» و«العصرية» تتقاطع نظرا لخصوصية المرحلة الحالية من تطور المجتمع المغربي.

وهكذا تعرف المعايير والأفكار تحولا جذريا من جيل لآخر. فشباب اليوم أكثر تعلما من آبائهم، مما يؤثر بالتأكيد على السلطة الأبوية خاصة منها الجوانب الدينية والمعنوية. وهكذا فإن مسلسل الفردانية، الذي يعتبر المظهر الأساسي للتحديث، يتكرس تدريجيا. فقد أصبح للشباب سلوكيات مستقلة عن العائلة على عدة مستويات، خاصة عندما يتعلق الأمر باختيار شريك الحياة. بالإضافة إلى ذلك، فإن بروز مثل هذه القيم الذي يكون مصحوبا بتقلص التضامن العائلي وينم عن منطلق المرور من النموذج التقليدي إلى النموذج الحدائي، لا يمر دون صعوبات. لكن هذا التوجه يصطدم بعدة حواجز يواجهها الشباب خاصة خلال مرحلة الاندماج في سوق العمل، مما يجعل الأسرة تظل الملجأ الأساسي الذي يحتمي به الشباب. وهكذا يبقى التحول رهينا بتحقيق توازنات مستمرة تتحدد طبيعتها وتماسكها خاصة من خلال وتيرة التحولات الاقتصادية ودرجة النمو. لكن العامل الاقتصادي ليس هو المحدد الوحيد. إذ نجد أن الشباب يظل متشبثا بقوة بالقيم التقليدية، خاصة الدينية التي لازالت تتحكم في العديد من اختياراتهم وتوجه تصوراتهم.

### سلوكيات الشباب والنضج الاجتماعي

هكذا إذن نلاحظ نوعا من التآرجح بين التحديث والتقليد لدى الشباب. بتعبير آخر، تمفصل تصورات وسلوكيات الشباب مع مجتمعات لم تنجح فيها بعد التحولات الجذرية في إرساء قانونها الخاص. من هذا المنظور، تشكل المؤشرات الخاصة بمستويات تكوين الشباب وبعلاقتهم الاجتماعية ونماذج هذه الأخيرة وكذا تلك الخاصة بسلوكياتهم وتمثلاتهم أهمية كبيرة. فهي تنم عن درجة نضج الشباب، وعن تمكنه وثقته في نفسه. فهذه المؤشرات لها أهمية خاصة لقياس المرحلة التي قطعها المجتمع ولمعرفة مستوى النقلة الذي تم إدراكه وللتحول الملموس بين الأجيال القديمة والحالية. إنها تظهر مدى استعداد الشباب لمواجهة تحديات المستقبل. إن هذه

حول النقائص الحالية في المجال الثقافي وحول استيعابية مواجهتها. فالمجالات الكلاسيكية للتجمعات لا يبدو أنها أتت بأجوبة ملائمة في هذا الإطار ومن تم ضرورة التفكير حول إحداث بنيات أكثر ملائمة.

### ضرورة الاندماج الشامل

أضحى اندماج الشباب في الحياة الاقتصادية والثقافية أساسيا. فالرغبة في الهجرة لدى الشبان، وهي ظاهرة عادية ومعتادة تاريخيا بالدول التي هي في طور النقلة، يمكنها أن تترجم الصعوبات المتصاعدة للاندماج في الحياة النشيطة وعدم قدرة النموذج الثقافي السائد على تشجيع الشباب. إن نزيف القوى المنتجة الذي يمكن أن ينتج عن ذلك يمكنه أن يهدد بشكل جدي الرأسمال البشري للبلاد إذا لم تتخذ إجراءات لمواجهة ذلك. لقد أثارت الندوة الانتباه حول هذا الجانب، نظرا للأهمية التي يكتسبها بالنسبة للتنمية المستقبلية للمغرب.

لهذا السبب، فإن إعطاء الكلمة للشباب شئ أساسي، ولا محيد عن الحوار من أجل بناء أمة عصرية وديمقراطية. وتأتي هذه الأهمية كذلك لأن الحوار يشكل الوسيلة الأكثر نجاعة لمعالجة المشاكل التي يواجهها الشبان.

إن اندماج الشباب في المجال السياسي وتدخلهم الفعلي في اتخاذ القرار لا يمكنه إلا أن يساعد المغرب على تشييد مجتمع عصري. ■

على المستوى العام أو عجز في التواصل. فالاختلافات في المستوى الثقافي بالوسط العائلي يمكنها كذلك أن تحدث مثل هذا العجز عندما يتعلق الأمر فقط بغياب تام للاتصال. فالمدرسة التي يفترض فيها أن تكون من جهتها مجالا للإعلام، يمكن أن تكون في بعض الحالات غير قادرة على إعطاء خطاب واضح ومنسجم، خاصة عندما يتعلق الأمر بالمخاطر المرتبطة بالجنس، وعلى مستوى أشمل، فإن وسائل الإعلام، ونظرا لأسباب مادية، يمكنها أن تنتج خطابات متناقضة مع أهداف الشباب. مثل هذه الوضعيات تثقل القدرة الوقائية للمجتمع في مواجهة المخاطر التي تهدد الشباب وتستدعي وعيا دقيقا بهذه المشاكل.

إن مختلف أوجه تدخل الفاعلين الاجتماعيين المعنيين والمؤهلين لمعالجة هذه المخاطر، يجب عليها، وبدون نقاش، أن تشكل موضوعا للتجانس بفضل تواصل أحسن في اتجاه تدخل متفق بشأنه وفعال. فالشبان يشكون من عدم كفاية مؤسساتية سواء بالمدرسة أو خارجها. وهذا ما حث بعض الإدارات المعنية أن تبرهن على حذر أكبر من خلال اعتماد استراتيجيات أكثر ملائمة كما هو الشأن بالنسبة لإدارة الصحة. انطلاقا من مثل هذه الحالات يتبين أنه من الضروري توقع تدخلات أكثر ملائمة مبنية على معرفة جيدة لمشاكل هذه الفئة موضع التساؤل مع إعطاء الأسبقية في هذا التوقع للتدخلات الأكثر قربا. فإشراك ممثلي الشبان في هذه التدخلات وخاصة عن طريق الوسط الجمعي أمر مرغوب فيه بهدف فحص أشكال التدخل وإعطائها مصداقية أكثر.

فعلى جميع مستويات التدخل، سواء تعلق الأمر بمجموع المخاطر المرتبطة بالسلوك، انطلاقا من تلك المتعلقة بالجنس حتى تلك المتعلقة بالتدخين أو التعاطي للمخدرات، فإن مشاركة الشبان تكون الشكل الأكثر فعالية للتواصل من أجل التأثير في الشباب المعنيين وتحسيسهم. فالعملية الثقافية يمكن أن تكون حاسمة على هذا المستوى من خلال الوعي الذي يمكنها أن تولده وكوسيلة أساسية للتعبئة في خضم المرحلة الحالية من النقلة حيث يكون الشباب على الخصوص موضوع غموض وتردد من هذه العملية. فالنقاشات التي دارت طوال الندوة حول الشباب أثارت الانتباه

# انتقينا لكم

## لقاء حول النمو الاقتصادي والشغل بالمغرب

شرعت المندوبية السامية للتخطيط في إنجاز سلسلة دراسات معمقة من أجل فهم أفضل لعدد من الإشكالات السوسيو اقتصادية الكبرى التي تعرفها بلادنا والتي تم تحديدها خلال أعمال تقييم المخطط الخماسي 2004-2000. وهكذا، وبالإضافة إلى الموضوعات المتعلقة بالترابط بين القطاعات الفلاحية وغير الفلاحية، وبمحددات الفقر وإعادة إنتاجه الاجتماعي والانتقال الديموغرافي، انكبت المندوبية السامية للتخطيط على دراسة العلاقة بين النمو الاقتصادي والشغل، وأعدت تقريرا تعزز عرضه للنقاش في إطار لقاء دراسي دولي. وسيتم أيضا تكريس هذا اللقاء، الذي سينظم يومي 20 و 21 يونيو 2005، لعروض تتناول مختلف أوجه هذه العلاقة، سواء على المستوى النظري أو التجريبي. وسيتم، في نفس الإطار، تقديم دراسات حالات ترتبط بدول وجهات من العالم (وخصوصا من أمريكا اللاتينية) وذلك بشكل يمكن من الاستفادة من تجارب السياسات الاقتصادية وسياسات الشغل المعتمدة في فضاءات جغرافية أخرى. وسيشارك في هذا اللقاء باحثون وخبراء مغاربة ودوليون، بالإضافة إلى ممثلين عن الاتحاد الأوروبي ومنظمة العمل الدولية والبنك الدولي والمركز الفرنسي للأبحاث حول الشغل والمعهد الوطني للإحصاء والدراسات الاقتصادية بفرنسا.

## حينما ستستيقظ الصين

«لنموضع أيضا النقاش مع الصين على المستوى السياسي. لا يجب أن ننسى أن هذه الأخيرة تطور رأسمالية هجومية ذات طابع خاص، لكنها في الحقيقة تخضع لتحكم الدولة»

أحمد الحلبي علمي

لجريدة ليكونوميست، عدد 2025، ماي 2005.

## المرأة والسياسي... !

جوابا على سؤال حول ما إذا كان من الضروري أن يكون حضور المرأة داخل الأحزاب السياسية أكبر، أجاب 59 ٪ بالتأكيد (حسب بحث حديث حول تغيرات وضع ووظائف المرأة أنجزته المندوبية السامية للتخطيط). يبقى فقط أن تحليل النتائج يكشف بشكل واضح أنه لولا الموقف السلبي من المرأة الذي عبر عنه كثير من الرجال لكانت هذه النسبة أكبر بكثير: ففي العالم القروي، أجاب 69 ٪ من النساء بالتأكيد مقابل 57 ٪ من الرجال، بينما بلغت النسبتان في العالم القروي، على التوالي، 63 ٪ و 43 ٪.

## أرقام لاغية

قدمت وسائل الإعلام التقرير السنوي حول اقتصاديات القارة الإفريقية، المنشور بالتعاون بين البنك الإفريقي للتنمية ومنظمة التجارة والتنمية في الميدان الاقتصادي، كما لو أنه سبق ما، وذلك بالرغم من كون التقرير لم يتجاوز استعادة أرقام المندوبية السامية للتخطيط حول تطور الناتج الداخلي الخام لسنتي 2003 (5,5 ٪) و 2004 (5,3 ٪ غير النهائية) وكذا الناتج الداخلي الخام لسنة 2005 المتوقع من طرف وزارة المالية. والواقع أن الأرقام المتضمنة في هذا التقرير تعتبر لاغية، وذلك لسبب بسيط يتجلى في كون التقرير قد تم إنجازه مدة قبل مراجعة المندوبية السامية للتخطيط ووزارة المالية للمعدلين الخاصين بسنتي 2004 و 2005.

## خبر سار للنظام الإحصائي الوطني

بناء على تقديرها الخاص «لحجم ونوعية العمل الذي تم تحقيقه منذ زيارتها الأخيرة»، اعتبرت بعثة صندوق النقد الدولي المغرب مؤهلا للحصول على المواصفة الخاصة بتوزيع المعطيات. وبذلك سيكون المغرب البلد الواحد والستين في العالم الذي يلتزم بهذه المواصفة (قبل نهاية سنة 2005) ويستفيد من إيجابيات ذلك. وبالتأكيد، سيتم الاعتراف الدولي بمصادقية نظامنا الإحصائي، على الخصوص، نفسا جديدا للاستثمار الأجنبي ببلادنا.

## المندوب الفرنسي في التخطيط في زيارة إلى المغرب

بدعوة من نظيره المغربي، ألقى المسؤول عن قطاع التخطيط بفرنسا والفيلسوف السيد ألان إتشغوين ثلاث محاضرات (اثنتين بالرباط وأخرى بالدار البيضاء) حول مواضيع «التخطيط والمستقبلية» و«نحو اقتصاد ومجتمع الإخلال بالوفاء» و«أي تطور للمقاولة في اقتصاد معولم». وإذا كان الجميع قد أسرته البرهنة الفلسفية للمحاضر حول شيوع عدم الوفاء وحول إجبارية التكيف المستمر للمقاولات، بشكل خاص، لكي تكون أهلا للوفاء كقيمة جد نادرة، فإن الكثيرين أذهلهم شك المحاضر في جدوى الشفافية كطريقة للتدبير، حيث يفضل السيد إتشغوين الثقة والمسؤولية !